

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Année 1926

N° 56

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

(DIPLÔME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1926

PAR

René PATRIAT

Né le 10 Février 1894, à Corbambles

L'ÉLEVAGE

DANS

LE DÉPARTEMENT DE LA MEUSE

LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE ET LES SYNDICATS D'ÉLEVAGE
DANS LA MEUSE DEPUIS 1890.

LEUR DÉVELOPPEMENT ET LEURS CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
ET ZOOTECHNIQUES.

ÉTAT ACTUEL DE LA PRODUCTION ANIMALE
ET MÉTHODES D'AMÉLIORATION À APPLIQUER.

JURY

Président : M. P. MENÉTRIER, Professeur à la Faculté de Médecine.

Assesseurs : M. DECHAMBRE, Professeur à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.

M. PANISSET, Professeur à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.

BAR-LE-DUC

IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE

36, RUE ROUSSEAU, 36

1926

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT -

Année 1926

N° 56

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

(DIPLÔME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1926

PAR

René PATRIAT

Né le 10 Février 1891, à Corrombles

L'ÉLEVAGE

DANS

LE DÉPARTEMENT DE LA MEUSE

LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE ET LES SYNDICATS D'ÉLEVAGE
DANS LA MEUSE DEPUIS 1890.

LEUR DÉVELOPPEMENT ET LEURS CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
ET ZOOTECHNIQUES.

ÉTAT ACTUEL DE LA PRODUCTION ANIMALE
ET MÉTHODES D'AMÉLIORATION A APPLIQUER.

JURY

Président : M. P. MÉNÉTRIER, Professeur à la Faculté de Médecine.

Assesseurs : M. DECHAMBRE, Professeur à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.

M. PANISSET, Professeur à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.

BAR-LE-DUC

IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE

36, RUE ROUSSEAU, 36

1926



PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Directeurs honoraires: MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE.

Directeur: M. E. NICOLAS.

Professeurs honoraires: MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire
des Écoles vétérinaires, P.-J. CADIOT, A. RAILLIET, H. VALLÉE.

PROFESSEURS

Anatomie descriptive de mammifères domestiques.....	MM. BOURDELLE.
Physiologie, thérapeutique générale, matière médicale...	MAIGNON.
Physique et chimie médicales, toxicologie, pharmacie...	NICOLAS.
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique; histoire naturelle médicale.....	HENRY.
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, cli- nique; sémiologie et propédeutique, jurisprudence..	ROBIN.
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure.....	COQUOT.
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, cli- nique; médecine opératoire, obstétrique.....	MOUSSU.
Pathologie générale et microbiologie, maladies micro- biennes et police sanitaire, clinique.....	PANISSET.
Histologie et embryologie, anatomie pathologique, inspec- tion des denrées alimentaires; autopsies.....	PETIT.
Hygiène et agronomie; zootechnie et économie rurale....	DECHAMBRE.

CHEFS DE TRAVAUX

MM. DELMER.	MM. MOUSSU (R.).
LEBLOIS.	PETIT (M.).
LESBOUYRIES.	VERGE.
MONVOISIN.	

La Faculté de Médecine et l'École Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A Monsieur Ch. MAGNY,
Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur.

A Monsieur le Professeur LECLAINCHE,
*Membre de l'Institut,
Grand Officier de la Légion d'Honneur,
Inspecteur général des Écoles vétérinaires,
Directeur adjoint des Services vétérinaires au Ministère
de l'Agriculture.*

A Monsieur le Professeur VALLÉE,
*Directeur du Laboratoire National des Recherches
des Services vétérinaires,
Membre de l'Académie de Médecine,
Commandeur de la Légion d'Honneur.*

A Messieurs LES INSPECTEURS GÉNÉRAUX
Des Services vétérinaires au Ministère de l'Agriculture.

A Monsieur le Président RAYMOND POINCARÉ,
Ancien Président de la République,
Ancien Président du Conseil,
Sénateur et Président du Conseil général de la Meuse.

A Monsieur le Député ANDRÉ MAGINOT,
Ancien Ministre de la Guerre,
Vice-Président du Conseil général de la Meuse.

A Monsieur le Sénateur POL CHEVALIER,
Conseiller général de la Meuse,
Président de la Fédération des Associations agricoles
de l'Arrondissement de Bar-le-Duc.

A Monsieur le Sénateur GEORGES LECOURTIER,
Conseiller général de la Meuse,
Président de la Société d'Agriculture
de l'Arrondissement de Verdun.

A Messieurs LES DÉPUTÉS DE LA MEUSE.

A Messieurs LES CONSEILLERS GÉNÉRAUX
DE LA MEUSE.

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE
Monsieur le Professeur P. MÉNÉTRIER,

*Professeur à la Faculté de Médecine de Paris,
Membre de l'Académie de Médecine,
Chevalier de la Légion d'Honneur.*

A Monsieur le Professeur DECHAMBRE,

*Professeur à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort
et à l'École Nationale d'Agriculture de Grignon,
Membre de l'Académie d'Agriculture,
Président de l'Office français d'Élevage,
Chevalier de la Légion d'Honneur.*

A Monsieur le Professeur PANISSET,

*Professeur à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort,
Chevalier de la Légion d'Honneur.*

Membres du Jury.

A MES ANCIENS MAÎTRES
DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE DE LYON.

A MES COLLÈGUES, A MES CONFRÈRES,
A MES AMIS.

AUX AGRICULTEURS ET ELEVEURS DE LA MEUSE.

L'ÉLEVAGE

DANS

LE DÉPARTEMENT DE LA MEUSE

AVANT-PROPOS

Le bon accueil que nous avons toujours trouvé au sein des associations agricoles de ce département, comme auprès des agriculteurs dont beaucoup se sont plu à nous entretenir de leurs préoccupations d'élevage et à nous demander notre appréciation, nous a incité à rechercher, puis à mettre en relief, l'action entreprise, depuis 1890, par les Sociétés d'agriculture locales en vue de l'amélioration des principales espèces d'animaux domestiques.

Cette revue des efforts accomplis et des résultats obtenus, nous n'avons pas cru devoir la présenter sans y ajouter à l'occasion les réserves qu'il nous a semblé opportun de faire et sans indiquer également la voie où il serait peut-être bon que l'on s'engageât à l'avenir pour aboutir plus vite au progrès désiré.

Le terrien, ici comme ailleurs, coutumier du plus grand effort et prisonnier du risque, est riche de ces qualités qui sont l'armature de notre pays : attachement au sol, amour du travail, patience, ténacité, bon sens, esprit d'économie. Point n'est besoin de lui rappeler l'à-propos de l'une de ces sages formules qui émaillent l'art poétique et dont on ne sait si ce ne sont, plus encore que les seules règles du bien écrire, des préceptes d'un caractère très général : « Aimez qu'on vous conseille et non pas qu'on vous loue ».

La manifestation de notre volonté de servir — le meilleur témoignage de reconnaissance et d'attachement que nous puissions donner aux éleveurs qui ont bien voulu nous honorer de leur confiance — nous commandait de relever non seulement les importantes améliorations obtenues sous l'impulsion des associations agricoles, mais de noter les petits retards ou les légers reculs consécutifs à telle ou telle initiative. Il nous a paru aussi que nous devions, mettant à profit nos connaissances techniques, préciser, vulgariser ou même définir les conditions d'une incessante poursuite de ce perfectionnement du cheptel et contribuer ainsi à l'entretien ou à la formation de cette éducation professionnelle et de cet état d'esprit qui contiennent en germe la réalisation de demain.

Malgré toutes ces bonnes raisons, ce rôle de conseiller si souvent déplaisant pour celui à qui l'on s'adresse est toujours délicat et il nous eut semblé un peu présomptueux de le vouloir jouer si, avant tout, nous ne nous étions borné à faire écho aux avis de confrères justement écoutés et à l'enseignement de maîtres qui font autorité.

Comme l'attestent les pages qui suivent, fidèlement inspirées des divers comptes rendus, l'intervention des vétérinaires a été souvent le point de départ des décisions heureuses prises, en ce qui concerne l'élevage, par les associations agricoles. Ils ont joué et jouent encore à ce point de vue, au sein des groupements ruraux meusiens, un rôle toujours utile, parfois prépondérant. Deux des Syndicats d'élevage du cheval de trait ardennais (Syndicats d'arrondissement), deux Syndicats d'élevage bovins également, différentes Sociétés d'agriculture cantonales sont présidées par nos confrères; enfin, la plupart de ceux qui ne sont pas à la tête d'organismes de ce genre ont été ou sont encore, en qualité de secrétaire et de trésorier, la cheville ouvrière des associations agricoles locales.

A vrai dire, ici comme dans la plupart des départements, les vétérinaires constituent, dans les régions de moyenne et de petite culture surtout, les cadres du progrès zootechnique, et il serait vain de vouloir tenter une action sur l'élevage en faisant abstraction de leur influence et de leurs lumières.

La cause de cet état de fait est toute simple. Il y a, à raison de un par canton en moyenne, un de ces hommes qui, au cours de quatre années d'un sévère labeur intellectuel, abordé après l'obtention du baccalauréat, avec, tout récemment encore, un concours supplémentaire, se sont spécialisés dans l'étude de l'organisme animal envisagé, non pas comme on le croit trop souvent sous le seul angle pathologique, mais aussi à l'état normal — et cela est nécessaire pour noter le début et l'étendue du mal.

Avant même d'aborder les questions de zootechnie aux aspects si complexes, le vétérinaire a acquis dans leurs plus petits détails toutes les notions d'anatomie et de physiologie qui en constituent l'indispensable préface et aident, celles-ci à apprécier chez un animal donné la bonne marche des grandes fonctions de la vie organique, celles-là à juger sur le même sujet du bon équilibre et de la solidité de la charpente, de la correction des formes, de la gravité des défauts et des tares, lui permettant ainsi de bien motiver son jugement.

Chaque praticien est, de par ses études mêmes, non pas tant le médecin que l'ingénieur de la machine animale et partant l'ingénieur le plus qualifié de cette industrie : l'élevage. Comme tout bon constructeur, il connaît les moindres rouages du moteur qu'il sait réparer, mais dont encore les conditions de bonne marche et de bon rendement lui sont familières.

A toutes ces raisons qui établissent sa compétence dans le choix, l'appréciation et l'entretien des animaux, viennent s'en ajouter d'autres qui expliquent comment il est l'agent idéal de vulgarisation de la zootechnie ou science de la production et de l'exploitation du bétail. Sa profession le met en contact journalier avec le cultivateur dont il devient l'ami et le conseiller naturel. Nul mieux que lui dans les fréquents entretiens qu'il a avec l'agriculteur ne sait mettre à la portée de ce dernier la connaissance scientifique, et il n'est pas jusqu'à l'autorité et à l'influence dont il jouit, en raison des services rendus, qui ne fassent accorder une attention plus vive à des avis, à des conseils, à des enseignements prodigués avec autant de persévérance que de désintéressement.

Car, point tout à fait remarquable — et le cultivateur aurait vraiment tort de n'en pas profiter —, les indications, nous pourrions dire les consultations zootechniques, sont de celles qui ne se paient généralement pas. Et cependant pour ne porter fruit qu'à longue échéance, elles n'en sont pas moins utiles et fécondes. L'éleveur leur accordera plus de prix le jour où plus instruit, plus avisé et se contentant moins de l'à peu près, il ambitionnera non pas seulement un état de santé satisfaisant pour son cheptel, mais recherchera également à ce que celui-ci, à dépense alimentaire égale, lui donne le maximum de rendement.

Cette notion du rendement est bien délaissée en agriculture comme en élevage, et il semble que le plus grave tort du terrien, qui a par ailleurs tant de qualités et de mérites, est de ne pas assez calculer, de ne pas suffisamment se rendre compte, de ne pas établir les prix de revient pour les comparer ensuite aux bénéfices, de conduire son exploitation souvent au petit bonheur sans examiner d'assez près les conditions d'une production plus abondante et plus rémunératrice.

Il suffirait de mettre à contribution ce cadre de vétérinaires praticiens en coordonnant et en dirigeant quelque peu son action, liée intimement à celle de l'élite agricole, pour activer la marche du progrès zootechnique qui, dans notre pays cependant si fertile, est encore à bien des points de vue (amélioration du bétail laitier notamment) très en retard sur les nations à sol moins favorisé.

Nos confrères de la Meuse, comprenant combien leurs conseils techniques pouvaient être profitables autour d'eux, se sont toujours dévoués à la cause de l'élevage local. Rassembler la documentation que, verbalement en général, ils ont prodiguée aux adhérents des sociétés agricoles dont eux-mêmes ne manquent pas de faire partie, c'est seconder et prolonger leurs efforts, c'est surtout rendre hommage à ceux-ci.

Mais si notre gratitude toute cordiale et bien sincère va à nos collaborateurs du département, elle se fait plus déferente et plus vive encore à l'adresse des maîtres aimés à qui nous sommes redevables de nos connaissances. D'eux tous nous garderons le souve-

nir de professeurs éminents qui, avec le noble désintéressement de l'homme de science, apportaient à l'accomplissement de leur mission, conscience, talent et, ajouterons-nous, amour. N'est-ce pas ainsi qu'il faille désigner cette passion du chercheur qui, par un travail obstiné et trop souvent méconnu, tente de soulever le voile énigmatique dont se parent volontiers les lois de la nature et s'applique ensuite, mettant à cette tâche toute son intelligence et tout son cœur, à répandre autour de lui les parcelles de vérité et les ondes de clarté. C'est précisément l'honneur de ces maîtres d'avoir su, en même temps qu'ils méritaient le respect et la reconnaissance, gagner l'affection de leurs élèves. Que ces inaltérables sentiments, s'ils ne peuvent alléger notre ineffaçable dette, leur soient du moins un réconfort dans leur labeur.

Nous avons à cœur de citer les noms des professeurs Boucher et Dechambre dont nous avons mis plus particulièrement l'enseignement à contribution pour l'élaboration de cette étude. C'est avec une peine très réelle que nous avons appris en avril dernier la disparition du professeur Boucher, pour lequel nous avions beaucoup d'attachement et avec qui nous étions resté très fidèlement en relations depuis notre sortie de l'Ecole. Peu de temps encore avant que nous parvienne la fatale nouvelle, il avait eu la bonté de nous écrire afin de nous encourager à aborder le travail projeté. Nous tenons à rendre un hommage ému à sa mémoire et à redire nos regrets attristés à sa famille au deuil de laquelle nous nous sommes associé.

Que M. le professeur Dechambre, dont les ouvrages si hautement et si unanimement appréciés nous ont guidé pas à pas et qui a bien voulu consentir, en dépit d'une tâche accablante, à la lecture préalable de cette thèse, ajoutant ainsi à d'autres une nouvelle marque de bienveillant intérêt à notre égard, veuille bien trouver ici la très respectueuse expression du meilleur de notre gratitude.

INTRODUCTION

A la date d'où part cette étude, il n'y avait pas dans le département de la Meuse de syndicat d'élevage. Le premier qui ait été créé, le Syndicat d'élevage nord-meusien, remonte seulement à 1914 et n'a guère pu entrer en action qu'au lendemain de la tourmente. Jusque là, les éleveurs du département n'avaient pas, en vue de l'amélioration de telle ou telle espèce animale, éprouvé le besoin de constituer des syndicats poursuivant un but étroitement défini. Ils considéraient que les sociétés d'agriculture (sociétés d'arrondissement ou sociétés cantonales) pouvaient, avec le souci d'encourager les progrès cultureux, allier celui du perfectionnement du bétail et s'occuper à la fois de tout ce qui avait trait à l'étude et à la défense des intérêts agricoles.

Mais, à la longue, on s'est aperçu que les problèmes d'élevage étaient très complexes, et suffisaient à eux seuls à accaparer l'activité de groupements spéciaux. Le choix de la race à fixer dans la région pour une espèce donnée, les moyens d'implanter cette race, de l'améliorer, les questions de croisement, de sélection, d'alimentation, la nécessité de l'éducation professionnelle de l'éleveur ont amené, après-guerre, la formation de quelques syndicats, dont plus loin nous étudierons l'action, mais que nous estimons en nombre encore beaucoup trop restreint.

Néanmoins, les différentes sociétés d'agriculture du département, avant que ne fussent créés les syndicats d'élevage existants aujourd'hui, se sont vivement intéressées à la production animale et ont essayé de donner à celle-ci l'orientation qu'elles croyaient conforme à l'intérêt du plus grand nombre de leurs adhérents.

Nous nous proposons de voir pour chaque arrondissement et pour les principales espèces domestiques qui peuplent la plupart

des exploitations du département ce qui a été fait par les sociétés locales depuis le point de départ choisi.

Cet exposé est inspiré des données qui nous ont été très obligeamment fournies par les actuels présidents de ces sociétés, par les éleveurs les plus notoires et par nos dévoués confrères. Nous devons également beaucoup aux secrétaires des associations agricoles, qui, rédigeant avec autant d'exactitude que de clarté les procès-verbaux des diverses assemblées, nous ont laissé un reflet fidèle et fort documenté de l'œuvre agricole accomplie, un précieux témoignage des efforts, souvent heureux, toujours méritoires, tentés dans le but d'encourager et d'accroître la production locale. A ces divers comptes rendus nous avons fait de larges emprunts et notamment à ceux de nos excellents confrères Adnot, ancien secrétaire de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc, L. Bailleux, secrétaire de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy, Didier, secrétaire de la Société d'agriculture des cantons de Dun et Stenay. Nous avons beaucoup puisé aussi dans les procès-verbaux rédigés par M. André Duvivier, secrétaire de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Commercy, par M. Brissé, secrétaire de la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement de Bar-le-Duc, dans ceux de M. Blaise, le si actif secrétaire de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun. M. Blaise, outre la rédaction précise, détaillée et attrayante des comptes rendus des séances tenues par la société précitée, a consacré quelques études à l'élevage bovin dans la Meuse et fait paraître d'intéressants articles relatifs aux concours agricoles ayant eu lieu dans l'arrondissement de Verdun. La lecture de ces publications dont nous avons relevé certains passages a grandement contribué à parfaire notre documentation qui doit également beaucoup à l'ouvrage de M. Prudhomme, professeur départemental d'agriculture de la Meuse, « *Agriculture du département de la Meuse* », ouvrage récompensé en 1892 par la Société d'encouragement pour l'industrie nationale.

PREMIÈRE PARTIE

ESPÈCE CHEVALINE

CHAPITRE I

ETAT DE LA POPULATION CHEVALINE DANS LA MEUSE VERS 1890

M. Prudhomme écrit, à ce propos, « *Agriculture de la Meuse — Animaux domestiques* » : « Les chevaux que l'on rencontre dans le département de la Meuse sont loin de posséder les mêmes caractères; aussi ne font-ils partie d'aucune race; on doit dire, cependant, qu'un certain nombre dérive de l'ancienne race lorraine. Leur conformation laisse à désirer sous plus d'un rapport et leur taille est un peu petite.

» Dès 1835, la Société d'agriculture de Commercy effectuait l'achat d'étalons percherons. En 1837, une deuxième importation eut lieu. Ces ventes de chevaux percherons se continuèrent jusqu'en 1865; mais l'Administration des haras n'ayant plus primé les étalons de trait, la Société se vit dans la nécessité de faire appel à l'industrie privée, en accordant des subventions de 200 à 250 francs par étalon qui possédait la conformation recherchée. Cette méthode de procéder n'eut lieu que jusqu'en 1870. A dater de cette année, les importations recommencèrent.

» En 1872, la même Société fit l'achat d'anglo-normands dans

le but de remplacer ceux, de même race, que l'Administration des haras avait supprimés. Les dépôts de remonte ayant été rétablis en 1878, différents achats d'étalons de races bretonne et norfolk-bretonne furent effectués.

» Vers 1840, la Société d'agriculture de Bar-le-Duc fit également l'acquisition de nombreux étalons de race percheronne. Plus tard ces animaux furent remplacés par les races anglo-normande et boulonnaise.

» La Société de Verdun opéra dans le même sens et continua l'importation de la race percheronne pendant vingt ans ; plus tard, elle encouragea les achats d'anglo-normands, et depuis quelques années elle met en vente des étalons de race norfolk-bretonne et de race boulonnaise ».

CHAPITRE II

ACTION

DES DIVERSES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE DU DÉPARTEMENT SUR L'ÉLEVAGE DES ANIMAUX DE L'ESPÈCE CHEVALINE DE 1890 A 1914

I. — *Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc.*

Il semble bien que celle-ci ait eu, en ce qui concerne l'amélioration de la population chevaline locale, son plan d'action tout tracé par un remarquable rapport de M. Godard, vétérinaire à Bar-le-Duc, présenté à la séance du 22 février 1882, et dont voici l'essentiel :

« Les chevaux du département de la Meuse sont partout des chevaux de trait, avec quelques variations, dans le genre, selon les localités.

» Ainsi, dans le Nord, depuis Verdun jusqu'en Belgique, on trouvait, il n'y a pas encore longtemps, la race ardennaise, véritable type du cheval de trait léger, recherché par l'armée, l'agriculture et le commerce.

» Sur la Haute-Meuse, une race de chevaux plus petits, trapus, très solides, connus sous le nom de *vosgiens*.

» Dans la vallée de la Meuse, depuis Vaucouleurs jusque Verdun, des meusiens issus les uns du demi-sang, les autres de percherons; à droite et à gauche de cette vallée, toujours et partout, des chevaux de trait.

» Ils sont presque tous entre les mains de cultivateurs qui partagent leurs travaux entre la culture des champs et les nombreux transports qu'exige l'industrie des bois, des pierres, des fers et de tant d'autres qui existent dans le pays ».

Après avoir condamné les essais entrepris par l'Administration des haras, M. Godard poursuit :

« Considérant que l'expérience des croisements de demi-sang, continués sans interruption depuis environ vingt ans, n'a pas donnés les produits répondant aux besoins et aux intérêts de la culture;

» Qu'il est de toute évidence que les produits issus des étalons de trait ont plus d'aptitude et de précocité pour les différents genres de travaux dont s'occupent nos cultivateurs, qu'ils sont faciles à élever et à vendre ;

» Qu'il est temps de rentrer dans la voie rationnelle consistant à améliorer la race dans le sens de son type :

» Propose d'abandonner définitivement les étalons de demi-sang quels qu'ils soient et de les remplacer par des étalons de trait : ardennais, s'il est possible d'en trouver, à défaut, boulonnais ou percherons;

» D'accepter le concours de l'Administration des haras, si elle veut bien aider la Société dans ce retour et de s'en passer complètement si elle refuse ».

Les avis de M. Godard étaient ceux d'un zootechnicien éclairé. Sa défense du cheval de trait ardennais propre au service de guerre, sa condamnation du cheval de demi-sang qui ne donnait dans le pays que des sujets décousus impropres aux travaux de culture, d'un élevage difficile, d'une vente peu rémunératrice, la sélection dans l'indigénat par le retour à l'étalon ardennais préconisé avant tout autre : autant de sages idées dont le temps et les événements n'ont fait que consacrer toute la justesse.

La Société d'agriculture d'arrondissement bien qu'ayant acquiescé aux vues du distingué conseiller technique ne devait tout d'abord

pas suivre à la lettre les conseils donnés. Comme on le verra par le tableau des étalons qu'elle fit acheter pour les rétrocéder à ses adhérents, elle ne se rallia pas tout de suite au cheval ardennais qu'elle ne devait adopter définitivement qu'en 1889, mais demeura attachée pendant quelques années encore aux sujets de race boullonnaise. Par contre, dès la lecture des conclusions de M. Godard, elle témoigna avec une louable ténacité sa faveur au cheval de trait, ainsi que le prouvent les observations suivantes extraites des comptes-rendus successifs dus à la plume de M. Adnot.

Séance du 17 mai 1887. — Une Société d'encouragement à l'industrie chevaline venant de se fonder à Commercy sous le patronage de plusieurs généraux, officiers, etc... sollicite l'appui de la Société. Celle-ci accorde une subvention de 1.000 francs, mais à la condition que les chevaux de trait auront la plus large part dans les récompenses attribuées.

Séance du 9 octobre 1888. — Un membre de la Société attaque le cheval de gros trait et présente un plaidoyer en faveur du demi-sang anglo-normand. M. de Benoist, président d'honneur, et M. Develle, président en exercice, défendent le cheval de trait et l'emportent sans peine. Précisant leur pensée, ils indiquent que seul, le cheval de trait moyen est adapté au terrain.

Le 20 février 1895, la Commission permanente propose à la Société de demander à son président, M. Edmond Develle, sénateur, et à M. Jules Develle, député, ancien ministre de l'Agriculture, de vouloir bien intervenir auprès de l'Administration des haras pour obtenir l'envoi d'un étalon ardennais à la station d'étalons de Bar-le-Duc. Cette proposition, défendue par M. Adnot, est adoptée.

Par lettre du 7 janvier 1896, le ministre de l'Agriculture, alors M. Viger, fait connaître qu'un étalon de trait ardennais sera, conformément à la demande de la Société, placé à la station de monte de la localité.

Le 15 février 1898, la Société demande qu'un deuxième étalon de trait ardennais soit mis à la station de Bar où il y avait jusqu'alors deux étalons de demi-sang et un seul étalon ardennais.

Ce vœu qui ne devait recevoir satisfaction que tardivement est renouvelé les années suivantes sur l'initiative de M. Desoutter.

A la séance du 16 janvier 1900, M. Jules Develle, président, fait un exposé dont voici les conclusions : « Les efforts faits depuis 1806 dans la région pour y obtenir le cheval de guerre (alors le cheval de demi-sang) ont été sans résultat ; il faut laisser cette production à d'autres pays d'élevage. Dans la Meuse, il convient de s'attacher au cheval de trait ardennais et, à cette fin, il importe d'amener le dépôt de Rosières-aux-Salines à mettre un plus grand nombre d'étalons de trait appartenant à cette race dans les stations du département ».

A la réunion suivante, M. Mangin demande que la Société prime exclusivement les pouliches de trait, l'État récompensant toutes celles qui sont issues des chevaux de l'Administration des haras, pour la plupart des demi-sang. Développant sa pensée, M. Mayeur indique qu'il serait bon d'accorder un supplément de primes aux pouliches et juments de trait ardennaises dont l'élevage est plus particulièrement recommandable. Bien que ces idées soient adoptées sans discussion, elles ne furent, malheureusement, pas complètement appliquées, en ce sens que, dans les concours organisés par la Société, les animaux de l'espèce chevaline (les juments et les pouliches tout au moins) étaient admis sous la seule réserve qu'ils fussent d'une race de trait ; on ne limitait pas l'acceptation à la seule race ardennaise : ce qui eut été une indication nette pour les éleveurs et une mesure propre à orienter leurs efforts dans un sens unique, partant de nature à rendre l'élevage hippique plus rapidement homogène.

Le 15 janvier 1901, la Société décide de consacrer une somme de 2.000 francs à un concours d'étalons de trait de race ardennaise. Une somme de 1.000 francs est également prévue pour récompenser les meilleures poulinières et pouliches de trait de l'arrondissement, sans distinction de races. Il est seulement exigé que les pouliches soient âgées de deux à trois ans, que les poulinières soient suitées, que les unes ou les autres appartiennent depuis six mois aux propriétaires qui les présentent.

Le 11 février 1902, M. J. Develle rend compte qu'il est inter-

venu d'une façon pressante auprès de l'Administration des haras pour que le nombre des étalons de trait ardennais placés dans les stations fût accru. A la suite de sa démarche, un plus grand nombre d'étalons de trait doivent être mis au dépôt de Rosières.

L'exposition chevaline, organisée en 1901, n'ayant pas été brillante en ce qui concerne les étalons de trait, on réduit, en 1902, à 800 francs le total des primes de conservation à accorder aux animaux de cette catégorie; mais le montant des primes accordées aux poulinières et pouliches de trait est porté de 1.000 francs à 1.200 francs. Mêmes dispositions sont prises en 1903.

Dans son assemblée générale du 16 janvier 1903, la Société émet le vœu :

1° Que les haras cessent d'entretenir des étalons de trait pour ne se consacrer exclusivement qu'à l'élevage du cheval demi-sang ou du pur sang;

2° Que les fonds restant disponibles par le retrait des étalons de trait soient affectés aux sociétés d'agriculture qui feront ou favoriseront l'achat d'étalons de trait adaptés à la production régionale et encourageront l'élevage du cheval de trait.

Ce vœu présenté par M. Laurent, vétérinaire départemental, appuyé par son confrère Adnot et par M. Desoutter, est adopté. En raison du peu de faveur que l'Administration des haras témoigne au cheval de trait, la Société qui, par contre, porte à cet élevage un intérêt tout particulier, désire être seule à le guider et à l'encourager.

Le 30 janvier 1906, à la demande du Syndicat d'élevage du Nord-Est, la Société renouvelle le vœu précité. Celui-ci, ayant été développé et défendu sans succès au Sénat par M. Darbot, M. Edmond Develle, sénateur, alors président de l'Association, s'engage à porter de nouveau la question devant la Haute Assemblée et à exposer sur ce point les vues de la Société et du Syndicat d'élevage du cheval de trait du Nord-Est.

M. Jules Develle qui, avec son frère, partage la présidence de la Société, — chacun d'eux étant successivement élu pour une période de deux années — donne, à l'Assemblée générale du

12 janvier 1905, l'assurance qu'il continuera à soutenir en haut lieu les revendications des éleveurs et indique qu'il lui paraît indispensable de favoriser l'élevage du cheval de trait et d'augmenter le nombre des étalons de trait dans les stations. L'État, ajoute-t-il, qui, à juste titre, se préoccupe de la production du cheval de guerre, peut et doit en même temps tenir compte des intérêts des agriculteurs. Le ministère paraît vouloir entrer dans cette voie. Malgré l'insuccès relatif des démarches faites jusqu'alors à ce propos, M. le Président fera de nouveaux efforts en vue d'obtenir une définitive orientation de l'Administration des haras dans le sens indiqué.

Au cours de la séance suivante, le 4 avril 1905, M. Jules Develle donne lecture d'une lettre, qui, adressée par l'Administration des haras, lui annonce la venue à la station de Bar d'un deuxième étalon de trait ardennais. Les réclamations des éleveurs de l'arrondissement, fidèlement exprimées et transmises par la Société, reçoivent ainsi satisfaction.

M. Barnabé, agriculteur à Laimont, proteste, lors de l'assemblée du 25 avril 1907, contre la mise en vente, à différentes époques de l'année et dans la région, de juments réformées dites aptes à la reproduction et destinées exclusivement aux éleveurs agréés par l'Administration des haras. Ces juments, pour la plupart des demi-sang, ne donneront, dit-il, que rarement satisfaction aux acquéreurs; beaucoup sont vicieuses et fortement tarées; dans l'ensemble, elles ne conviennent pas pour les travaux de culture; enfin, ces répartitions vont à l'encontre de la tendance actuelle de la Société d'agriculture et des éleveurs qui tiennent à favoriser et à généraliser l'élevage du cheval de trait. Tous les membres de la Société s'associent à cette protestation très justifiée qui sera transmise à la fois aux ministres de l'Agriculture et de la Guerre.

Dans sa session ordinaire du 25 avril 1906, le Conseil général de la Meuse avait, à l'instigation du Comité d'agriculture des trois cantons : Pierrefitte, Saint-Mihiel et Vigneulles, émis le vœu « que l'argent donné par le département — 2.500 francs par an — pour être distribué en primes dans les concours de juments poulinières, fût désormais destiné aux sociétés d'agriculture qui dans

les concours organisés par elles en ferait bénéficier les juments de trait ».

Ce vœu, transmis à M. le Ministre de l'Agriculture, ne fut pas pris en considération du fait que le jury des concours de juments poulinières, comprenant, outre l'Inspecteur des haras ou son délégué, le Commandant de remonte, deux membres proposés par le Préfet, offrait toutes garanties d'impartialité et de compétence et était susceptible de s'inspirer des intérêts de l'élevage local pour l'attribution des primes.

Cette réponse communiquée à la Société d'agriculture de Bar motive de la part de celle-ci, le 19 juin 1906, la reprise du vœu énoncé plus haut. Le Conseil général lui-même, ne fut pas découragé par cet insuccès et M. le sénateur Edmond Develle, président de la Société, donne à celle-ci, le 4 juin 1907, lecture d'une lettre de M. le Préfet de la Meuse, dont voici les passages saillants : « Dans sa session d'août 1906, le Conseil général avait décidé en principe que le crédit de 2.500 francs inscrit au budget départemental, et qui était mis tous les ans à la disposition de l'Administration des haras pour être distribué en primes dans les concours de juments poulinières et de pouliches, serait dorénavant attribué aux sociétés d'agriculture du département pour être employé par ces associations en primes d'approbation accordées aux propriétaires d'étalons de trait ardennais.

» Par une nouvelle délibération, prise en avril dernier, l'Assemblée départementale a procédé à la répartition du crédit précité entre toutes les sociétés agricoles meusiennes » (Bar-le-Duc, le 17 mai 1907).

Au cours de la séance générale du 6 février 1907, M. E. Murel propose de voter un crédit de 1.000 francs en vue d'encourager l'achat de pouliches de trait de race ardennaise. Il est décidé, d'autre part, sur la proposition de M. Dugny, reprise par M. Jules Develle, qu'une large part des subventions réservées pour le concours agricole qui doit se tenir dans le courant de l'année servira à encourager les chevaux de trait ardennais et les pouliches issues de juments de pays et d'étalons de trait ardennais.

Le 14 février 1908, la Société de l'arrondissement de Bar-le-Duc

porte à son budget une somme de 1.000 francs devant être répartie en primes aux poulinières de trait suitées d'un produit issu d'un étalon de trait ardennais. En 1909, elle organise un concours agricole à Revigny et réserve 1.350 francs de récompenses à l'espèce chevaline. Les chevaux de trait seuls peuvent concourir; les poulinières doivent être suitées d'un produit issu d'un étalon de trait ardennais; les pouliches seront âgées de trois ans et devront être saillies par un étalon de trait ardennais.

Un crédit dépassant 1.000 francs est prévu au cours de la séance du 8 novembre 1910 pour faciliter l'introduction de pouliches ardennaises dans la région. Il est sagement spécifié que les acheteurs choisiront au pays d'origine — Ardennes belges ou, de préférence, Ardennes françaises — des produits issus de sujets d'un modèle intermédiaire entre la grosse et la petite race ardennaise.

Il est décidé, le 24 janvier 1911, que, dans le courant de l'année, la Société achètera un lot de pouliches ardennaises qui seront ensuite rétrocédées aux adhérents amateurs. Un crédit de 2.500 francs est prévu pour faire face à la perte qui pourrait résulter de cette cession. Le 12 septembre 1911, 19 pouliches ardennaises achetées par MM. Lucien Akar, Barnabé et Thomas sont mises en vente, et, fait exceptionnel qui témoigne bien de l'adhésion unanime au type ardennais, cette vente, contrairement à toutes celles qui avaient été effectuées antérieurement ou à ce qui se passait pour les cessions de bovidés, produisit un bénéfice de 500 francs réparti ensuite entre les acheteurs au prorata du prix d'achat.

En 1912 et 1913, des ventes de même genre eurent lieu. Parmi les acheteurs de ces années, nous relevons avec plaisir les noms d'éleveurs qui ont toujours consacré le meilleur de leur attention à l'élevage du cheval et dont, pour la plupart, les écuries sont aujourd'hui réputées : MM. Collet Georges, à Lisle-en-Barrois; Chaux, à Nettancourt; Godinot, à Hailonville; Kennel, à Ligny; Wernert Emile, à Revigny; Mangin Alexandre, à Fains; Ladroit Léon, à Andernay; Poinot, à Véel; Desoutter, à Maison-du-Val; Thomas, à Brabant-le-Roi; Demange, à Combles; Jacquet, Mathieu, etc...

ESPÈCE CHEVALINE

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc.

DATE de la mise en vente, appartenant par la Société,	RACE à laquelle les sujets introduits,	LIEU D'ACHAT	NOMBRE de chevaux entiers,	AGE des sujets entiers,	NOMBRE de pouliches	AGE MOYEN des pouliches,	SOMME débourrée par la Société,	OBSERVATIONS
1886.....	Boulonnaise	Le Vimeu	2	»	»	»	francs.	1 seul membre sur 118 présents de- mande à la réunion du 15 févr. 1886 que l'on fasse appel à des étalons de race ardennaise.
17 mai 1887....	—	—	2	30 m. et 3 ans	»	»	»	Les animaux achetés revenaient l'un à 2,500 fr. l'autre à 2,600 fr.
6 déc. 1887....	—	—	2	»	»	»	3,595	Revenant à 5,525 fr., les 2 sujets rétro- cédés pour une somme de 2,000 fr.
15 déc. 1888....	—	—	1	»	»	»	2,000	Revenant à près de 4,000 fr. cet étalon est laissé pour la somme de 1,900 fr.
1 ^{er} oct. 1889....	Ardennaise	Ardennes belges	1	»	»	»	2,472	Revenant à 4,098 fr., cédé pour la somme de 1,620 fr.
3 nov. 1892....	—	—	1	»	»	»	1,050	Payé 2,350 fr. par la Société et revendu 1,900 fr.
1897.....	—	—	1	»	»	»	»	3,500 fr. ont été prévus le 26 janv. 1897 pour l'achat d'un étalon ardennais.
12 sept. 1911....	—	—	»	»	19	»	»	800 fr. sont attribués en 1906 à des acheteurs de pouliches ardennaises;
17 sept. 1912....	—	—	»	»	14	»	826	les achats ne sont pas faits par l'in- termédiaire de la Société; toutefois celle-ci se réserve le droit d'exami- ner les sujets et de ne pas subven- tionner l'achats'ils sont défectueux.
7 oct. 1913....	—	Ardennes françaises	»	»	8	6 de 15 mois. 8 de 6 mois. 2 de 18 mois. 6 de 5 à 6 mois.	500	Bénéfice de 800 fr. pour la Société.
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par le Syndicat d'Élevage du cheval de trait de l'arrondissement de Bar-le-Duc.								
5 oct. 1922....	Ardennaise	Ardennes belges	»	»	7	2 ans.	»	L'Office agricole départemental a donné à chaque acheteur une prime
20 nov. 1923....	—	— région de Chécy	»	»	10	18 mois.	»	s'élevant à 20 0/0 du prix d'achat
21 oct. 1924....	—	—	»	»	6	18 mois.	»	de l'animal ne pouvant toutefois
nov. 1925....	—	Ardennes belges et françaises	»	»	16	12 de 6 mois. 4 de 18 mois.	»	dépasser le maximum de 750 fr.; le maximum a été ramené à 700 fr. en 1925.

L'action si décisive, si féconde, de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc, relativement à l'élevage du cheval, allait être malheureusement interrompue et même quelque peu atteinte par la guerre. L'avance allemande de septembre 1914 entraînait l'occupation passagère des cantons de Triaucourt, de Vaubecourt et de Revigny, les plus riches de l'arrondissement, et, dans le pays envahi, de trop nombreux villages furent systématiquement pillés, incendiés et détruits par l'ennemi qui devait se retirer du 10 au 14 septembre sur les hauteurs de l'Argonne.

Les initiatives prises par cette association, dont l'œuvre devait être poursuivie et complétée après-guerre en ce qui concerne le cheval par le Syndicat d'élevage du cheval de trait ardennais de l'arrondissement de Bar-le-Duc, sont le témoignage d'un effort méthodique, patient, tenace, heureux dans le but de l'amélioration de la population chevaline locale ou plus exactement dans le but de la reconstitution de la race autochtone dont l'existence avait été un moment mise en péril par l'introduction abusive du cheval de demi-sang et par le recours à des croisements aussi inopportuns que variés. Sous l'impulsion d'hommes éminents et profondément dévoués à la cause agricole : M. Jules Develle, ancien ministre de l'Agriculture, M. Edmond Develle, sénateur de la Meuse, efficacement appuyés et aidés par des agriculteurs intelligents et amis du progrès comme MM. Amédée Collet, Ch. Guillemin, C. Desoutter, E. Murel, Barnabé, C. Thomas, Courot, Flise, C. Joblot, ou par des techniciens avertis, soucieux de servir les intérêts agricoles : M. Bernet, conseiller général, les vétérinaires Godard, Laurent et Adnot, la Société sut rallier tous ses adhérents — elle n'en comptait pas moins de 400 et plus de 100 agriculteurs assistaient en moyenne à chaque réunion — à l'élevage du cheval de trait ; elle amena ensuite ses membres progressivement, soit par les achats effectués ou encouragés, soit par d'heureuses dispositions prises dans les concours, à adopter comme reproducteur le seul étalon ardennais belge ; accentuant encore le retour à l'indigénat, elle favorisa et donna l'exemple de l'introduction dans l'arrondissement de pouliches ardennaises de bonne souche qui, ne sortant pas de

l'aire géographique de leur race, devait constituer dans le pays un noyau d'élite dont la qualité des produits, véritable pépinière de sujets de choix, témoigne aujourd'hui encore de la haute valeur.

Enfin la Société, dégageant et exprimant l'opinion des éleveurs, défendant aussi leurs intérêts, engagea une lutte sans merci contre l'Administration des haras. Celle-ci, loin de jouer alors son véritable rôle, guider et améliorer l'élevage du cheval en France, conformément aux intérêts des producteurs et aux exigences de la défense nationale, cela en étroit accord avec les associations agricoles chargées d'étudier et d'exprimer les besoins de l'élevage, allait — les événements ne l'ont que trop prouvé par la suite — à l'encontre, non seulement des exigences de l'élevage régional, mais des besoins même de l'armée : le véritable cheval de guerre étant, avant tout, le cheval de trait léger ou d'un format moyen ; type l'ardennais, sobre, vigoureux, rustique, endurant.

La multiplication et la diffusion des chevaux de demi-sang dans toutes les stations, où au début ils figuraient à peu près seuls, puis l'introduction des races de trait les plus diverses ne tendaient rien moins qu'à détruire les types locaux et à ruiner la production du cheval de trait, premier outil de notre principale industrie nationale : l'agriculture.

Ces erreurs passées, qui ont fait dire maintes fois depuis à l'Administration des haras, sous une forme ou sous une autre, « qu'elle n'avait plus une faute à commettre », furent relevées avec fermeté, persévérance et plus encore autorité par l'ancien ministre de l'Agriculture ainsi que par les autres parlementaires du département dont l'intervention tenace et redoutée fut pour beaucoup dans le changement progressif d'orientation constaté. Les protestations et les réclamations de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar visant l'Administration des haras, accompagnées ou suivies par de nombreuses manifestations identiques, marquèrent dans l'Est le déclin d'une action dont la poursuite eut été fatale à notre belle race chevaline ardennaise.

Petit à petit, dans les différentes stations, des chevaux de trait et de trait ardennais furent substitués aux chevaux de sang, aux

carrossiers et aux postiers. Infime au début, le nombre des sujets de trait ardennais, sous la pression menaçante de l'éleveur et des associations agricoles, devint de plus en plus prépondérant.

Aujourd'hui, le dépôt de Rosières, duquel dépendent les stations de la Meuse, compte 91 étalons de trait, qualifiés d'ardennais à l'exception de 2, puis, en plus, seulement 4 postiers et 1 demi-sang trotteur.

Condamnation du demi-sang, défense du cheval de trait et plus particulièrement du cheval de trait ardennais, retour au cheval autochtone : le cheval lorrain, ardennais, de proportions moyennes adaptées aux ressources culturelles, amélioration de ce cheval par l'introduction de reproducteurs choisis et par les encouragements accordés plus spécialement aux sujets de race ardennaise ou issus du croisement continu des juments indigènes avec l'étalon ardennais belge ; tels peuvent être résumés les efforts de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar qui a eu le grand mérite de réaliser, à propos de la production chevaline, ces deux conditions à la base de tous progrès zootechniques : 1^o unité de vues et partant unité d'action entre les éleveurs ; 2^o méthode, continuité, persévérance dans la voie où l'on s'est engagé.

Nous verrons, par la suite, comment le Syndicat d'élevage de l'arrondissement de Bar, qui a trouvé le terrain parfaitement préparé, a pu reprendre et compléter l'œuvre si heureusement ébauchée.

II. — *Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun.*

Cette association agricole, de même que celle de Bar-le-Duc, a compté et compte encore des chefs de file de très grande valeur, la plupart éleveurs expérimentés et instruits, tous très actifs, féconds en initiatives heureuses. Citons parmi eux, MM. Robat, Emile et Georges Lecourtier, Faillette, tour à tour présidents de de la Société, M. Lœvenbruck, ancien élève de l'Ecole nationale de Grignon, M. Henry, D^r Ledrolle, Lieutaud, Bouchy, les

vétérinaires Fourrier, Charinet et Humbert, et l'infatigable secrétaire M. Blaise. Ce dernier, au cours d'une existence déjà longue et toute de dévouement à la cause rurale, s'appliqua non seulement à remplir le rôle qui lui était dévolu, il rechercha encore avec passion et exposa en d'intéressants articles ce qui, à propos de l'élevage, avait déjà été tenté et ce qu'il convenait de faire.

Le rôle joué par la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun, relativement à l'amélioration de la population chevaline locale, est, comme on pourra s'en rendre compte par la documentation ci-après empruntée aux archives de ce groupement (comptes rendus des séances), en tous points comparable à l'action de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc, ce qui nous dispensera de faire suivre l'exposé de l'œuvre accomplie de commentaires qui ne pourraient être qu'une répétition.

Le 21 janvier 1890, la Société d'agriculture de Verdun refuse d'accorder une prime de conservation sollicitée pour un étalon de *demi-sang*.

Une lettre par laquelle M. Jules Develle, député de la Meuse, ministre de l'Agriculture, fait connaître à M. Buvignier, député de Verdun, qu'une station d'étalons de l'Etat va être créée à Verdun, est lue à la séance du 1^{er} juillet 1890.

A cette même réunion, la Commission permanente émet la proposition suivante, adoptée sans observation :

1° De ne pas accueillir la demande de subvention de la Société des courses de Verdun ;

2° De consacrer la subvention qui aurait pu être accordée à cette dernière à la tenue d'un concours d'étalons à Verdun ;

3° De procéder à l'acquisition de 2 étalons de trait léger se rapportant autant que possible au type ardennais.

Les primes du concours projeté, au nombre de 6, allant de 250 à 125 francs, étaient réservées à des étalons de trait nés ou élevés dans l'arrondissement. Les sujets primés devaient être conservés par leurs propriétaires durant deux années et livrés à la monte publique.

Les animaux qui furent récompensés étaient de race ardennaise pure ou très proche de celle-ci.

A l'assemblée du 2 septembre 1890, le secrétaire fait connaître à la Société que la Commission du Stud-book ardennais devait procéder à des inscriptions d'animaux à Damvillers (arr. de Montmédy), le 7 septembre suivant, jour du Concours agricole.

Toujours à cette réunion, M. Fourrier, vétérinaire à Harville, membre de la Société, donne lecture d'un intéressant développement intitulé : « *L'Étalon. Ce que c'est. Ce qu'il doit être* », étude qui fait songer au travail que M. Godard, vétérinaire à Bar-le-Duc, avait quelques années avant, présenté à la Société de ce dernier arrondissement et dont nous avons cité les conclusions.

M. Fourrier recommande le cheval de trait, mais n'indique pas nommément la race chevaline qui convient au pays, sans doute parce qu'il est implicitement entendu que c'est la race ardennaise. Il ajoute très judicieusement :

« 1° Qu'un étalon doit être surtout — c'est le point essentiel — d'une bonne origine tant du côté du père que de la mère, authentiquement constatée. Sinon on ne peut escompter l'avenir favorablement ; on a au contraire à redouter toutes sortes de défauts ou vices héréditaires. Il n'y a rien à attendre d'un étalon de mauvaise extraction.

» 2° Il doit avoir une bonne et régulière structure partout.

» 3° Son mérite doit être éprouvé si possible par l'examen de sa descendance.

» 4° Dans quelque pays qu'on recrute un mâle de perfectionnement, il est de la plus grande importance de ne le tirer que de race dès longtemps indigène à ce pays même, bien fondée, fixe, pure, à l'abri d'alliance étrangère ».

Dans ce court et très remarquable exposé, M. Fourrier exprimait, sur le choix d'un reproducteur mâle, les immuables et sages préceptes toujours enseignés par la zootechnie. Véritables fondements du bon élevage, ces notions ne sont-elles pas trop souvent perdues de vue par l'éleveur même cultivé. Celui-ci, aux prises avec les petites difficultés et les petites préoccupations de la tâche quoti-

dienne, méconnaît ou délaisse fréquemment les principes scientifiques; leur rigidité même s'accommode d'ailleurs mal avec l'à peu près cher à ceux pour qui l'imprévu des circonstances ou des occasions, la fatigue parfois, voilent si vite les bonnes résolutions et mènent au delà de ce fossé que l'on creuse volontiers entre la science soi-disant idéale et la pratique par trop terre à terre. Aussi n'était-il point inutile que ces directives fussent données aux cultivateurs du pays.

La Société prévoit, le 13 janvier 1891, un crédit de 4.000 francs pour l'amélioration de l'espèce chevaline. Deux étalons de trait ardennais, bai foncé, achetés par l'association pour la somme de 4.600 francs, sont rétrocédés à des cultivateurs de l'arrondissement avec une perte de 1.100 francs (séance du 19 mai 1891). Le même jour, il était décidé que le concours d'étalons propres au trait ayant lieu chaque année dans l'arrondissement se tiendrait dorénavant le jour de la visite des étalons à Verdun par la Commission de surveillance. Ainsi, la plupart des chevaux se trouvant sur place prendraient part à ce concours qui revêtirait le caractère d'un examen d'ensemble. Les étalons seraient appréciés et classés et la Société, est-il dit, « serait à même de renseigner sur la valeur moyenne des reproducteurs se trouvant dans l'arrondissement et de recommander aux éleveurs les meilleurs d'entre eux ». On voulait de la sorte faciliter aux cultivateurs l'indispensable sélection à pratiquer entre les chevaux entiers auxquels ils pouvaient faire appel pour leurs juments.

Le programme du concours projeté est établi le 15 septembre 1891. Sont admis à concourir les chevaux entiers venant d'être marqués, nés, élevés ou introduits dans le pays et propres au trait. Primitivement, il n'est pas fait de distinction d'âge ni de race. 8 primes, allant de 100 francs à 250 francs, sont prévues. La première exposition a lieu le 17 novembre 1891, *à l'issue de la marque des étalons*. Sur 23 sujets présentés, 12 sont primés : la première prime n'est pas attribuée; par contre, il est distribué 5 primes supplémentaires.

Ce concours se reproduisit à peu près dans les mêmes conditions chacune des années suivantes jusqu'en 1899, époque où le crédit

destiné à la constitution de primes est porté de 1.500 à 2.000 francs. Simultanément la catégorie unique prévue jusque-là, est remplacée par deux catégories, dont l'une pour les jeunes étalons de trois et quatre ans nés et élevés dans le pays.

Ces expositions chevalines réduites sont supprimées momentanément puis remplacées par d'autres ayant lieu de préférence en septembre et réunissant désormais à la fois des étalons, des poulinières et des pouliches. On revient au mode initial de concours, en ce qui concerne les étalons impertés, de 1908 à 1913 inclus, ainsi que nous le verrons.

La station d'étalons dont la création avait été promise en 1890 ne fut ouverte qu'en 1892 et après que la Société eut dépensé une somme d'environ 1.000 francs pour faire face aux frais d'installation. Cette station, réclamée depuis 1888, comprit tout d'abord un postier normand, un carrossier anglo-normand et un trotteur vendéen... heureux mélange et bien propre à abâtardir la production locale.

Un compte-rendu du Concours agricole, qui eut lieu à Etain le 11 septembre 1892, rédigé par M. Blaise, nous donne quelques précisions sur l'élevage :

« L'espèce chevaline était représentée par 12 étalons, 12 juments suitées, 6 poulains et 19 pouliches. Nous n'avons pas constaté dans cette partie du concours de progrès très sensibles. Les étalons étaient, en général, de bons chevaux de pays et les juments suitées, trop peu nombreuses, étaient dans l'ensemble de bonnes mères, un peu communes.

» Quant aux poulains, beaucoup laissaient à désirer pour les membres, qui étaient par trop grêles et hors de proportion avec des corps étoffés.

» Les cultivateurs du canton d'Etain tiennent, avec raison, à leur bonne race de chevaux de trait; mais ils doivent comprendre qu'il faut, avant tout, donner à ces chevaux les qualités qu'ils doivent avoir. Ils obtiendront ce résultat en consacrant à la reproduction de bonnes juments larges, basses et membrées et en leur donnant de bons étalons bien établis et énergiques. Une bonne

nourriture et une hygiène convenable amèneront ensuite le sujet à bien ».

N'était-ce pas là une invitation à accentuer le type ardennais, épais, trapu, près de terre, ayant de l'os, lequel avait été allégé dans le pays, non pas tant par l'insuffisance alimentaire, le sol étant riche dans cette partie de la Meuse, que par l'intervention de quelques demi-sang.

Le 12 septembre 1893, la Société, présidée par M. Lecourtier, demande à l'Administration des haras de doter la station de Verdun d'étalons de choix et notamment d'étalons de trait bien appropriés aux besoins du pays.

Au compte rendu de la réunion du 14 novembre 1893, figure l'observation suivante :

« M. Henry rend compte du voyage qu'il a fait avec M. Blaise pour visiter le haras de Rosières-aux-Salines. Il insiste surtout sur ce point que les étalons de trait en service au dépôt sont pour la plupart défectueux et inférieurs à ceux qu'on a pu voir au concours d'étalons tenu dans la matinée à Verdun, lesquels ont, en outre, pour eux, l'avantage de l'indigénat. Il engage donc les cultivateurs qui veulent se servir d'étalons de trait à s'adresser pour le moment aux étalonniers du pays, de préférence à l'Administration des haras ».

La sévérité de cette remarque amenait le directeur du dépôt d'étalons de Rosières à mettre un bon cheval de trait à la station de Verdun. Mais la satisfaction des agriculteurs devait être de courte durée. A la réunion du 13 mars 1894, présidée par M. Faillette, plusieurs membres de la Société appellent l'attention de celle-ci sur le mauvais effet qu'a produit parmi les éleveurs de l'arrondissement le brusque retrait de l'étalon de trait qui avait été envoyé au début de l'année à la station locale. Après échange de vues, la délibération suivante est prise :

« Considérant qu'un étalon de trait avait été envoyé cette année à la station d'étalons de Verdun ;

» Que cet étalon, nommé Banoir, est arrivé à Verdun le 2 février, a été retiré le 15 du même mois, sans qu'aucun avertissement n'ait été communiqué aux éleveurs, et remplacé par un cheval de selle ;

» Que cet étalon de trait, d'un modèle convenant parfaitement au pays, avait déjà sailli un certain nombre de juments qui n'ont pu être revues que par des chevaux d'un modèle trop léger ;

» Que beaucoup d'éleveurs avaient réservé de bonnes juments pour les présenter à ce cheval et, que se trouvant empêchés de le faire, ils ne conduiront pas de juments à la station ;

» Qu'il en résulte donc un préjudice considérable pour les éleveurs et que, d'un autre côté, la station qui tenait un excellent rang parmi celles de la circonscription verra sa clientèle diminuer ;

» Considérant, en outre, que les terres de l'arrondissement sont en général d'une culture difficile et exigent des attelages plus calmes et ayant plus de poids que ceux pouvant être fournis par les produits des étalons de sang ;

» Qu'au point de vue de la mobilisation de l'armée, il importe surtout à notre région de pouvoir fournir au moment de la réquisition des attelages destinés aux parcs d'artillerie, convois, etc... plutôt que des chevaux de selle qui n'étant pas dressés ne seraient pas utilisables sur place et qui encombreraient les routes pour être dirigés sur les dépôts de cavalerie de l'intérieur ;

» Pour tous ces motifs, la Société :

» 1° Exprime à M. le Ministre de l'Agriculture ses plus vifs regrets à l'occasion du retrait de l'étalon Banoir de la station de Verdun ;

» 2° Demande que l'effectif des chevaux de la station de Verdun comprenne à partir de la prochaine monte deux étalons de trait du modèle de l'étalon précité ;

» La Société charge son président de transmettre cette délibération à M. Boulanger, sénateur de la Meuse, ministre des Colonies, et à M. Buvignier, député de l'arrondissement, en les priant de vouloir bien en saisir M. le Ministre de l'Agriculture » (*ext. du compte rendu*).

A la suite d'une démarche des parlementaires, le ministre de l'Agriculture, alors M. Viger, donna à ceux-ci l'assurance qu'un cheval de trait de race ardennaise serait envoyé à la station de Verdun pour la monte de 1895.

M. le D^r Ledrolle traite, à la séance du 13 juillet 1897, « du choix de l'étalon qui convient le mieux à l'arrondissement de Verdun ». Voici, d'après le compte rendu, l'exposé qui fut fait et les observations qu'il suscita :

« M. le D^r Ledrolle indique que les cultivateurs de sa région — la Woëvre — qui ont fait du cheval de demi-sang, n'en retirent aucun bénéfice, que ceux de ces animaux qui ne sont pas achetés par la remonte, laquelle en prend très peu, ne trouvent ensuite acheteurs qu'à des prix nullement en rapport avec ce qu'ils ont coûté;

» Que les éleveurs qui, au contraire, ont continué à faire le cheval de trait en trouvant facilement le placement à des prix rémunérateurs;

» L'honorable docteur affirme ensuite que la production des animaux est régie surtout par les conditions de climat et de sol contre lesquelles il n'est pas possible de lutter et que ces conditions s'opposent, dans la Meuse, à la production du cheval de demi-sang. Il estime donc que c'est l'étalon de trait qui doit être choisi de préférence par les cultivateurs de la région et, cependant, à la station de Verdun, l'Administration des haras a trois étalons de demi-sang pour un étalon de trait.

« M. Blaise ajoute qu'il est incontestable que la production du cheval de trait peut se faire dans la région dans de meilleures conditions et avec plus de profit que celle du cheval demi-sang; mais il déplore que parmi les étalons acceptés par la Commission de surveillance, il y ait encore beaucoup de mauvais chevaux.

» M. Quentin, vétérinaire, estime que les avis de M. Ledrolle, s'ils sont suivis, feront disparaître les mauvaises juments.

» M. Ledrolle demande qu'un deuxième étalon de trait remplace à la station de Verdun un des demi-sang qui s'y trouvent encore.

» M. Robat dit qu'à Verdun on se trouve dans les mêmes con-

ditions qu'à Stenay où cependant la station comprend, à côté de deux forts demi-sang, deux étalons de gros trait. Il juge que la Société doit renouveler ses démarches pour que la station de Verdun ait la même composition que celle de Stenay. Cette proposition adoptée à l'unanimité n'est que la reprise d'un vœu émis en mars 1894.

» M. Blaise donne ensuite lecture d'un article récemment paru dans l'*Impartial de Nancy* et dont la conclusion est la suivante : « Tant que la plupart des cultivateurs ne seront pas mieux instruits des choses hippiques, tant qu'ils seront obligés d'atteler leurs poulains trop jeunes pour cultiver des terres difficiles, tant qu'ils ne seront pas bien outillés pour pratiquer l'élevage en liberté, et tant que le picotin d'avoine sera donné aux poulains avec parcimonie, ils feront bien de s'en tenir à une race rustique et de laisser le soin d'élever le cheval de guerre à ceux qui se trouvent en bonnes conditions pour le produire ».

» M. Ledrolle et la plupart des membres déclarent partager entièrement cette manière de voir ».

Cette discussion eut été parfaite si l'on n'avait omis de citer la race rustique envisagée, « la race de trait ardennaise ». On peut admettre que cela allait de soi et que cette précision était superflue au sein d'une assemblée où l'on appréciait la valeur de l'indigénat et où depuis bien des années le nom d'aucune autre race de trait n'avait été prononcé.

Il est néanmoins d'un intérêt capital que la Société ayant abordé cette question d'élevage du cheval l'ait traitée ainsi. Une fois de plus étaient données, aux éleveurs de l'arrondissement, les indications les plus fructueuses.

La demande d'envoi d'un second étalon de trait à la station de Verdun, plusieurs fois formulée par la Société, fut reprise par le conseil d'arrondissement de Verdun, puis par le Conseil général de la Meuse au cours de sa séance du 28 août 1897. Aucune suite n'ayant été donnée aux vœux successivement émis dans ce sens en 1893, la Société renouvelle encore le sien au début de mars 1898.

M. le Ministre de l'Agriculture fait connaître, par lettre en date du 28 août 1898, qu'il ne lui est pas possible d'accueillir la demande présentée pour les deux motifs suivants : 1° l'étalement privé est bien développé et ne comprend presque exclusivement que des chevaux de trait ;

2° Le rôle des Haras nationaux est de favoriser la production du cheval de guerre (on considérerait alors comme tel le cheval de demi-sang).

Sans retard, la Société faisait remettre à M. le Ministre de l'Agriculture, par des représentants de la région au Parlement, une lettre où son point de vue était exposé en détail et défendu avec autant d'habileté que de justesse. Le temps a apporté avec lui la confirmation des faits, rendant plus sensible aujourd'hui la valeur d'arguments qu'il était alors plus particulièrement méritoire de présenter. Voici cette lettre :

« Verdun, le 15 octobre 1898.

» Monsieur le Ministre,

» M. Prudhomme-Havette, député de l'arrondissement de Verdun, a bien voulu nous donner connaissance de votre dépêche du 8 août dernier par laquelle vous l'avez informé qu'il ne vous était pas possible de donner satisfaction à la demande qui vous avait été adressée, par la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun, à l'effet d'obtenir le remplacement par un étalon de trait de l'un des étalons demi-sang de la station de cette ville.

» Communication de cette dépêche a été donnée à la Société, qui, dans sa dernière séance, a décidé à l'unanimité qu'il y avait lieu d'insister auprès de vous pour qu'il soit donné une suite favorable à sa demande.

» Nous vous demandons donc, tout d'abord, Monsieur le Ministre, la permission de vous faire remarquer, en réponse aux motifs sur lesquels est basée votre décision :

» 1° Que si, en effet, sur 157 étalons présentés par les particuliers à la Commission de surveillance dans le département de la Meuse, 154 appartiennent à l'espèce de trait, il ne s'ensuit pas

que ces 154 entiers soient de véritables reproducteurs, car la loi du 14 août 1885 a eu pour effet d'élever au rang d'étalons toutes les médiocrités qu'on n'aurait jamais employées à la reproduction si, de par cette loi, il ne leur était délivré des certificats qu'un trop grand nombre de cultivateurs considèrent malheureusement comme une preuve de mérite.

» Le nombre des bons étalons est, en réalité, infime, et c'est pour ce motif que les éleveurs désirent avoir à leur disposition, dans les stations de l'Etat, un plus grand nombre de bons étalons de trait.

» 2° Nous savons parfaitement, Monsieur le Ministre, que l'Administration des haras, pour ne pas manquer à la mission qui lui a été assignée par la loi du 29 mai 1874, doit avant tout favoriser la production du cheval de guerre.

» Mais ainsi que nous avons eu l'honneur de vous l'exposer dans notre première demande, le produit demi-sang, même réussi, ce qui n'arrive pas toujours dans notre région si difficile à cultiver, ne peut dans nos départements frontière être d'aucune utilité au moment de la mobilisation, faute du dressage nécessaire, tandis que l'Administration de la guerre trouvera difficilement sur place les chevaux de trait qui lui seraient nécessaires alors qu'on laisserait dans le pays de nombreux chevaux inutilisables soit pour la selle, soit pour le trait.

» Le seul cheval de guerre dont la production et l'amélioration doivent être encouragées dans nos départements de l'Est est donc le cheval de trait.

» Nous ajouterons, Monsieur le Ministre, que, dans la circonscription du dépôt d'étalons de Rosières, se trouvent en garnison 2 régiments de cuirassiers, 3 de dragons, 8 de cavalerie légère et 38 batteries de campagne et que les ventes de chevaux réformés de ces corps de troupes font largement face aux besoins qui peuvent se produire, soit dans le commerce, soit ailleurs, pour les attelages légers. L'Etat ne saurait donc demander aux éleveurs de s'occuper plus spécialement de l'élevage du cheval léger, alors que lui-même leur fait une concurrence sérieuse en mettant en vente les chevaux provenant de ces

réformes et que, d'un autre côté, les ordres d'achats donnés à la remonte sont tellement restreints qu'il n'est pas possible aux éleveurs de faire des sacrifices en vue d'élever et de préparer les chevaux pour l'armée.

» Le 28 août dernier, à l'occasion de la distribution des prix du concours régional de Tarbes, vous constatiez, Monsieur le Ministre, qu'il y aurait avantage à limiter les achats de chevaux de guerre aux grandes régions, qui seules sont en mesure de les produire dans de bonnes conditions, et à réserver l'élevage du cheval purement agricole, du cheval de trait, à des régions ne donnant pas des résultats aussi satisfaisants pour permettre à l'armée de s'y approvisionner en chevaux d'armes.

» Ces paroles si justes se rapportent exactement à la situation et aux intérêts de l'élevage dans l'arrondissement de Verdun.

« C'est pourquoi nous osons espérer, Monsieur le Ministre, que vous voudrez bien donner une suite favorable à la demande de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun ».

Quelques jours après, le Ministre, touché par l'insistance de la Société et l'intervention énergique des parlementaires du département, sensible également au bien-fondé des raisons invoquées, faisait connaître simplement « qu'il venait d'inviter M. le Directeur du dépôt d'étalons de Rosières à envoyer désormais à la station de Verdun un deuxième étalon de trait en remplacement d'un des demi-sang de cette station ».

Malheureusement, le second cheval de trait accordé, au lieu d'être un deuxième ardennais comme on eut pu l'espérer et comme il eut été convenable, fut d'abord un boulonnais, auquel en 1904 on substitua un breton, remplacé, à son tour, en 1905, par un percheron.

En 1898, également sur la proposition de M. Blaise, est émis un vœu demandant « que soit modifié le programme du concours de juments poulinières et de pouliches de trois ans organisé par l'Administration des haras et ayant lieu chaque année dans le département. Les juments ou pouliches de trait concourent indistinctement avec les juments ou pouliches de demi-sang que

tendent à primer les officiers des haras. Il conviendrait que les sujets de trait et ceux de demi-sang aient chacun leur catégorie et que les animaux de trait ne soient pas défavorisés par rapport aux chevaux de demi-sang ».

Ce vœu, qui avait sa raison d'être, n'aboutit pas sur le moment.

On trouvera, ci-après, à titre d'exemple, le programme du Concours de l'arrondissement de Verdun (14 sept. 1902) en ce qui concerne les animaux reproducteurs de l'espèce chevaline.

« 1^{re} catégorie : Étalons de trait de trois ans au moins n'ayant pas encore concouru : 2 primes : 300 et 200 francs.

» 2^e catégorie : Étalons de trait de pays : 4 primes : 150, 100, 75 et 50 francs.

» Les étalons approuvés par l'État ne sont pas admis à concourir. Les propriétaires d'étalons primés devront les conserver pendant deux années au moins pour les livrer à la production dans l'arrondissement. Le montant des primes accordées aux étalons ne sera payé qu'après qu'ils auront été reconnus exempts de cornage et de fluxion périodique par la Commission officielle de surveillance.

» 3^e catégorie : Juments de trait suivies de leur poulain de l'année : 5 primes : 150, 125, 100, 75 et 50 francs.

» 4^e catégorie : Pouliches de trait de trois ans : 5 primes : 150, 125, 100, 75 et 50 francs.

» Les juments et pouliches prenant part au concours de l'État ne seront pas admises à concourir ».

Toutes les primes sont accordées à des chevaux de trait. La race à laquelle doivent appartenir les sujets présentés n'est toujours pas définie. La Société encourage bien la production du cheval de trait, mais, en vue de la réalisation de l'homogénéité dans la population locale, il eut été souhaitable qu'elle spécifiât nettement la race admise et guidât plus sûrement ainsi le choix des éleveurs. Il est regrettable enfin que les étalons approuvés, c'est-à-dire les seuls sujets vraiment bons, aient été exclus du concours. Mieux

ESPÈCE CHEVALINE

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture de l'arrondissement de Verdun.

DATE de la mise en vente par la Société,	RACE à laquelle appartiennent les sujets introduits.	LIEU D'ACHAT	NOMBRE de chevaux entiers.	AGE des sujets entiers.	NOMBRE de pouliches.	AGE MOYEN des pouliches.	SOMME débourrée par la Société.	OBSERVATIONS
1890.....	Ardennoise	»	2	»	»	»	francs.	Il s'agit de 2 étalons bal foncé achetés par la Société pour la somme de 4.800 fr.
1891.....	—	»	2	»	»	»	perte subie 1.100	Très élevée par suite de la mort d'une des pouliches tombée malade à l'arrivée et vendue avec garantie.
avril 1905.....	—	Belgique	4	2 ans	8	2 ans.	perte subie 1.300	Pas d'importation en 1906 mais un concours.
20 sept. 1905.....	—	»	»	»	12	18 mois.	perte subie 2.726	Pas d'importation en 1908 mais un concours.

eut valu les primer deux fois que d'encourager l'élevage de sujets médiocres.

Le programme du concours ayant lieu à Verdun en 1903 est identique au précédent.

Dans le courant de 1903, M. Lœvenbruck appelle l'attention de la Société sur les avantages qui résulteraient de la création d'un syndicat d'élevage du cheval de trait. L'idée est approuvée, mais n'est pas réalisée.

Au début de cette même année, les membres de la Société décident d'acheter, par l'intermédiaire de délégués choisis parmi eux, un certain nombre de poulains entiers de race ardennaise et de pouliches de même race, tous ces animaux devant être rétrocédés à des cultivateurs de l'arrondissement. Un crédit de 3.000 francs est prévu pour faire face à la perte éventuelle.

Des animaux sont importés de Belgique à deux reprises en 1903, au total 4 poulains entiers de deux ans et 20 pouliches du même âge.

En 1906, la Société renonce définitivement à procéder elle-même aux importations, mais un concours auquel est affecté un crédit de 2.000 francs — et dont le programme est quelque peu modifié par rapport à celui des précédents — est organisé. En ce qui concerne les deux catégories prévues pour les étalons de trait, celles-ci sont en effet définies :

1^{re} catégorie : Étalons de trait, de trois ans au moins, importés dans l'arrondissement;

2^e catégorie : Étalons de trait, nés et élevés dans l'arrondissement.

En 1908, une nouvelle méthode est encore adoptée; 3.000 francs sont inscrits au budget pour l'amélioration de l'espèce chevaline et serviront à subventionner deux concours distincts :

L'un ayant lieu en septembre comme d'habitude et comportant des primes pour les juments, les pouliches de trois ans et les étalons de trait de pays.

L'autre se tenant après la marque des étalons et permettant de primer uniquement les étalons de trait nouvellement importés. Une égale somme de 1.500 francs était attribuée à chaque exposition.

Ce dédoublement était basé sur ce fait que la plupart des étalons importés chaque année l'étaient après septembre, à la veille en quelque sorte du passage de la Commission de surveillance à Verdun. La Société voulait en outre par ce moyen — et M. Lieutaud a pris la peine de le spécifier — encourager l'introduction de l'étalon ardennais belge susceptible d'améliorer l'élevage du pays. Les primes accordées, véritables primes d'importation, étaient pour l'époque assez élevées et constituaient, au bénéfice de l'acheteur, un sérieux appoint. Ces encouragements se renouvelèrent chaque année de 1908 à 1913 inclusivement. Les primes devaient être en principe peu nombreuses, mais élevées. Voici, à titre documentaire leur répartition :

En 1908 : 360, 320, 300, 270 et 250 francs. Puis, en 1912 : 400, 350, 325, 200, 125, 100 francs.

Un sujet primé ne pouvait l'être une seconde fois. Les deux concours annuels pour l'arrondissement ont existé jusqu'à la guerre, mais alors que l'exposition de novembre avait toujours lieu à Verdun, point où opérait la Commission de surveillance des étalons, le concours de septembre avait alternativement pour siège Verdun, Clermont-en-Argonne ou Etain. A cette dernière présentation, il ne fut pas toujours véritablement exigé que les chevaux amenés répondissent strictement au type ardennais, celui en faveur duquel la Société s'était cependant nettement déclarée. Il est probable que cette préférence entraînait en ligne de compte pour le classement.

A l'instigation de M. Lieutaud, qui, le 9 novembre 1909, fait une fois de plus une âpre critique de la loi du 14 août 1885, relative à la marque des étalons, il est émis à nouveau un vœu demandant qu'en plus de ceux atteints de cornage et de fluxion périodique, les étalons porteurs de tares transmissibles ou d'une conformation trop défectueuse soient écartés de la reproduction.

Semblable vœu avait déjà été formulé à différentes reprises et notamment le 10 juillet 1901.

1914 allait malheureusement marquer l'anéantissement des efforts déployés avec autant de lucidité que de tenacité par la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun dans le but de

perfectionner l'élevage du cheval. Est-ce à dire que ces efforts furent vains? Non pas. Les éleveurs témoins de l'action entreprise par la Société en vue de l'adoption d'un modèle unique, naturellement adapté au pays, devaient rester fidèles à l'esprit de cette action. Aussi, au lendemain de la catastrophe, qui à elle seule eût suffi à prouver ce que l'Association agricole de Verdun avait, dès 1898, démontré et écrit, à savoir que dans l'Est le véritable cheval de guerre était le cheval de trait, devaient-ils tous se rallier spontanément au Syndicat d'élevage dans le but de favoriser et de hâter la reconstitution locale de la race chevaline ardennaise.

III. — *Les Sociétés d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy.*

Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy proprement dite.

La Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy proprement dite, ne semble pas s'être occupée aussi activement que les précédentes des questions relatives à l'élevage du cheval. D'ailleurs, tandis que les sociétés d'agriculture des arrondissements de Bar-le-Duc et de Verdun continuaient chacune dans leur cadre respectif à avoir jusqu'à la guerre le pas sur les sociétés cantonales qui n'existaient pas encore ou dont l'action était très réduite et subordonnée en quelque sorte à celle du groupement central, la Société d'agriculture de Montmédy par contre, semble, vers 1900, s'être véritablement émiettée et avoir perdu de sa vigueur au profit de sociétés cantonales tout à fait indépendantes d'elle. C'est ainsi que se sont formées successivement et ont prospéré les Sociétés d'agriculture du canton de Montfaucon, du canton de Spincourt et enfin celle des cantons réunis de Dun et de Stenay qui compta très vite un grand nombre d'adhérents et se fit remarquer par ses nombreuses initiatives.

Il ne resta, en somme, de la société d'arrondissement qu'un groupement qui n'intéressait plus que les deux cantons de Montmédy et de Damvillers, les agriculteurs des quatre autres cantons s'étant retirés pour adhérer exclusivement à l'association

cantonale. Cet état de choses était avant tout le résultat de la difficulté d'accès de Montmédy, ville située à la périphérie de l'arrondissement et très mal ou pas du tout reliée au point de vue ferroviaire avec les chefs-lieux de cantons éloignés.

La Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy, très attachée au cheval de trait, plus particulièrement adapté à cette région fertile dans son ensemble, susceptible, en raison même de la richesse naturelle du milieu, de produire un assez gros cheval, crut un moment devoir faire appel à l'étalon boulonnais. Deux étalons de cette race achetés par ses soins furent mis en vente tout au début de 1890. Le 24 mai 1891, il est décidé que les fonds qui resteront disponibles après le concours d'arrondissement seront employés à l'acquisition de deux nouveaux chevaux boulonnais. Les délégués chargés de l'achat ont mission de ramener des sujets de robe foncée inscrits au Stud-book boulonnais. Nouvelle introduction d'étalons boulonnais à la fin de 1894 où trois étalons de cette race sont vendus pour le compte de la Société à Stenay.

Il ne semble pas que ces importations successives d'une race étrangère aient été très goûtées et longtemps agréables aux éleveurs du pays. Ceux-ci furent surtout choqués, au dire des comptes rendus, par la robe du boulonnais qui contrastait avec la nuance des chevaux du pays appartenant naturellement à la race ardennaise. Aussi, à la séance du 30 juin 1895, où deux des derniers acheteurs sollicitent l'autorisation de vendre les sujets récemment amenés, sur la proposition d'un assistant, la résolution suivante était prise.

« Les chevaux boulonnais de robe blanche seront exclus des achats de la Société, les cultivateurs de la région n'en voulant à aucun prix ». L'exclusive était en somme prononcée contre cette race dont la plupart des sujets sont gris clair ou gris pommelé, destinés à devenir blancs. La première conséquence de cette décision fut l'achat par la Société et dans les derniers mois de 1895 d'un étalon ardennais, cédé ensuite à un éleveur du pays. Ainsi était donné le signal de l'amélioration de la population chevaline du pays par l'ardennais ou l'ardennais belge, c'est-à-dire

par des sujets de même type et de même race que les chevaux indigènes. Les éleveurs, par la suite, mirent à profit cette indication et la Société leur abandonna le soin d'importer des étalons ardennais belges à leur convenance.

Le 7 juin 1896, en effet, vu les difficultés et les inconvénients de l'achat d'animaux reproducteurs, il est décidé que les sommes consacrées à l'introduction d'étalons, de taureaux ou de béliers seront reportées sur les primes accordées aux reproducteurs de ces diverses catégories. Les propriétaires d'animaux mâles primés auront l'obligation de se conformer aux conditions imposées jusqu'alors aux acquéreurs d'animaux importés par la Société (les conserver deux ans et les livrer à la reproduction dans l'arrondissement). En ce qui concerne les étalons, deux catégories étaient prévues pour eux dans les divers concours : d'une part, sujets nés élevés dans l'arrondissement, d'autre part, sujets importés dans celui-ci.

Nous perdons trace par la suite, dans la presse agricole locale, de l'action de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy. Il y eut cependant une action, mais ce fut plutôt celle d'un homme que d'un groupement. M. Sylvain Bailleux, vétérinaire et éleveur, après avoir quitté son exploitation, se consacra à l'étude des problèmes agricoles locaux et fit bénéficier les éleveurs, notamment ceux du canton de Montmédy, de ses connaissances étendues auxquelles se joignait une expérience très sûre. Ayant eu lui-même un élevage d'ardennais, il indiqua aux cultivateurs du pays comment ils devaient s'y prendre pour améliorer une race qu'il estimait et savait apprécier en connaisseur. La production chevaline de cette région, le développement pris par les pâturages et la qualité de ceux-ci y aidant, devait faire de rapides progrès. En 1904, sur 17 étalons de trait approuvés que possède le département, 12 appartiennent à l'arrondissement de Montmédy. Pour accentuer encore l'amélioration obtenue, un groupement spécial n'abordant que les questions d'élevage, le Syndicat d'élevage nord-meusien, fut fondé en 1914 par les éleveurs du canton de Montmédy et M. Bailleux appelé à sa tête.

Ce syndicat ne devait donner toute sa mesure qu'après guerre,

ESPECE CHEVALINE

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture de l'arrondissement de Montmédy.

DATE de la mise en vente par la Société.	RACE à laquelle appartiennent les sujets introduits.	LIEU D'ACHAT des sujets.	NOMBRE de chevaux entiers.	AGE des sujets entiers.	NOMBRE de pouliches.	AGE MOYEN des pouliches.	SOMME déboursée par la Société.	OBSERVATIONS
Début de 1889.... 1892..... 9 déc. 1890.... 1898.....	Bouionnaise, — — Ardennaise	Pas-de-Calais Calais Pas-de-Calais Ardennes françaises	2 2 3 1	3 ans. 3 ans. 30 mois. 30 mois.	» » » »	» » » »	» » 2.575 800	

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture des cantons de Dun et de Stenay (arrondissement de Montmédy).

30 oct. 1904....	Ardennaise	Belgique	»	»	9	»	1.850	
1906.....	—	—	2	30 mois	»	»	»	
21 mars 1909....	—	—	2	2 ans	1	»	1.135	
oct. 1912....	—	—	1	6 mois	11	2 ans	»	La vente s'est faite avec 61 fr. de profit.
10 nov. 1912....	—	—	1	6 mois	11	5 à 6 mois	700	Une importation était projetée pour 1914 mais elle n'a pu avoir lieu.
1920.....	—	Basigny (Hte-M.)	2	30 mois	8	1 de 18 mois 10 de 5 à 6 mois 2 ans	2.000	

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par le Syndicat d'Élevage Nord-Meusien (arr. de Montmédy).

1931.....	Ardennaise	Belgique	2	30 mois	»	»	»	
-----------	------------	----------	---	---------	---	---	---	--

moment où il fut divisé en deux sections, l'une relative à l'élevage bovin, limitée au canton, l'autre s'intéressant à la production chevaline et s'étendant pratiquement aujourd'hui à tout l'arrondissement.

Le rôle du Syndicat d'élevage nord-meusien, analogue à celui des autres syndicats d'élevage du cheval de trait ardennais constitués depuis la guerre sera étudié avec le leur.

Société d'agriculture des cantons de Dun et Stenay.

Parmi les diverses sociétés qui se partagèrent le champ d'action de l'ancienne Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy, la plus active fut certainement la Société d'agriculture des cantons de Dun et de Stenay. Comptant de très nombreux adhérents et travaillant sous l'active impulsion de M. Drappier, alors conseiller général de Stenay, de MM. Pretagut, Gondoin, Guinard, Bernier J., éleveurs avisés et amis des progrès, efficacement secondés par nos dévoués confrères Pierrot et Didier, l'un secrétaire, l'autre trésorier, cette association eut une heureuse influence sur l'élevage local. A aucun moment, elle n'envisagea la population chevaline du pays comme étant autre qu'ardennaise et comme pouvant être améliorée par des reproducteurs d'une race différente. Indépendamment des concours organisés à Dun et à Stenay par cette société, celle-ci procéda à différentes reprises, pour hâter l'amélioration de l'élevage local, à des importations de reproducteurs ardennais de choix : étalons et pouliches. Et puis, de même que les associations dont nous avons déjà passé en revue les décisions, elle combat l'action de l'Administration des haras dans la région.

Dans une instructive conférence faite à la séance du 20 mai 1906 sur l'élevage du cheval ardennais, M. Didier vétérinaire à Dun, qui entend s'exprimer avec beaucoup de modération, après avoir condamné l'introduction de chevaux de trait de différentes races dans la région, dit ceci : « Il en résulterait des croisements susceptibles d'amener un état de variation désordonnée. Le métissage est la plus incertaine, la plus aléatoire, la plus précaire de toutes les méthodes de reproduction. Cette méthode est malheu-

reusement celle de l'Administration des haras... Qu'il me soit permis de noter en passant les piètres résultats que cette administration a obtenus dans notre région, après une période de quarante années ».

M. Didier recommande la sélection dans l'indigénat pour améliorer la race chevaline du pays qui est la race ardennaise. Il conclut en disant : « Ayons recours au cheval ardennais exclusivement pour faire disparaître les déchets que de malencontreux croisements ont créé au grand préjudice des éleveurs ».

La Société d'agriculture de Dun et Stenay émet à différentes reprises le vœu que la loi du 14 août 1885 relative à la marque des étalons fût modifiée dans un sens favorable à la sélection. Elle s'associe notamment à la délibération de la Fédération des Associations agricoles de la région du Nord-Est (25 mai 1905), par laquelle il est demandé :

« 1° Que l'on remplace dans une forte proportion les étalons de demi-sang dans les dépôts de Lorraine par des étalons de trait ;

» 2° Que les concours généraux et nationaux comprennent une section de chevaux de trait ;

» 3° Qu'on modifie la loi du 14 août 1885, concernant la surveillance des étalons, en donnant plus de pouvoirs à la Commission qui, composée de représentants des sociétés agricoles et d'un membre de l'Administration des haras, pourra refuser l'autorisation aux reproducteurs trop défectueux ».

Enfin, par l'intermédiaire des représentants de la région au Parlement, la Société réclame (3 oct. 1904-7 mai 1905) l'envoi à la station des haras de Stenay d'un étalon de trait ardennais supplémentaire. — Refus. « L'adoption d'une pareille mesure, est-il répondu, aurait un effet désastreux en ce sens qu'elle porterait atteinte à brève échéance aux ressources de la défense nationale ». La loi de 1874 spécifie en effet que la préoccupation essentielle de l'Administration des haras doit être la remonte de l'armée en chevaux de selle ou de trait légers et rapides.

L'insistance de la Société finit cependant par avoir raison de

l'obstination de l'Administration des haras et, en 1911, la station transportée à Doullon, près de Dun, compte 1 seul demi-sang et 2 étalons de trait ardennais.

La Société d'agriculture du canton de Montfaucon et celle du canton de Spincourt ne semblent pas, de 1890 à 1914, avoir joué un rôle particulièrement actif dans l'amélioration de la production chevaline.

IV. — *Société d'agriculture de l'arrondissement de Commercy.*

Nous avons suivi, par l'étude des comptes rendus détaillés que publiait à l'issue de chaque séance M. A. Duvivier, le dévoué secrétaire de la Société, les travaux de celle-ci durant les vingt-cinq années qui ont précédé la guerre. A la lueur de cet examen, la Société d'agriculture de l'arrondissement de Commercy apparaît comme ayant eu à un moindre degré que les trois autres sociétés similaires du département le souci d'influer sur la production chevaline locale. Les améliorations culturelles et les questions bovines tiennent de beaucoup la première place dans ses préoccupations. Si l'élevage du cheval a été davantage abandonné à l'initiative privée, on ne peut cependant pas dire que la Société s'en soit tout à fait désintéressée. Mais il y a lieu de penser, avec quelque raison, que, dans cette partie du département, l'élevage, encore qu'il fût franchement orienté vers la production du cheval de trait, se ressentait davantage qu'ailleurs de l'imprégnation du demi-sang ; ou bien l'intervention de celui-ci était moins vite corrigée en raison de l'inégale richesse du milieu.

Dans sa réunion du 2 mars 1890, l'Association d'arrondissement demande qu'une station d'étalons soit créée à Commercy, mais ne précise pas quels chevaux elle voudrait voir venir de préférence.

ESPECE CHEVALINE

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par le Syndicat d'Elevage du cheval de trait de l'arrondissement de Commercy.

DATE de la mise en vente par la Société.	RACE à laquelle appartiennent les sujets inscrits.	LIEU D'ACHAT	NOMBRE de chevaux entiers	AGE des sujets entiers.	NOMBRE de pouliches.	AGE MOYEN des pouliches.	SOMME débourrée par la Société.	OBSERVATIONS
Fin oct. 1922....	Ardennoise.	Belgique (région dite entre Sambre et Meuse).	Néant.	Néant.	7	3 de 18 m. à 2 ans. 1 de 1 an. 3 de 6 à 8 mois.	*	Le Syndicat d'élevage était en période de création; c'est la Fédération des A. A. de l'arrondissement de Commercy qui avait pris l'initiative de cette première importation.
Fin oct. 1923....	—	Belgique (région dite entre Sambre et Meuse).	»	»	9	1 de 30 mois. 8 de 18 à 20 mois.		L'Office agricole départemental a donné à chaque acheteur une prime s'élevant à 20 0/0 du prix d'achat de l'animal, ne pouvant toutefois dépasser le maximum de 750 fr. Ce maximum a été ramené à 700 fr. en 1925.
Fin janv. 1924....	—	Belgique (région dite entre Sambre et Meuse).	»	»	16	1 de 30 mois. 6 de 20 m. à 2 ans. 9 de 1 an.		
Fin nov. 1924....	—	haras de Maurevert (Seine-et-Marne).	»	»	6	1 de 3 ans. 5 de 20 m. à 2 ans.		
Fin déc. 1924....	—	haras de Maurevert (Seine-et-Marne).	»	»	3	2 ans.		
Mars 1925....	—	haras de Maurevert (Seine-et-Marne).	»	»	10	3 prenant 3 mois. 7 de 1 an à 14 m.		* Note générale. — Le Syndicat n'avance aucuns fonds et les éleveurs qui se sont fait inscrire prennent les animaux au prix de revient.

Sur 36 étalons marqués en 1891, pour l'arrondissement, par la commission de surveillance, 29 appartiennent à des races de trait et 7 sont des sujets de demi-sang.

Le 14 mars 1897 il est proposé en séance d'acheter dans le courant de l'année 2 étalons approuvés demi-sang avec le crédit utilisé habituellement pour l'achat de taureaux reproducteurs. Cette proposition est rejetée, différentes stations suffisamment peuplées de demi-sang existant dans la région et les cultivateurs préférant les chevaux de trait aux chevaux de demi-sang.

M. Deuxdeniers, aujourd'hui vice-président du Syndicat d'élevage d'arrondissement, propose à l'assemblée, le 13 mars 1898, que la Société achète puis mette en vente pour la monte de 1899 un étalon de trait ardennais. L'étude de cette question est remise à une date ultérieure.

Une suggestion analogue reprise par M. Ernest Michel, le 29 octobre 1899, amène à décider qu'une remise de 25 0/0 au maximum sera faite aux acquéreurs d'étalons ardennais ou percheros postiers jusqu'à concurrence de 1.100 francs, somme à ne pas dépasser.

En mai 1900, une subvention de 900 francs est prévue pour encourager l'achat d'étalons postiers.

Il ressort de tout cela que les préférences des cultivateurs allaient au cheval de trait léger ou d'un format moyen, celui qui s'harmonise le mieux avec les possibilités du milieu.

Quelques concours pour les animaux de l'espèce chevaline furent organisés par la Société qui ne primait que les sujets de trait. A celui de 1909, des primes ne furent accordées qu'aux juments et pouliches. Les exigences habituelles en ce qui concerne la présentation des cartes (cartes de saillies par un étalon de trait, soit appartenant à l'État, soit approuvé, soit autorisé, pour les juments et pouliches de trois ans ; certificat de naissance pour les pouliches de deux ans) étaient sagement maintenues.

L'amélioration du cheval dans l'arrondissement de Commercy ne fut résolument et méthodiquement entreprise qu'au lendemain de la guerre, lorsque fut créé, sur l'initiative de M. Zeer, vétérinaire départemental suppléant et déjà président de la Société

d'agriculture d'arrondissement, le Syndicat d'élevage du cheval de trait ardennais, dont il est le très dévoué et très actif animateur.

L'intelligente direction de notre confrère, qui a excellé à susciter et à orienter tant de bonnes volontés dans cet arrondissement, amènera sa production à égaler celle des autres coins de la Meuse. Le résultat est pour ainsi dire atteint. Il sera d'autant plus certain, d'autant plus durable, que les cultivateurs de cette région, si judicieusement conseillés, ne cesseront d'apporter le meilleur de leur attention à la fertilisation du sol et au développement des herbages, conditions d'une alimentation plus riche et de l'élevage en liberté.

CHAPITRE III

L'ÉLEVAGE DU CHEVAL DANS LE DÉPARTEMENT A LA VEILLE DE LA GUERRE.

SA SITUATION IMMÉDIATEMENT APRÈS.

CRÉATION D'UN SYNDICAT D'ÉLEVAGE DU CHEVAL DE TRAIT ARDENNAIS DANS CHAQUE ARRONDISSEMENT.

On voit donc, après avoir suivi pas à pas les travaux des Sociétés d'agriculture des arrondissements de Verdun, Montmédy et Commercy, ainsi que ceux de la Société d'agriculture des cantons de Dun et de Stenay, en grande partie héritière de l'influence de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy, que ces diverses associations ont agi au point de vue du perfectionnement de l'espèce chevaline dans le même sens que la Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc.

L'appréciation détaillée de l'action de celle-ci, déjà faite, peut donc s'appliquer aux autres groupements.

Partout dans le département, mais selon un rythme plus lent et plus indécis en certains points, la reconstitution de l'ancienne race ardennaise, un moment altérée par l'emploi d'étalons de sang ou appartenant à des races de trait étrangères (percheron, boulonnais), était en bonne voie.

L'Administration des haras elle-même, harmonisant son action avec celle des diverses sociétés d'agriculture qui, tout d'abord, exprimant les vues de leurs adhérents, avaient été amenées à engager en quelque sorte la lutte avec elle, modifiait petit à

petit son attitude. Progressivement, elle diminuait dans ses stations le nombre des étalons de demi-sang et remplaçait ceux-ci par des étalons de trait, souvent même par des étalons de trait ardennais.

Mais la guerre allait brusquement arrêter l'effort si bien commencé et en faire même perdre le bénéfice. Ce fut soudain la dévastation et la ruine pour la plus grande partie du département, théâtre des plus acharnés et des plus meurtriers combats, et où le front de bataille, faisant une ligne brisée (hernie de Saint-Mihiel), avait une si grande étendue.

A l'armistice, il ne restait plus une tête de bétail dans l'arrondissement de Montmédy précédemment occupé en totalité par l'ennemi; l'arrondissement de Verdun, dont un seul canton (Souilly) était en deçà de la ligne de feu, avait la plupart de ses communes détruites. Tout le nord de l'arrondissement de Commercy (cantons de Vigneulles et de Saint-Mihiel et quelques communes du canton de Pierrefitte) était aussi très sérieusement éprouvé. Il n'est pas jusqu'à l'arrondissement de Bar-le-Duc, où se déroula une âpre lutte en septembre 1914 et dont les plus riches cantons (Vaubecourt, Triaucourt et Revigny) furent alors envahis, qui ne fût sérieusement touché et ne comptât, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, de nombreux villages pillés et incendiés.

Dans la zone dévastée, tout était à refaire : les terres à remettre en culture, les bâtiments à reconstruire, le cheptel à reconstituer. OEuvre formidable, qui ne pouvait être que lente et progressive et qui, forcément au début, dans la hâte même apportée à l'accomplissement d'une tâche immense, hérissée de difficultés sans nombre, se ressentirait de la nécessité de courir au plus pressé et des conditions défavorables dans lesquelles se trouvait l'agriculteur sinistré.

L'effectif de chevaux ardennais restant dans le département était clairsemé. Dans les deux ou trois années qui suivirent l'armistice, il était encore malaisé de s'en procurer. Néanmoins, la plupart des éleveurs, fidèles à l'état d'esprit créé en faveur de l'ardennais avant 1914 par des sociétés d'agriculture dont la

vitalité était des plus enviabiles, restèrent attachés à ce cheval et le recherchèrent. Si chacun ne pouvait reconstituer toute son écurie avec des sujets de ce modèle ou avec des animaux de qualité, du moins s'appliquait-il, même au prix d'importants sacrifices pécuniaires, à avoir une ou deux juments de bonne origine et du format approprié au pays (1). Il était en même temps exigé que les étalons fussent exclusivement de race ardennaise.

Toute la campagne menée avant guerre en faveur de la race chevaline ardennaise et en vue de l'amélioration de la population chevaline locale portait à nouveau ses fruits.

Il devenait indispensable que les efforts fussent liés les uns aux autres et dirigés. Les seules sociétés d'agriculture locales, dont beaucoup avaient été désorganisées par la guerre, ne pouvaient, celle-ci terminée, songer à faire face aux innombrables problèmes qui sollicitaient leur attention.

Quelles que soient la bonne volonté et l'activité de ses dirigeants, une société agricole cantonale ou même d'arrondissement ne saurait avantageusement mener de front l'étude de tous les problèmes et la défense de tous les intérêts ruraux (sociologie et économie rurales, améliorations foncières et culturelles, perfectionnement des espèces animales).

Une spécialisation du groupement professionnel s'impose, tant sont multiples les aspects de toutes les questions agricoles et le syndicat offre une forme d'association très souple, très heureuse pour tous les agriculteurs et éleveurs qui se rejoignent par un même désir d'intensifier et d'améliorer une production donnée.

Prenant modèle sur ce qui existait déjà dans l'arrondissement de Montmédy, où le Syndicat d'élevage nord-meusien, né à la veille de la tourmente, se mettait à l'œuvre au lendemain de celle-ci, habilement dirigé par son fondateur M. Sylvain Bailleux, des

(1) A noter en passant que l'Allemagne livra au titre des réparations : 19 étalons et 4.374 juments et pouliches, au total 4.393 sujets dont beaucoup de type ardennais-belge et de proportions moyennes, valant les chevaux de la région d'avant-guerre. Indépendamment des reproducteurs, un certain nombre de chevaux hongres furent également restitués : 220 en 1921, 306 en 1922.

syndicats d'élevage du cheval de trait ardennais se constituaient à leur tour, au début de 1922, dans les trois autres arrondissements : celui de Commercy en premier lieu et sous l'heureuse impulsion de M. Zeer, sagement appelé à le présider, puis suivait de près la création de celui de Bar-le-Duc, dû surtout à l'initiative de MM. Desoutter et Collet, enfin celle du Syndicat de Verdun dont MM. Lieutaud et Mangin, agriculteurs émérites, devaient prendre la tête.

Ces quatre groupements, ayant tous pour chefs de file des hommes d'action, très expérimentés et très au courant des conditions du bon élevage (des quatre présidents, ainsi que nous avons pu le voir, deux sont éleveurs réputés, les deux autres des vétérinaires qui, de longue date, se consacrent tout particulièrement aux questions d'élevage), ont, avec le bon vouloir des éleveurs, non seulement fait recouvrer à la production chevaline meusienne son niveau d'avant-guerre, mais lui ont encore permis de s'élever au-dessus de celui-ci.

Pour bien juger l'œuvre accomplie ou en cours, il suffit de connaître dans les grandes lignes ce que fait chaque syndicat et quelles sont ses directives. L'action de ces organismes, tous reliés à la Fédération des Syndicats d'élevage du cheval de trait ardennais (1) réalisée le 28 avril 1923 et présidée par M. le sénateur L. Michel, est d'ailleurs identique, et la décrire pour l'un d'eux c'est le faire pour tous.

Le Syndicat d'élevage du cheval de trait ardennais de l'arrondissement de Bar sera plus particulièrement pris pour type.

(1) Fédération de l'Est des Associations d'élevage du cheval de trait ardennais, siège à Nancy, 24, rue de Strasbourg.

CHAPITRE IV

BUTS DU SYNDICAT D'ÉLEVAGE DU CHEVAL DE TRAIT

I. — *Réalisation de l'unité de vues et de l'unité d'action.*

Chaque syndicat d'élevage a voulu d'abord grouper tous les éleveurs qui s'intéressaient à la production du cheval, ordonner et harmoniser leurs efforts, lier ceux-ci entre eux et leur donner un objectif unique, net.

Les initiatives éparses, ainsi concertées, coordonnées, disciplinées, devaient dans l'intérêt de l'élevage du pays et dans l'intérêt de l'éleveur lui-même conduire plus rapidement au développement et au perfectionnement de la production chevaline locale, à la réalisation de son homogénéité, donc à sa plus-value.

Pour cela, son premier soin a été de définir d'une façon rigoureuse et d'un commun accord entre ses membres les caractères ethniques du cheval ardennais et le format qu'il convenait de rechercher comme plus particulièrement adapté aux ressources culturelles du pays.

Après avoir réalisé l'adhésion de tous les éleveurs au type décrit en tête des statuts (1), le Syndicat s'est proposé, en soudant

(1) Caractères ethniques du cheval ardennais d'après le règlement particulier du Stud-book de la race ardennaise (ce sont ces caractères qui sont décrits dans les statuts de chaque syndicat) :

1° Tête : camuse ou rectiligne, tout au moins comme profil; orbite légèrement saillante; front déprimé ou plat; œil gros et expressif; oreilles pointées en avant; naseaux larges et bien ouverts;

2° Robes préférées : rouan, aubère, gris-fer, alezan brûlé ou foncé, bai (sur-tout dans les tons chauds et vifs);

les tentatives particulières, d'apporter dans chacune d'elles plus de précision, plus de méthode, partant des garanties plus grandes de succès et de rendement.

Ayant jeté ainsi la base de ce groupement et motivé cette action commune, cette action d'ensemble, qui marque le rythme des efforts isolés, les amplifie, les fait converger et assure leur plein épanouissement, il s'est préoccupé de gagner de nouveaux adhérents à sa cause qui était bonne. Au début n'était venu à lui qu'un petit nombre de convaincus, mais faisant connaître sa raison d'être, le bénéfice que l'on devait attendre de sa formation, il a entraîné de nouvelles inscriptions et étendu au profit de tous son champ d'action.

II. — *Centralisation des ressources destinées à favoriser la production chevaline et organisation des concours.*

Une des tâches du jeune Syndicat fut l'organisation des concours du cheval de trait ardennais qui depuis 1922 se tiennent annuellement à Bar-le-Duc. Centralisant les ressources qui lui viennent des communes, des diverses associations agricoles de l'arrondissement (sociétés locales et fédération d'arrondissement), du département, du ministère de l'Agriculture (direction des haras) et surtout de l'Office départemental agricole, il distribue les sommes ainsi reçues, sous forme de primes, à la faveur d'une exposition chevaline à laquelle tous les cultivateurs de l'arrondissement peuvent et ne manquent pas d'amener leurs meilleurs sujets de race arden-

Tolérées : bai brun, alezan clair, isabelle ;

Exclues : noir, gris pommelé et toutes autres robes ;

3° Taille : 1 m. 60 environ et au-dessous ;

4° Conformation générale : type concave médioligne tendant fortement au bréviligne ; poitrine profonde, ample, près de terre ; dos plutôt court ; rein fortement musclé ; croupe généralement double ; hanches écartées ; fesses, cuisses et jambes très musclées ; encolure moyennement longue, mais bien greffée, généralement rouée ;

5° Membres et aplombs : membres forts et secs ; tendons bien détachés ; articulations basses et larges ; pieds bons à corne saine ;

6° Allures : correctes, actives, assez étendues.

naise. Il est exigé que les exposants soient membres du Syndicat, et c'est bien légitime puisqu'ils viennent solliciter un encouragement de la part de celui-ci. Il est demandé aussi, dans le double but de ne primer que des sujets d'origine et d'obliger le propriétaire à apporter toute son attention au choix de l'étalon, à faire en somme de la sélection, que les pouliches de deux ans présentées (exception faite pour les pouliches importées) soient accompagnées d'un certificat de naissance attestant qu'elles sont issues d'un étalon de race ardennaise, soit appartenant à l'État, soit approuvé, soit autorisé.

Pour des raisons analogues à celles indiquées plus haut, les conditions ci-après sont imposées aux juments poulinières : présentation des cartes de saillies de la présente année et de l'année précédente attestant qu'elles ont été saillies soit par un étalon national, soit par un étalon approuvé, soit par un étalon autorisé.

Exigence analogue en ce qui concerne les pouliches de trois ans mais portant sur la seule carte de saillie de l'année.

Le programme de 1925 a comporté les catégories suivantes :

- | | | |
|--|---|---|
| 1° Étalons.... | { | a) Étalons faisant la monte, âgés de quatre ans et au-dessus. |
| | | b) Étalons de trois ans. — |
| | | c) Poulains entiers de trois ans. |
| 2° Juments poulinières suitées de leur produit de l'année. | | |
| 3° Juments non suitées comprenant exclusive-ment..... | { | Juments suitées en 1924 mais n'ayant pas eu de produit en 1925. |
| | | Juments ayant eu en 1925 un produit qui n'a pas réussi. |
| | | Pouliches nées en 1921, n'ayant pas eu de produit en 1925. |
| 4° Pouliches de trois ans saillies. | | |
| 5° Pouliches de deux ans. | | |

Chaque catégorie était elle-même divisée en deux sous-catégories, l'une comprenant les sujets indigènes, l'autre, les sujets importés. Cette division, outre qu'elle amenait à comparer le mérite des uns et des autres et à en tirer un enseignement, permettait de récompenser peut-être plus largement qu'elles ne l'eussent été sans cela les juments et pouliches indigènes. Il est de la sorte tenu compte du mérite de l'agriculteur qui, patiemment,

lentement, partant de la jument de pays, d'une conformation pas toujours irréprochable, s'efforce d'améliorer sa production en faisant saillir cette jument, puis à son tour les filles de celle-ci, par de très bons étalons.

Cet éleveur, mettant avec raison à profit l'indigénat des mères, mène de pair les progrès culturels, l'enrichissement du sol et le perfectionnement de son bétail. Il entreprend une œuvre à longue portée, qui exige du soin et de l'attention, un effort soutenu, persévérant, de la continuité de vues et comporte beaucoup d'aléas. Il fait œuvre de véritable éleveur. Ce sont des considérations de cette nature qui ont conduit aussi en 1924 et 1925 à l'attribution de « primes aux naisseurs », c'est-à-dire de primes supplémentaires remises aux propriétaires des meilleurs poulains ou pouliches âgés de deux ou de trois ans au plus, nés et élevés dans leurs exploitations respectives. Ces primes, attribuées au concours du Syndicat, mais offertes par l'Office départemental agricole, ne tendent rien moins qu'à faire une distinction entre l'animal acheté et celui que le cultivateur, choisissant lui-même ses reproducteurs, a fait naître et élever dans sa ferme. C'est encourager, en définitive, l'élevage sur place.

Les buts que recherche le Syndicat par la création de concours, exposés en détail plus loin, peuvent se résumer ainsi : récompenser les efforts des éleveurs ; faire naître entre eux une émulation féconde ; stimuler leur initiative ; mettre en évidence les animaux les mieux conformés et ceux qui transmettent le mieux leurs qualités, c'est-à-dire les meilleurs reproducteurs de la région ; donner à ces derniers et à leur descendance une heureuse plus-value ; éduquer l'éleveur par une salutaire leçon de choses (le cultivateur, en général, lit trop peu et écoute assez mal ; par contre, il sait regarder, il est observateur et a un jugement très sûr ; la leçon par l'exemple est pour lui la meilleure) ; appréciation des résultats d'ensemble obtenus dans la région ; faire connaître et estimer la production locale, les meilleurs élevages ; créer des débouchés profitables à tous les éleveurs.

III. — *Encouragements à l'introduction de reproducteurs choisis.*

Tout en estimant à sa juste valeur le mérite de l'indigénat, le syndicat a cru devoir favoriser l'introduction dans l'arrondissement des sujets de race ardennaise de bonne souche et d'un format moyen en rapport avec la richesse du milieu et en harmonie avec l'élevage du pays. L'adoption de semblable mesure, d'une évidente nécessité dans les arrondissements où la guerre avait entraîné la disparition plus ou moins complète du bétail, avait aussi sa raison d'être pour la région de Bar-le-Duc dont l'élevage moins éprouvé n'était cependant pas intact.

Une œuvre de reconstitution, d'importance variable selon les points du département, s'imposait et l'on ne pouvait en trouver tous les éléments sur place où les rares agriculteurs épargnés par la tourmente avaient, durant celle-ci, faute de main-d'œuvre et en raison de l'incertitude liée à la proximité du front de bataille, mis leur exploitation au ralenti. En plus des écuries détruites qu'il a bien fallu remonter progressivement par des apports étrangers, nombre d'autres qui étaient amoindries pendant la guerre ont pris depuis un important développement. Beaucoup d'éleveurs également ont préféré acheter la jument ou la pouliche de choix qui manquait encore à leur écurie et être rapidement à même d'avoir des produits de valeur, plutôt que d'utiliser cette méthode forcément longue qui consiste à partir de sujets passables dont la descendance est améliorée de génération en génération par une sélection progressive. Certains d'ailleurs utilisent simultanément ces deux façons de procéder.

Ces importations qui se sont traduites par l'arrivée de sujets appartenant à la race locale, d'un développement analogue, nés dans des milieux à peu près identiques et élevés dans des conditions semblables, ne pouvaient comporter de sérieux inconvénients. Il n'y a pas eu en fait transplantation et on ne saurait parler ici d'acclimatement.

Chaque année donc, depuis la création du Syndicat, un ou deux délégués de celui-ci se sont rendus dans les Ardennes belges d'où

ils ont ramené un certain nombre de pouliches pour les adhérents de l'association. Le nombre des achats était fonction des demandes présentées et la répartition se faisait soit aux enchères, soit par voie de tirage au sort. Les sujets acquis ainsi par l'intermédiaire du Syndicat bénéficiaient d'une prime dite d'importation accordée par l'Office agricole et pouvant atteindre 20 0/0 du prix d'achat de l'animal sans toutefois pouvoir dépasser 750 francs. Le maximum a été réduit à 700 francs en 1925 et va l'être encore. L'attribution d'une de ces primes entraîne pour le bénéficiaire l'obligation de conserver la femelle pendant trois ans, de la présenter pendant ce laps de temps à tous les concours organisés par le Syndicat et de la faire saillir dès l'âge de trois ans.

Les besoins d'importation diminuent chaque année et, d'ici peu, il n'y aura plus lieu d'aller chercher des pouliches hors du pays, à moins que l'on obéisse à ce sentiment trop commun qui pousse à considérer ce qui vient de loin comme supérieur à ce que l'on a sur place; l'aurole de l'inconnu n'a que trop d'attraits.

Par contre, il faudra toujours, ne serait-ce que pour échapper aux risques inhérents à la consanguinité, aller hors de la région chercher quelques étalons. Le Syndicat conseille, à ce propos, de rechercher avec plus de soin encore, en raison du nombre élevé de produits laissés par chacun d'eux, non seulement des sujets bien racés, bien établis, réussis, mais aussi bénéficiant d'une origine excellente, gage de la fixité des qualités et de leurs pouvoirs de transmission.

Ces achats sont encouragés, non pas directement par le Syndicat lui-même, mais par la Fédération des syndicats d'élevage du cheval de trait ardennais à laquelle il est affilié. Initialement, les reproducteurs mâles, achetés par les délégués de la Fédération et des syndicats opérant ensemble, étaient cédés aux amateurs avec une forte remise. La méthode ayant causé quelques mécomptes, on opère actuellement ainsi : l'éleveur qui désire un étalon le choisit à son gré et le présente au concours régional annuel de la race ardennaise où l'animal est examiné par une commission dont la Fédération désigne les membres. Les sujets qui offrent aux yeux des appréciateurs des garanties suffisantes reçoivent une prime de

conservation oscillant de 2 à 5.000 francs, versée en quatre annuités égales, ce qui oblige à garder l'animal quatre ans. Un minimum de 40 saillies doit, en outre, être effectué à chaque saison de monte par le cheval primé et celui-ci ne peut briguer la prime précitée qu'à l'âge d'au moins quatre ans, au moment où il a acquis tout son développement (il a même parfois déjà des descendants) et où l'on peut porter sur lui un jugement définitif (1).

IV. — *Recherche de l'homogénéité.* *Organisation et conduite de la sélection.*

Le principal objectif du Syndicat est et demeure la réalisation d'une parfaite homogénéité dans la production chevaline locale, ultime expression de sa perfection. Pour arriver sûrement et rapidement à cette fin, il n'est pas de meilleur instrument que le Stud-book. Nous avons, à ce propos, en séance du Syndicat d'élevage du cheval de trait et dès le début de la formation de celui-ci, fait l'exposé ci-dessous, reproduit ensuite par la presse locale. Depuis, à maintes reprises, il nous a été donné d'insister sur les avantages de l'inscription au livre généalogique.

Le Stud-book. — Ses raisons d'être.

« Pour améliorer la production chevaline d'une région sans avoir recours à une race autre que celle du pays, on fait de la sélection ; c'est-à-dire que sont uniquement utilisés comme reproducteurs pour l'un et l'autre sexe les sujets de choix répondant parfaitement au type du cheval approprié et adapté à cette région.

» Mais par quel moyen pratique le Syndicat réalisera-t-il cette coordination et poursuivra-t-il méthodiquement et progressive-

(1) L'Office agricole départemental qui, depuis 1922, encourage annuellement l'importation de pouliches ainsi que nous l'avons indiqué a, en 1925, subventionné pour la première fois les importations d'étalons (subvention variant de 1.000 à 2.500 fr. par animal). Ces étalons, achetés directement par les importateurs dans le courant de l'année, n'ont bénéficié d'une prime d'importation qu'après avoir été approuvés par l'Administration des haras.

ment l'œuvre de sélection qui, abandonnée au bon plaisir de chacun, pourrait manquer d'unité et ne pas donner les résultats que l'on attend d'elle.

» Pour arriver à ses fins, il lui faut ouvrir et tenir à jour un livre généalogique sur lequel seront portés, d'abord les étalons et les juments du modèle recherché, c'est-à-dire possédant, avec les caractères de la race ardennaise, d'incontestables qualités individuelles (inscriptions d'origine), puis ensuite, les inscriptions d'origine étant closes, les descendants des animaux inscrits.

» Les bénéfices à retirer de la création d'un stud-book sont les suivants : 1° avec lui, la multiplication de l'élite n'est plus à la merci du hasard ou des caprices de la mode; elle se trouve réglée par la formule d'élevage que les membres du Syndicat ont établi en parfait accord. Ainsi, le stud-book est plus que le facteur essentiel de l'homogénéité, il en est la condition.

» De minorité qu'elle est d'abord, cette élite, dont la reproduction est suivie et conduite avec tant de soins, devient vite une respectable majorité.

» 2° Le stud-book en prévoyant l'inscription des géniteurs mâles et femelles appartenant au modèle adopté ainsi que celle de leurs descendants, fait porter la sélection à la fois sur l'étalon et la jument, alors que trop souvent on ne prête attention qu'à l'un des deux reproducteurs.

» 3° L'inscription au stud-book d'un animal — les inscriptions d'origine mises à part — permet de connaître avec certitude sa généalogie, c'est-à-dire les qualités de ses ascendants, lesquels viennent renforcer ses qualités propres et attester la fixité de ces dernières. La puissance héréditaire d'un sujet donné, sa valeur, par conséquent, est en raison directe de la somme et de l'ancienneté des efforts améliorateurs dont ses ancêtres ont été l'objet.

» Le stud-book favorise ainsi la constitution de ces excellentes familles hippiques, soigneusement conservées, attentivement épurées. Il résume l'histoire de ces familles et fournit pour chacun de leur membre une garantie de sa filiation.

» 4° Enfin, l'inscription étant subordonnée à l'existence de qualités reconnues ou consacrant l'excellence de l'origine, les chevaux

inscrits acquièrent en général une plus-value qui conditionne une vente avantageuse et plus aisée, juste rémunération des sacrifices consentis.

» En présence des avantages si nets attachés à la création d'un stud-book, il y a lieu d'espérer que tous les éleveurs de l'arrondissement qui possèdent des étalons ou juments susceptibles de figurer sur le livre généalogique ne manqueront pas d'en demander l'inscription.

» Agir de la sorte, c'est pour eux travailler d'une façon judicieuse et rationnelle à la mise en valeur de leur élevage et par surcroît à celle de l'élevage local ».

Fidèle au programme qu'il s'était tracé, le Syndicat d'arrondissement avait ouvert, au début de 1923, un livre généalogique où il avait noté les étalons, les juments et les pouliches de trois ans répondant au standart porté dans ses statuts. Mais la même année, la création de la Fédération des syndicats d'élevage du cheval de trait ardennais s'accompagnait de l'ouverture d'un stud-book régional destiné à reprendre l'œuvre de l'ancien stud-book annulée par la guerre. Celle-ci, en effet, avait interrompu les inscriptions et entraîné la disparition des animaux inscrits.

Le nouveau stud-book régional dont le livre généalogique établi en deux exemplaires, l'un déposé à Nancy, au siège de la Fédération, l'autre à Charleville, au siège de la Société hippique des Ardennes, étend son champ d'action à tous les départements qui rentrent dans l'aire géographique du cheval ardennais, et même aux îlots d'élevage ardennais qui paraissent hors de celle-ci.

La presque totalité des animaux initialement portés au livre généalogique du seul syndicat d'arrondissement ont été repris par le stud-book régional et la première inscription est devenue sans intérêt. Le stud-book local s'est effacé devant le stud-book régional d'une portée et d'une valeur infiniment plus grandes. Il était bon enfin pour la simplification du travail, pour ne pas multiplier inutilement, au risque de les dévaloriser, les papiers d'origine et en vue surtout d'assurer des directives uniques à la sélection qu'il n'y eût qu'un stud-book unique.

Actuellement le département compte comme inscrits : 30 étalons et 203 juments et pouliches.

Les inscriptions se répartissent ainsi par syndicat :

	Etalons.	Jugements et pouliches.
Arrondissement de Bar-le-Duc.....	9	71
— Commercy.....	12	54
— Montmédy.....	5	37
— Verdun.....	4	41
TOTAUX.....	30	203
se décomposant ainsi :		
En 1924.....	19	124
En 1925.....	11	79
	<u>30</u>	<u>203</u>

Il existe donc dans le département un important noyau de sujets de choix qui permet de bien augurer de l'avenir de l'élevage.

Chaque groupement a fait valoir à ses adhérents et avec beaucoup d'insistance tout le bénéfice qu'ils pouvaient retirer de l'inscription de leurs meilleurs sujets au stud-book, et aujourd'hui il n'est pas un éleveur qui, ayant des chevaux de valeur, se tienne à l'écart.

La sévérité et l'impartialité qui président à l'examen des sujets à inscrire — inscription faite, en général, par une Commission composée à peu près toujours des mêmes membres et notamment de M. Cournault de Seyturier, le distingué secrétaire de la Fédération, et de notre très expérimenté collègue M. Marange — sont une garantie de plus.

La mise sur pied du stud-book par la Fédération des syndicats et avec l'appui de chacun d'eux est l'essentiel de l'œuvre accomplie par ces associations. Les sociétés d'avant-guerre, quelque intérêt qu'elles eussent porté à l'élevage du cheval, n'étaient pas arrivées à organiser et à diriger de la sorte l'indispensable travail de sélection, à le soustraire aux caprices individuels et à en assurer à la fois l'unité et la continuité.

Il est enfin à prévoir que, dans un avenir plus ou moins loin-

tain, les sujets inscrits et leurs descendants seront, sinon seuls admis dans les concours, tout au moins sérieusement avantagés.

V. — *Vulgarisation des conditions du bon élevage.*

Le Syndicat a aussi à compléter, à parfaire l'instruction professionnelle de ses adhérents; il lui appartient de rendre accessible à tous cette science de l'économie du bétail, ces notions capitales du progrès zootechnique, sans lesquelles les entreprises d'élevage ne sauraient être vraiment prospères.

Il s'agit d'améliorer la population chevaline ardennaise du département, de faire de la sélection qui n'est autre que le choix judicieux des reproducteurs au sein même de cette race. Nous avons vu précédemment comment les inscriptions du stud-book réalisent en fait une sélection; elles mettent en évidence les meilleurs sujets, ceux qui, par leurs caractères ethniques, leur conformation et leurs qualités se rapprochent le plus du modèle à produire, du type du cheval à réaliser. Ce faisant, elles donnent une précieuse indication à l'éleveur qui, pour la fécondation de ses juments et dans son intérêt même, devra toujours faire appel à un étalon inscrit, à un étalon de valeur.

De petits cultivateurs protestent parfois contre le prix élevé, prohibitif à leurs yeux, demandé pour la saillie d'une jument par un étalon de grande origine. Mais mieux vaut donner 100 francs ou même plus et avoir un produit de valeur, ou tout ou moins supérieur à la moyenne de l'écurie, que de garder indéfiniment un élevage médiocre. La valeur marchande d'un cheval bien conformé n'est aucunement comparable à celle d'un animal mal établi, décousu, défectueux de partout. Il arrive que l'on dise : « le cheval imparfait a le même rendement au travail que l'autre », ce n'est pas sûr et quand cela serait, un sujet donné n'est pas à considérer sous le seul aspect du travail effectué, il représente lui-même un capital, infiniment plus élevé lorsqu'il est bien constitué. Dans ce dernier cas, il laisse de biens meilleurs produits, plus faciles à vendre et surtout d'une vente beaucoup plus lucrative. Seul, le bon élevage est rémunérateur et c'est faire un très mau-

vais calcul que de conduire, pour épargner quelques francs, sa jument à l'étalon inférieur qui fait la saillie à bon marché. Le bon marché dans ce cas particulier serait le plus cher et le surcroît de dépenses résultant de l'emploi du reproducteur d'élite est un bon placement d'avenir.

Il faut donc de plus en plus que les éleveurs se montrent difficiles, exigeants, pour le choix de l'étalon, qu'ils sachent consentir à bon escient quelques sacrifices pécuniaires dont ils seront, à longue échéance peut-être, mais à peu près à coup sûr, amplement dédommagés.

La décision à prendre ne doit pas s'inspirer exclusivement de l'examen extérieur des sujets. A conformation d'un égal mérite, il est toujours indiqué de faire appel au cheval qui a la meilleure origine, les meilleurs ancêtres, dont la souche est la plus ancienne et la plus réputée, car chez lui les qualités mieux enracinées, mieux fixées, sont généralement transmissibles à un plus haut degré : la puissance héréditaire est plus élevée. Pureté et netteté des caractères de race, excellence du modèle, absence de tares, valeur généalogique : tels sont les points à considérer pour l'appréciation exacte et partant pour le choix judicieux d'un reproducteur.

Il est de toute évidence que la sélection doit porter non pas sur le seul étalon, mais à la fois sur lui et sur la jument ; et pour cela, dans une écurie donnée, il convient d'éliminer, progressivement mais impitoyablement, les femelles défectueuses, de conserver le plus longtemps possible les meilleures juments et de renouveler l'effectif avec la descendance de celles-ci. Le cultivateur n'a que trop tendance à faire le contraire. Sollicité pour la vente de sa bonne pouliche ou de sa bonne jument, tenté par le prix élevé, impatient de réaliser, il laisse parfois partir cet animal sans songer qu'il sacrifie peut-être l'avenir de son élevage.

Il n'est pas de bon éleveur sans le souci d'entourer de conditions toujours plus favorables à son développement cet élevage amélioré d'année en année par une sélection rationnelle.

Un parallélisme constant doit exister entre le perfectionnement des animaux et celui du milieu dans lequel ils naissent, grandissent et vivent. Une heureuse modification du milieu est d'ailleurs à

elle seule un précieux élément de progrès. La mise à la disposition du bétail de locaux spacieux, bien aérés, bien éclairés, propres, faciles à désinfecter, la pratique journalière du pansage : autant de sages préceptes d'hygiène.

Le sevrage tardif et progressif des poulains, leur élevage en liberté — mise en box avec la possibilité d'aller à volonté dans un enclos ou dans un pré, attenant à la ferme, même l'hiver, condition de l'exercice nécessaire — à la belle saison, leur mise constante au pâturage, la mise au pâturage aussi des poulinières, ce sont là d'indiscutables facteurs de succès.

Enfin, l'alimentation, parfaitement en harmonie avec l'âge et le genre de service, doit toujours être abondante, nutritive et régulière.

Pour les jeunes sujets, il est tout spécialement nécessaire que la ration soit bien composée, de facile digestion et riche en chaux, en acide phosphorique et en matières azotées ; le poulain a besoin de ces divers éléments pour acquérir un bon développement.

On ne saurait trop répandre à ce propos les précieuses indications de M. le professeur Dechambre (*Traité de zootechnie*, t. II).

« ... Au début du sevrage : 0 k. 400 à 0 k. 500 d'un mélange à poids égaux d'avoine concassée, de son et de tourteau. Si l'avoine n'est pas concassée, elle ne doit pas être mélangée au son. On augmente progressivement cette ration pour arriver à 1 k. 300, 1 k. 500 à l'âge d'un an.

» Un poulain de un à deux ans peut recevoir de 1 k. 300 à 2 k. 250 par jour d'un mélange à parties égales de drèches desséchées, déchets de riz, son, tourteau (tourteau d'arachide ou mieux encore tourteau de lin).

» Après deux ans et jusqu'à l'époque où le poulain commence à travailler, sa ration d'aliments concentrés est portée à 3 k., 3 k. 500 par jour ; elle est constituée par le mélange des divers aliments qui viennent d'être énumérés, avec ou sans avoine ».

M. le professeur Dechambre ajoute : « A ceux qui veulent obtenir de bons chevaux nous disons : Nourrissez bien vos poulains ».

La parcimonie dans l'alimentation des jeunes est une des économies ruineuses contre lesquelles il importe de bien mettre en garde les éleveurs.

A la fin d'un article où nous rendions compte du Concours du cheval de trait ardennais de l'arrondissement de Bar, nous prodiguions, au nom du Syndicat d'élevage, des conseils analogues. Nous indiquions que le bon élevage est le seul qui rapporte vraiment, et nous poursuivions : « Qu'est-ce donc que faire du bon élevage ? *C'est bien nourrir les animaux* et cela surtout pendant le jeune âge, pendant la période de croissance... Les jeunes et les poulinières seront chaque fois que le temps le permettra, placés dans des parcs amendés par des engrais. Les scories notamment, répandues avant l'hiver sur les prairies, à la dose moyenne de 800 kilos à l'hectare, accroissent notablement leur rendement et font que celles-ci donnent une herbe riche en phosphates assimilables, ingérée plus volontiers par les animaux.

» Il existe d'ailleurs à l'emploi des engrais pour l'amélioration des prés un autre profit, lié à celui qui vient d'être cité : le plan de l'herbe est avantageusement modifié et les légumineuses (trèfle, lupuline, etc...) se substituent partiellement aux graminées.

» *C'est aussi bien choisir ses reproducteurs au sein de la race*, c'est-à-dire faire de la sélection. Il est nécessaire de conduire ses juments aux étalons les mieux conformés, à ceux également qui étant « bon racer » transmettent bien leurs qualités. Ni la distance, ni le prix ne doivent faire reculer quand il s'agit d'améliorer son élevage.

.

» Le petit éleveur a l'immense avantage de pouvoir utiliser la méthode beaucoup plus souple qui consiste à mener ses juments aux meilleurs étalons de sa région ; il a une certaine latitude et la faculté de changer de cheval quand il le désire, tandis que le gros éleveur confiera pendant plusieurs années ses juments à l'étalon qui lui appartient ; un choix erroné, auquel le meilleur connaisseur reste exposé, est presque impossible à redresser immédiatement.

» Enfin la sélection ne doit pas porter exclusivement sur le reproducteur mâle, mais aussi sur la jument. Chaque cultivateur,

si restreint que soit l'importance de son élevage, devrait avoir à cœur de posséder au moins une bonne jument ».

Et notre conclusion d'alors pourra encore être celle de ce chapitre :

« Pour réussir dans l'élevage chevalin, s'il faut des connaissances réelles permettant d'utiliser à bon escient le labeur et le capital que l'éleveur y consacre, il faut également ces qualités nécessaires à l'accomplissement de toutes les tâches : de l'initiative, de la méthode et toutes ces formes de la volonté que l'on appelle tout à tour esprit de suite, continuité dans l'action, patience. Mais avant d'engager l'action, de la réflexion, des vues d'ensemble, des vues justes sont nécessaires. Il faut en revenir à la banalité tutélaire du sens commun. Ce qui est banal, c'est ce qui est vrai depuis longtemps et ce qui reste vrai. Malheureusement, la vérité demeure trop souvent au fond de son puits si on ne l'aide à en sortir. Nos entreprises, ne l'oublions pas, sont résolues par nos idées. Et le conseil reste bon, le plus précieux de tous : « Apprenons d'abord à bien penser ». Les quelques suggestions que les techniciens livrent aux agriculteurs ne tendent qu'à leur faciliter ce travail d'esprit dont dépend en partie la fécondité du travail manuel ».

VI. — *Accroissement des débouchés.*

Le Syndicat, qui a le légitime souci de tenir les éleveurs au courant de toutes les données zootechniques propres à les aider dans l'effort de perfectionnement de leur élevage, qui entend stimuler, encourager cet effort, en assurer la poursuite — car l'amélioration du bétail est toujours une œuvre de longue haleine —, tient aussi à constituer à la production locale un marché plus étendu.

Un des buts des concours d'arrondissement, intitulés d'ailleurs « concours-foires », organisés chaque année, et qui jusqu'ici ont si pleinement réussis, est précisément de mettre en relief et de faire apprécier l'élevage local, d'attirer sur lui l'attention et d'amener

des acheteurs dans le pays. On l'a bien vu au concours de 1923, à l'issue duquel deux étalons ont été vendus l'un 15.000 francs, l'autre 10.000 francs, et où une pouliche également a été cédée pour un prix dépassant 9.000 francs.

L'obtention de résultats intéressants exige aussi que l'on apporte à la publicité beaucoup plus de soin qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

Les concours doivent être annoncés non seulement assez longtemps à l'avance, mais aussi — et cela par toute la presse — sous une forme choisie, engageante, dans toutes les régions d'où il est susceptible de venir des amateurs.

Par ailleurs, ne devrait-il pas y avoir, lors de chaque concours, des commissaires avisés munis d'une documentation très complète, uniquement occupés à recevoir ces visiteurs qui peuvent être des acheteurs éventuels?

Ces commissaires auraient pour mission de donner toutes indications et tous renseignements concernant la production locale, l'effort d'amélioration dont elle est l'objet, les méthodes d'élevage adoptées, la filiation des meilleurs sujets, la physionomie propre à chacune des principales écuries.

Il y a là, en marge des concours, toute une organisation à prévoir, un sérieux effort de propagande à accomplir.

Celui-ci aurait plus particulièrement sa raison d'être lors du Concours régional annuel de la race ardennaise, et la réunion de toute l'élite de la production lui permettrait de s'exercer dans les conditions les plus heureuses.

La publication d'un exact compte rendu des divers concours donnant une idée des ressources chevalines locales est à faire régulièrement dans les Revues qui, sous une forme attrayante, tiennent fidèlement au courant le monde de l'élevage des tentatives couronnées de succès, des progrès accomplis ou des possibilités d'achat.

Par deux fois, l'intéressante *Revue de zootechnie* a bien voulu accueillir obligeamment les quelques pages que nous avons consacrées aux expositions chevalines locales et certains éleveurs ont déjà pu mesurer combien ces articles sans prétention étaient de nature à servir leur élevage. A la suite de la courte étude parue

en septembre 1924 dans la Revue précitée, et intitulée « La Race ardennaise au Concours de Bar-le-Duc et son élevage dans la Meuse », un syndicat d'élevage d'un département du Sud-Est et deux agriculteurs de départements du Centre-Est nous demandaient de vouloir bien leur indiquer des élevages où ils auraient chance de se procurer de bons reproducteurs.

Nous avons pu ainsi faire vendre en 1924, 3 étalons de qualité qui, nous le pensons bien, porteront au loin le bon renom de la race et lui vaudront de nouveaux partisans.

D'autre part, au début de 1925, un département du Sud-Ouest, qui désirait des Ardennais d'un format petit ou moyen et qui avait appris que la production du département de la Meuse se différenciait nettement par le développement général et le tempérament de la production belge, envoyait dans notre région, après confirmation de ces données, une commission d'achat qui faisait dans les arrondissements de Bar-le-Duc et de Montmédy l'acquisition d'excellents étalons dont l'un d'eux, très méritant du reste, était cédé à un gros prix.

Il y a encore beaucoup à tenter pour faire connaître non seulement la production chevaline ardennaise du département de la Meuse, mais encore celle de tous les départements de l'Est. Et l'effort à entreprendre dans ce sens a d'autant plus sa raison d'être que la race est aujourd'hui reconstituée, grâce à l'action continue de la Fédération des syndicats d'élevage, des syndicats eux-mêmes et des éleveurs. Ces derniers, au lendemain de la guerre, se sont remis au travail avec une ardeur, une ténacité, un désir de progrès dont on ne dira jamais assez toute l'admiration qu'ils méritent.

La production, croissante chaque année, va donc avoir besoin de trouver une clientèle toujours plus importante. Aussi, ne doutons pas que les associations, naturellement chargées de veiller aux besoins des éleveurs — et qui sont bien décidées à ne pas faillir à leur mission —, si elles ne s'arrêtent pas à la suggestion que nous avons indiquée plus haut en ce qui concerne l'organisation des concours, songent du moins sérieusement à instaurer une sorte de bureau de renseignements spécialement

chargé de créer et de développer un mouvement commercial. Nous espérons également que toutes les initiatives privées qui seraient susceptibles de contribuer à la renommée et à l'extension de la race chevaline ardennaise, à condition qu'elles n'aient d'autre ambition que de servir l'intérêt général des éleveurs, trouveront auprès des syndicats d'élevage et de la Fédération l'aide et les encouragements voulus.

La prospérité de l'élevage local est en définitive étroitement subordonnée à l'importance des débouchés. Sans doute, il fallait avant tout avoir une base de départ, réaliser l'essentiel : amener les éleveurs au type unique, reconstituer la race, provoquer, diriger et appuyer les améliorations nécessaires, constituer par la tenue des livres généalogiques l'indispensable élite. Cette première partie de la tâche est en bonne voie : il importe sans retard d'aborder le point qui nous préoccupe.

Quel encouragement pour les éleveurs, et combien efficace serait l'espérance d'une vente rémunératrice, espérance basée sur la fréquence des demandes et le montant élevé des prix offerts ? A vrai dire, il n'est pas de meilleur stimulant. Il appartient aux groupements intéressés, à leurs intelligents et dévoués dirigeants de le faire naître.

VII. — *Défense des intérêts de l'élevage.*

Les syndicats d'élevage, syndicats professionnels autorisés par la loi du 12 avril 1884, modifiée par celle du 12 mars 1920, ont exclusivement pour objet, à côté de l'étude, la défense des intérêts professionnels agricoles. Aussi est-ce avec un soin attentif que chacun d'eux examine toutes les mesures prises ou projetées intéressant la production sur laquelle il veille.

Nous avons déjà vu longuement comment était ou pouvait être comprise et réalisée cette étude des intérêts et des besoins des éleveurs. Ceux-ci également ne sauraient être mieux défendus que par l'association, grâce à laquelle des hommes, mettant en commun leur intelligence, leur activité, leurs connaissances et leurs relations, donnent plus aisément à leurs volontés ce

caractère d'intérêt général et cette force qui les font prendre en considération par le législateur ou les pouvoirs publics. Au demeurant, les syndicats sont particulièrement qualifiés pour exprimer, après étude, les véritables besoins de l'éleveur et pour éclairer sur ceux-ci le Parlement ou l'Administration. C'est là un des aspects de la tâche du syndicat et nous pouvons dire que celui de l'arrondissement de Bar-le-Duc, comme les trois autres groupements similaires du département, ne l'a pas perdu de vue. Il serait aisé d'en donner de multiples preuves en reproduisant l'énoncé des vœux émis ou auxquels il s'est associé; qu'il nous suffise, à titre d'exemple, de relever les suivants, l'un rédigé par nous, datant du début de 1922, et qui heureusement pour l'élevage du cheval en France, n'a plus sa raison d'être, les autres très récents et auxquels nous souhaitons que satisfaction soit donnée :

Premier vœu :

« Les membres du Syndicat d'élevage du cheval de trait ardennais de l'arrondissement de Bar-le-Duc s'élèvent contre l'insuffisance de la loi du 14 août 1885, portant simplement qu'aucun étalon ne peut être employé à la monte des juments appartenant à d'autres qu'à son propriétaire, sans être muni d'un certificat constatant qu'il n'est atteint ni de cornage, ni de fluxion périodique;

» Alors que nombre d'éleveurs consentent de gros sacrifices pécuniaires, alors que les syndicats d'élevage ouvrent des livres généalogiques, alors que tant d'efforts privés ou concertés sont déployés dans le but d'uniformiser, de perfectionner, de mettre en valeur la production chevaline, comment les pouvoirs publics peuvent-ils persister à donner l'estampille officielle à des étalons défectueux ou tarés qui, non seulement, n'ont aucun pouvoir améliorateur, mais dont l'utilisation va à l'encontre des intérêts bien compris du cultivateur et risque d'annihiler par ailleurs les bons effets des tentatives heureuses en abaissant la valeur moyenne des produits?

» L'Etat qui, avec beaucoup de raison, subventionne les sociétés d'élevage, pourrait également, à peu de frais et avec une incontestable efficacité, seconder leur action en amendant et en complétant la loi du 14 août 1885 par de nouvelles dispositions comportant l'exclusion des étalons mal conformés ou porteurs de tares héréditaires.

» Les membres du Syndicat d'élevage de l'arrondissement de Bar-le-Duc, à l'unanimité, émettent le vœu :

» Qu'aucun étalon ne soit utilisé comme reproducteur même dans l'écurie de son propriétaire, sans avoir été présenté devant la Commission désignée à cet effet ;

» Que cette même Commission écarte de la reproduction tous les étalons défectueux ou tarés ;

» Que partant soit renforcée et modifiée la loi du 14 août 1885 sur la surveillance des étalons ;

» Que le projet de loi établi dans ce sens et déposé depuis plus d'un an sur le bureau de la Chambre des députés soit voté sans plus tarder ».

Deuxième vœu :

« Les membres du Syndicat d'élevage du cheval de trait ardennais de l'arrondissement de Bar-le-Duc, réunis le 6 janvier 1925, émettent le vœu suivant :

» Considérant combien était insuffisamment efficace la réglementation antérieure relative à la qualité des chevaux reconnus aptes à faire la monte et approuvant pleinement les mesures plus sévères qui sont appliquées en ce qui concerne la surveillance des étalons ;

» Considérant, d'autre part, l'inconvénient qu'il pourrait y avoir à désigner d'une même marque les étalons « indignes » et les étalons « corneurs » ou « fluxionnaires » ;

» Emet le vœu qu'une marque soit spécialement affectée à la désignation des « indignes » et qu'une autre marque soit réservée aux chevaux corneurs ou fluxionnaires ».

Troisième vœu :

« Le Syndicat d'élevage de l'arrondissement de Bar-le-Duc,

» Considérant que par la loi du 8 mars 1923, des représentants de l'élevage et le Directeur des services vétérinaires ont été adjoints à l'inspecteur général des haras ou à son délégué pour apprécier les étalons atteints d'affections ou de tares les rendant indignes de faire la monte ou ceux qui ne possèdent pas les qualités du modèle leur permettant de maintenir leur race ;

» Considérant que les membres de la Commission peuvent également juger des qualités et du pouvoir améliorateur d'un étalon donné, émet le vœu :

» Que la commission au complet et non pas seulement son président, l'inspecteur général des haras ou son délégué, soit appelée à délibérer de l'opportunité et du montant des primes d'approbation à attribuer ».

CHAPITRE V

APERÇU GÉNÉRAL ET RÉSULTATS OBTENUS.

EFFORTS DE VULGARISATION DANS LE DÉPARTEMENT ET ESSAI DE PROPAGANDE AU, DEHORS.

CONFÉRENCES ET ARTICLES.

Nous nous sommes efforcé dans les pages qui précèdent de résumer fidèlement l'action entreprise d'abord par les différentes sociétés d'agriculture du département qui, avant guerre, se sont occupées de l'amélioration de la population chevaline locale, puis ensuite par les syndicats d'élevage du cheval de trait ardennais qui, après guerre et dans chaque arrondissement, ont abordé avec infiniment de succès la même tâche.

Nous avons suivi avec le plus vif intérêt les efforts heureux, décisifs, déployés par chacun de ces syndicats depuis leur fondation. Nous avons assisté également, et le plus souvent comme membre du jury, aux différents concours organisés par chacun d'eux. Les actifs dirigeants du Syndicat d'élevage de l'arrondissement de Bar-le-Duc, le voisinage plus étroit y aidant, ont même bien voulu nous honorer plus particulièrement d'une confiance dont nous sentons tout le prix et nous associer étroitement aux travaux de cette société. Nous avons ainsi participé à toutes les délibérations de ce groupement et, depuis sa naissance, assumé en partie l'organisation des Concours annuels du cheval de trait ardennais qui se sont tenus à Bar-le-Duc.

On trouvera plus loin la trace de l'effort, effort de vulgarisation dans le pays, de juste propagande au dehors, que nous avons

tenté en faveur de l'élevage du cheval ardennais dans la Meuse. Comme on le verra, notamment par les comptes rendus des concours de 1922 et 1924, les progrès accomplis, les résultats obtenus sont considérables, et l'on peut prévoir que, grâce à l'existence et à l'action inlassablement poursuivie des organismes indiqués — Syndicats d'élevage d'arrondissement et Fédération —, cette marche dans la voie du progrès sera chaque jour plus assurée et d'un rythme plus entraînant.

Alors, peu à peu, le faible noyau des indécis ou des indifférents disparaîtra pour se fondre dans l'élan général.

Cet épanouissement de l'élevage du cheval de trait ardennais dans le département de la Meuse, dont nous avons étudié à la fois les causes et les conditions, est déjà et devrait être plus encore dans l'avenir, pour le pays comme pour les éleveurs, une source certaine et importante d'enrichissement.

Les comptes rendus des Concours de Bar-le-Duc 1922 et 1924, bien qu'ils ne concernent que la production chevaline de l'arrondissement, peuvent également être considérés comme l'exact reflet de l'élite actuelle de tous les arrondissements du département. Si Bar-le-Duc a pour lui la proximité d'élevages très importants et très intelligemment dirigés, la région de Montmédy, qui par son pittoresque, l'abondance et la qualité de ses prairies évoque les meilleurs coins du département des Ardennes, l'arrondissement de Verdun et notamment les riches cantons de Fresnes et d'Etain où les herbages prennent chaque jour plus de développement, l'arrondissement de Commercy enfin, largement irrigué par la Meuse et où mon énergique confrère M. Zeer est l'infatigable champion du progrès, comptent aussi une poussière de petits élevages dignes du plus haut intérêt.

I. — POURQUOI ET COMMENT AMÉLIORER L'ÉLEVAGE DU CHEVAL

(Conférence faite à Montiers-sur-Saulx, octobre 1922).

Compte rendu du Cultivateur de la Meuse, Décembre 1922

M. Patriat a mis à profit sa présence à la réunion de la Société d'Agriculture de Montiers-sur-Saulx pour aborder brièvement le problème de

l'amélioration du cheval et dire quelques mots sur l'intérêt qu'il y aurait pour les agriculteurs à faire partie d'un syndicat d'élevage du cheval de trait ardennais.

Voici l'exposé fait par M. Patriat :

« Le cheval autochtone, c'est-à-dire le cheval du pays, est le cheval ardennais. Ses caractéristiques (animal puissant, trapu, près de terre, bien musclé, bien membré) puis ses qualités (énergie, endurance, rusticité, docilité) sont connues de tous. Son élevage peut être pour les agriculteurs et éleveurs une importante source de richesse. En raison de sa conformation harmonique particulièrement adaptée au service du trait, en raison de ses mérites, l'ardennais est, en effet, très apprécié et très demandé.

» Afin d'éviter les frais de transport et de douane, actuellement très élevés, le commerce se rendra de moins en moins en Belgique et il ira, dès que l'élevage sera reconstitué, chercher ce cheval dans les départements sur lesquels s'étend l'aire géographique de la race (Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Meuse, etc...).

» En ce qui concerne la Meuse, la production chevaline a, non seulement à reprendre son ancienne importance, mais aussi à s'améliorer et à se faire connaître. Dans cette production, le département doit même arriver à occuper une place d'honneur. Il le peut, son point de départ n'étant pas inférieur à celui des Ardennes, région où le cheptel a malheureusement été détruit au cours de la guerre.

» Le récent concours qui, l'été dernier, s'est tenu à Bar-le-Duc, n'a-t-il pas, d'ailleurs, au point de vue de l'élevage du cheval ardennais, mis en relief le plein succès d'initiatives privées jusqu'ici inégalées chez nos voisins. Ces efforts qui font apprécier l'élevage du pays ne doivent pas rester l'apanage de quelques-uns. Dans l'arrondissement de Bar-le-Duc, l'élevage ne doit pas revêtir l'aspect d'un accident aussi heureux que rare; il ne doit pas y avoir que quelques bonnes écuries isolées. Que tous les cultivateurs, quelle que soit l'importance de leurs exploitations respectives, aiment le bon et beau cheval et qu'ils s'appliquent à n'avoir que d'excellents animaux. Ceux-ci constituent pour leurs propriétaires un élément de revenu; ils laissent des produits de valeur qui peuvent faire l'objet d'une vente rémunératrice ou qui sont susceptibles de remplacer avantageusement les sujets âgés, c'est-à-dire d'améliorer l'écurie.

» Il est également indispensable que les tentatives d'amélioration se multiplient, se généralisent, afin de réaliser dans la production du pays une homogénéité qui donnera à penser à l'acheteur éventuel que l'élevage du cheval est dans le département l'objet d'une attention toute particulière. Cette homogénéité montrera au visiteur que la sélection amélioratrice a été méthodiquement conduite; il comprendra en outre

que ces animaux qui offrent une surprenante unité dans leurs caractères de race et dans leur conformation générale ont forcément des origines très pures et qu'il n'y a pas à la base de cet élevage ces croisements inopportuns qui amènent une variation désordonnée, le décousu, la multiplication des non-valeurs.

» Pour toutes ces considérations, l'étranger estimera la production chevaline locale et il se plaira à la vanter.

» Aux yeux des connaisseurs, en effet, la pureté des origines donne autant de prix aux reproducteurs mâles et femelles que leur bonne conformation. Un reproducteur dont les ancêtres sont de même race et répondent au même type ne pourra causer aucune mauvaise surprise. Même si ce sont ses ancêtres qui réapparaissent dans ses produits, phénomène connu sous l'expression de retour atavique, le modèle restera invariable, les caractères de race conserveront leur netteté. Dans la lignée, le modèle et les signes distinctifs de la race, ayant toujours été les mêmes d'une génération à l'autre, se sont pour ainsi dire renforcés chez les sujets successifs ; l'imprégnation est plus accusée. Aussi, a-t-on coutume de dire d'un animal qui est issu d'une longue série de sujets très semblables à lui que ses caractères ont acquis de la fixité, de la constance, qu'il a les plus grandes chances de transmettre ses qualités, qu'il possède une puissance héréditaire très élevée ou encore qu'il est « bon racer ».

» Si, au contraire, on utilise comme reproducteur un sujet qui, bien que répondant comme conformation à l'idéal que l'on s'est proposé mentalement, a dans sa souche des croisements divers et récents, on se ménage des déceptions faciles à entrevoir. Du fait de l'atavisme, les produits obtenus risqueront d'évoquer les origines multiples, il pourra y avoir entre eux de grandes différences, prédominance de telle race chez l'un, rappel de telle race chez l'autre ; on s'éloignera ainsi de l'idéal envisagé par suite de l'instabilité dans les caractères reproduits, instabilité qui sera en rapport avec le manque d'harmonie des antécédents du reproducteur. Il importe, pour apprécier judicieusement les animaux dont on désire garder les produits de bien savoir qu'ils peuvent transmettre à côté de leurs propres formes, de leurs qualités ou de leurs défauts, les attributs de leurs ancêtres.

» On s'explique aisément pourquoi les amateurs de chevaux ardennais tiennent essentiellement à rencontrer, dans la zone où ils veulent acheter, l'homogénéité de la population chevaline et partant la pureté des origines.

» L'obtention d'un tel résultat ne peut être d'abord que le fruit des efforts individuels de tous les agriculteurs d'une région ; ces efforts portant sur les points suivants : utilisation des meilleurs reproducteurs

indigènes répondant au type ardennais. A défaut d'étalons ardennais indigènes, avoir recours exclusivement à l'étalon ardennais belge. Conservation des meilleures poulinières et pouliches. Meilleure alimentation des juments. Allaitement prolongé des poulains qui devront, au sevrage, recevoir une nourriture alibile, c'est-à-dire riche en grains (avoine, maïs, féverolles) ou, à défaut, en aliments concentrés (tourteau de lin ou d'arachides, etc. . .). Amélioration des cultures et des pâturages par l'emploi des engrais calciques et phosphatés.

» Cette homogénéité, pour être obtenue dans le minimum de temps, exige, d'autre part, que l'œuvre de sélection poursuivie réponde chez tous les agriculteurs à une même conception générale. D'où la nécessité pour eux de se grouper en vue de constituer un syndicat d'élevage du cheval de trait et de définir, d'un commun accord, le modèle type. L'observation de ce qui se passe dans le Perche, dans le Boulonnais, en Belgique, suffit à établir que la renommée d'une région, point de départ de sa fortune, ne peut découler de quelques rares tentatives individuelles, mais qu'elle provient d'une action concertée de la très grande majorité des agriculteurs du pays.

» Elle est donc non seulement le fait des entreprises particulières; elle procède aussi d'une entente collective, d'une entente locale, entente agissante et féconde.

» La sélection, que l'on peut définir très simplement le choix judicieux des reproducteurs, n'est justiciable de cette définition que si elle ne reflète pas le caprice de chacun, que si elle obéit à ces directives générales nettement formulées dont il a déjà été parlé, que si, au total, elle est ordonnée, mise en œuvre par un syndicat d'élevage qui utilise à cette fin l'ouverture et la tenue de livres généalogiques sur lesquels seront inscrits tous les sujets de race pure parfaitement conformés ainsi que leurs descendants. Si l'on opère de la sorte dans l'arrondissement pour la sélection des chevaux de race ardennaise, des familles hippiques d'élite se constitueront et permettront à l'important noyau d'animaux de mérite existant déjà de prendre une rapide et profitable extension. Les sujets issus de ces familles seront pour l'ensemble de la population chevaline locale autant d'éléments améliorateurs. La connaissance de leur généalogie, la certitude et l'excellence de leurs origines ajouteront à leur valeur.

» La poursuite dans une zone déterminée d'un but semblable, d'un but d'intérêt local, ne peut être tentée avec bonheur sans organisation, sans l'association de toutes volontés intéressées, sans une certaine subordination des vues particulières à une conception d'ensemble mûrement étudiée. « L'ordre est la condition du progrès ». La règle fondamentale de tout perfectionnement ainsi formulée par Auguste Comte

s'applique parfaitement à ce problème très spécial : « l'amélioration d'une production locale ».

» On ne saurait également trop conseiller aux éleveurs et cultivateurs d'échapper à cette courte vue qui tend à ne leur laisser que la vision de leurs intérêts personnels les plus immédiats et ne leur permet pas de concilier ceux-ci, pour leur plus grand profit, avec d'autres intérêts non moins réels, mais plus lointains et du domaine de l'intérêt général.

» La prospérité de l'agriculteur, si elle est avant tout fonction du travail individuel, est aussi sous la dépendance de facteurs sociaux, dont les plus importants sont l'union et l'entraide que conditionne un juste sentiment de la discipline et de la solidarité professionnelles.

» Les ruraux expliquent parfois cette nécessité de l'union à l'aide d'une formule très pittoresque : « Pour qu'une famille soit prospère, il faut, disent-ils, que tous ses membres « tirent au même collier ». — Dans la famille professionnelle et tout particulièrement dans le cadre de la petite patrie ou l'identité du milieu impose à tous le même élevage, le succès ne s'obtiendra vraiment que si les éleveurs « tirent au même collier » ; c'est-à-dire s'ils agissent dans le même sens et s'ils coordonnent leurs efforts.

» C'est en s'inspirant de ces principes que les cultivateurs voudront faire partie du Syndicat d'élevage du cheval de trait ardennais de l'arrondissement de Bar-le-Duc. En s'associant à son action, ils en élargissent le champ, ils accroissent l'efficacité de cette action et s'en assurent le bénéfice.

» En demandant ensuite l'inscription au livre généalogique des chevaux de race ardennaise qui peuvent leur appartenir, ils participeront à l'œuvre de sélection méthodique et rationnelle qui, garante de la qualité de leur élevage futur, assurera aux produits de cet élevage, grâce à la possession du certificat d'origine, une plus value appréciable, en même temps qu'elle contribuera puissamment à l'amélioration de la production chevaline locale ».

(Conférence publiée par les Journaux agricoles et la Presse locale).

II. — CONCOURS-FOIRE DE BAR-LE-DUC, POUR CHEVAUX DE RACE ARDENNAISE (1922).

Le Concours-foire qui vient d'avoir lieu à Bar-le-Duc sous la présidence de M. le Préfet de la Meuse et que M. Maginot, ministre de la Guerre, a bien voulu honorer de sa visite, a eu un succès particulièrement vif.

Remarquable par le nombre et la qualité des sujets présentés, il a été très goûté des connaisseurs et des amateurs.

Le lot exposé, homogène dans l'ensemble, comprenait plus d'une centaine de chevaux de race ardennaise ou ardennaise belge. Les caractères de race relevés sur la plupart des sujets étaient très nets et peuvent se résumer ainsi : tête le plus généralement camuse, oreilles relativement petites et assez rapprochées, face de longueur moyenne plutôt sèche, encolure rouée, formes assez amples, poitrail large, poitrine profonde et bien descendue, côte ronde, dos et reins soutenus, hanches arrondies, croupe double fortement musclée, membres nets et forts, articulations solides.

La taille oscillait entre 1 m. 55 et 1 m. 60. Les robes rencontrées le plus fréquemment étaient : le rouan, l'aubère, le gris-fer cap de Maure, l'alezan foncé ou brûlé, le bai cerise.

En vue d'un classement équitable des individus, le jury a eu recours à la méthode des points qui permet de préciser et de justifier le jugement définitif à porter sur un animal donné. Ainsi, il a été procédé à un examen méthodique et complet de tous les sujets et cela sur des bases identiques, les éléments d'une appréciation correcte se trouvant pour chacun d'eux assemblés et convenablement hiérarchisés grâce à l'emploi d'un tableau de pointage.

Parmi les animaux amenés, presque tous de qualité bien au-dessus de la moyenne, il importe de signaler les plus réussis et de noter brièvement les caractéristiques de l'un et l'autre.

Dans la catégorie de chevaux entiers de plus de deux ans.

1^{er} PRIX : *Jupiter*, propriété de M. Georges Collet.

Cheval rouan, très racé, ayant une tête expressive, une conformation très harmonique, ample, lourd, avec des formes trapues et des membres forts.

2^e PRIX : *Robusté*, propriété de M. C. Desoutter.

Cheval rouan, bien suivi, bien musclé, avec une belle épaule, de bons aplombs, des allures correctes. Excellent « racer », laissant des produits de tout premier ordre.

3^e PRIX : *Porthos*, à M. Desoutter.

Étalon rouan, avec une tête bien portée, près de terre, poitrine très éclatée, beau dessus.

4^e PRIX : *Marc*, à M. Wernert.

Cheval aubère ayant un peu moins d'ampleur que les précédents, mais néanmoins d'un modèle bien régulier.

Un cinquième prix a été attribué à un deuxième étalon de M. Georges Collet.

Dans les poulains de deux ans.

1^{er} PRIX : *Fock*, à M. Wernert.

Magnifique poulain rouan, étoffé, puissant, ramassé, bâti en force, parfaitement équilibré, avec des aplombs impeccables ; sujet d'avenir.

2^e PRIX : *Jaboutra*, à M. Demange.

Poulain rouan assez régulier, un peu petit, qui s'étoffera en prenant de l'âge.

Le 3^e prix est revenu à un poulain alezan appartenant à M. Desoutter.

Pour les juments non suitées trois premiers prix *ex-æquo* ont été décernés aux juments ci-après :

Lison, propriété de M. Georges Collet.

Jument rouanne, très caractérisée dans le type, d'un très joli grain, particulièrement harmonieuse avec un dessus parfait, une cuisse très descendue, des allures brillantes.

Baronne, à M. Maurice Mercier.

Jument aubère avec un corps incomparable, bien soudée, très ouverte.

Carmen, à M. C. Desoutter.

Jument alezane, près de terre, étendue, bien faite dans son épaule, bien membrée.

Les autres prix ont été accordés : à M. Wernert, pour une jument distinguée, ayant beaucoup de race, une poitrine bien descendue ;

à M. Wagner Jules, pour une jument un peu petite, tout à fait dans le type ardennais ;

à M. Thomas, pour une forte jument bai, bien faite, courte, mais tendant à s'écarter malheureusement du format ardennais.

Quelques excellentes bêtes ont encore été présentées par M. Garçonnet, qui avait une bonne jument mais avec sans doute un peu de sang ;

Par M. Hurlaux René, qui avait une petite jument attrayante par sa physionomie bien ardennaise, etc...

L'intérêt de ce concours réside surtout dans l'exceptionnelle qualité des nombreuses pouliches présentées. Les générations les plus récentes sont nettement supérieures aux générations plus anciennes qui étaient cependant de grande valeur. Ce fait est d'importance ; il donne à penser que la production à venir, qui pourrait difficilement être plus parfaite, aura du moins acquis la fixité, partant une aptitude plus certaine à transmettre intégralement ses beautés. Voilà certes, une capacité qui

ne se voit guère à première vue et qui a bien son prix pour un reproducteur de l'un ou l'autre sexe.

Les pouliches de trois ans étaient, à de rares exceptions près, merveilleuses, bien roulées, harmonieuses, profondes, puissantes, bien membrées, avec des caractères de race très accusés. Devant la supériorité de ce lot, le désintéressement de M. Desoutter aidant, 13 prix ont été accordés à cette catégorie.

Les quatre premiers prix *ex-aequo* sont allés aux animaux suivants :

Musette, pouliche rouanne, fine dans sa tête, très ouverte, parfaitement équilibrée; à M. Desoutter.

Glorieuse, pouliche rouanne, remarquable par la netteté de ses caractères de race, par la régularité du modèle, la perfection de ses aplombs; propriété de M. G. Collet.

Vina, pouliche rouanne superbe, ample, près de terre, distinguée; à M. Desoutter.

Reinette, pouliche gris-fer cap de Maure, très bonne dans son dessus, avec un peu moins de membre que les précédentes; propriété de M. Desoutter.

La description de l'ensemble a été suffisamment précise pour qu'il soit inutile de définir plus longuement les pouliches appartenant à MM. Georges Collet, Buysse, Mangin Alexandre, Garçonnet, Heuillon qui également ont été primées.

Une belle pouliche très courte, à M. Thomas, n'a pas été classée, en dépit de ses qualités, comme répondant plutôt au type belge qu'au type ardennais.

Les pouliches de deux ans étaient, elles aussi, remarquables.

A signaler :

Linotte, magnifique pouliche aubère épaisse, ramassée, près de terre, bien membrée; appartenant à M. Desoutter.

Tignasse, superbe pouliche baie, avec du cachet, très ouverte, ample, trapue, s'en allant bien. Cette bête serait parfaite si elle avait un peu plus d'os pour sa masse. Elle est la propriété de M. Thomas.

Duchesse, pouliche rouanne, bien faite, à la poitrine assez régulière, ayant de bonnes allures; propriété de M. Hurlaux.

Louise, une forte pouliche rouanne, ayant beaucoup d'os, d'apparence un peu grande, mais qui ne manquera pas de s'étoffer; propriétaire : M. Wernert.

Ont été également primées des pouliches de mérite appartenant à MM. Tocquet et Landfried.

Les détails, peut-être trop abondants, qui viennent d'être fournis, dispensent de tout développement au sujet du lot très nombreux, très satisfaisant et bien suivi, constitué par les juments suitées, toutes bien fixées dans le type ardennais. Le palmarès a indiqué dans l'ordre les plus marquantes d'entre elles.

Il y a lieu de citer d'autre part les noms d'un certain nombre d'éleveurs qui bien que n'ayant amené au concours que des lots plus restreints ont, eu égard à leurs moyens d'action, fait des sacrifices méritoires en vue d'obtenir des produits qui ne peuvent presque rien envier à ceux des écuries les plus notoires.

MM. Ogier, Barnabé, Maginot Pol, Guiot Auguste, Bardot, Mailliet-Prudhomme, etc... avaient en effet amené de très bonnes juments et plus encore d'excellentes pouliches, prouvant ainsi que leur élevage toujours en progrès est l'objet de soins avertis, d'une attention éclairée, et qu'il a pour point de départ une souche sérieuse.

Des sujets exposés par les personnes qui viennent d'être nommées ont été primés ainsi qu'on l'a vu à la lecture du palmarès.



Une coquetterie de bon aloi présidait à la présentation de ces animaux toilettés avec art, superbes de tenue, se plaçant avec aisance, souples et dociles dans la main du conducteur. Si les dernières de ces particularités confirment les qualités de douceur de la race, les premières montrent chez les éleveurs, à côté du louable souci de la perfection du type, celui de sa mise en valeur. Toutes ces préoccupations décèlent l'homme de goût qui prend lui-même plaisir à contempler une sorte de réussite venant couronner, avec une vision nette et juste de l'œuvre à accomplir, les efforts déployés et les sacrifices consentis dans ce but. Il ne faut voir dans la recherche de cette satisfaction que le légitime amour-propre qui s'allie tout naturellement à la parfaite connaissance d'une tâche infiniment complexe, à la réalisation du modèle approprié à la région, à l'amour du bon et beau cheval.

Aussi, toutes les personnes qui s'intéressent à l'élevage ont admiré les produits exposés et adressé de cordiales félicitations à leurs propriétaires. Les éloges du public se sont faits plus vifs encore et ont pris la forme d'une véritable ovation au moment du défilé extrêmement plaisant qui eut lieu à 2 heures au Champ de Mars. Les animaux passaient au trot, isolément ou couplés; ils étaient séduisants à la fois par la correction de leurs lignes, leur force, leur puissance, leur allure exempte de lourdeur, plutôt élégante : ensemble qui témoignait d'une vigueur de bonne augure.

Une mention spéciale doit être réservée aux juments et pouliches de MM. Georges Collet, Desoutter et Wernert. Des lots groupant les uns 4, les autres 8 juments, ont été présentés par ces éleveurs : 6 lots de 4 juments et trois de 8 ont défilé successivement, puis simultanément. Chaque lot comprenait des animaux de même format et de même robe, parfaitement appareillés. Les sujets ainsi assemblés trottaient de front, sans heurt, avec une régularité saisissante, harmonisant leur allure à la perfection. Ce mode de présentation, jusqu'ici peu usité en France, mettait bien en relief l'homogénéité des sujets de chaque écurie, homogénéité qui atteste que, chez ces exposants, une longue continuité d'action et une conception bien définie du cheval à produire ont dominé une œuvre de sélection scientifiquement conduite, vraiment digne d'être citée comme exemple.

Le succès de cette démonstration fait le plus grand honneur à M. Georges Collet, son principal promoteur.

Les animaux amenés au concours répondaient à un type assez constant dont les caractères les plus généraux ont été relevés.

La similitude précédemment notée prouve, qu'au point de vue élevage, il règne entre les éleveurs une unité de vue qui est de nature à faciliter grandement une action commune. La prospérité de la production chevaline locale ne saurait être le fruit des seules initiatives personnelles si intéressantes soient-elles. Il importe que ces initiatives demeurent à l'unisson et que les producteurs travaillent de concert pour que les résultats de quelque envergure obtenus dans la région s'amplifient promptement.

C'est sous l'empire de telles idées que s'est constitué le Syndicat d'élevage du cheval de trait de l'arrondissement de Bar-le-Duc. Celui-ci grâce à l'énergique impulsion que ne manqueront pas de lui imprimer ses dirigeants, éleveurs éprouvés, favorisera grandement l'épanouissement des efforts individuels.

Déjà son Président, M. Desoutter, fort de la belle exposition organisée par la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement, s'est fait avec bonheur l'interprète d'un vœu cher aux éleveurs auprès de M. l'Inspecteur général des haras. Il a obtenu de celui-ci la promesse formelle que des étalons ardennais belges de choix, remarquables tant par la perfection du modèle que par la puissance héréditaire, seraient placés dans les différentes stations de la région.

Non seulement le Syndicat s'efforcera de recruter les éléments améliorateurs indispensables au maintien et au développement des qualités acquises, mais profitant de l'existence de l'excellent et important noyau d'élevage du cheval ardennais que le Concours du 27 août a si heureusement mis en relief, il ouvrira un livre généalogique (Stud-book) où

seront inscrits les représentants actuels de cette race et par la suite leurs descendants.

Une sélection méthodique et progressive se généralisera ainsi. Les tentatives de tous les éleveurs seront en quelque sorte liées, dirigées, disciplinées et cette coordination utile permettra de grouper au bénéfice de tous les résultats épars, en même temps qu'elle tendra à accroître et à perpétuer l'homogénéité des chevaux du pays. Il faut voir, dans ce rôle qui revient au Syndicat d'élevage, le facteur essentiel d'une rapide amélioration de la population chevaline régionale.

Une des obligations les plus impérieuses qui semble s'imposer à cette association est de veiller à la conservation des meilleures poulinières et pouliches. En principe, elles devront être gardées par leurs propriétaires. Si l'un de ces derniers en raison d'une surproduction momentanée ou pour tout autre motif ne peut les conserver, il est de toute nécessité que les sujets de choix ne sortent cependant pas du département. Qu'un éleveur moins bien pourvu n'hésite pas en vue de remonter son écurie à acheter chez son voisin la pouliche de tête, par exemple, dont il connaît les origines excellentes et qui, ayant ses ascendants nés eux-mêmes sur place, bénéficie de l'acclimation au milieu. Il y a le plus grand intérêt à ce que l'agriculteur prenne nettement conscience des ressources de sa région — le concours qui vient de se tenir à Bar-le-Duc peut l'y aider; avant d'aller chercher au loin l'animal de valeur que l'on ne laisse pas sortir, ce qui oblige à ramener des sujets de second ordre payés très cher, qu'il s'inquiète des produits pouvant être à sa portée et qu'il leur prête toute l'attention méritée par eux.

Ce concours si parfaitement réussi fait d'autant plus honneur aux éleveurs du Barrois que beaucoup d'entre eux ont eu leur élevage anéanti en 1914, au moment de la bataille de la Marne; les cantons nord de l'arrondissement, les plus fertiles, étaient occupés par l'ennemi qui, en se retirant, avait enlevé les animaux.

Au lendemain de la retraite allemande en 1914, les agriculteurs se sont mis courageusement au travail, relevant les ruines, cultivant le sol et s'efforçant de reconstituer le cheptel. Avec infiniment de peine, ils retrouvèrent quelques chevaux de race ardennaise; peu après l'armistice, ils allèrent acheter à prix d'or dans le Luxembourg d'autres chevaux du même type, de façon à donner une base suffisante à leur élevage. L'Administration des haras avait, d'autre part, conservé quelques étalons ardennais qui, en même temps que les trois ou quatre bons sujets dont disposait l'étalement privé, firent souche dans la contrée.

On se représente aisément de quelle mise d'argent, de quels efforts patients, tenaces, laborieux, de quelle expérience consommée, l'actuelle reconstitution est l'aboutissant.

L'œuvre accomplie, si pleinement satisfaisante malgré tant de difficultés et d'obstacles, ne laisse pas que d'être d'un heureux présage pour l'avenir ; on peut même dire plus : elle oblige.

L'élevage local se doit de ne pas faillir à l'enviable réputation que lui vaut à juste titre la splendide réussite de son incomparable exposition.

Quelque brillants que soient les résultats obtenus, quelque grisante que soit parfois l'auréole du succès, il est interdit de s'arrêter en chemin — qui n'avance pas recule. — Les lauriers glanés de ci et là ne sont que des encouragements cueillis au bord de la voie montante de l'effort invitant à le prolonger sans cesse, à le renouveler au delà de l'heure qui passe au profit de l'œuvre qui dure.

Cette belle journée en appelle d'autres et le mot d'ordre pour nos éleveurs, dicté par l'invariable sagesse, sera demain ce qu'il était hier : « Tous, la main dans la main, pour le renom de la petite patrie, pour sa prospérité : Au travail ! »

(Compte rendu publié par les Journaux agricoles
et la Presse locale, septembre 1922).

III. — RAISONS POUR LESQUELLES LES ÉLEVEURS DOIVENT ASSURER LE SUCCÈS DES CONCOURS LOCAUX.

Un concours des chevaux de race ardennaise organisé par le Syndicat d'élevage de l'arrondissement de Bar-le-Duc doit se tenir prochainement dans cette ville. Il est grandement désirable que l'exposition chevaline réalisée à cette occasion soit en rapport avec la prospérité agricole de la région et la qualité de l'élevage local, qu'elle donne de celui-ci une image vraie, avantageuse.

Il serait superflu de développer les raisons que l'on se borne habituellement à invoquer en faveur des concours : l'émulation féconde qu'ils font naître entre les éleveurs, les initiatives heureuses qu'ils leur suggèrent, la leçon qu'ils comportent et les encouragements qu'ils permettent d'accorder sous forme de primes.

Il en existe une autre à laquelle on songe moins au premier abord, mais qui est infiniment plus importante que les premières et qui permet d'envisager une exposition agricole sous son véritable jour : Un concours actuellement a, avant tout, pour but de faire connaître et apprécier l'élevage local en dehors de son champ de production. C'est une sorte d'affiche-réclame, un tableau vivant, une représentation que l'on donne à des étrangers et dont ils porteront au loin des échos qu'il dépend de nous de rendre flatteurs. Ce qui reste, en effet, d'un concours, l'impression que l'on emporte, qui dure et prolonge son effet

utile, celle aussi que l'on fait partager autour de soi, c'est plutôt une impression d'ensemble. Aussi, ce qui compte, ce sont bien moins les petits triomphes individuels que le bon aspect général d'une manifestation agricole qui revêt malgré tout un caractère collectif et dont tous les éleveurs d'une région sont solidaires du résultat. Il faut que les spectateurs puissent dire en substance et longtemps après : « Il y avait beaucoup d'animaux et d'excellents à ce concours ». Le succès d'une exposition exige donc, à côté de la qualité, le nombre. C'est pourquoi les propriétaires qui ont des reproducteurs de mérite — ils ne manquent pas dans l'arrondissement — ne doivent pas hésiter à les présenter, même si cela leur cause un petit dérangement, même s'ils ne sont pas sûrs de remporter les premiers prix. Ce ne sont pas les prix d'ailleurs qui font les bons animaux ; ceux-ci restent tels, quel que soit leur classement ; ils n'en sont pas moins reconnus, estimés et vantés par les connaisseurs auxquels ils prouvent que la production régionale abonde en sujets d'élite et que dans le pays l'amateur aura vraiment l'embarras du choix. Beaucoup d'agriculteurs conduisant des animaux au concours ont le grand tort de se laisser hypnotiser par la récompense qui sans doute constitue un léger profit et une petite satisfaction d'amour-propre. Ce sont là des avantages immédiats et éphémères d'une faible importance eu égard aux bénéfices indirects et lointains que chaque éleveur est en droit d'espérer d'une exposition réussie.

Aider selon ses moyens au succès du prochain concours en faisant abstraction de ses susceptibilités personnelles, c'est s'employer à prouver que les résultats obtenus dans la contrée sont à la hauteur des efforts accomplis et reflètent la richesse du sol, c'est travailler à la renommée de l'élevage local, c'est lui donner de la plus-value en attirant des acheteurs, c'est bien servir au point de vue agricole les intérêts généraux de la petite patrie dont la prospérité conditionne celle de chaque agriculteur.

Le résultat cherché est digne des efforts concertés de tous les éleveurs du Barrois, efforts accomplis dans un large esprit d'union professionnelle, de cordiale bienveillance et de sympathie mutuelle.

On commence à sentir les heureux effets du concours de l'an dernier qui avait eu un grand retentissement. Les cultivateurs se doivent de faire encore mieux cette année. Les entreprises d'élevage sont toujours des œuvres de longue haleine, lentes à porter fruit et pour lesquelles, loin de céder au découragement qui peut naître d'un insuccès passager, il faut s'armer de patience, de ténacité, c'est-à-dire persévérer dans la voie où l'on s'est engagé.

(Publié par la Presse agricole locale, juillet 1923).

IV. — LA RACE ARDENNAISE AU CONCOURS DE BAR-LE-DUC ET SON ÉLEVAGE DANS LA MEUSE (1924).

Il serait bon que du point de vue technique quelques mots fussent dits sur le récent concours de l'espèce chevaline qui réunissait à Bar-le-Duc, du 19 au 21 juillet 1924, les meilleurs chevaux de l'arrondissement, ne serait-ce que pour mettre en relief l'effort accompli par les éleveurs du pays et pour noter les très encourageants résultats obtenus.

Ce qui caractérisait cette réunion hippique, c'est tout d'abord la haute valeur moyenne des sujets présentés. Bien que dans les départements de l'Est, depuis 1919, les éleveurs aient consenti les plus gros sacrifices pécuniaires en vue de la reconstitution ou de l'amélioration de la race ardennaise ou simplement pour donner plus d'extension à leur production chevaline, bien que leur action dans ce sens, à la fois méthodique et persévérante, ait été généralement couronnée de succès, il est peu de concours locaux de cette région d'où l'on puisse emporter une aussi vive impression de régularité, de bel ensemble que de celui de Bar-le-Duc. Ceci s'explique aisément : à l'exposition chevaline dont le chef-lieu du département de la Meuse a été le siège, des écuries déjà réputées s'étant donné rendez-vous, la plupart des propriétaires ont été naturellement conduits à n'y faire figurer que des animaux irréprochables.

La constitution de ce lot de tête ne s'est pas faite au détriment du nombre des animaux exposés qui était cette année plus élevé encore qu'en 1922 et 1923, et cela bien que MM. Collet et Desoutter frères aient amené des lots moins considérables. La petite et moyenne culture, si ferme dans ses desseins, si méritante dans ses tentatives, s'intéresse donc de plus en plus à l'élevage du beau et bon cheval, à l'élevage de cet animal, chaque jour plus estimé et plus recherché : le cheval ardennais.

En rapport étroit d'ailleurs avec l'importance du lot des sujets de tête précédemment notée, une autre impression se dégageait de ce concours : la netteté des signes distinctifs de la race chez la plupart des chevaux et partant le caractère d'homogénéité de l'ensemble. Cette homogénéité est de bon augure ; attestant chez les animaux la pureté des origines, l'ancienneté de la sélection, la fixité des caractères de race, elle est garante de la qualité de l'élevage futur.

Avec une telle souche, le Syndicat d'élevage d'arrondissement, heureusement présidé par M. C. Desoutter, continuant à diriger et à coordonner les efforts de tous, l'excellent noyau de chevaux ardennais qui existe dans la région ne tardera pas à faire tache d'huile et la produc-

tion locale en sujets de qualité sera telle que du dehors on pourra venir acheter dans le pays.

A signaler aussi que la presque totalité des animaux étaient toilettés et très bien présentés. L'éleveur a raison qui, aimant vraiment le cheval, ne néglige pas le détail susceptible de mettre son élevage en valeur. Il donne ainsi une preuve de goût qui n'est point vaine; outre qu'elle est bien de nature à plaire au spectateur et à avantager la marchandise, elle témoigne d'un vif intérêt pour le beau, pour le fini, et quiconque a ce souci n'hésitera pas à prendre toutes dispositions en vue d'améliorer et de parfaire sa production.

L'exemple que donne sur ce point la réunion de Bar-le-Duc pourra être suivi avantageusement ailleurs. Au reste, ne l'est-il déjà ?

L'emplacement du concours (cours des nouvelles casernes de la ville), mis aimablement à la disposition du Syndicat par l'autorité militaire, était spacieux, ombragé, très favorable à la présentation des quadriges qui fut attrayante, de même que le défilé sur la piste de tous les animaux primés. Les sujets classés, défilant successivement par catégorie, faisaient deux fois le tour d'une vaste piste, une fois au pas, puis ensuite au trot. Il est agréable d'avoir ainsi devant les yeux, dans l'ordre de beauté qu'implique le classement, avec l'éloignement nécessaire et en mouvement, les meilleurs animaux du concours. L'idée d'ensemble se précise, l'examen comparatif est facilité, le cheval en action révèle ses allures, son influx nerveux, et l'ardennais, bâti en force, a prouvé une fois de plus, qu'il ne manquait cependant ni d'aisance, ni d'énergie.

M. G. Collet, cet éleveur né, fut à Bar l'initiateur de cette utile et agréable mise en scène qui retint cette année l'attention de M. le Président Poincaré, de M. Maginot, ancien ministre de la Guerre, de tous les autres parlementaires du département, également présents, de M. le Préfet de la Meuse, de MM. de Terras, directeur du dépôt d'étalons de Rosières, Corneau, président du Stud-book ardennais, Guibert, directeur des services vétérinaires de la Marne, Zeer, président du Syndicat d'élevage de Commercy, René Michel, etc..., autant d'admirateurs dont les compliments sont allés aux éleveurs et aux principaux organisateurs de cette exposition : M. E. Murel, président de la Fédération des Associations agricoles locales, M. C. Desoutter, président du Syndicat d'élevage, M. Gruet, directeur des Services agricoles.

Au total : 130 chevaux inscrits; la catégorie des juments poulinières et celle des pouliches de trois ans étaient les plus chargées (41 poulinières et 29 pouliches de trois ans).

Les récompenses dont le nombre était pour chaque catégorie en raison directe de la qualité et de l'importance du lot présenté ont été ainsi réparties : quatre prix sont allés aux meilleurs étalons faisant la monte,

six à d'excellents poulains entiers de deux ans. Vingt-trois primes, la plus élevée étant de 400 francs, la plus faible de 100 francs, ont été attribuées à la catégorie des juments suitées ; seize primes oscillant de 500 à 75 francs ont été réservées à des pouliches de trois ans saillies ; les pouliches de deux ans ont bénéficié de quatorze primes et les juments non suitées de onze.

Tous les chevaux primés se recommandaient par quelques qualités à l'attention des connaisseurs. Ci-après une appréciation succincte des plus remarquables d'entre eux.

Étalons faisant la monte.

1^{er} PRIX : *Abel de Gambremont*. Propriétaire : M. G. Collet, à Lisle-en-Barrois.

Cheval bas, bien dans le type, séduisant par la finesse de sa tête, sa largeur, sa profondeur, sa musculature puissante et sa solide charpente ; sujet de tout premier ordre ayant eu au Concours de Paris le 1^{er} prix des étalons de trois ans de race ardennaise, petite taille. Il est fils d'Albion d'Hor qui a obtenu le prix de championnat à Bruxelles en 1923.

2^e PRIX : *Bayard*, à M. Maillet-Prudhomme,

Cheval puissant, bien membré, régulier, manquant peut-être un peu de cachet.

Tulberg, à M. Raguet (3^e prix) et Fock à M. Wernert (4^e prix) sont des chevaux très caractérisés.

Poulains entiers de deux ans.

1^{er} PRIX : *Albion*, à M. Collet.

Poulain d'avenir ayant beaucoup d'os, titulaire du 2^e prix au Concours général, attrayant par la noblesse de ses lignes, le développement de sa poitrine, la correction de ses aplombs et de ses allures.

Les poulains entiers de M. Collet ainsi que les suivants : *Vaillant*, à MM. Desoutter, *Robuste*, à M. Buysse, *Caporal*, à M. Fabry, et *Dampicourt*, à M. Landfried, classés respectivement 2^e, 3^e, 5^e et 6^e, sont issus de juments du pays et attestent combien est en progrès la production locale au sein de laquelle il eût été difficile autrefois de recruter des étalons de grande valeur.

Juments suitées.

1^{er} PRIX : *Sorcière*, à MM. Desoutter frères, à Noyers-le-Val.

Courte et massive jument rouanne classée seconde au récent Concours général.

2^e PRIX : *Tanagra*, à MM. Desoutter frères, 5^e du Concours général.

3^e PRIX : *Poulette*, à M. Collet.

Jument du meilleur genre, profonde, ramassée, avec de la correction, du chic et des allures.

5^e PRIX : *Gamine*, à M. Collet.

Jument toute basse avec une poitrine énorme.

6^e PRIX : *Fatma*, à M. Wernert.

Jument régulière, épaisse, jolie mais un peu fine.

Juments non suivies.

Les deux premiers prix de cette catégorie sont légitimement revenus à M. Thomas, éleveur à Bellefontaine, pour ses juments *Tignasse* et *Agnès*, l'une et l'autre bien membrées, près de terre, avec de belles lignes.

Les juments *Tenue*, à M. Raguet, et *Baronne*, à M. Detante, puissantes, régulières, ayant suffisamment d'os, ont été classées 3^e et 4^e, venant ainsi avant les juments de MM. Demange, Dolizy, Collet et Wernert, celles-ci plus distinguées, plus racées peut-être que les précédentes, profondes et larges, mais légèrement grêles dans leurs membres, par rapport à leurs poids.

Les pouliches de trois ans et de deux ans, très nombreuses, excellentes dans l'ensemble, sont pour la plupart nées dans l'exploitation de leurs propriétaires actuels. Elles contribueront à constituer par la suite, avec leur descendance, cette pépinière d'élite au sein de laquelle on recrutera des reproducteurs de choix.

Les écuries de MM. Buysse, H. Mangin, L. Mangin, Heuillon, Tocquet, Ogier Paul, Ladroit, Kennel, A. Dugny, H. Dugny, Poinot, Mercier, Garçonnet, Varnerot avaient des représentants d'un réel mérite.

En 1923, à l'issue du précédent Concours de Bar-le-Duc, les étalons ci-après : *Jupiter*, à M. G. Collet et *Porthos*, à M. C. Desoutter, ont été achetés par l'Administration des haras aux prix respectifs de 15.000 et de 10.000 francs. Une jument figurant à cette exposition était vendue 10.000 francs; enfin M. Wernert cédait à la même date une pouliche de trois ans pour 9.200 francs. Cette année encore, des prix très élevés ont été offerts de certaines juments ou de jeunes poulains livrables au sevrage dont les propriétaires, avec raison, n'ont pas voulu se dessaisir, tenant à garder les sujets de choix qui sont l'avenir de leur écurie.

L'élevage du cheval lorsqu'il est bien conduit peut être très rémunérateur. Devant cette évidence, beaucoup de cultivateurs de la région, même modestes, n'ont pas hésité à engager la dépense exigée pour l'achat d'une jument ou d'une pouliche d'élite susceptible d'être dans leur exploitation le point de départ d'une excellente famille hippique. Par contre, d'autres agriculteurs paraissent avoir été longtemps paralysés par une erreur assez courante les portant à croire que, pour arriver à avoir un bon élevage, il faille nécessairement disposer d'emblée d'une importante jumenterie et parlant de gros moyens. En réalité, l'étude approfondie des généalogies démontre que les écuries réputées sortent généralement d'une seule jument souche douée d'une force héréditaire et de qualités exceptionnelles. Ce fait d'expérience, bien propre à encourager le petit éleveur, se vérifie une fois de plus dans le pays même. Les deux meilleurs juments de M. G. Collet descendent d'une excellente poulinière née dans les Ardennes françaises et amenée à Bar, comme pouliche, bien avant-guerre par la Société d'agriculture locale. Même remarque en ce qui concerne l'origine des juments de valeur de MM. Demange, Wernert, A. Mangin, Poinot, Landfried, Marchal, Thomas ; toutes bénéficient de l'indigénat qui, rencontré chez les mères, est une des premières conditions du bon élevage.

La réouverture du Stud book ardennais, fermé du fait de la guerre, est bien de nature à stimuler, discipliner et lier les incontestables efforts de tous les producteurs. Permettant de recenser, de divulguer en quelque sorte les sujets améliorateurs, elle contribuera efficacement à accentuer l'homogénéité de la race en fixant des directives uniques à une sélection qui, abandonnée aux tendances diverses des éleveurs, arriverait plus difficilement à établir ou plutôt à maintenir la démarcation très nette devant exister entre l'ardennais et le cheval belge. Cette démarcation est à la fois exigée et réalisée par le milieu et pour des raisons d'ordre commercial. On travaille activement à la mise au point et à la tenue à jour du livre généalogique de la race sous l'impulsion de M. Henri Cournault, secrétaire général de la Fédération de l'Est des associations d'élevage du cheval ardennais. Ceux qui connaissent la ténacité et la puissance de travail de ce lucide champion du progrès zootechnique savent qu'il mènera promptement à bien cette tâche ardue.

Il convient de mentionner la tendance actuelle des éleveurs de chevaux de trait du centre de la France et également du Midi à faire de plus en plus appel à des étalons ardennais-belges ou ardennais, selon la richesse du milieu, et cela bien que dans ces contrées d'autres races chevalines aient jadis régné sans partage. Les débouchés étrangers se sont accrus dans la même proportion que les débouchés nationaux.

L'Espagne, l'Italie, la Tchéco-Slovaquie demandent aussi des reproducteurs de race ardennaise. N'est-ce pas, sans vouloir médire des autres races de chevaux de trait français riches de qualités et qui comptent tant de fervents et fidèles admirateurs, que le cheval ardennais possède une conformation particulièrement bien adaptée au service de trait ? Plus que d'autres, il est bréviligne, trapu. Ses proportions harmonieuses, ses formes ramassées, sa poitrine près de terre et spacieuse, sa musculature puissante, sa charpente massive, sa précocité relative, jointes à un entretien facile, à sa rusticité et à une docilité au travail qui ne sont plus à vanter, définissent la supériorité que tant d'éleveurs semblent vouloir lui reconnaître.

Dans la Meuse, la taille de l'ardennais ne dépasse pas 1^m,58 à 1^m,60 ; il se distingue du gros cheval belge aux formes particulièrement massives et un peu empâtées par le format et par le tempérament. Il doit au milieu et à la souche de juments indigènes, autrefois imprégnées de sang, la sécheresse des formes, la constitution robuste, la sobriété, l'endurance. Quelques-unes des particularités précitées étaient bien mises en lumière à l'exposition chevaline de Bar-le-Duc. A deux ou trois exceptions près, on ne notait pas de profils busqués, révélateurs d'un croisement sur les animaux présentés ; la plupart d'entre eux offraient une tête fine et un profil camus plus ou moins accentué, précieux indice de pureté ; le rouan et l'aubère dominaient nettement, se rencontrant dans la proportion de 80 0/0, quelques bais, des gris-fer cap de Maure et des alezans brûlés, très peu d'alezans clairs. Le plus grave reproche que l'on pouvait faire à quelques sujets, heureusement peu nombreux, était d'avoir une charpente un peu faible par rapport au développement du tronc. Avec du temps et en continuant à améliorer la production fourragère par un plus large emploi des engrais phosphatés, en exigeant aussi que les étalons aient une forte ossature, et pas trop de taille néanmoins, on ne verra bientôt plus réapparaître cette imperfection.

Le dernier concours organisé par le Syndicat d'élevage du cheval de trait ardennais de l'arrondissement de Bar-le-Duc eût démontré, s'il en eut encore été besoin, qu'il existait dans le Barrois de quoi retremper, soutenir et développer les qualités de cette remarquable race de trait.

(Publié par la *Revue de zootechnie*, n° 9, septembre 1924).

DEUXIÈME PARTIE

ESPÈCE BOVINE

CHAPITRE I

ÉTAT DU CHEPTEL DE LA MEUSE VERS 1890

Ce cheptel qui ne devait subir aucune amélioration sensible de 1890 à 1900, époque où le chaos paraît bien avoir été à son comble dans l'élevage local, est dépeint dans un article publié à la fin de cette période par le journal *Le Cultivateur de la Meuse*, et dû à la plume de M. Prudhomme, professeur départemental d'agriculture. Ce dernier, au cours des lignes ci-dessous reproduites, met encore très clairement en relief les diverses causes d'imperfection.

« Les vaches laitières entretenues par les cultivateurs du département laissent à désirer, d'une manière générale, sous le rapport de la conformation et de leur rendement en lait. Ce fait tient à diverses causes dont voici les principales :

» 1° Aucune race locale n'existant dans la Meuse, il s'ensuit que, quelle que soit la vache employée à la reproduction, son accouplement a lieu avec un taureau sans origine ou avec un type

importé par les sociétés d'agriculture; celles-ci, suivant les caprices de leurs membres et les époques, ont fait choix, tantôt de la race Schwitz, tantôt d'une autre race telle que la fribourgeoise, la montbéliarde, la bernoise, la durham, la franc-comtoise, la hollandaise, la flamande et même la normande. •

» Cette diversité de types reproducteurs mâles a eu pour conséquence, cela se conçoit, non pas d'améliorer les animaux du pays, mais de fournir des métis sans caractères définis, sans spécialité et possédant une conformation qui n'est pas, tant s'en faut, exempte de reproches.

» 2° Le sevrage des génisses est toujours effectué trop tôt et la transition entre le régime animal (lait) et le régime herbacé est trop brusque.

» 3° La saillie a lieu, pour les génisses, à un âge où la nourriture, qui leur est parcimonieusement distribuée, est à peine suffisante pour leur faire acquérir quelque développement.

» L'état de gestation à quinze ou dix-huit mois entrave donc la croissance et détermine parfois des accidents regrettables. Les vaches laitières sont élevées ou choisies par le propriétaire, ou elles lui sont procurées, moyennant une commission de 10 à 15 francs par tête, par des commerçants.

» En général, l'alimentation des vaches laitières est insuffisante; les fourrages aqueux et les aliments concentrés, sons et tourteaux, ne sont pas assez utilisés; aussi, le lait produit est-il peu abondant et d'une faible teneur en matière grasse.

» L'âge auquel on réforme les vaches laitières est ordinairement trop avancé. Dans nos campagnes, certaines bêtes que l'on aime, que l'on caresse, sont conservées pendant dix, douze, quinze ans et au delà; c'est évidemment un grand tort, car, en vieillissant, les vaches s'engraissent mal, le lait diminue en quantité et en qualité; enfin, un certain nombre d'animaux deviennent phthisiques et communiquent le germe de leur maladie soit à leurs veaux soit à leurs voisins ».

CHAPITRE II

ACTION DES DIVERSES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE DU DÉPARTEMENT SUR L'ÉLEVAGE BOVIN DE 1890 A NOS JOURS

Bien que celles-ci se soient appliquées à rechercher les moyens propres à améliorer la population locale, il ne semble pas, encore que les résultats obtenus aujourd'hui soient des plus appréciables, que les progrès réalisés puissent être comparés à ceux constatés pour l'élevage du cheval. Ceci tient essentiellement à ce que beaucoup d'associations agricoles ont été longtemps impuissantes à amener leurs adhérents à se rallier à un type unique. Il n'existe d'ailleurs qu'un très petit nombre de syndicats d'élevage bovin dans le département et ceux-ci n'ont ni le champ d'action étendu des syndicats d'élevage d'arrondissement du cheval de trait ardennais, ni même entre eux des buts convergents. Le Syndicat d'élevage nord-meusien dirige et encourage l'élevage de la race bovine hollandaise pie noire dans le canton de Montmédy; le Syndicat d'élevage de la race bovine hollandaise pie noire du canton de Triaucourt (arr. de Bar-le-Duc) fait de même dans le cadre qu'il s'est donné; en dehors de cela, il n'existe guère qu'un syndicat d'élevage de la race bovine Schwytz dans le canton de Void (arr. de Commercy) et un syndicat d'élevage de la race montbéliarde à Stainville (arr. de Bar-le-Duc).

A ces groupements d'activité variable et de fondation relativement récente s'ajoutent un syndicat d'élevage de la race schwytz que vient de mettre sur pied très opportunément M. Zeer et qui étend son influence au canton de Commercy, puis deux autres syndicats d'élevage bovin, l'un pour la race schwytz,

l'autre pour la race hollandaise, tout nouvellement créés dans le canton de Vaucouleurs.

Dans tous les autres points du département, ce sont les sociétés d'agriculture d'avant-guerre qui, au lendemain de celle-ci, ont à nouveau abordé les questions relatives à l'amélioration des animaux de l'espèce bovine, questions dont l'étude approfondie eût mérité la formation de syndicats spéciaux limitant leurs préoccupations au seul problème de reconstitution et de perfectionnement du cheptel local.

Le but poursuivi de 1890 à 1914 et même depuis 1919 n'étant pas identique dans tous les arrondissements, ou l'action n'étant pas conduite de la même façon, nous nous proposons, contrairement à ce que nous avons fait pour l'espèce chevaline, d'examiner, d'apprécier successivement par arrondissement et pour toute la période sur laquelle porte notre travail, 1890-1925, les encouragements et les efforts d'amélioration dont a été l'objet la population bovine locale. Nous tirerons ensuite de cet examen des conclusions d'ensemble, ce qui nous amènera naturellement à rechercher d'assez près les conditions du progrès qu'il est indispensable de faire accomplir au cheptel du département et l'orientation qu'il convient de donner à l'effort individuel ou collectif.

I. — ARRONDISSEMENT DE BAR-LE-DUC

Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc.

Comme on le verra par le tableau ci-après, vers 1887, cette Société dont l'influence au point de vue agricole était énorme, en raison de l'autorité dont jouissaient les personnalités qui la dirigeaient et du nombre très élevé d'agriculteurs qu'elle groupait (près de 500 adhérents en 1890 et 185 membres présents à la séance du 15 févr. 1890), recommandait et favorisait l'amélioration des bovidés par le croisement continu des vaches de pays avec des taureaux de race brune des Alpes.

L'importation de ces animaux se faisait par l'intermédiaire de délégués de l'association pour le compte de celle-ci. Les sujets achetés étaient ensuite vendus aux enchères aux adhérents de la

société. Cette vente entraînait toujours une perte importante s'élevant en général à 2.000 ou 3.000 francs sur le prix de revient des bovidés (prix d'achat et frais divers). Le groupement prenait le déficit à sa charge et les acheteurs avaient l'obligation de conserver les taureaux pendant un délai minimum de deux ans, temps durant lequel ces animaux devaient être livrés à la reproduction.

Ces importations se renouvellent annuellement sans qu'aucune objection ne soit formulée contre elles jusqu'en 1894 inclusivement. Puis, à la séance du 26 février 1895, l'achat de Schwitz est critiqué sans cependant que l'on fasse une observation sérieuse à la race. Il est simplement indiqué que les races normandes ou flamandes conviendraient mieux car les produits issus de ces dernières races ou même ceux qui dérivent de la race hollandaise produisent davantage de lait. L'abandon du Schwitz est décidé; il est fait appel à des reproducteurs de race flamande. Les génisses et taureaux flamands ayant particulièrement souffert du changement de milieu, on revient aux achats de taureaux de race brune des Alpes. Ceux-ci abandonnés en 1900 ne devaient être repris par la suite que pour la seule année 1913.

Il est discuté le 16 janvier 1900 du choix de la race bovine à importer. M. Desoutter combat l'importation des sujets de race Schwitz. Les races Schwitz, flamande, hollandaise, montbéliarde sont successivement étudiées. Chacune d'elles a ses partisans et ses détracteurs; la discussion n'aboutit pas, on reste dans l'indécision. Ce sujet est abordé à nouveau à la réunion du 6 février suivant au cours de laquelle des choses très justes sont dites par M. Laurent, vétérinaire départemental, qui engage la Société à persévérer dans des achats de Schwitz.

Finalement, la Société procède à des achats de taureaux montbéliards pendant quatre années — 1900 à 1903 compris. — Ces acquisitions qui n'ont jamais recueilli l'adhésion unanime des sociétaires sont combattues d'année en année avec plus de vigueur.

Au début de 1904, M. E. Murel, partisan convaincu de l'importation de bovidés de race hollandaise, fait valoir une fois de plus que ces animaux, recommandables par l'aptitude laitière qu'ils possèdent et transmettent, sont recherchés par le commerce qui

ESPECE BOVINE

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc.

DATE de la mise en vente par la Société.	RACE à laquelle appartiennent les sujets introduits.	LIEU D'ACHAT	NOMBRE de taureaux	AGE MOYEN des taureaux	NOMBRE de génisses.	AGE MOYEN des génisses.	SOMME débourrée par la Société.	OBSERVATIONS
27 sept. 1887....	Schwytz	Suisse	10	1 an	»	»	francs.	La perte annuelle indiquée est surtout causée par les frais considérables d'importation (frais d'achats, de transports, de douane, etc...).
8 oct. 1888....	—	—	10	—	»	»	1.350	
1 ^{er} oct. 1889....	Montbéliarde	»	2	—	»	»	2.062	
30 sept. 1890....	Schwytz	Suisse	10	—	»	»	1.194	
2 oct. 1891....	—	—	10	—	»	»	1.135	
27 sept. 1892....	—	—	6	—	»	»	1.716	M. Laurent, qui avait effectué les achats pour le compte de la Société, indique qu'il s'agit d'une race ex- traordinaire demandant une bonne nour- riture et de riches pâturages.
22 oct. 1894....	—	—	12	—	»	»	2.543	
		environs					1.746	
17 mai 1895....	Flandande	d'Hazeubrouk Bour-	10	12 à 14 mois	8	2 à 3 ans.	1.992	
22 sept. 1896....	Schwytz	bourg et Berg. Suisse	10	10 mois	»	»	2.925	
1897.....	—	—	10	»	»	»	2.919	Puis d'achats de taureaux en 1898 et 1899: empêchés en raison de l'exis- tence de la fièvre aphteuse et la fermeture de la frontière. On renonce à l'achat de reproduc- teurs en 1900 et l'on décide de dis- tribuer des primes aux taureaux de toutes races qui resteront au moins pendant 2 ans dans l'arrondissement et seront livrés à la reproduction. Décision non maintenue.
1898-99....	—	—	»	»	»	»	»	
27 nov. 1900....	Montbéliarde	Doubs (arr. de Montbéliard)	10	1 an	»	»	1.482	
8 oct. 1901....	—	—	12	»	»	»	»	
23 sept. 1902....	—	—	10	1 an	»	»	1.532	
8 sept. 1903....	—	—	13	—	»	»	870	Pays d'origine, Brévillers, Bayons, Valentigney, Brétigny et Héricourt (Doubs). Pays d'origine à peu près identique.
20 sept. 1904....	Hollandaise	Prise	12	12 à 14 mois	»	»	»	

26 sept. 1905....	—	10	12 à 15 mois	40	1 an	»	Les génisses sont réparties par vole de tirage au sort entre les demandeurs et au prix de revient, d'autres génisses hollandaises sont achetées en 1906 par l'entremise de commerçants. Concours à Ligny, pas de section chevaline; pour l'espèce bovine les prix d'ensemble sont ainsi attribués : 1 ^{er} prix, M. Lucas pour son bétail de race normande; 2 ^e prix, M. Kennel pour un lot de génisses hollandaises; 3 ^e prix, M. Harraut pour un lot de vaches fribourgeoises.
25 sept. 1906....	—	10	»	»	»	2.196	
sept. 1908....	Hollande	20	10 mois	80	10 mois	cédés à prix courant	
25 sept. 1908....	—	8	15 mois	»	»	1.381	
10 oct. 1909....	—	8	14 à 16 mois	»	»	2.071	Deux taureaux ayant réagi à la tuberculine lors de l'épreuve pratiquée à la douane ont été retoulés, frontière fermée en 1911.
27 sept. 1910....	—	8	15 mois	»	»	984	
27 sept. 1912....	—	10	15 mois	42	6 mois à 1 an	2.071	Pour les génisses le transport seul était payé, elles étaient livrées prix courant.
23 sept. 1913....	Schwytz	10	8 à 10 mois	»	»	1.436	Un achat de taureaux hollandais était projeté pour octobre 1914 (Décision du 19 mai 1914).

Importations faites après-guerre par la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement de Bar-le-Duc, remplaçant la Société d'agriculture d'arrondissement.

24 sept. 1921....	Hollandaise	12	1 an	»	»	»	Les animaux ci-dessus ont été rétrocédés aux propriétaires qui avaient fait une demande de taurillons, soit par vole de mise aux enchères, soit par vole de tirage au sort; l'Office agricole départemental de la Meuse a accordé une subvention de 20 0/0 sur le prix de vente.
28 nov. 1922....	—	27	10 mois	»	»	»	
24 nov. 1923....	—	11	10 mois	»	»	»	
12 nov. 1924....	—	15	10 mois	»	»	»	
20 nov. 1925....	—	12	10 mois	»	»	»	

délaisse les montbéliards. Il indique enfin que les qualités laitières des vaches hollandaises ou issues de taureaux hollandais n'excluent pas les qualités recherchées pour la boucherie, si l'on a soin de choisir des sujets dont l'ossature est bien développée. M. Murel cite en exemple la préférence accordée à cette race par des agriculteurs aussi compétents que MM. Collet, Courot, Desoutter, Leclerc, Mangin.

M. Mayeur intervenant dans le débat, après avoir reconnu les incontestables qualités laitières de la vache hollandaise, fait remarquer qu'elle exige une nourriture plus abondante que les bovidés de race montbéliarde; la hollandaise, selon lui, se plaît dans les étables « de nourrisseurs aisés »; les petits propriétaires recherchent plutôt la race montbéliarde, plus sobre, plus rustique et il serait d'avis de favoriser ces derniers en continuant l'achat de reproducteurs montbéliards.

Le point de vue de M. Murel rallie la majorité, et de 1904 à 1912 inclus la Société fait venir presque chaque année des jeunes taureaux et même des génisses hollandaises. Pendant cette même période 1904-1912 cette question de bovidés à importer, bien que résolue, n'en est pas moins reprise fréquemment, ce qui montre que les avis demeurent partagés.

A la réunion du 25 avril 1905, M. Laurent, vétérinaire départemental à Bar-le-Duc, donne lecture d'un rapport qu'il a rédigé concernant l'achat de taureaux et de génisses hollandaises. Après avoir rappelé tout d'abord le texte de l'article 1^{er} du règlement de la Société : « La Société s'occupe exclusivement d'agriculture, d'économie rurale et des objets y relatifs. Les travaux ont pour but l'augmentation et l'amélioration de la race des chevaux, de la race bovine, de la race porcine, etc. », il insiste sur la nécessité qu'il y a « pour améliorer une population bovine, à faire appel à des taureaux de race pure, animaux dont les qualités et les aptitudes sont bien fixées ». Il recommande également « de ne pas acheter de trop jeunes taurillons qui ne sont pas encore formés et dont on ne peut apprécier à coup sûr les qualités et les défauts de conformation ».

M. Laurent estime à juste titre que la Société ne doit faire de sacrifices que pour ramener des sujets d'élite : animaux de race

pure, bien conformés, provenant de père et de mère sélectionnés.

Enfin, le vétérinaire départemental craint que la race hollandaise, qui croît dans un pays riche, ne dégénère dans la Meuse, région moins fertile et de climat moins élément, ce qui entraînerait, pour garder aux descendants des reproducteurs importés le développement et les aptitudes de la race à son berceau, l'obligation d'introduire chaque année de nouveaux sujets de race pure.

Les délégués de la Société pour l'achat de taurillons et de génisses hollandaises ont été tour à tour, MM. Adnot, Laurent, E. Murel, Lerond, A. Mangin, Wernert.

A la séance du 14 janvier 1913, la discussion qui a eu lieu tant de fois au sujet de la race à laquelle devraient appartenir les taureaux améliorateurs est encore reprise et il est décidé d'abandonner les importations de bovins hollandais pour faire de nouveau appel à la race schwitz.

Au reste, voici l'essentiel du débat d'après le texte du compte rendu.

Il est dit :

« De tous les essais de races diverses expérimentées depuis quelque temps par la Société, il résulte que la race schwitz est celle qui conviendrait le mieux à notre région, étant rustique, plus productrice de viande et donnant un lait moins abondant, il est vrai, mais de qualité supérieure.

» Le climat de la Suisse se rapproche beaucoup plus du nôtre que celui de la Hollande, où la nature du sol, la richesse des pâturages, la température douce et humide placent les animaux dans des conditions toutes particulières hors desquelles ils sont destinés à s'étioler et à dégénérer.

» Dans nos pays de culture où les bovins sont nourris en général par les drèches, les légumes, aliments aqueux et peu nutritifs, la race hollandaise périlite fréquemment.

» Un argument se présente encore contre l'importation de la race hollandaise par le peu de valeur nutritive de son lait. A un autre point de vue, le lait de la vache hollandaise, par sa faible teneur

en principes alibiles, est une source de tribulations pour les cultivateurs producteurs de lait qu'on accuse de mouillage et de fraude alors que souvent ils ne sont nullement coupables.

» Après avoir rappelé les divers essais tentés par la Société qui a acheté successivement des normands, des flamands, des durhams, des montbéliards, des schwitz et en dernier lieu des hollandais, il est constaté que le type schwitz a toujours donné les meilleurs résultats.

» Il y a quelque quarante ans, le schiwtz ou ses croisements avaient les préférences des marchands comme des éleveurs, notamment en Champagne et en Lorraine.

» Une telle expérience paraît assez concluante pour déterminer la Société à changer la race des reproducteurs bovins et à choisir désormais le schwitz.

» M. Murel prétend que la race hollandaise est rémunératrice comme viande de boucherie et qu'il est à remarquer qu'un sujet hollandais se vend toujours plus cher qu'un schwitz, ce dernier étant moins recherché par les bouchers.

» M. Barnarbé dit que la préférence accordée par les cultivateurs aux hollandais tient à ce que les bouchers les leur achètent plus cher.

» M. Desoutter tient également pour rustique et répondant bien aux besoins de l'élevage les races montbéliardes et schwitz; la montbéliarde serait à préférer pour donner de la viande, la schwitz pour donner du lait.

» Plusieurs membres demandent que les délégués acheteurs de la race schwitz s'attachent surtout à choisir des animaux à peau fine et dont l'ossature soit aussi réduite que possible pour éviter des accidents de parturition.

» M. le Président prie l'assemblée de se prononcer pour ou contre le changement de race et de désigner celle qu'il convient d'importer dans l'arrondissement. Il met la question aux voix. La majorité adopte le changement de race et le choix de la race schwitz ».

Cette délibération, qui venait à l'encontre de l'action poursuivie depuis huit années, était plutôt le reflet d'une grande indécision

de la part des agriculteurs que d'une hostilité foncière envers la race hollandaise. Le 17 mai 1914, en effet, la Société, condamnant en somme ce qui avait été fait l'année précédente, projetait l'achat de 10 jeunes taureaux hollandais que MM. Picard et A. Mangin étaient chargés d'effectuer et que l'invasion empêcha.

Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement de Bar-le-Duc.

Après la guerre, la Société d'agriculture d'arrondissement modifia sa forme et devint la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement de Bar-le-Duc, groupant et représentant ainsi l'ensemble des sociétés cantonales au nom et pour le compte desquelles elle agit lorsque l'action entreprise intéresse tous les cantons de l'arrondissement. Les présidents des sociétés cantonales font d'ailleurs partie du bureau de la Fédération et sont appelés à délibérer de toutes les initiatives prises par celle-ci.

Successivement et toujours heureusement présidée depuis la guerre par M. le sénateur Pol Chevalier, puis par M. E. Murel, conseiller général, elle a manifesté le souci qu'elle avait de l'amélioration de l'espèce bovine en faisant acheter régulièrement chaque année, depuis 1924 inclus, de jeunes taureaux hollandais rétrocédés aux adhérents des diverses sociétés cantonales de l'arrondissement, animaux sur lesquels chaque acheteur bénéficie d'une subvention de l'Office agricole du département égale à 20 0/0 du prix d'achat.

Sous l'impulsion de l'Office agricole départemental, que préside avec autorité et compétence M. Ch. Guillemio, et qui, pour l'arrondissement, est entièrement favorable à l'importation du hollandais de préférence et peut-être même à l'exclusion de toute autre race, la Fédération semble bien décidée à poursuivre l'implantation de la race bovine hollandaise par le croisement continu.

Des concours itinérants sont organisés annuellement par la Fédération et pour l'arrondissement. Ils permettent de décerner aux taureaux, et selon l'âge de ceux-ci, des primes d'approbation ou de conservation offertes par l'Office agricole départemental.

Sont seuls examinés les taureaux de race pure appartenant aux races hollandaise ou normande; en presque totalité les sujets présentés sont hollandais. Des récompenses sont également attribuées pour l'ensemble de la vacherie et celle-ci est appréciée avant tout sur l'effort d'homogénéité réalisé par le propriétaire participant au concours.



Parmi les sociétés cantonales qui, dans l'arrondissement de Bar, se sont intéressées à la production bovine en dehors de la Société d'agriculture d'arrondissement ou de la Fédération, sont seules à mentionner la Société d'agriculture du canton de Revigny, celle du canton de Triaucourt, à laquelle s'est substituée depuis 1922 le Syndicat d'élevage de la race bovine hollandaise pie noire du canton de Triaucourt, et enfin la Société d'agriculture du canton de Montiers-sur-Saulx.

Société d'agriculture du canton de Revigny.

Celle-ci paraît avoir borné son action à une seule importation de jeunes reproducteurs (1 taureau et 31 génisses hollandaises), importation remontant à 1922 et faite au profit de ses adhérents. Depuis, les agriculteurs de ce canton, désireux d'avoir un reproducteur de cette race en bénéficiant des avantages accordés par l'Office départemental agricole, se sont adressés, comme d'autres éleveurs de l'arrondissement, à la Fédération; celle-ci concentrant volontiers les demandes des membres des différentes associations.

Société d'agriculture du canton de Triaucourt et Syndicat d'élevage cantonal de la race bovine hollandaise pie noire.

Dès avant-guerre, cette première association, dirigée alors par M. A. Denis, avait accordé ses préférences à la race hollandaise et, en septembre 1913, elle répartissait entre ses adhérents 10 jeunes taureaux et 10 génisses appartenant à cette race. Un

ESPECE BOVINE

Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par diverses Sociétés d'Agriculture cantonales de l'arr^s de Bar-le-Duc.

DATE	RACE à laquelle appartiennent les sujets introduits.	LIEU D'ACHAT	NOMBRE de taureaux.	AGE MOYEN des taureaux.	NOMBRE de génisses.	AGE MOYEN des génisses	SOMME déboursée par la Société.	OBSERVATIONS
nov. 1922.....	Hollandaise.	Hollande Leeuwarden	1	6 mois	31	6 mois	Francs. 3.840	Les bêtes ont été divisées en 3 lots, les unes ont été mises à prix à 1.000 fr. les autres à 800 fr. et 600 fr.
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture du canton de Montiers.								
1892 à 1894.....	»	»	»	»	»	»	»	Un crédit de 400 fr. a été voté pour la 1 ^{re} fois en 1892 à titre de subven- tion pour l'amélioration de la race bovine aux propr. de bons taureaux.
1895.....	Montbéliarde	Doubs	2	13 mois 1/2.	»	»	363	Crédit annuel voté pour l'améliora- tion de l'espece bovine 350 fr. A l'assemblée du 29 nov. 1905 il est décidé que désormais les amateurs de taureaux ou de génisses devront faire une demande ferme précédant les achats, les bêtes seront livrées au prix d'acquisition, tous les frais seront supportés par la Société, l'ac- tribution se fera par voie de ti- rage au sort. Une remise de 25 0/0 sera accordée sur le prix de revient des taureaux; les génisses bénéficieront seulement de la remise des frais de délégués et de transport. Crédits alloués jusqu'à concurrence de 200 fr. par tête pour l'améliora- tion de l'élevage hollandais et mont- béliard.
1902.....	—	—	1	14 mois.	»	»	110	
1903.....	—	—	—	1 an.	2	»	200	
1904.....	—	—	4	—	1	»	516	
1905.....	—	—	4	—	2	»	600	
1906.....	—	—	3	—	2	»	520	
1907.....	—	—	3	15 mois.	»	2 aus.	457	
1908.....	Hollandaise	Hollande	3	8 mois.	»	»	60	
1909.....	—	—	3	—	»	»	139	
1910.....	Montbéliarde	Doubs	3	1 an.	2	»	609	
1911.....	—	—	3	—	2	»	550	
1912.....	—	—	4	—	1	»	550	
1913.....	—	—	3	—	»	»	435	
1922 à 1925.....	—	—	»	»	»	»	»	
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par le Syndicat d'Elevage de la race bovine hollandaise pie noire du canton de Triaucourt.								
sept. 1913....	Hollandaise	Hollande	10	8 mois	10	8 mois à 1 an	1.200	Une subvention de 20 0/0 sur prix d'achat accordée par l'Office.
23 sept. 1922....	—	—	11	10 mois	56	10 mois	»	
3 déc. 1923....	—	France (Watrelos)	3	—	7	—	»	
20 avr. 1924....	—	—	5	—	10	—	»	
30 oct. 1925....	—	Hollande	19	—	»	—	»	

achat analogue projeté en 1914 n'a pu être réalisé. Le canton, envahi en septembre de cette même année, avait son cheptel très éprouvé. La guerre terminée, les cultivateurs de cette région ont fait surtout appel en vue de la reconstitution de leurs étables aux bovins hollandais et normands. Le concours de l'espèce bovine tenu à Triaucourt en septembre 1921 ayant témoigné en faveur du hollandais, la plupart des éleveurs se rallient à cette dernière race et fondent au printemps de 1922 le Syndicat d'élevage de la race bovine hollandaise pie noire du canton de Triaucourt dont M. Ogier, conseiller d'arrondissement, est le dévoué président. Celui-ci veut bien nous écrire pour nous indiquer que la race hollandaise retrouve dans ce coin de Meuse « une grande partie des conditions d'habitat de son pays d'origine (pâturages, climat et humidité du sol et de l'atmosphère, etc...) et qu'elle semble devoir d'ici quelques années évincer du canton toutes les autres races bovines ».

Depuis sa création, ce Syndicat a pris l'initiative des importations de reproducteurs hollandais qui avait autrefois appartenu à la Société d'agriculture cantonale.

Société d'agriculture du canton de Montiers-sur-Saulx.

Formée le 3 avril 1887, elle s'est toujours montrée très active et très préoccupée de l'étude et de la défense des intérêts agricoles cantonaux. Longtemps présidée par M. Bernet, conseiller général, également président en 1913 de la Société d'agriculture de l'arrondissement, cette Société cantonale fut toujours dominée et animée par cet homme infiniment dévoué aux intérêts de ses concitoyens. Prenant fréquemment la parole au cours de diverses réunions, M. Bernet excellait à y développer d'heureuses propositions ou à faire entendre au cours d'un débat des paroles de haute sagesse. Il propose, à la séance du 26 janvier 1902, qu'un crédit soit à nouveau affecté à l'amélioration de l'espèce bovine dans le canton. Cette amélioration, justifiée par l'importance considérable que le développement de l'industrie fromagère donnait aux produits laitiers, devait être recherchée au moyen de l'introduction annuelle

de reproducteurs montbéliards que la Société ferait acheter au pays d'origine. Déjà on faisait valoir que la persévérance était la condition de l'efficacité d'une telle mesure et la décision prise l'était pour trois années consécutives.

En 1905, lorsqu'il fallut prendre une décision pour une nouvelle période de trois années, quelques critiques se firent entendre contre le race montbéliarde. M. Bernet s'éleva très judicieusement contre celles-ci et réussit sans trop de peine à amener la Société à continuer des importations de même nature. Voici d'après le compte rendu les raisons qu'il indiqua :

« L'amélioration du bétail n'est possible qu'en employant pour la reproduction, d'une part des mâles de race pure, à l'exclusion des métis, d'autre part des femelles bien constituées et bien soignées. Changer de race après trois années d'introduction du montbéliard serait manquer d'esprit de suite; d'autre part, cette race paraît répondre aux besoins de la plus grande partie des cultivateurs et manœuvres du canton; elle est moins exigeante que d'autres et plus en harmonie avec la topographie et les ressources culturelles du pays ».

A l'expiration d'une autre période de trois années, les partisans du hollandais l'emportent de justesse; ce fut un triomphe éphémère, car avant la fin du délai, dès 1910, la Société revenait aux achats de montbéliards que seule la guerre devait interrompre.

En 1913, M. Bernet déplorait en séance le peu d'audace des cultivateurs, reculant devant le prix de l'animal de choix et ne consentant à offrir, même avec l'appoint fourni par la Société, qu'une somme telle qu'il n'était possible que de leur procurer des sujets de second ordre. Pour parer à cet état de choses, l'ingénieux projet suivant était soumis :

Création de syndicats communaux, chacun d'eux susceptible de posséder un taureau d'origine; le groupement de quelques propriétaires eût permis d'emprunter à la Caisse de crédit agricole la somme nécessaire à l'acquisition de l'animal qui, assuré contre la

mortalité, eût été soigné et nourri par un adhérent du Syndicat.

Sans qu'il soit besoin d'aller plus avant dans le détail de cette combinaison, on peut en juger tout l'intérêt. Une méthode semblable a donné d'excellents résultats en certains départements. Vint l'année 1914 et cette proposition ne put être réalisée.

Depuis, même après-guerre, les importations faites par l'intermédiaire de la Société n'ont pas été reprises. Les avis des cultivateurs sont très partagés, les uns sont demeurés fidèles au type monthéliard, tandis que d'autres penchent pour le hollandais. Cette diversité de vues paralyse un peu l'action de l'association cantonale. Nous-mêmes, à notre insu, avons peut-être contribué à augmenter la confusion, lors d'une conférence faite en 1922 devant les membres de cette Société où nous traitions des moyens d'améliorer une population bovine laitière. Comme nous parlions des bovidés de race hollandaise on a pensé que nous en recommandions l'adoption. Mais ce que nous disions pour les sujets de cette race était également applicable à ceux de toute autre race laitière. Si nous avions su alors le sens et la durée de l'effort accompli dans ce canton, nous n'eussions pas manqué de recommander aux agriculteurs de rester fidèles à l'esprit de cet effort, de le continuer. Avant tout, et nous comptons bien l'établir plus loin, le succès dans l'amélioration du bétail laitier d'une région où fait défaut la race indigène nous paraît avoir pour conditions essentielles : la persistance dans le recours à la race à laquelle l'on demande des taureaux améliorateurs; l'abandon total, définitif, des préférences particulières devant celles du plus grand nombre en vue de la réalisation dans la conduite de l'élevage local de cette discipline salubre qui mène par le plus court chemin à l'indispensable et bienfaisante homogénéité du cheptel; une base rationnelle, scientifique donnée à la sélection; l'amendement et la modification progressive du milieu permettant une meilleure alimentation.

Ces éléments de réussite sont sans doute plus importants que le choix initial de la race à implanter dans les pays où, comme c'est le cas ici, le sol est de qualité moyenne susceptible d'enrichissement. Certes, ce choix n'est pas négligeable, mais fût-il même imparfait,

on aboutirait à des résultats encourageants si la continuité d'action, l'unité de vues et certains facteurs du progrès zootechnique entraient vraiment en jeu. Nous sommes persuadés que si les éleveurs du canton de Montiers, en majorité d'accord en 1902, 1905 et 1911 pour faire appel au taureau montbéliard d'une acclimatation facile, s'étaient inspirés de ces principes comme le leur demandait M. Bernet, ils posséderaient aujourd'hui un cheptel bien supérieur à la population hétérogène qu'on leur connaît.

II. — ARRONDISSEMENT DE VERDUN

Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun.

Plus que toute autre, cette Société s'est intéressée dans l'arrondissement de Verdun à l'amélioration de la population locale bovine, question qui a occupé une place de tout premier plan dans ses préoccupations et à laquelle elle a consacré une large partie de ses ressources. D'ailleurs, depuis sa création fort ancienne, la Société avait eu le constant souci de perfectionner le bétail du pays. Malheureusement, cet effort de caractère traditionnel s'est exercé, au début surtout, avec beaucoup plus de persévérance que de continuité de vue. M. Blaise, secrétaire de la Société d'agriculture de Verdun, dans une étude publiée par le *Cultivateur de la Meuse* en 1891, montre que, pour l'amélioration de l'espèce bovine dans cette région, on a eu recours à des introductions de taureaux appartenant aux races les plus diverses. « De 1823 à 1828, on a fait appel à des taureaux normands, simmenthal, comtois. A partir de 1839, achat et introduction d'animaux de la race de Bouquenom qui, sans être de très forte taille, fournit des sujets d'un poids considérable. Avec cette race élevée dans un pays peu fertile (Bavière) on n'avait pas à craindre de dégénérescence; enfin, les vaches étaient bonnes laitières. En 1841, achat de taureaux montbéliards, puis la Société abandonne momentanément les acquisitions de taureaux et, en 1843, nomme une commission chargée de rechercher quelle race conviendrait le mieux dans le

pays. Cette commission conseille l'achat de taureaux du Glane, et il en est importé en 1844 et 1845. En 1847, la Société s'adresse à M. Royer, inspecteur général de l'agriculture, et lui demande quelle race bovine il y aurait lieu d'introduire dans l'arrondissement. Dans sa réponse, M. Royer ne préconise aucune race, mais recommande simplement de bien se garder d'introduire des taureaux de haute taille. De 1848 à 1852 inclus on amène à nouveau et uniquement des taureaux de race du Glane. En 1853, en même temps que des taureaux du Glane, la Société fait acheter un taureau de pure race durham descendant d'une famille réputée pour ses qualités laitières. Les produits de ce taureau étant excellents, par la suite la Société acquiert à la fois des durham et des taureaux du Glane : cela jusqu'en 1862. De cette date à 1870 le durham est exclusivement en faveur. En 1872 et les années suivantes sont achetés pour l'arrondissement 4 taureaux hollandais, 26 génisses de cette race et 30 vaches comtoises. A partir de 1880, seuls des taureaux durham sont introduits ».

Comme conclusion, M. Blaise indique que « les normands et les comtois amenés en premier lieu étaient trop peu nombreux pour qu'une amélioration quelconque puisse leur être attribuée. Les appels aux races bavares de Bouquenom et de Birkenfeld et à la race du Glane, variété améliorée des précédentes, n'ont été le point de départ d'aucun progrès sensible. Le durham, incontestablement, a donné les meilleurs résultats ».

En réalité, une partie seulement des taureaux achetés sont des durham de race pure; d'autres plus nombreux encore sont issus du croisement durham hollandais que l'on s'accorde à donner comme origine à la race bleue. Dès 1890, l'introduction du durham a des opposants au sein de la Société. MM. Robat et Løevenbruck signalent que la production du lait prend de jour en jour plus d'importance dans la région et souhaitent que l'on introduise des taureaux d'une race plus laitière que les durham. M. Fourrier, vétérinaire, fait valoir qu'il existe dans le durham des familles laitières qu'une sélection appropriée pourrait mettre en évidence et d'où l'on tirerait d'excellents produits. Puis, il exprime des doutes sur la possibilité d'adaptation de certaines races laitières.

Mais les partisans du hollandais et même du flamand, en raison du développement pris par l'industrie laitière et de la recherche par le commerce des vaches de grande aptitude laitière, gagnent du terrain. Aussi, lorsqu'en 1894 se pose le problème de la reconstitution du cheptel, fortement amoindri par la pénurie de fourrage inhérente à la sécheresse de 1893, la Société fera acheter pêle-mêle des taureaux de race bleue et de race hollandaise ainsi que des génisses appartenant aux races flamandes et hollandaises, produits qui seront cédés à ses membres à des conditions avantageuses. Les deux années suivantes, le taureau flamand est en honneur.

Entre temps, des choses très justes sont dites en séance, M. Lœvenbruck insiste : 1° sur l'importance du développement de l'aptitude laitière chez les mères qui représentent une garantie de qualité pour leurs descendants et notamment pour les jeunes taureaux ;

2° Sur l'inconvénient qu'il y a à sevrer les jeunes veaux prématurément et à nourrir ensuite ceux-ci avec parcimonie.

Le compte rendu de M. Blaise, relatif au concours d'Etain (17 sept. 1895), témoigne de la diversité des bovins. « L'espèce bovine était représentée par 7 taureaux, 3 taurillons, 24 vaches et 25 génisses. Parmi les taureaux nous trouvons un durham pur, 3 hollandais, 1 normand, 1 nivernais et 1 croisé. Les génisses comptaient de nombreux sujets de race hollandaise ou flamande achetés puis revendus par la Société d'agriculture d'arrondissement. A côté des nouvelles venues, on remarquait de beaux sujets provenant des étables du canton et appartenant pour la plupart au type durham hollandais. A noter aussi un très beau lot de vaches nivernaises ».

Nous empruntons également à M. Blaise cette observation (compte rendu du concours d'Etain, sept. 1896) : « Plusieurs éleveurs nous ont fait remarquer, ce que tout le monde a pu constater, que le croisement durham était celui de tous qui donnait les meilleurs résultats dans le canton d'Etain et, pour appuyer ces dires, nous font voir les croisements provenant d'autres races ». Cette remarque découle avant tout de l'appréciation extérieure des bovidés qui fait placer en premier lieu les croisements durham

dont la conformation est plus adaptée à la production de la viande.

La discussion sur le choix de la race à laquelle doivent appartenir les taureaux améliorateurs qui seront importés en 1897 et les années suivantes est reprise aux réunions des 12 janvier, 16 mars et 11 mai 1897. Ce thème est l'objet de très longs débats, scrupuleusement reproduits aux procès-verbaux des séances, d'où l'on dégage tout d'abord la condamnation très nette pour manque de rusticité de la race flamande à laquelle appartenaient les taureaux importés en dernier lieu. On assiste aussi à une lutte très vive entre les partisans, à peu près en nombres égaux à chaque réunion, des taureaux durham ou à prédominance durham et des taureaux de race laitière (races hollandaise ou fribourgeoise).

L'adoption des taureaux de race bleue, transaction équitable, eût dû mettre tout le monde d'accord; en fait chacun tint bon sur ses positions; ce fut un achat de taureaux fribourgeois qui fut décidé à trois voix de majorité. Cette division et cette intransigeance des membres de l'association s'expliquent parfaitement pour qui se reporte aux divers aspects de la production du pays. Aux alentours de Verdun ou aux environs des beurreries et fromageries existant dans l'arrondissement on exige avant tout que les vaches aient une grande capacité laitière; par contre, dans les fermes éloignées ou isolées, dans les régions (cas du canton d'Etain) où les herbages sont riches et assez développés et où la proximité d'une zone industrielle et très peuplée (abords du bassin de Briey, mines et usines de Longwy) commande plutôt la production de la viande, l'élevage des bovidés auxquels le durham confère un plus grand développement, de la précocité et une aptitude particulière à l'engraissement l'emporte naturellement.

Les membres de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun, qui sur tant de points pouvaient travailler en plein accord, eussent dû, en ce qui concernait l'action à entreprendre pour améliorer la production bovine, se grouper et agir en fonction des buts différents qu'ils poursuivaient.

En fait, et en dehors de l'association, c'est ce qui se passa. Les herbagers du canton d'Etain notamment restèrent fidèles au taureau durham ou à défaut de celui-ci au taureau de race bleue et

ESPECE BOVINÉ

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture de l'arrondissement de Verdun.

DATE de la mise en vente par la Société.	RACE à laquelle appartiennent les sujets introduits.	LIEU D'ACHAT	NOMBRE de taureaux.	AGE MOYEN des taureaux.	NOMBRE de génisses.	AGE MOYEN des génisses.	SOMME déboursée par la Société.	OBSERVATIONS
19 avr. 1890.....	Durham et croi- sement durham hollandais.	Etable des Francs (Mche-et-Mlle) où existait un bon noyau de durham et hollandais.	8	1 an.	»	»	francs. 856	3 durham et 5 durham hollandais.
30 oct. 1890.....	—	»	4	10 mois.	»	»	862	2 durham et 2 durham hollandais.
25 avr. 1891.....	—	»	6	1 an.	»	»	1.300	4 durham et 2 durham hollandais.
30 oct. 1891.....	—	»	5	8 m. à 1 an.	»	»	542	1 durham, 1 hollandais et 3 durham hollandais.
29 avr. 1892.....	—	»	4	1 an.	»	»	892	3 durham, 1 durham hollandais.
août 1894.....	Durham et hollandais.	»	10	15 mois.	»	»	»	4 durham, 6 hollandais.
4 sept. 1894.....	hollandaise.	»	6	10 mois.	46	8 à 10 mois.	»	
26 sept. 1894.....	fiamande.	»	»	»	32	20 mois.	6.290	
9 oct. 1894.....	—	»	»	»	44	10 mois.	»	
27 juil. 1896.....	—	Nord.	9	6 de 18 à 20 m. 3 de 1 an environ.	»	»	1.229	
28 juil. 1896.....	—	—	8	1 an.	»	»	1.114	
5 juin 1897.....	tribourgeoise.	Suisse.	5	8 mois.	»	»	1.246	Pas d'achat de reproducteurs en 1898. La Société renonce pour un temps aux importations au profit des con- cours 1900.
19 oct. 1906.....	hollandaise.	Hollande.	12	»	38	8 mois.	257	Il est décidé qu'il ne sera pas fait d'importation en 1906, un concours aura lieu.
1906.....	—	»	»	»	»	»	»	
1907.....	hollandaise.	Hollande.	»	»	»	»	»	
8 mars 1910.....	race bienne du Hainaut.	Centres d'Elevage du Condroz et de l'Herban.	10 8	10 mois. 12 mois.	» »	» »	» 900	
19 nov. 1912.....	—	—	14	3 de 6 mois. 4 de 7 mois. 3 de 8 mois. 4 de 1 an.	»	»	368	
29 mai 1922.....	hollandaise.	Hollande.	»	»	»	153 vaches et génisses.	»	Importation faite par l'intermédiaire de la Société tiers mandataire.
12 août 1922.....	—	—	20	10 mois.	11	12 mois.	»	Importation faite par l'intermédiaire de la Société tiers mandataire.

ils ne sacrifièrent pas leur attachement à une race donnée aux avantages pécuniaires résultant de l'achat par l'entremise de la Société d'un taureau qui ne leur eût pas plu.

En 1898, la Société d'agriculture de Verdun renonce pour un temps aux importations et consacre ses ressources à l'organisation de concours. La lecture du palmarès (compte rendu de M. Blaise), établi en ce qui concerne les taureaux et à l'issue des expositions ayant eu lieu cette même année dans les trois centres de Verdun, Clermont-en-Argonne et Etain, fera connaître dans quel état de variation désordonnée se trouvait alors la population bovine locale.

CONCOURS DE VERDUN

Taureaux de six mois à deux ans.

- 1^{er} PRIX : M. Gérard, à Baleycourt (flamand);
- 2^e PRIX : M. Vignon, à Dugny (durham flamand);
- 3^e PRIX : M. Gillet, à Marre (taureau croisé);
- 4^e PRIX : M. Gabriel, à Vaux-devant-Damloup (hollandais);
- 4^e PRIX *ex-æquo* : M. Winder, à Frana (durham flamand).

Taureaux ayant deux dents.

- 1^{er} PRIX : M. Meneu, à Dugny (taureau croisé);
- 2^e PRIX : M. Précheur, à Charny (flamand hollandais).

CONCOURS D'ÉTAÏN

Taureaux de six mois à deux ans.

Prix hors concours : M. Lieutaud, à Etain : 2 taurillons durham.

- 1^{er} PRIX : M. Lœvenbruck, à Dicourt (hollandais);
- 2^e PRIX : M. Bouchy, à Warcq (durham flamand);
- 3^e PRIX : M. Verdun, à Saint-Maurice (normand);
- 3^e *ex-æquo* : M. Valet, à Hennemont (croisé durham);
- 5^e PRIX : M. Chompret, à Roger-Champ (hollandais croisé).

Taureaux ayant deux dents.

1^{er} PRIX : M. Willaume, à Rouvres (durham hollandais);

2^o PRIX : M. Hippolyte, à Etain (fribourgeois);

3^o PRIX : M. Fournier, à Morgemoulin (hollandais);

4^o PRIX : M. Florent, à Hennemont (croisé suisse).

CONCOURS DE CLERMONT

Taureaux de six mois à deux ans.

Prix hors concours : M. Robat, à Auzéville (2 taurillons hollandais).

1^{er} PRIX *ex-æquo* : M. Fageot, à Rarécourt (hollandais);

1^{er} PRIX *ex-æquo* : M. Fournier, à Courcelles-les-Aubréville
(durham suisse);

3^o PRIX : M. Igier, à Vraincourt (durham normand);

4^o PRIX : M. Louyot, à Vraincourt (hollandais flamand).

Taureaux ayant deux dents.

Prix hors concours : M. Robat, à Auzéville (hollandais).

1^{er} PRIX : M. Igier, à Vraincourt (hollandais).

Si l'on songe qu'il n'y avait pas plus d'uniformité chez les vaches que chez les taureaux, on juge de l'imprévu des caractères que pouvaient présenter les sujets issus d'une telle souche.

A la séance du 22 mai 1900, M. Gruzelle appelle l'attention de la Société sur la mauvaise qualité du plus grand nombre des reproducteurs bovins dans la région et demande s'il n'y aurait pas moyen d'éliminer les plus défectueux. M. Blaise répond qu'il n'existe pas de moyen légal d'exclure ces mauvais taureaux de la reproduction; mais qu'il serait certainement possible d'arriver à un bon résultat en constituant des syndicats d'élevage ayant une circonscription déterminée et dont les membres s'engageraient à ne se servir que de taureaux reconnus aptes à améliorer par une commission compétente.

Plusieurs membres trouvent l'idée belle ; elle n'en reste pas moins à l'état de projet.

De 1898 à 1914 il semble que la race hollandaise gagne beaucoup de terrain. Les deux seules importations faites par les soins de la Société de 1898 à 1909 portent sur des aminaux de cette race ; parallèlement le commerce en introduit beaucoup.

Toutefois, le hollandais ne réunit pas tous les suffrages. Le 17 mars 1908 un membre fait connaître que l'on a pas lieu d'être satisfait des génisses importées de Hollande. « Elles restent petites et délicates ».

Le 18 janvier 1910, M. Lieutaud, président de la Société d'agriculture d'Etain, défenseur par excellence du durham ou de la race bleue qu'il a grandement contribué à implanter dans le canton d'Etain, entretient la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun, dont il est aussi un des membres les plus écoutés, de l'utilité d'introduire dans le pays un certain nombre de taureaux améliorateurs de race belge dite « race bleue ». Son point de vue est adopté et une importation de taureaux est décidée.

Le 12 mars 1912, toujours sur l'intervention de M. Lieutaud, un nouvel achat de taureaux de race bleue est projeté, puis effectué. M. Igier (canton de Clermont) ayant exprimé le désir de voir amener des taureaux et surtout des génisses de race hollandaise, M. Lieutaud lui répond qu'il ne pense pas que cette opération soit profitable, surtout en ce qui concerne les génisses qui, ramenées dans le pays, dégénèrent, selon lui, par suite du changement de climat et de nourriture. Il estime que l'amélioration ne peut avoir lieu que par le mâle et par le croisement continu et rallie la majorité à l'introduction de taureaux de race bleue.

En 1913, la Société donne également un avis favorable :

1° A une demande de MM. Caye et Lelorrain (canton de Clermont) adressée au ministère de l'Agriculture en vue d'obtenir l'autorisation d'importer un lot de taurillons et génisses hollandais ;

2° A une demande formulée par un membre du canton d'Etain désireux d'importer 4 taurillons et 20 génisses de race bleue.

A cette époque, on s'acheminait lentement vers l'uniformisation

de la population bovine de l'arrondissement qui, en dehors du canton d'Etain où existait un important et excellent noyau de race bleue, tendait vers le type hollandais (variété pie noire).

De toutes façons, les races hollandaise et bleue n'étant pas très éloignées l'une de l'autre — la race bleue est une sous-race de la hollandaise —, les achats portant alternativement sur l'une ou l'autre, d'ailleurs canalisés vers des coins bien déterminés de l'arrondissement, étaient loin d'avoir les mêmes inconvénients que ces importations en ligne brisée pratiquées de 1892 à 1897 (durham, hollandais, flamand, fribourgeois).

La guerre allait anéantir à peu près complètement le cheptel de cet arrondissement. Celle-ci terminée, les étables ne pouvaient se repeupler que progressivement, parallèlement à la remise en état du sol. Au début, les cultivateurs, dans leur hâte de reconstituer un petit noyau de mobilier, ont acheté les bovidés de toutes races que leur proposaient les commerçants ; puis, petit à petit, l'éleveur retourne à ses préférences d'avant-guerre : ici, race hollandaise, là, race bleue.

L'Allemagne a livré au titre des réparations et pour l'ensemble du département 11.574 bovidés, en grande partie des vaches et des génisses en état de gestation. La plupart des sujets étaient des dérivés de la race hollandaise, de format généralement moindre, mais d'une assez grande capacité laitière (bétail de la Frise orientale, du Weser et du Holstein). D'autres bovins, aujourd'hui éliminés des exploitations, appartenaient à la race simmenthal. Beaucoup d'animaux sont allés à l'arrondissement de Verdun.

Et enfin, la Société d'agriculture d'arrondissement reconstituée a importé de Hollande, en 1922, par l'intermédiaire de la Société tiers mandataire, une vingtaine de jeunes taureaux de race hollandaise et un peu plus de 160 vaches ou génisses de même race. Ces animaux ont été répartis entre les éleveurs de l'arrondissement à qui ils ont été imputés à titre d'avances sur dommages de guerre.

Actuellement, il y a dans cette région de Verdun et en ce qui concerne l'espèce bovine, un gros effort d'amélioration à accomplir si l'on veut avoir un bétail homogène et de quelque qualité.

Société d'agriculture du canton d'Étain.

La plus ancienne des sociétés d'agriculture cantonales de l'arrondissement de Verdun et aussi une des plus actives parmi elles, cette association qui, simultanément avec la société d'arrondissement, groupait les agriculteurs de ce canton, a grandement contribué au perfectionnement du bétail dans sa zone d'action. Il y a d'ailleurs lieu de reconnaître que sa tâche fut facilitée par la fertilité toute particulière du sol en cet endroit. On sait déjà, par la lecture des pages précédentes, que ce sont surtout les éleveurs de ce pays qui étaient attachés aux taureaux appartenant soit à la race durham, soit à la race bleue du Hainaut. Les raisons de cette préférence ont été données : importance des ressources culturales, étendue et qualité des prairies, orientation vers la production de la viande plutôt que vers celle du lait, absence de fromageries en ce point.

La société cantonale, de concert avec la société d'arrondissement, organisait presque chaque année à Etain des concours très suivis où d'excellents éleveurs amenaient toujours un bétail de choix, riche en sujets d'origine. Ces derniers offraient non seulement pour le cheptel de leur exploitation, mais encore pour celui des exploitations voisines, des possibilités et des garanties d'amélioration considérables. Voici, d'après M. Blaise, un aperçu du concours cantonal du 16 septembre 1898.

« Une amélioration sensible se faisait remarquer parmi les animaux de la race bovine qui, il y a quelques années, semblaient diminuer de qualité.

» Cette amélioration est due certainement à l'emploi du sang durham que les agriculteurs du canton d'Étain avaient un peu abandonné pour un temps, n'ayant pas à leur disposition les reproducteurs nécessaires.

» Au dernier concours, on a pu constater que les meilleurs sujets étaient principalement ceux qui avaient dans les veines du sang de cette excellente race, qui ne fera plus défaut aux éleveurs de la région, car M. Lieutaud d'Étain, qui depuis longtemps déjà

se livrait à l'élevage du Shorthorn vient d'importer dans ses étables quelques sujets du meilleur sang.

» C'est dans la tribu Duchess que M. Lieutaud a choisi ses reproducteurs, dont quelques-uns ont, par leur origine bien établie, des liens de parenté avec l'un des meilleurs taureaux connus dans l'histoire de la race durham, Duke of Connaught, qui, à la vente de Lord Dunmore, au mois d'août 1875, fut payé 118.125 francs par Lord Fitzhardinge.

» La tribu des Duchess, une des plus anciennes connues, a été l'objet de tous les soins de M. Bates, le célèbre améliorateur, et c'est dans cette famille qu'on a toujours rencontré les animaux qui, dans les ventes d'Angleterre et des États-Unis, ont réalisé les prix les plus élevés.

» C'est M. Lieutaud qui a obtenu les principales récompenses pour l'espèce bovine, notamment dans les catégories des taureaux et génisses, mais la jolie vache durham pure qu'il exposait n'a été classée que seconde, laissant le 1^{er} prix à la vache de M. Bouchy, magnifique bête croisée durham, bien supérieure à la moyenne de celles récompensées dans les concours régionaux ».

Au début de 1914, le canton d'Étain était peut-être la partie du département où la population bovine avait acquis l'homogénéité la plus accentuée et comptait la plus forte proportion de sujets de choix. Les derniers jeunes taureaux de race bleue achetés par la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun allèrent surtout dans ce coin de l'arrondissement.

Depuis la guerre, dont eut tant à souffrir cette région, la Société d'agriculture du canton, aidée par l'Office agricole départemental, a repris les importations de taureaux de race bleue de Mons. Une entreprise de ramassage de lait au profit de centres industriels avoisinant Briey venant de se constituer dans ce canton, les cultivateurs vont chercher à accroître la production laitière. Un grand effort en vue du développement et de l'uniformisation des aptitudes laitières va être à tenter. Nous nous proposons d'en indiquer les directives et nous comptons sur notre avisé confrère, M. Humbert, chef de file de la Société, très

compétent en matière d'élevage, pour la réalisation de cette tentative, si profitable au pays. L'homme d'action qu'est M. Genot et l'élite des agriculteurs (MM. Bouchy, Dory, Sidot, Genin, etc...) l'aideront puissamment dans la poursuite de ce but.

Société d'agriculture du canton de Varennes-en-Argonne.

Constituée le 13 mai 1909, cette Société, que préside aujourd'hui avec beaucoup de dévouement M. Janoly, conseiller général, avait, en 1913, importé un nombre assez élevé de reproducteurs d'élite de race bleue (taurillons de onze à treize mois, génisses de dix à onze mois).

Depuis la guerre, qui n'avait pas laissé debout une seule commune de ce canton assez prospère au point de vue agricole, la Société d'agriculture, à l'instigation de l'Office agricole départemental, a introduit dans le pays 32 jeunes taureaux achetés en Hollande. Cette Société se propose d'avoir recours à de nouvelles importations de taureaux et de génisses appartenant à la race hollandaise. En perseverant dans cette voie, l'homogénéité de la population bovine locale se réalisera assez vite; le cheptel étant reconstitué et orienté vers un type unique, bien défini, il restera par une sélection méthodique à augmenter la valeur moyenne du troupeau.

Cette tâche ne peut être que le fruit d'efforts individuels, liés entre eux, dirigés par un organisme spécial uniquement préoccupé de l'amélioration de l'espèce bovine.

Société d'agriculture du canton de Clermont-en-Argonne.

Cette Société s'est aussi beaucoup intéressée, avant comme après la guerre, à l'élevage des bovidés. Toujours acquise au type hollandais, elle a organisé de nombreux concours avec l'aide de la Société d'agriculture de l'arrondissement. Elle a également favorisé les importations de reproducteurs hollandais et aidé de

ESPECE BOVINE

Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par diverses Sociétés d'Agriculture cantonales de l'arrondissement de Verdun.

DATE de la mise en vente par la Société.	RACE à laquelle appartiennent les animaux introduits.	LIEU D'ACHAT	NOMBRE	AGE MOYEN des taureaux.	NOMBRE de génisses.	AGE MOYEN des génisses.	SOMME deboursée par la Société.	OBSERVATIONS
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture du canton d'Esain.								
1 ^{er} juin 1929....	bleue	Belgique	»	»	79 génisses	2 ans	francs.	
21 sept. 1929....	du Hainaut	—	10	1 an	»	»	»	
24 sept. 1929....	bleue de Mons	— Région de Ciney	16	1 an	»	»	»	
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture du canton de Clermont.								
16 janv. 1934....	hollandaise	Hollande	»	1 an	»	.	»	

tout son pouvoir à la vulgarisation des données zootechniques relatives à l'amélioration du bétail laitier. Dans ce canton, les pâturages ont pris un assez grand développement et sont de bonne qualité; les hommes d'initiative et les éleveurs intelligents ne manquent pas : M. Revault, ancien député, qui exploite la belle ferme de la Grange-Lecomte, a exposé en séance de la Société quels avantages les agriculteurs pouvaient attendre de la constitution d'un syndicat d'élevage bovin. L'idée est des plus heureuses et sa réalisation pleine de promesses.

III. — ARRONDISSEMENT DE MONTMÉDY

Il existe dans cet arrondissement une orientation plus ancienne et plus nette vers la race bovine hollandaise qui, même avant 1890, avait la faveur d'un grand nombre de cultivateurs du pays. Les bovidés à cette dernière date répondaient assez exactement à ce que l'on a appelé la race ardennaise ou meusienne. Il s'agissait, en fait, plutôt que d'une race bien définie, d'une variété à prédominance hollandaise accusant en même temps une intervention faible mais certaine de durham. Beaucoup de sujets étaient de robe pie noire ou pie grise (les taches grises comprenant un mélange de poils blancs et noirs à reflet bleu). La taille et le format d'après les renseignements obtenus étaient alors un peu plus réduits que dans la race hollandaise prise à son pays d'origine, l'aptitude laitière était également moindre. Des conditions de vie plus sévères (une alimentation moins riche et un climat plus rude quoique assez humide) expliquent cette diminution du format et du rendement que l'on peut constater encore aujourd'hui sur le bétail de type hollandais dans les exploitations où le cheptel est trop pauvrement nourri.

La plupart des sociétés d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy, de même que celles des arrondissements précédents, eurent recours à des importations diverses avant de s'arrêter définitivement et exclusivement aux achats de reproducteurs hollandais : les seuls sujets qui puissent permettre la reconsti-

tution dans cette région de l'ancien type indigène dont la souche semble bien être commune avec celle de la race bovine hollandaise.

Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy.

A la séance de cette Société tenue le 1^{er} juin 1890 s'engage une intéressante discussion sur le choix des reproducteurs bovins à introduire dans l'arrondissement. Certains étaient partisans du comtois, d'autres prônaient le schwitz ou le normand; finalement, et après une discussion assez confuse, il fut décidé que les achats de taureaux se feraient en Hollande, ainsi que par le passé, les résultats obtenus étant généralement considérés comme satisfaisants. Le procès-verbal de la séance n'ayant pas rendu exactement l'esprit de la discussion, M. Cocu, vétérinaire à Stenay et président de la Société d'agriculture de ce canton, rappelle par lettre au secrétaire la position qu'il avait prise dans le débat. Cette intervention, toute de bon sens, semble bien avoir été l'expression du point de vue dominant et de la vérité scientifique; elle mérite d'être rapportée ici.

« Au sujet de l'introduction des reproducteurs, écrit le vétérinaire de Stenay, j'ai combattu l'importation d'animaux, non pas de race étrangère, mais de races étrangères à la hollandaise dont notre bétail meusien n'est qu'une variété d'après tous les zootechniciens; et cela, à cause des avantages énormes que présente l'amélioration d'une race par la sélection dans la race. J'ai même fait observer qu'en important des animaux de Hollande nous restions encore dans ce même principe.

» Je n'ai donc pu recommander la race normande qui diffère totalement de la race hollandaise, et n'ai parlé des variétés flamandes et augeronnes que pour indiquer qu'alors même, comme c'est le cas actuellement, notre frontière du Nord serait fermée à l'introduction des bêtes bovines, nous pourrions encore trouver en France des reproducteurs appartenant au même type zootechnique que le bétail de notre arrondissement.

» Je n'ai parlé incidemment de la race normande que pour indiquer qu'elle ne le cédait en rien aux meilleures de la Suisse ; mais je n'ai pas conseillé de l'introduire chez nous, étant adversaire systématique de tout croisement ».

(*Cultivateur de la Meuse*, n° 360, 15 juin 1890).

Cette lettre indique bien que dès cette époque il y avait dans l'arrondissement un cheptel relativement homogène constitué par des animaux appartenant au type hollandais, ou de caractères très voisins. Il est regrettable que les sociétés d'agriculture de cette région, suivant à la lettre les directives données par ce praticien, n'aient pas dans la suite et à partir de ce moment fait constamment appel à des taureaux de race hollandaise.

Le 12 octobre 1890 la Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy vend aux enchères à ses adhérents 12 taureaux de race hollandaise âgés d'un an à dix-huit mois, animaux qu'elle avait fait acheter en Hollande par ses délégués.

Toujours en 1890, cette Société organise un concours à Montfaucon ; des primes sont données aux animaux des espèces chevaline, bovine et ovine sans que, dans chaque espèce, il soit fait de distinction de races. Une observation analogue mérite d'être faite en ce qui concerne le concours agricole qui s'est tenu à Dun-sur-Meuse, le 11 septembre 1892. Ce même jour, sur l'emplacement de l'exposition, la Société, qui venait d'importer 8 jeunes taureaux de Hollande, cède ceux-ci aux éleveurs à des prix avantageux.

En 1892 également, M. Cochard, président de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy, achète au Concours général un jeune taureau durham. Quelques années avant, il avait directement importé d'Angleterre un jeune taureau durham récompensé à l'Exposition universelle.

A la réunion du 22 avril 1894, sur la proposition de M. Cochard, il est décidé que la Société viendra en aide aux agriculteurs désireux de repeupler leurs étables et enverra à cette fin aux concours agricoles de Nancy des délégués chargés d'acheter plusieurs têtes.

de bétail de choix, mais non primées cependant, de façon à les avoir à un prix moins élevé. Il est admis, ajoute le compte rendu, que l'on s'arrêtera de préférence aux bêtes de race durham ou de race hollandaise ou à défaut aux sujets provenant du croisement de ces deux races. Un membre présent fait allusion à des achats de race schwitz; cette proposition n'est pas prise en considération, la presque unanimité des membres présents estimant que cette race ne doit pas être importée dans la région de Montmédy dont les herbages sont riches.

Les années suivantes — 1895-96-97 — la Société consacre ses ressources à l'organisation de concours agricoles.

En mai 1899, au cours d'une assemblée générale, un membre demande que l'on introduise dans la région des reproducteurs, notamment pour l'espèce bovine, ceux-ci devant appartenir à des races laitières. Des achats de taureaux et génisses appartenant aux races bovines durham et normande sont effectués et la Société fait revendre ces animaux à Stenay le 22 octobre 1899.

Au concours agricole ayant lieu à Montmédy en 1900, les animaux de l'espèce bovine sont répartis en quatre catégories :

- 1° Taureaux ayant au moins deux dents d'adultes;
- 2° Taureaux ayant au moins un an et pas de dent d'adulte;
- 3° Vaches laitières;
- 4° Génisses ayant au moins un an et pas plus de deux dents d'adultes.

Il n'est pas dit que les animaux doivent appartenir à une race plutôt qu'à une autre ou être de race pure. Le manque de précision dans le programme ne permet pas aux éleveurs d'emporter d'un concours toutes les indications souhaitables.

Après 1902, année où ce groupement importe pour le compte de ses adhérents 20 taureaux de race hollandaise, nous perdons trace des travaux de la Société d'agriculture d'arrondissement. Ainsi que nous avons eu l'occasion de l'exposer à propos de l'étude consacrée à l'espèce chevaline, cette association agricole, en dépit de son titre, avait cessé d'étendre son influence à tout l'arrondissement. Les agriculteurs du canton de Montfaucon, en même temps qu'ils formaient vers 1890 un Comité cantonal, se retiraient

de la société d'agriculture d'arrondissement. Ceux du canton de Spincourt faisaient de même au début de 1897. Le 14 décembre 1902 enfin, était fondée la Société d'agriculture des cantons de Dun et de Stenay dont la constitution allait encore grandement affaiblir la Société d'agriculture d'arrondissement. Celle-ci survécut néanmoins, mais cessa au début de 1914 de s'intéresser à la question bovine qui allait être désormais du ressort du Syndicat d'élevage nord-meusien, récemment créé par M. Sylvain Bailleux pour le canton de Montmédy.

Les données orales que nous avons pu recueillir attestent une accentuation du type hollandais dans la population bovine des cantons de Montmédy et de Damvillers au cours des années qui ont précédé la guerre.

Syndicat d'élevage nord-meusien.

A la suite de l'invasion, le Syndicat d'élevage nord-meusien (section bovine) s'est occupé activement de la reconstitution du cheptel et il a entraîné l'adhésion des agriculteurs à l'élevage de la race bovine hollandaise pie noire, déjà appréciée par eux avant 1914. Il existe actuellement un excellent noyau de cette race dans ce canton où la fertilité du sol, l'étendue des herbages et le climat relativement humide sont favorables à son développement.

De 1919 à 1923, des reproducteurs de la race hollandaise ont été amenés dans le pays. M. Sylvain Bailleux estime que les achats en dehors seront à l'avenir tout à fait exceptionnels et il ajoute : « Nous sommes en mesure de produire tous nos reproducteurs et même d'en fournir à nos voisins. Le 15 novembre 1924, notre première foire de taurillons a fourni 12 sujets primés vendus dans l'arrondissement. Le 15 octobre 1925, le deuxième concours-foire a réuni 20 sujets primés dont 8 seulement ont trouvé preneurs dans la région ».

La mise en œuvre du contrôle laitier, dans ce coin où l'élevage est particulièrement florissant, assurerait un choix encore plus parfait des jeunes taureaux, celui-ci étant alors basé non seulement

ESPECE BOVINE

Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par la Société d'Agriculture de Montmédy.

DATE de la mise en vente par la Société.	RACE à laquelle appartiennent les sujets introduits.	LIEU D'ACHAT	NOMBRE de taureaux.	AGE MOYEN des taureaux.	NOMBRE de génisses.	AGE MOYEN des génisses.	SOMME déboursée par la Société.	OBSERVATIONS
12 oct. 1890..... 11 sept. 1892..... 1894..... 1897..... 1898..... 1899..... 8 juin 1902.....	hollandaise. hollandaise. hollandaise. e-race bleue. » » durham et normand. hollandaise.	Hollande. Hollande. Nancy. » » France. Hollande.	12 8 10 » » 8 20	1 an à 18 mois. 1 an. » » » 1 an. »	» » » » » » »	» » » » » » »	francs. » 2.490 » » » » 2.812	Pas d'importation. — Vente faite à Stenay le 22 oct. 1899.

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par le Syndicat d'Elevage nord-meusien.

14 août 1919..... 27 nov. 1919..... 5 déc. 1919..... 22 sept. 1921..... 18 févr. 1922..... 16 mars 1922..... 22 déc. 1923.....	hollandaise. — — — — — —	Leeuwarden. — — — Cambrai. Leeuwarden.	8 » » 12 6 8 20	18 mois. » » 6 à 10 mois. 8 à 12 mois. 6 à 12 mois. —	137 vaches. 100 génisses. 100 génisses. — » » »	3 à 5 ans. 6 à 10 ans. — » » » »	» » » » » » »	La Hollande était fermée.
--	--	---	-----------------------------------	---	---	--	---------------------------------	---------------------------

sur les qualités de conformation mais encore sur le développement de l'aptitude laitière chez les ascendants femelles.

Cette réalisation aurait les plus heureuses conséquences. Elle permettrait une sélection rationnelle propre à élever promptement la moyenne du rendement en lait et donnerait confiance aux acheteurs étrangers à la région qui s'y rendraient en plus grand nombre.

Société d'agriculture des cantons de Dun et Stenay.

Cette société, qui fit toujours preuve d'une belle activité depuis sa création, est aussi parmi celles qui ont témoigné d'une assez grande continuité de vues dans les directives données à leurs adhérents.

Le 7 juin 1903, cette association décide d'employer ses ressources à l'organisation d'un concours local plutôt qu'à l'achat de reproducteurs de race hollandaise en dépit de l'opposition d'un certain nombre de membres estimant qu'il conviendrait d'améliorer le cheptel avant de songer à exposer.

Deux importations de bovins hollandais (taureaux et génisses) sont faites en 1904. La deuxième vente (11 sept. 1904) entraîne pour la Société un bénéfice de 850 francs. Le compte rendu de cette vente emprunté à M. Didier, vétérinaire à Dun-sur-Meuse, alors secrétaire de l'Association, porte les observations suivantes :

« Le bénéfice réalisé prouve la supériorité et l'heureux choix des animaux qui constituaient un lot de toute beauté faisant honneur à la compétence des délégués : MM. Gondoin et Guinard. L'achat fait dans la Frise nous permet d'espérer, par l'origine et la conformation des reproducteurs, les plus beaux rendements en lait et même en beurre. C'est en effet en Frise que l'on voit la quantité de lait s'élever jusqu'à 4.800 litres par tête et par an et la richesse en beurre atteindre jusqu'à 40 grammes pour 1.000. Cela ne justifie guère la réputation faite en France aux vaches hollandaises de donner du lait particulièrement pauvre. Ne cherchons donc pas ailleurs qu'en Hollande les reproducteurs dont nous avons besoin pour améliorer notre race locale. N'avons-nous pas

ESPÈCE BOVINE

Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par diverses Sociétés d'Agriculture cantonales de l'arrondissement de Montmédy.

DATE de la mise en vente par la Société.	RACE à laquelle appartiennent les sujets importés.	LIEU D'ACHAT	NOMBRE de taureaux.	AGE MOYEN des taureaux.	NOMBRE de génisses.	AGE MOYEN des génisses	SOMME débourrée par la Société.	OBSERVATIONS
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture des cantons de Dun et de Stenay.								
24 févr. 1904....	hollandaise	Hollande (Frise)	12	7 à 11 mois.	»	»	francs. 430	Vente aux enchères ayant laissé à la
11 sept. 1904....	—	—	12	10 mois.	30	1 an.	»	Société un bénéfice de 830 fr.
sept. 1906....	—	—	2	1 an.	23	1 an à 18 mois	»	En 1906 achat de béliers mérinos.
13 oct. 1907....	—	—	3	10 mois.	24	10 mois.	1.473	
30 avr. 1908....	—	—	13	8 mois à 1 an.	»	»	1.652	
24 avr. 1910....	—	—	12	14 m. à 16 m.	»	»	2.975	
8 avr. 1912....	biene du Hainaut	Belgique	11	1 an environ.	»	»	687	En 1909 la Société importe des repro- ducteurs de race chevaline. Un achat de taureaux et génisses de race hollandaise projeté pour 1914 n'a pu avoir lieu.
1920.....	normande	Bayeux	»	»	24	15 à 18 mois.	1.450	Achat effectué en Normandie en
1921.....	—	—	2	16 à 18 mois.	41	—	8.000	raison des difficultés de transport
1922.....	hollandaise	Rotterdam	11	12 à 16 mois.	»	»	900	pour aller en Hollande, ces animaux
1924.....	—	Syndicat d'Elevage du Nord	8	18 à 20 mois.	»	»	1.100	de race normande ont aujourd'hui disparu.
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par le Comice Agricole de Montfacon.								
11 mars 1922....	hollandaise	Hollande	»	»	34 vaches.	»	»	Importées par la Société tiers man- dataire.
18 mars 1922....	—	—	10	1 an.	22 génisses.	12 à 18 mois.	7.568	
février 1924....	—	—	20	1 an.	»	»	4.250	
30 mai 1924....	—	—	8	12 à 18 mois.	10	12 à 18 mois.	»	
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par le Comice Agricole du canton de Spincourt.								
nov. 1925....	hollandaise	Hollande	8	1 an.	»	»	»	

constaté récemment encore la faillite lamentable des races flamande, fribourgeoise, normande et du soi-disant durham dans le rayon des sociétés voisines et chez quelques éleveurs dont la prudence est cependant indiscutable ?

» Marchons donc avec ténacité dans la voie où nous nous sommes engagés. C'est avec cet esprit de suite que nous contribuerons à grandir la renommée des marchés de Stenay et de Dun et que nous mettrons en valeur les superbes prairies qui font la richesse de nos cantons ».

Ces dernières lignes contenaient tout un programme d'action pour la société.

En 1905, nouvelle importation de reproducteurs appartenant à la race bovine hollandaise.

A l'une des réunions de 1906, M. Didier constate que les éleveurs du pays « ont eu recours à une véritable sélection en tournant, à l'instigation de la Société, leurs regards vers la race hollandaise ; celle-ci naissant en effet sur les bords de la Basse-Meuse, sur des alluvions transportées là-bas aux dépens de nos côteaux meusiens, ne trouve-t-elle pas chez nous à peu de chose près les mêmes conditions de nourriture et de climat ? »

Les années suivantes la société reste fidèle aux importations de reproducteurs hollandais. En 1911, elle consacre toutes ses ressources à l'organisation d'un concours agricole. En 1912, une introduction de taureaux de race bleue est décidée, plusieurs membres ayant élevé des critiques contre la race hollandaise accusée d'être trop délicate et de ne pas fournir assez de viande. Au début de 1914, la société songe à effectuer une nouvelle importation de reproducteurs bovins. L'achat de sujets de race bleue est repoussé au profit de l'acquisition de hollandais. Celui-ci projeté pour septembre 1914 ne put avoir lieu.

Depuis la guerre, cette société, présidée successivement par MM. Guinard et Visseaux, a orienté à nouveau les cultivateurs de ces cantons, dont le cheptel avait été entièrement détruit, vers l'élevage de la race bovine hollandaise. Cette conception ne semble

pas aller sans quelques dissidences, certains souhaitant le recours à la race bovine normande. Il faut espérer que tous les producteurs se mettront d'accord pour l'adoption d'un type unique et que la minorité sacrifiera ses préférences actuelles à la réalisation d'une homogénéité sans laquelle l'élevage local serait de moindre valeur. Ainsi le veut l'intérêt bien compris des éleveurs de cette région où l'on saura faire preuve de cette discipline et de cette continuité de vues sans lesquelles aucune amélioration d'ensemble n'est possible.

Comice agricole du canton de Montfaucon.

M. Freminet, éleveur expérimenté, conseiller d'arrondissement et actuel président de cette société, veut bien, confirmant notre documentation, nous écrire :

« De 1890 jusqu'en 1914, aucune directive ni aucun esprit de suite n'ont présidé aux achats de reproducteurs effectués par le Comice en vue d'améliorer l'élevage local. Il a été acheté des durham vers 1893, des normands vers 1898, des flamands en 1902, pour revenir aux bovidés de race hollandaise quelques années plus tard.

» Après-guerre, du bétail d'un peu toutes races a été amené par les cultivateurs. La société fait actuellement tous ses efforts pour améliorer la population bovine et les éleveurs sont nettement orientés vers le hollandais ».

Sous l'impulsion de M. Freminet qui a parfaitement distingué les deux graves défauts de l'action entreprise avant-guerre (absence de directive et manque de suite), le Comice agricole saura rallier les agriculteurs de ce canton à un effort persévérant et de sens unique. Le croisement continu que représente les recours successifs aux taureaux hollandais devra être poursuivi jusqu'à complète uniformisation du cheptel.

Société d'agriculture du canton de Spincourt.

Depuis 1919, époque où il a fallu aborder cette tâche lente et délicate qu'est la reconstitution du cheptel, cette association a également favorisé l'implantation de la race hollandaise. Tout récemment encore, elle procédait, pour le compte de ses adhérents, à une importation de jeunes taureaux appartenant à cette race. Les ressources culturales et herbagères de ce coin de Meuse sont assez abondantes et l'élevage y est prospère.

Les diverses sociétés d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy agissent donc toutes actuellement dans le même sens et la population bovine de cette partie du département tend à acquérir de plus en plus d'unité.

IV. — ARRONDISSEMENT DE COMMERCY

Société d'agriculture de l'arrondissement de Commercy.

Nous empruntons à l'ouvrage de M. Prudhomme ce bref aperçu sur l'action entreprise de 1836 à 1891, dans le but d'améliorer l'élevage bovin.

« La Société d'agriculture de Commercy fit, au début, l'achat de taureaux provenant de la Franche-Comté; mais en 1839, elle abandonna cette race trop peu productive en lait pour prendre la grande race suisse des cantons de Berne et de Fribourg; puis ayant remarqué que les sujets issus de ces races, lorsqu'ils ne recevaient pas une riche et abondante nourriture, étaient décausés, hauts sur jambes, à cuir et à fanon trop développés, elle décida de faire acheter des taureaux, partie dans les cantons de Berne et de Fribourg comme précédemment, partie dans le canton de Schwitz; elle continua ce mode comparatif pendant douze années : de 1842 à 1853 inclus.

» Depuis 1854 jusqu'à ce jour, la race Schwitz seule a été introduite » (J. Colson).

Cette société, qui considérait que le perfectionnement de la population bovine du pays devait résulter de l'acquisition de types améliorateurs empruntés à d'autres races, eut le grand mérite de s'arrêter à une race déterminée et de s'en tenir longtemps à cette seule race.

Au cours d'une petite période de tâtonnement, elle détermina, expérimentalement en quelque sorte, quelle était la race la plus adaptée au milieu et la plus en rapport avec le genre de production auquel se livrent les cultivateurs.

A l'Assemblée générale du 7 juin 1891, M. Jules Colson, président, développant et précisant les considérations dont devait s'inspirer quelques mois plus tard M. Prudhomme, s'exprimait ainsi :

« La Société d'agriculture d'arrondissement a toujours recherché avec le plus grand souci quelles étaient les races propres à améliorer la race locale, celles qui convenaient le mieux à l'arrondissement, soit au point de vue de la bonne conformation, soit à celui de l'acclimatement et des demandes du commerce. Après avoir fait autrefois un essai comparatif entre les races de Berne et de Fribourg et la race schwytz, sur la demande des producteurs, elle s'est décidée pour cette dernière race qui, moins grande, plus laitière que les premières, répond mieux aux ressources du pays et est la plus recherchée par le commerce ».

C'était là le langage du bon sens conforme aux enseignements de la science zootechnique et de la pratique de l'élevage.

Ces sages directives étaient encore suivies en 1903, époque jusqu'à laquelle il ne fut importé que des taureaux de race brune ; mais, depuis plusieurs années déjà, le choix de la race était bien souvent remis en question sans qu'une majorité arrivât à se prononcer en faveur d'un autre type de reproducteur.

En 1904, les partisans du changement devaient l'emporter et le 25 mai la décision suivante était prise : 6 taureaux de race hollandaise seront achetés ; les amateurs qui voudront faire revenir des génisses bénéficieront du transport et les achats demandés seront effectués par les délégués chargés de faire l'acquisition des taureaux.

Nouvelle importation de sujets hollandais en 1905. En 1906, sur la proposition de M. Barrois, qui succéda comme président à M. Prudhomme, la Société vote une somme de 1.800 francs à répartir en primes pour un concours d'animaux de l'espèce bovine. Il est décidé que ce concours comprendra 3 catégories :

1° Race hollandaise ;

2° Race schwitz ;

3° Race croisée.

Chacune de ces catégories se subdivisera elle-même en sections pour les taureaux, vaches et génisses. A ce concours, il n'y eut que 2 taureaux métis présentés, tous les autres, et ils étaient nombreux, étaient de race pure.

Sauf en 1910, où la Société achètera encore des taureaux de race hollandaise, elle aura recours de 1907 à 1913 et quand les dispositions réglementaires le permettront à des importations de reproducteurs appartenant à la race brune des Alpes. L'Association, dans l'impossibilité de maintenir l'adhésion de tous ses membres au type schwitz, donne successivement satisfaction aux deux tendances.

Combien il eut été préférable dans l'intérêt de l'élevage local que l'on persistât dans l'application de la méthode si longtemps en honneur : importation de taureaux de race brune et croisement continu des vaches du pays avec ces animaux.

Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement de Commercy.

Après la guerre, la Société d'agriculture d'arrondissement, présidée par M. Zeer, a laissé l'initiative des importations de reproducteurs bovins à la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement dont M. Mirouel, conseiller général, dirige les travaux avec beaucoup de compétence. La Fédération, comme cela s'est passé de 1903 à 1913, se faisant en ce qui concernait l'espèce bovine l'écho des demandes des éleveurs, a importé des reproducteurs hollandais et schwitz. Toutefois les achats de sujets de race brune ont gardé une prédominance marquée. L'Office

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture de l'arrondissement de Commercy.

DATE de la mise en vente par la Société.	RACE à laquelle appartiennent les sujets entiers	LIEU D'ACHAT	NOMBRE de taureaux.	AGE MOYEN des taureaux	NOMBRE des génisses.	AGE MOYEN des génisses.	SOMME déboursée par la Société. francs.	OBSERVATIONS
1888.....	brune des Alpes	Suisse.	5	1 an.	»	»	155	La Société consacre ses ressources à l'organisation d'un concours, 1897. La Société n'a rien prévu en 1898 pour l'amélioration des bovidés, 1898. Achats empêchés en raison de l'éclatance de la fièvre aphteuse, 1899. Frontière fermée, pas d'achats en 1900-1901. En 1906 il n'a pas été importé de reproducteurs. En 1908 et 1909 les achats de taureaux schwitz projetés ne peuvent avoir lieu en raison de la fermeture de la frontière. En 1912 il est décidé que les taureaux seront vendus à leur prix d'acquisition, la Société ne prendra à sa charge que les droits de douane.
oct. 1890.....	—	—	6	1 an.	»	»	»	
4 oct. 1891.....	—	—	6	1 an.	»	»	1.400	
10 oct. 1892.....	—	—	4	1 an.	»	»	»	
oct.-nov. 1894.....	schwitz	—	4	11 mois.	4 génisses.	3 génisses de 18 m. 1 de 10 mois.	1.385	
3 nov. 1895.....	—	—	8	10 à 12 mois.	»	»	1.422	
oct. 1896.....	—	—	6	10 à 12 mois.	»	»	1.308	
19 oct. 1902.....	—	—	6	1 an.	»	»	1.200	
4 oct. 1903.....	—	—	6	1 an.	»	»	1.365	
18 sept. 1904.....	hollandaise	Hollande.	6	1 an.	»	»	824	
oct. 1905.....	—	—	6	1 an.	»	»	990	
1907.....	schwitz	Suisse.	6	1 an.	»	»	750	
1910.....	hollandaise	environs de Rotterdam.	6	»	»	»	1.375	
23 oct. 1911.....	schwitz	Suisse.	5	15 mois.	»	»	738	
août 1912.....	—	—	6	5 de 15 à 18 m. 1 de 1 an.	15	»	1.500	

Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement de Commercy.

oct. 1921.....	brune des Alpes	Châtillon-s/-Seine.	7	3 de 6 mois 2 de 8 à 9 mois 2 de 10 mois	»	»	»	La fédération ni les associations agricoles n'avancent de fonds pour les achats, les propriétaires prennent les animaux au prix de revient, dont il est justifié. Ils reçoivent ensuite une prime de 20 0/0 du montant du prix d'achat accordée par l'O. A. D.
nov. 1922.....	—	Schwitz.	7	1 de 8 mois 6 de 10 m. à 1 an 2 de 6 à 7 mois	6	2 génisses pleines 3 de 15 mois 1 de 10 mois	»	
sept. 1923.....	—	—	9	5 de 8 à 9 mois 2 de 10 mois 5 de 9 à 10 mois	16	3 de 20 mois à 2 ans 1 de 16 mois 7 de 8 à 9 mois	»	
oct. 1924.....	—	—	7	2 de 8 mois 5 de 6 à 7 mois	8	1 de 10 mois 5 de 6 à 7 mois 3 génisses pleines	»	
nov. 1924.....	hollandaise.	Leeuwarden Frise orientale.	6	de 7 à 8 mois	8	6 de 8 à 9 mois	»	

agricole départemental a subventionné les acquisitions de taureaux appartenant à ces deux races.

Il y aurait avantage, ainsi que nous le démontrerons ultérieurement, à ce que l'on orientât l'élevage bovin de cette région dans une voie unique. Les associations agricoles, qui certes doivent exprimer les désirs de leurs membres, ont également pour mission d'étudier les propositions qui leur sont faites et de diriger les efforts des éleveurs dans le sens le plus conforme à l'intérêt bien compris de ces derniers. Elles doivent concerter et coordonner l'action de tous les agriculteurs et éviter autant que possible que ceux-ci ne s'engagent dans des voies diverses ou opposées.

Des concours itinérants ont été également organisés ces dernières années dans cet arrondissement par la Fédération, servant en quelque sorte d'intermédiaire entre les cultivateurs et l'Office agricole départemental. Comme dans les autres arrondissements, des primes de conservation ou des primes d'approbation ont été décernées aux meilleurs taureaux. Seuls ont été primés pour cette zone les sujets de race pure appartenant soit à la race hollandaise soit à la race brune.

Syndicat d'élevage de la race brune du canton de Commercy.

Récemment fondée sur l'initiative de M. Zeer, cette association se substituera avantageusement à la Société d'agriculture d'arrondissement ou à la Fédération pour la poursuite de l'amélioration de l'élevage bovin dans ce canton. La spécialisation du syndicat, la communauté de vues de ses membres sont autant de garanties de succès.

Comité d'agriculture des cantons de Saint-Mihiel, Vigneulles et Pierrefitte.

La destruction, au cours de la guerre, des archives de cette Société, fondée en 1882, nous a amené à avoir recours à l'obligeance de son dévoué trésorier, notre confrère Mahaut, qui a bien voulu nous donner les renseignements suivants :

ESPECE BOVINE

Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par diverses Sociétés d'Agriculture cantonales de l'arrondissement de Commercy.

DATE	RACE à laquelle appartiennent les sujets introduits.	LIEU D'ACHAT	NOMBRE de taureaux.	AGE moyen des taureaux.	NOMBRE de génisses.	AGE MOYEN des génisses.	SOMME déboursée par la Société.	OBSERVATIONS
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par le Comité d'Agriculture des cantons de Saint-Mihiel, Vigneulles, Pierrefitte.								
1891 et années suivantes de 2 ans en 2 ans.	Schwitz	Suisse.	5	»	»	»	»	Le Comité d'agriculture des cantons de St-Mihiel, Vigneulles, Pierrefitte importait de Schwitz, tous les deux ans, cinq ou six taureillons d'un an, quelquefois des génisses de 7 à 8 mois, les animaux étaient revendus à perte aux éleveurs. Prix de vente moyen 300 fr.
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par le Comice agricole du canton de Void.								
30 sept. 1906....	Montbéliarde	Doubs	4	»	6	18 mois.	»	Remise de 20 0/0 sur le prix d'achat.
2 nov. 1906....	—	—	3	»	17	dont 13 pleines.	»	
nov. 1910....	Schwitz	France	1	»	15	10 à 12 mois.	»	
1913.....	—	—	6	»	»	»	»	
Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'Agriculture du canton de Gondrecourt.								
1902.....	Montbéliarde	Doubs	5	14 mois.	»	»	»	Les animaux ont été cédés à prix coûtant, la Société n'étant appelée à aucun débours.
1906.....	—	—	5	—	»	»	»	
1909.....	—	—	5	—	»	»	»	

« A partir de 1891, le Comité d'agriculture des cantons de Saint-Mihiel, Vigneulles et Pierrefitte a orienté l'élevage bovin vers la race brune des Alpes. A cette fin, il importait du canton de Schwitz, tous les deux ans, 5 ou 6 taurillons d'un an, quelquefois des génisses de sept à huit mois. Ces animaux étaient revendus à perte aux éleveurs. Cela a duré jusqu'en 1913. L'année suivant l'achat, un concours était organisé et le total de la somme distribuée sous forme de primes aux bovidés de race schwitz atteignait environ 1.000 francs.

» Les acheteurs de jeunes taureaux habitaient plus particulièrement la vallée de la Meuse.

» Depuis la guerre, le Comité a donné la même orientation à l'élevage bovin de la contrée.

» En 1919, 200 vaches ou génisses de race brune, toutes en état de gestation, furent importées du canton d'Uri par le ministère des Régions libérées et réparties entre les sinistrés des environs de Saint-Mihiel.

» Par la suite, quelques-uns des reproducteurs mâles de race brune achetés par la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement sont allés dans nos trois cantons. Les acheteurs bénéficient d'une subvention de l'Office agricole départemental (atteignant 20 0/0 du prix d'achat). En plus, cet organisme, dans les concours de 1923 et 1925 ayant eu lieu à Saint-Mihiel, a primé les taureaux. A chacune de ces expositions, la Société a donné elle-même une somme de 850 francs répartie en primes aux femelles.

» On voit donc que l'Office s'est partiellement substitué aux sociétés cantonales pour la distribution d'encouragements aux éleveurs.

» Toutefois, depuis 1920, notre Comité a voté chaque année une somme de 1.000 francs pour encourager l'élevage des veaux mâles de la race schwitz nés dans le pays. Il est attribué de 75 francs à 150 francs par jeune sujet à condition que les animaux primés soient conservés et livrés à la reproduction dans le rayon d'action du Comité ».

La Société d'agriculture du canton de Saint-Mihiel, Vigneulles

et Pierrefitte, que préside M. P. Thonin, a eu la sagesse d'orienter les éleveurs vers un type invariable. Elle a ainsi très efficacement préparé le terrain à la création d'un syndicat d'élevage de bovidés de race brune, syndicat qui pourrait parfaire l'œuvre si malencontreusement interrompue et détruite par la guerre à laquelle cette région a payé un lourd tribut.

Comice agricole du canton de Void.

Cette société, fondée le 7 février 1904, s'est vivement intéressé à l'amélioration du bétail, mais il ne semble pas, au début tout au moins, qu'elle ait donné aux éleveurs du canton des directives bien nettes ainsi qu'en témoignent les renseignements fournis par notre aimable confrère Richier, l'actif secrétaire du Comice.

En 1904, ce groupement accorde, après visite des étables par une commission déléguée à cet effet, un certain nombre de primes dont le total s'élève à 385 francs. L'année suivante, un concours est organisé à Void. Dans chaque catégorie (taureaux, vaches ou génisses) les races sont confondues.

Le Comice procède à deux reprises en 1906 à des achats de montbéliards revendus ensuite à ses adhérents. 7 taureaux et 23 génisses sont ainsi introduits. Ces sujets bénéficient de primes de conservation en 1907.

Au concours cantonal qui a lieu en 1908, chaque race bovine a sa section. Les animaux exposés se répartissent ainsi :

Race schwitz.....	10 taureaux,	2 vaches,	9 génisses.
Race montbéliarde.....	6 —	10 —	9 —
Race hollandaise.....	1 —	» »	—
Croisements divers.....		16 —	9 —

Un même propriétaire présente :

1 taureau schwitz et 1 taureau montbéliard.

Ce fait, ainsi que la prédominance des croisements, donnent une idée du désordre de la production bovine à cette époque.

La société décide, en principe, au début de 1909 que désormais

les sujets améliorateurs seraient choisis au sein de la race brune des Alpes. Mais cette décision n'est pas irrévocable, car il est dit que si la frontière n'est pas ouverte à l'importation, les achats porteront sur la race montbéliarde. Aussi bien, en 1910, le Comice achète-t-il en France un taureau de race brune et un certain nombre de génisses de race montbéliarde.

Nouveau concours agricole organisé par la société à Void en 1912. La race schwitz, représentée par 6 taureaux, 5 vaches et 16 génisses, l'emporte sur la race montbéliarde qui ne compte que 2 taureaux, 8 vaches et 2 génisses à cette exposition; les taureaux montbéliards jugés inférieurs ne sont d'ailleurs pas primés.

La discussion est reprise en 1913 au sein du Comice sur le choix de la race bovine à laquelle doivent appartenir les taureaux : schwitz, montbéliarde ou hollandaise. L'accord se fait sur la race brune. Six taureaux schwytz achetés directement par les éleveurs doivent être visités par une commission qui appréciera si chacun de ces animaux mérite la subvention de 20 0/0 sur le prix d'achat offerte par la société.

Depuis 1919, les acquisitions de reproducteurs bovins sont effectuées par la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement. Celle-ci, à l'instigation de l'Office agricole départemental, n'importe que des sujets de race hollandaise ou de race brune, les seuls dont l'achat soit subventionné.

Ainsi que l'ont montré les concours agricoles qui ont eu lieu à Void en 1923 et 1925, la race schwitz est en faveur dans le canton et le temps ne paraît pas éloigné où elle aura l'adhésion de tous les éleveurs du pays. Il en résultera pour le plus grand profit de ceux-ci une uniformisation du bétail local et de plus grandes possibilités d'amélioration.

Au Syndicat d'élevage de la race brune des Alpes, récemment créé dans ce canton, il appartient de diriger les agriculteurs en vue d'une marche plus assurée et plus rapide dans la voie du progrès.

Société d'agriculture du canton de Vaucouleurs.

Cette association n'a jamais acheté de reproducteurs bovins dans le but de les rétrocéder à ses adhérents. Ceux-ci, pour l'acquisition de taureaux, se sont adressés soit à la Société d'agriculture d'arrondissement avant 1914, soit depuis 1919 à la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement de Commercy. M. Pol Marc, secrétaire de la Société, au profit de laquelle il se dépense sans compter, a bien voulu nous résumer comme suit ce qui a été fait :

« Avant la guerre, la société de Vaucouleurs a organisé quelques concours, mais sans but bien défini et sans chercher à perfectionner ou à encourager une race plutôt qu'une autre. Depuis, le manque de disponibilités n'a pas encore permis de reprendre ces expositions.

» Néanmoins, avec l'aide de la Fédération, la société a nettement orienté ses membres vers la production et l'amélioration des races schwitz et hollandaise. Le palmarès du dernier concours itinérant atteste que de grands progrès ont été réalisés. Dans tous les villages se rencontrent d'excellents taureaux de race pure, nettement améliorateurs. Il existe de très bonnes étables de sujets hollandais à Ugny, à Rigny, à Neuville, à Taillancourt; également de très bonnes étables de schwitz à Sauvigny, Goussaincourt et Champougny. Pour activer le mouvement améliorateur déjà bien commencé, les éleveurs envisagent la fondation de deux syndicats d'élevage bovin ».

La mise sur pied de ces syndicats, réalisée le 7 février 1926, est susceptible d'aider grandement au perfectionnement du cheptel local surtout si les rayons d'action de chacun d'eux sont bien distincts.

Société agricole du canton de Gondrecourt.

Les seuls taureaux que cette société ait fait venir pour le compte de ses adhérents étaient de race montbéliarde.

Depuis 1919, les cultivateurs, dociles en cela à l'impulsion donnée par la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement, semblent accorder leurs préférences aux reproducteurs de race hollandaise. Le dernier concours cantonal organisé par l'association a prouvé que cette race était cependant loin d'être généralisée, la plupart des sujets présentés étant issus de croisements divers.

Plus que partout ailleurs, il y a dans ce coin de l'arrondissement un gros effort à faire pour sortir la population bovine actuelle de son hétérogénéité et de sa disharmonie.

L'agriculteur averti qu'est M. Dussaux, président de la Société, aidé par notre confrère Bregard, ancien président, et par M. Huon, cultivateur ami du progrès, pourra certainement mener à bien la tâche qui s'offre à lui : fixation de la race bovine à laquelle il convient de demander des taureaux ; ralliement de tous les éleveurs au point de vue dominant ; poursuite de l'action entreprise jusqu'à la réalisation dans la région d'un type de bovidés unique.

La fondation d'un syndicat d'élevage cantonal favoriserait l'obtention de ce résultat.

OU NOUS EN SOMMES ACTUELLEMENT

Cette revue de l'action exercée par l'ensemble des sociétés agricoles ou des quelques syndicats d'élevage bovin existant dans la Meuse, montre qu'un effort a été fait, depuis 1905 surtout, dans le sens d'une réalisation de l'homogénéité de la population bovine, effort qui s'est exercé localement puisqu'il ne saurait être question d'arriver à une uniformisation d'ensemble pour le département : la race schwitz, en dépit de l'extension que semble devoir prendre la race hollandaise, devant toujours peupler une partie des étables de l'arrondissement de Commercy.

Cette tendance à l'uniformité s'est encore accusée depuis la guerre, bien qu'au début l'œuvre de reconstitution du cheptel, obli-

geant à faire des achats au petit bonheur, ne lui fût pas favorable. D'ailleurs, l'Office agricole départemental, indiquant à l'avance les initiatives qu'il entend subventionner, fixe en quelque sorte étroitement celles qu'il appartient aux sociétés d'agriculture de prendre. L'influence ainsi exercée par lui sur ces diverses sociétés a été, en ce qui concerne l'élevage, plutôt heureuse.

Sur les indications, en effet, de son conseiller technique, le directeur des Services agricoles, l'Office a décidé de n'encourager que les achats de reproducteurs de race pure et il s'est efforcé d'amener les associations à se rallier, pour une région et une espèce donnée, à une seule race autant que possible.

CHAPITRE III

I

DE LA NÉCESSITÉ OU L'ON S'EST TROUVÉ DE RECOURIR POUR AMÉLIORER LA POPULATION BOVINE A DES REPRODUCTEURS DE RACE PURE PRIS HORS DU DÉPARTEMENT

Il n'y avait, comme nous l'avons vu, pas de race locale dans la plus grande partie du pays vers 1900. On ne pouvait songer alors à dégager d'une population bovine, véritablement en état de variation désordonnée, soumise aux croisements les plus changeants et le plus divers, un type indigène que, par sélection, on se fût efforcé de multiplier.

La mise en œuvre de la sélection, « méthode consistant à faire reproduire des individus choisis en vue de la conservation et de l'amélioration d'une race » (P. Dechambre), implique avant tout l'existence de celle-ci ou tout au moins la possibilité de retrouver les formes primitives de la race locale : ce qui n'était pas le cas. D'autre part, la sélection, si du fait qu'elle s'exerce en partant du seul bétail existant dans le pays, met à l'abri des risques de l'acclimatement, ne permet du moins qu'un acheminement lent vers le progrès, et lorsque le chemin à parcourir pour obtenir un résultat sensible est trop long, mieux vaut prendre une voie plus courte et plus rapide.

A quoi eût servi d'ailleurs de choisir tous les reproducteurs sur place à l'époque indiquée ; ceux-ci du fait des croisements succes-

sifs et variés ne possédaient pas de qualités bien déterminées, réellement fixées. Ils pouvaient, dans leur descendance, reproduire non seulement leurs propres caractères, mais encore ceux de leurs différents ancêtres et donner ainsi des produits décousus, d'aptitudes variables. On n'était pas sûr d'obtenir avec eux ces résultats que l'on a avec des reproducteurs de souche ancienne qui, n'ayant dans leur ascendance que des sujets de même race, portent en eux-mêmes, de génération en génération, des aptitudes plus fortement enracinées, des caractères plus profondément imprimés et partant, plus hautement héréditaires, plus sûrement transmissibles.

Ainsi que le disait M. Didier, à la Société d'agriculture de Dun et de Stenay, les métis sont de mauvais reproducteurs, n'offrant aucune garantie de transmission de leurs propres qualités. Il fallait donc devant l'inexistence d'une race locale chercher à en implanter une, et ce ne serait que lorsque ce résultat serait en grande partie atteint qu'il pourrait être question d'améliorer, de mettre fructueusement en œuvre la sélection, c'est-à-dire l'amélioration de l'élevage local sur lui-même.

II

COMMENT AU DÉBUT ON NE PUT S'ENTENDRE SUR LE CHOIX DE LA RACE AU SEIN DE LAQUELLE SERAIENT PRIS LES SUJETS AMÉLIORATEURS

C'est ce dont ont bien eu conscience la plupart des sociétés d'agriculture qui, dans ce but, se sont mises à la recherche de la race à laquelle il convenait de demander régulièrement des reproducteurs d'élite et avant tout des taureaux. Mais malheureusement, c'est ici que les difficultés sont nées. Les membres de la plupart des associations ne sont pas arrivés à s'entendre, ou n'y sont arrivés que péniblement, sur le choix de la race amélioratrice, ce qui a entraîné, jusqu'à un certain point, la persistance dans la confusion dont nous ne sommes pas encore tout à fait sortis.

C'est ainsi que l'on a vu, depuis 1900, la Société d'agriculture

de Bar-le-Duc, qui avant avait fait appel aux races schwitz et flamande, s'adresser successivement aux races montbéliarde et hollandaise, puis à nouveau, en 1913, à la race schwitz. Ces choix divers ne nuisaient pas tant à ceux des membres du groupement qui avaient pris parti d'une façon bien déterminée — car en dépit des fluctuations d'une majorité incertaine ils restaient fidèles à leur type préféré — qu'à la masse des indécis qui attendent d'une société ou de l'élite de celle-ci des directives nettes et qui sont, en somme, plus que d'autres, solidaires d'un manque de suite ou d'un défaut de continuité.

CHAPITRE IV

I

LES RAISONS QUI DICTENT LE CHOIX D'UNE RACE

Du reste, le choix qu'il importait de faire était délicat, et, à la réflexion, on saisit parfaitement les hésitations et les avis divers qui ont pu se faire jour, l'inévitable tâtonnement des débuts; aussi nous donnons-nous bien garde de condamner qui que ce soit.

Nous voulons seulement expliquer.

Deux préoccupations dominent le choix de la race à implanter :

1° La concordance des milieux (sol, climat, habitat, genre de vie) entre le point d'où vient la race importée et celui où elle va nouvellement habiter;

2° La parfaite adaptation de cette race aux conditions économiques locales.

Et la plupart des discussions rencontrées à la lecture des comptes rendus sont venues de ce que les interlocuteurs — qui tous avaient un peu raison — n'envisageaient pas le même côté du problème ou n'allaient jamais au fond de la question.

Achetons des taureaux schwitz, disaient les uns; ils viennent d'un pays de climat rude où la nourriture n'est pas particulièrement abondante; ils sont rustiques, résistants, peu exigeants et s'adapteront parfaitement et commodément au pays.

Mieux vaut des montbéliards, reprenaient les autres; ils ont en germe, comme les précédents, des aptitudes laitières très

appréciables; ils s'acclimatent facilement, d'autant mieux que leur aire géographique est plus proche; ils donnent des produits d'un plus grand développement, plus pesants et plus avantageux à vendre pour la boucherie en fin de carrière.

Erreur, affirmait un troisième groupe, il nous faut du hollandais. La vache hollandaise a un rendement quantitatif en lait bien supérieur à celles des autres races; dans la région, en raison du développement pris par les fromageries qui recherchent et achètent le lait, nous sommes naturellement orientés vers la production laitière maxima; nos vaches nous rémunèrent de nos peines, de notre travail, des aliments que nous leur procurons non pas tant par le prix d'ailleurs peu différent que nous les vendons à la boucherie au moment de leur réforme, mais bien plutôt par le lait qu'elles nous donnent presque journellement pendant un bon nombre d'années. Plus elles nous fournissent de litres de lait, moins elles nous coûtent cher à nourrir, plus elles laissent de bénéfices.

Autre raison enfin, la vache très bonne laitière, la hollandaise notamment, est l'objet d'une demande active de la part du commerce qui, dans le but de la diriger sur les étables des laitiers nourrisseurs, la paie un prix fort élevé.

Tandis que les premiers songeaient surtout aux possibilités d'acclimatement, les derniers ne considéraient que le développement, la prééminence d'une aptitude qui répondait plus étroitement au genre de production défini par la demande locale.

A ce point de la discussion, il importait de savoir quelle considération devait avoir la priorité.

Fallait-il rechercher avant tout l'identité de milieu avec le pays d'origine de crainte que l'animal perde ou ne transmette pas ses aptitudes ou au contraire s'en tenir de préférence aux raisonnements qui semblaient plus directement inspirés de l'intérêt immédiat du producteur?

On peut penser que seule l'expérience pouvait départager les contradictoires. Et c'est sans doute pour cette raison, à laquelle il faut joindre l'espoir d'un gain plus important, que la majorité des adhérents de la plupart des sociétés s'est d'abord ralliée aux envi-

rons de 1906 aux importations de reproducteurs hollandais. Mais l'expérience ne devait sans doute pas être concluante pour tous puisqu'après l'adoption comme améliorateur du taureau hollandais aux Sociétés de Bar-le-Duc, de Montiers-sur-Saulx, de Verdun, de Commercy même, on a vu cette race bovine momentanément ou définitivement abandonnée par quelques-uns.

A quoi faut-il attribuer la diversité des conclusions? A ce que les expériences zootechniques exigent la mise en jeu de facteurs extrêmement nombreux qui ne sont jamais complètement identiques d'une exploitation à l'autre, et aussi à ce qu'il n'est guère possible de déterminer avec une précision mathématique les aptitudes que détient en puissance un jeune animal, choisi même en s'entourant des meilleures garanties. Tel agriculteur alimente mieux et plus régulièrement ses animaux, les entoure de soins plus attentifs, les place dans d'excellentes conditions hygiéniques, améliore ses récoltes par un judicieux emploi des engrais, amende ses pâturages et réalise au total autour de son bétail toutes les conditions d'un heureux épanouissement. Si, avec cela, il a eu la bonne fortune de tomber sur un taureau « qui a bien tourné » et s'est montré « bon raceur » il aura pleinement réussi avec le reproducteur adopté, celui-ci fût-il d'une race exigeante.

C'est exactement ce qui s'est passé à la suite des importations de taureaux ou même de génisses de race hollandaise. Ces animaux ou leurs produits ont dégénéré et n'ont causé que déception dans les étables où ils n'ont pas trouvé les éléments d'un bon développement (alimentation trop parcimonieuse ou trop grossière, absence d'aliments concentrés, pauvreté des pâturages ou maintien trop prolongé en stabulation). Par contre, ils ont donné satisfaction dans la presque totalité des exploitations où l'on s'est montré ami du progrès cultural et soucieux de mettre à la portée des bovidés une alimentation en rapport avec leurs exigences.

Il ressort de tout cela que ce que l'on a coutume de définir sous le terme générique de milieu — ce qui exprime l'ensemble des conditions de vie des animaux dans un pays donné — comprend à côté d'éléments naturels tels que le climat, l'état hygrométrique de l'air, sur lesquels l'homme n'a que peu d'action, d'autres élé-

ments (alimentation, conditions hygiéniques, mise au pâturage pendant toute la belle saison) qui sont sous sa dépendance directe.

Le milieu est donc modifiable dans une certaine mesure, dans une large mesure même, et il n'a, de ce chef, qu'une importance toute relative dans le choix de la race à implanter lorsque l'on a la possibilité et la volonté bien arrêtée de tenir compte du genre de vie de cette race, de s'inspirer dans son propre élevage des conditions d'élevage du pays d'origine. D'ailleurs, les descendants auraient-ils à la longue tendance à perdre les qualités originelles que l'on pourrait remédier à cet inconvénient.

Par contre, les débouchés que les produits agricoles trouvent dans le pays, l'aspect du marché local commandent impérieusement la production. Il est de l'intérêt même du cultivateur, qui ne peut guère influencer sur elles, de se plier aux circonstances économiques qui l'entourent. Sa prospérité sera, en somme, proportionnée à son étroite adaptation à celles-ci.

Il est indispensable d'indiquer ici toute l'importance prise par l'industrie laitière dans le département où elle est particulièrement florissante.

M. Prudhomme, dans un article donné en 1902 au journal *Le Cultivateur de la Meuse* sur la production laitière du département, après avoir indiqué que la fabrication du fromage était très ancienne et très répandue surtout dans la région de Void, Saint-Aubin ou à proximité des relais établis sur le parcours des diligences, écrit : « Mais la production industrielle du fromage dans la Meuse ne fut réalisée qu'en 1856 par M. Bailleux Adrien ; il installa à cette date à Maison-du-Val (commune de Noyers, arr. de Bar) une fabrique de fromages qui a été et peut être encore aujourd'hui considérée comme la plus importante de toute la région du nord-est de la France. En 1873, elle était alimentée par 2.123 fournisseurs répartis dans 134 communes de la Meuse et de la Marne. La masse de lait traitée à cette époque était d'environ 4.209.120 litres. Actuellement, cet établissement dirigé par MM. Desoutter et H. Fauré, traite jusqu'à 20.000 litres par jour achetés à plus de 1.500 fournisseurs.

» Depuis 1856, de nombreuses fromageries se sont organisées sur

tous les points du département à telle enseigne qu'on en compte à ce jour 49 ».

Nous avons a nouveau et récemment fait le recensement des fromageries du département et, bien que la guerre ait entraîné la disparition de quelques-unes d'entre elles, nous sommes arrivés au même chiffre que M. Prudhomme. Il se crée d'ailleurs de nouvelles installations chaque année.

Ces établissements, tous prospères, abondent surtout dans les arrondissements de Bar-le-Duc et de Commercy où il n'est pas de commune qui ne reçoive la visite journalière d'un laitier. Il existe aussi, en dehors des industries mentionnées, à rayon d'approvisionnement d'étendue variable, nombre de fromageries de moindre envergure où des éleveurs disposant d'une bonne vacherie se bornent à traiter le seul lait produit par leurs vaches.

Si l'on ajoute à tout cela, indépendamment des propriétaires vendant eux-mêmes le lait en nature, les entreprises de ramassage de lait qui se sont constituées aux abords des villes et des centres industriels (bassin de Briey), on aura une idée exacte de l'importance des débouchés qui s'offrent à la production laitière vers laquelle sont tout naturellement aiguillés les agriculteurs du pays.

Le cultivateur subit d'assez près les conditions économiques locales, tandis qu'il garde dans une certaine mesure le pouvoir de conduire ou d'agencer son exploitation, non pas sans doute pour que des animaux d'une race importée vivent dans une ambiance analogue à celle de leur pays d'origine, mais pour permettre à ceux-ci de s'y acclimater sans grand dommage.

Dans les limites du cas particulier où il ne s'agissait que d'implanter la race bovine hollandaise, dont les capacités d'adaptation sont bien connues (n'en existe-t-il pas un noyau important et réputé aux États-Unis?), il est donc compréhensible et naturel que l'éleveur ne se soit pas arrêté à la différence des sols, des climats et des modalités d'élevage (au demeurant, cette différence est-elle si grande? En beaucoup d'endroits le sol est riche; le climat est généralement humide) et ait considéré comme primor-

diale l'indication d'introduire dans ses étables les animaux les plus aptes à la production laitière quantitative.

Ceci explique aussi qu'après des succès partiels ou momentanés (ceux par exemple qui ont entraîné le retour de la Société d'agriculture de Bar-le-Duc aux importations de taureaux schwitz en 1913, alors qu'elles étaient abandonnées depuis 1897) les cultivateurs, ayant sans doute reconnu les causes d'échec, soient dans leur ensemble très vite revenus à la race bovine hollandaise.

CONCLUSION

Il ne nous semble pas que l'on puisse condamner catégoriquement, sans appel, le choix de la plupart des sociétés, ratifié par le plus grand nombre des éleveurs du département. Nous avons montré comment cette détermination se soutenait; nous l'estimons, quant à nous, parfaitement défendable et nous pensons que dans le champ d'action de toutes les associations du département où la race hollandaise pie noire domine nettement aujourd'hui, il convient de persévérer dans la voie où l'on s'est engagé. Nous ne méconnaissions pas d'ailleurs les griefs que l'on fait aux animaux de cette race et nous verrons dans quelle mesure on peut pallier à ces inconvénients.

Ce sont surtout des bovidés de race hollandaise, ou issus de taureaux de cette race ayant déjà influé sur plusieurs générations, qui peuplent l'arrondissement de Montmédy en entier, l'arrondissement de Verdun à l'exception du seul canton d'Etain dans lequel l'on trouve à côté de la race hollandaise la race bleue, simple sous-race de la précédente, la presque totalité aussi de l'arrondissement de Bar-le-Duc, sauf quelques communes des cantons de Montiers-sur-Saulx et d'Ancerville où l'on demeure attaché au montbéliard; dans l'arrondissement de Commercy, la race hollandaise voisine avec la race schwitz qui, en bien des points, semble l'emporter encore.

Nous comprenons parfaitement que dans ce dernier arrondissement, où des reproducteurs de race schwitz ont été importés d'une

façon régulière depuis 1854, quantité d'éleveurs restent fidèles à cette race. Les vaches de race brune des Alpes ont des capacités laitières assez élevées, une judicieuse sélection peut permettre encore le développement de cette aptitude, et pour cette région, à ressources fourragères peut-être moins abondantes, où l'emporte la petite culture qui ne réalise ni aussi vite ni aussi aisément toutes les conditions du bon élevage, il est préférable que persiste et que s'étende même le noyau schwitz dont l'ancienneté témoigne d'une excellente adaptation au pays.

Comme on le voit, nous ne sommes pas intransigeant sur le choix de la race. Tout en pensant qu'il est sage de limiter étroitement le nombre de celles auxquelles il convient de faire appel pour le département, tout en estimant surtout qu'en un territoire donné, le plus grand possible (commune, canton ou mieux encore arrondissement), les éleveurs guidés par leurs sociétés respectives doivent rechercher l'unité, nous admettons que, là où le milieu est naturellement fertile, où les cultivateurs sont décidés à faire les sacrifices nécessaires pour bien nourrir et loger sainement leurs animaux, on obéisse sans réticence aux exigences économiques locales et que l'on ait recours à la race la plus spécialisée pour la production laitière. Nous souscrivons également aux adhésions données en d'autres points du département où l'on ne juge pas être en possession de tous les facteurs indispensables à l'entretien d'animaux perfectionnés, aux races plus rustiques, mais bonnes laitières cependant, que sont la schwitz et la montbéliarde. Cela toutefois à la condition expresse que les flots de chacune de ces races constitueront un noyau aggloméré, nettement délimité.

II

L'INDISPENSABLE CONTINUITÉ D'ACTION

Il est des considérations qui, peut-être autant que tous les arguments déjà invoqués, dictent la conclusion précédente : la nécessité de tenir compte de ce qui existe, celle aussi de ne pas modifier brusquement et successivement le sens général de l'effort

accompli dans une région donnée sous peine de perdre en partie le bénéfice de cet effort, de compromettre les résultats qu'un peu de persévérance eût permis d'obtenir. Les tentatives d'ensemble, celles qui, répondant à l'intérêt du plus grand nombre, avant d'être encouragées et conseillées ont d'abord été étudiées par un groupement, par une société, ne doivent pas être entrecoupées, changeantes, incohérentes. Il faut que l'on n'ait plus recours à des méthodes semblables à celles pratiquées de 1894 à 1906 par les Sociétés d'agriculture des arrondissements de Bar-le-Duc et de Verdun. Sous prétexte d'améliorer la population bovine dans l'arrondissement de Bar, on abandonne en 1895 les taureaux de race schwitz pour introduire ensuite des taureaux flamands puis des montbéliards et enfin des hollandais, tout cela en moins de dix années. On juge du chaos dans lequel fut plongé l'élevage local dont on allait répétant partout qu'il n'avait aucun caractère et partant aucune aptitude. On le représentait comme une macédoine de toutes les races, un amas décousu de métis au sein duquel il ne serait venu à l'idée d'aucun éleveur expérimenté d'acheter un reproducteur.

Supposons un instant que la Société d'agriculture d'arrondissement de Bar-le-Duc, tenant tête aux engouements successifs de quelques-uns de ses membres, ait réussi à maintenir jusqu'à la guerre, et même après, la décision prise depuis longtemps déjà et en vertu de laquelle on amenait tous les ans 10 ou 12 taureaux de race schwitz; il existerait dans la région, par suite du croisement continu avec les taureaux schwitz — ceux-ci infusant à chaque génération un peu plus de leurs caractères de race et de leurs qualités propres —, un élevage se composant de bovins, tous semblables entre eux, ayant l'aspect extérieur commun aux sujets de la race brune des Alpes, susceptibles de donner satisfaction aux plus exigeants. La vache schwitz est assez rustique; elle est généralement bonne laitière, aptitude que l'on eut pu développer en s'appliquant à ne conserver que les filles issues de mères ayant un rendement élevé; elle est aussi très recherchée par le commerce pour l'Algérie et le Midi (une vache est d'ailleurs achetée par les laitiers nourrisseurs, non pas tant en raison de sa race qu'en

raison de ses apparences de très grande laitière et il y a à ce propos des individus supérieurs dans toutes les races, individus dont on pourrait utiliser avec profit les descendants pour élever le niveau moyen de la productivité); enfin la fixation de la race, qui serait à peu près achevée, dispenserait presque totalement des importations et permettrait de trouver sur place des taureaux dont par l'ascendance on pourrait apprécier les aptitudes héréditaires, celles-ci à peu près inconnues pour les jeunes animaux mâles achetés à l'étranger, au cours moyen, et dans des conditions forcément aléatoires.

Nous venons ici de décrire ce qui s'est passé dans le Châtillonnais, partie montagnieuse de la Côte-d'Or où le sol est relativement pauvre, où les pâturages font plus ou moins défaut. Là, ainsi que dans la Meuse, on a fait appel autrefois au taureau schwitz comme améliorateur et l'on a heureusement persévéré dans cette voie si bien qu'il y a dans ce pays une homogénéité absolue du cheptel. La race étant bien enracinée, on a à peine recours aux importations et la population bovine locale s'améliore maintenant par sélection sur elle-même grâce à la constitution d'un syndicat d'élevage qui a ouvert un herd-book et mis en œuvre parallèlement le contrôle laitier, seul apte à déceler les meilleures laitières.

Fait paradoxal, cette région qui était, il n'y a pas très longtemps, considérée comme ne pouvant être qu'un médiocre pays de culture, tout au plus apte à l'élevage du mouton, s'est enrichie et s'enrichit chaque jour davantage par son élevage bovin aujourd'hui réputé. Le bétail en est très recherché par les amateurs de bonnes vaches laitières et y atteint un prix élevé. Les demandes sont telles que les achats y sont difficiles. L'acheteur n'a que le bénéfice d'échapper aux formalités et aux frais inhérents à l'importation.

Il ne s'agit ici que de donner un exemple des résultats qu'un pays beaucoup moins favorisé que la Meuse, du fait de la médiocrité de son sol, a pu obtenir par une action continue, persévérante et inlassablement poursuivie jusqu'à complète implantation de la race amélioratrice, jusqu'à substitution de cette race à l'ancienne population sans caractère distinct. Résultats aussi qui sont

le fruit d'une action concertée, disciplinée, de tous les cultivateurs d'une région ayant sagement abdiqué leurs préférences personnelles pour se rallier au mouvement d'ensemble qui se dessinait.

Loin de nous l'idée de souhaiter un retour à ce qui a été fait et de prôner dans l'arrondissement de Bar-le-Duc l'introduction de la race schwitz dont nous avons pris soin d'indiquer antérieurement que nous n'étions pas partisan étant donné l'orientation prise par l'élevage local dans les vingt dernières années; nous avons seulement voulu, par un exemple, marquer au profit de l'avenir, dans l'espoir d'être utile aux sociétés d'agriculture et aux éleveurs mêmes, combien il importait que l'action de ces sociétés, engagée après réflexion, après étude, après l'observation de tentatives heureuses, fût conduite jusqu'à ce que l'on ait obtenu le but que l'on s'est proposé d'atteindre. Certes, la tâche entreprise peut mériter quelques reproches, offrir quelques inconvénients, être imparfaite par certains côtés (quelle est donc l'œuvre qui n'en est pas là?). Mieux vaut néanmoins ne pas l'interrompre, ne pas détruire tout l'acquis, attendre patiemment, courageusement, l'épanouissement de ses efforts. Il est bien certain que lorsqu'on chemine vers le but lointain (et il en est souvent ainsi en élevage où il faut beaucoup compter avec le temps), courbé sous la fatigue, n'ayant pas encore le réconfort des réalisations, sentant davantage le poids du risque, on cède plus volontiers au découragement et l'on prête une oreille complaisante aux propos de ces esprits chagrins ou inconsistants qui excellent dans le seul art véritablement aisé : la critique. Les écouter, c'est se laisser entraîner à rebrousser chemin pour aborder une nouvelle voie plus longue encore que la première et tout aussi semée d'écueils.

Nous voulons donc espérer que toutes les sociétés d'agriculture du département qui depuis dix, vingt ans ou plus se sont appliquées à encourager l'implantation ou l'amélioration de la race hollandaise dans leur zone d'influence respective, que tous les syndicats d'élevage qui, avec une spécialisation plus étroite, viendraient à entreprendre une tâche identique ne se laisseront pas distraire de leur objectif en dépit des oppositions passagères et inévitables, en dépit même de quelques défections possibles; que ces associa-

tions marchent d'un pas toujours égal vers le but à atteindre et prennent toutes dispositions pour y accéder rapidement. Plus de ces changements brusques de direction qui désorientent l'éleveur et amènent la variation désordonnée dans l'élevage du pays; plus de ces essais, tantôt avec une race, tantôt avec une autre, qui sentent l'imprévu, le caprice, l'indécision, la courte vue. Une action forte, audacieuse, mûrie, aux bases étudiées, ayant pour elle l'unité, la durée, semblable à l'un de ces beaux chênes bravant les remous, solidement enraciné, à la tige unique et puissante, couronnée par une belle frondaison.

Ce qui est dit pour les sociétés d'agriculture ou pour les syndicats d'élevage bovin qui dans le département s'intéressent à la race hollandaise, s'adresse aux organismes de même nature qui sont aujourd'hui acquis, ceux-ci à l'implantation du schwitz (Syndicats d'élevage de la race schwitz de l'arrondissement de Commercy), celui-là à l'élevage de la race montbéliarde (Syndicat de Stainville), cet autre enfin à l'importation des taureaux de race bleue (Société d'agriculture du canton d'Etain).

III

L'UNITÉ NÉCESSAIRE

Au même titre que la persévérance et la continuité, l'unité doit être une des règles d'action du syndicat d'élevage bovin ou de toute société d'agriculture qui s'occupe de cet élevage. Par là, nous entendons qu'une association agricole de champ peu étendu ne saurait sans dommage encourager simultanément l'achat de reproducteurs bovins appartenant à deux races différentes dans sa sphère d'action. En agissant ainsi, elle court le risque de perpétuer sinon d'accroître la confusion.

Prenons, par exemple, le cas de l'arrondissement de Commercy, le seul d'ailleurs où l'on trouve à la fois des bovidés de race hollandaise et de race schwitz. Il arrive à peu près fatalement ceci : un certain nombre de petits cultivateurs qui n'ont pas de taureau,

mais quelques vaches et génisses soit de race schwitz, soit de race hollandaise, soit même parfois de race montbéliarde, conduisent celles-ci indistinctement au taureau le plus proche, qu'il appartienne à une race ou à l'autre. Il en résulte, à côté des effectifs de race pure, toute une population bovine intermédiaire, mal définie, et d'une moindre valeur marchande qui dépare et déprécie l'ensemble. Il serait bon que dans la mesure du possible on évitât cela et qu'une société agricole donnée, comme la Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement de Commercy, par exemple, n'encourageât pas par l'intermédiaire de l'Office agricole départemental à la fois des importations de taureaux schwitz et de taureaux hollandais, comme nous l'avons vu faire en 1924.

Il n'est nullement question de critiquer les initiatives de la Fédération et de l'Office agricole départemental. Nous nous rendons parfaitement compte que ces organismes ont eu à faire face à une situation presque inextricable; ils ont voulu encourager et aider les éleveurs sans attendre la mise sur pied de syndicats d'élevage dont la constitution demande l'existence d'un état d'esprit que l'on ne peut faire naître du jour au lendemain. Nous voulons seulement que l'on cherche à mettre en œuvre ce principe de l'unité d'action qui nous est cher et qui n'est pas étranger, nous nous plaçons à le reconnaître, à l'Office agricole départemental, pas plus qu'aux dirigeants de la Fédération des Associations agricoles. Le passage suivant d'une lettre adressée, le 12 mars 1922, par M. Zeer, président de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Commercy, aux différentes sociétés cantonales, en témoigne :

« Quels sont les animaux qui se sont imposés à l'attention des éleveurs dans l'arrondissement de Commercy ? Ils appartiennent surtout aux deux races : schwitz et hollandaise, qui ont fait leurs preuves, et auxquelles il est sage dès maintenant de s'arrêter. L'Office agricole départemental a, de son côté, déclaré n'accorder des subventions pour importation, et des primes d'approbation et d'encouragement, dans l'arrondissement de Commercy, que pour les reproducteurs mâles appartenant à ces deux races. Tenons-nous

en donc aux animaux schwitz et hollandais et envisageons leur diffusion et leur amélioration.

» S'il existait encore certains cantons bien définis pour chacune de ces races, la chose serait simplifiée, il suffirait de créer un syndicat cantonal; malheureusement il n'en est pas ainsi, puisque les étables spécialisées dans l'une aussi bien que dans l'autre, sont éparses, disséminées, non seulement dans chacun des cantons, mais même dans les communes, puisque dans certaines localités il existe parfois des éleveurs de bovins schwitz et aussi de bovins hollandais.

» La situation est, de ce fait, particulièrement complexe. La première pensée qui se présente à l'esprit est qu'il y aurait lieu de créer, pour l'arrondissement, un syndicat d'élevage applicable à la race schwitz et un syndicat d'élevage applicable à la race hollandaise. De cette façon, semble-t-il, chacun y trouverait son compte, au gré de sa préférence personnelle. Ce serait évidemment logique mais malheureusement ce n'est pas applicable.

» Un syndicat ne peut vivre exclusivement des cotisations de ses adhérents, s'il veut, comme c'est nécessaire du reste, encourager sérieusement et efficacement l'élevage et les éleveurs, c'est-à-dire faire œuvre utile et pratique — et c'est là le but et la raison même de sa création et de son fonctionnement —, il lui faut bénéficier, autant qu'il le peut, des subventions qui peuvent lui être accordées. Ces subventions sont normalement de deux ordres : subventions du département et de l'Etat, celle-ci étant subordonnée à la première. Or, il n'est possible d'obtenir l'une et l'autre *que pour un seul syndicat, poursuivant un but unique, dans un même rayon d'action.*

» Si tous les propriétaires de bestiaux de l'arrondissement étaient d'accord pour adopter une seule et même race de bovins, la chose serait simplifiée, et le syndicat d'élevage serait subventionné, mais si on crée deux syndicats dans le même rayon, un pour la race schwitz, l'autre pour la race hollandaise, aucun d'eux ne sera considéré comme régulier et aucun ne sera encouragé.

» Nous nous trouvons donc en face d'une difficulté réelle à laquelle on ne peut remédier que par le moyen suivant :

» Créer des syndicats communaux, les uns pour la race schwitz là où elle est exploitée, les autres pour la race hollandaise là où on en fait l'élevage, et lorsque ces syndicats seront organisés, avec leur autonomie propre, et qu'ils fonctionneront normalement, on pourra songer seulement à une union ou fédération d'arrondissement, afin de leur créer, à l'un et à l'autre, un lien unique et une unité de direction pour l'action commune. Il va sans dire que, de même que pour l'arrondissement, il ne peut exister dans une même commune, ou dans un même groupe de communes, qu'un seul syndicat d'élevage affecté, soit à l'une, soit à l'autre race, mais exclusivement à l'une d'elles, au détriment de l'autre ».

Ces lignes qui établissent bien le caractère ordonnateur, méthodique des efforts de notre distingué confrère, montrent que l'on a bien le souci de délimiter la zone d'élevage de chaque race, de ne pas les faire empiéter l'une sur l'autre et d'effacer cette zone de confusion dont nous parlions tout à l'heure.

Toutefois le texte relevé pourrait laisser croire que l'on prévoyait une Fédération d'arrondissement des syndicats d'élevage qui grouperait à la fois les syndicats d'élevage locaux de race schwitz aussi bien que ceux de race hollandaise. Nous inclinerions à penser, pour être fidèle à notre conception de l'unité, qu'il serait préférable qu'une fédération de syndicats d'élevage bovin ne puisse réunir, dans le cadre d'un arrondissement, que les groupements se consacrant à une même race.

Le mieux serait certainement, puisqu'il s'agit d'une région où de longue date on importe régulièrement et à peu près annuellement des reproducteurs schwitz, où ceux-ci ont donné de bons résultats, que l'on créât un syndicat d'élevage ou une fédération de syndicats d'élevage de la race brune des Alpes, englobant la plus grande partie de l'arrondissement de Commercy et s'efforçant d'amener la plupart des éleveurs à s'orienter vers cette race. Les cultivateurs restant au début en dehors de ce mouvement, ne se voyant ni dirigés ni secondés, s'y joindraient à la longue ; la prédominance des taureaux de race schwitz entraînerait d'autre part,

par le croisement continu, l'absorption progressive de l'élément hétérogène.

Il semble d'ailleurs que l'on soit encouragé dans cette voie du fait que la race brune des Alpes, actuellement dominante en beaucoup de points de l'arrondissement, prend encore de l'extension et développe son avantage. C'est ce qui se passe dans les trois cantons de Saint-Mihiel, Vigneulles et Pierrefitte et plus encore dans celui de Void où, d'après les renseignements que nous avons, la race hollandaise est nettement en décroissance. Le concours cantonal de Void en 1923 rassemblait :

Pour la race schwitz : 6 taureaux, 21 vaches et 7 génisses ;

Pour la race hollandaise : pas de taureaux, 5 vaches et 2 génisses.

En 1925, un concours analogue réunissait :

Race schwitz : 14 taureaux, 18 vaches, 13 génisses ; race hollandaise : pas de taureau, 5 vaches et 1 génisse.

Il y a donc un accroissement notable du nombre des sujets de race schwitz à laquelle appartenaient tous les taureaux.

La tendance, bien que moins nette doit être cependant identique dans le canton de Commercy.

Ne seraient donc susceptibles de rester étrangers à ce syndicat ou à cette fédération que les cantons de Gondrecourt et de Vaucouleurs et encore dans ce dernier, où l'on rencontre d'excellentes écuries de schwitz, plusieurs communes pourraient-elles s'y joindre.

Ce serait rendre service aux éleveurs que d'amener le plus grand nombre de ceux-ci et cela sur le plus grand espace possible à se rallier à un type unique. Tel paraît être le point de vue actuel de M. Zeer, créant à Commercy un Syndicat d'élevage de la race bovine schwitz qui gagnerait peut-être à s'étendre à plusieurs cantons.

S'il n'en était pas ainsi, la formation du Syndicat d'élevage bovin de Commercy n'en constituerait pas moins un précieux exemple que voudront mettre à profit les cantons où la race brune des Alpes est la plus répandue. Il serait ensuite facile de fédérer ces groupements à but identique afin de leur donner le lien nécessaire et l'impulsion commune.

Certes, les subventions proportionnellement plus fortes accordées par l'État aux petits syndicats d'élevage (syndicats communaux ou intercommunaux), de même que l'augmentation des encouragements résultant de leur plus grand nombre, militent en faveur de leur multiplication. Toutefois, il ne faut pas aller trop loin dans cette voie, l'émiettement des syndicats, bien que ceux-ci fussent groupés ou rassemblés en une fédération, risquant de nuire à la cohésion de l'effort régional.

La réalisation du projet — syndicat unique ou fédération de syndicats d'élevage de la race schwitz — n'est pas aussi simple qu'elle le paraît à l'exposé et il faudra laisser sans doute un syndicat d'élevage de la race bovine hollandaise se constituer par ailleurs dans l'arrondissement de Commercy. De toutes façons, ce qui serait essentiel, et ce qu'a très bien fait ressortir notre confrère dès 1922, s'il doit y avoir des syndicats locaux embrassant soit un canton, soit un groupe de communes, il est bien entendu qu'ils ne pourront s'intéresser qu'à une race à l'exclusion de toute autre et que les encouragements accordés dans ce cadre par le Syndicat et l'Office agricole départemental ne pourront aller qu'aux seuls éleveurs de la race choisie. Il est nécessaire que l'on aide dans une certaine mesure à l'apparition d'une discipline salubre et féconde lorsque celle-ci, au grand détriment de l'élevage du pays, tarde à se manifester.

Les idées directrices de ce développement pourraient être appliquées dans les deux cantons de l'arrondissement de Bar où l'on a déjà et où l'on veut encore importer puis élever la race bovine montbéliarde (cantons de Montiers et d'Ancerville). Il serait désirable que dans l'un et dans l'autre on recherchât les communes où la population bovine montbéliarde l'emporte et où la majorité des éleveurs sont acquis à cette race; ces localités seraient ensuite englobées en un ou deux syndicats d'élevage spéciaux (un par canton par exemple) et l'on n'encouragerait que l'élevage de cette race dans la sphère d'action de ces syndicats.

Le fait de subventionner dans un même village un achat de taureau hollandais et un achat de taureau montbéliard entraîne fatalement, qu'on le veuille ou non, dans la production du pays

un certain désordre dont nous avons déjà expliqué la genèse. Cette méthode est donc à délaissier au profit de celle que nous indiquons. Cette dernière peut heurter, tout au début, quelques intérêts particuliers, mais elle sert incontestablement l'intérêt général que l'Office agricole départemental et les associations agricoles ont seul en vue.

De même, il faut que l'implantation de taureaux de race bleue dans l'arrondissement de Verdun ne soit encouragée que dans le seul canton d'Étain, encore que, dans ce cas particulier, la chose n'ait pas la même importance, la race bleue et la race hollandaise étant proches parentes et se contrariant assez peu.

Afin que l'on ne se méprenne pas sur notre point de vue, nous spécifions que c'est aux sociétés que nous recommandons l'unité et la continuité d'action. Nous faisons toutefois les mêmes recommandations à l'éleveur en particulier avec cependant cette réserve qu'il s'appliquera avant tout à faire concorder l'orientation donnée à son élevage avec celle que préconise la société ou le syndicat de sa région auquel il adhère ou devra se joindre. A quoi servirait à l'agriculteur cette persévérance dans son effort si celui-ci était en marge de l'effort collectif local ? Il peut arriver à un grand éleveur de constituer à l'encontre de ce qui se fait dans son entourage, et hors de l'aire géographique de la race, un îlot sporadique d'une race bovine donnée, îlot qui comptera des sujets de valeur et pourra même être réputé ; mais le moyen et le petit cultivateur dont l'élevage est largement tributaire de l'ensemble, qui ne peuvent importer à la fois les sujets mâles et femelles de très grande origine d'une race tout à fait étrangère au pays, ont tout intérêt à se lier à l'effort dominant de la région, à s'incorporer à celui-ci pour l'amplifier et en bénéficier eux-mêmes.

CHAPITRE V

I

IMPORTANCE DE L'HOMOGENÉITÉ

Continuité, puis unité sont, en définitive, pour les associations agricoles les conditions de la réalisation de l'homogénéité dans l'élevage d'un département, d'un arrondissement, d'un canton ou d'une commune.

Plus cette homogénéité porte sur une région étendue, plus elle a de prix et surtout plus elle donne de valeur aux bovidés du pays, plus elle permet d'envisager le perfectionnement d'une race, de le pousser à un haut degré. Il faut que les éleveurs la réalisent à tout prix dans leurs étables, qu'ils se mettent d'accord et s'unissent pour qu'elle s'étende à la région. Il est nécessaire enfin que les sociétés agricoles ou les syndicats d'élevage donnent des directives qui conduisent à cette homogénéité et n'accordent d'encouragements qu'en fonction de sa réalisation.

Elle offre d'immenses avantages ; il est tout d'abord à remarquer que les régions où l'élevage est réputé et les bovidés particulièrement recherchés sont uniquement celles où le bétail est homogène, c'est-à-dire où tous les animaux de l'espèce bovine sont de même race.

L'homogénéité implique, en effet, la pureté de la race, l'ancienneté de la sélection, la fixité des caractères et des aptitudes : autant de garanties de la puissance héréditaire, du pouvoir de transmission des qualités chez les reproducteurs. On conçoit donc

que les agriculteurs qui veulent des sujets améliorateurs évitent avec soin les contrées où ils savent que la population bovine, plus ou moins mélangée, est quelque peu adultérée et abâtardie. Et c'est précisément cette vente des reproducteurs d'élite, des sujets de bonne souche qui plus que toute autre est rémunératrice.

Si, grâce à l'action concertée de l'Office agricole départemental et des associations d'élevage, jointe à la bonne volonté des éleveurs, et par l'emploi continu du taureau hollandais, on arrive dans toutes les parties du département où la race hollandaise est prépondérante, c'est-à-dire dans la presque totalité des arrondissements de Montmédy, Verdun et Bar-le-Duc, à l'implanter définitivement, à faire disparaître complètement les bovidés d'autres races et les métis, à substituer à l'ancienne population instable et indéterminée un bétail uniforme, bien fixé, on voit quels suppléments de débouchés il en résultera pour l'élevage bovin du pays. Il n'y aura presque plus lieu d'avoir recours aux importations ; on trouvera sur place la plupart des taureaux nécessaires ; les amateurs de vaches laitières à grand rendement, sachant qu'il existe ici à l'état pur un noyau de la race la plus spécialisée qui soit dans la production laitière, viendront en grand nombre acheter sur place ; les commerçants du Midi, ceux d'ailleurs qui recherchent la vache ou la génisse hollandaise et vont parfois jusqu'à l'aller chercher en Hollande, toujours partisans du minimum de frais, feront leurs acquisitions au plus près dès qu'ils sauront y trouver à coup sûr des sujets de choix.

Ces réflexions s'appliquent d'autant plus exactement à l'élevage hollandais dans la Meuse que les restrictions sévères apportées à l'importation ou même que les simples difficultés d'achat à l'étranger constituent une sorte de protectionnisme dont ne sauraient bénéficier ici des races bovines françaises que l'on préfère, ayant toute facilité pour cela et en raison du choix que l'on y trouve, acheter à leur pays d'origine.

Ce qui est vrai pour la région, l'est également pour une étable prise en particulier. Un cheptel réunissant des bovidés de races différentes ou issus de croisements variables dénote un manque

de suite, une absence de méthode à la base de l'élevage; ce qui enlève toute confiance dans sa qualité.

Si le fait d'arriver à l'homogénéité représente déjà le fruit d'un effort de perfectionnement heureux et prolongé, il est aussi pour l'avenir le gage d'une amélioration incessante de l'élevage local. Dès l'instant qu'une population bovine est homogène, que tous les animaux qui la composent possèdent les caractères d'une race bien définie, la poursuite de son amélioration, la recherche de son adaptation la plus parfaite à la fonction économique envisagée se fait par sélection, opération qui consiste à choisir au sein de la race (soit dans son pays d'origine, soit dans son pays d'implantation) les meilleurs individus et à renouveler le troupeau avec la seule descendance de ceux-ci. On comprend aisément que plus le cheptel de la contrée sera uniforme, plus on aura de chances de trouver en grand nombre ces animaux de choix aux aptitudes et aux caractères bien enracinés qui sont, pour l'ensemble, des sujets améliorateurs, plus sera forte cette élite, indispensable avant-garde de tout progrès. Ce sentiment d'émulation, qui est un si puissant facteur du perfectionnement zootechnique, n'est vraiment bien développé que dans les contrées où tous les éleveurs se livrent au même élevage et ont naturellement à cœur de se dépasser. Cette rivalité toute pacifique n'a pas sa raison d'être lorsqu'il y a disharmonie, hétérogénéité dans l'élevage et que le cheptel, en raison d'une malencontreuse diversité, n'est pas comparable d'une étable à l'autre. Enfin, l'homogénéité est à la fois le plus sûr témoignage et la meilleure manifestation d'une discipline collective qui, en élevage, est une condition et une garantie du succès. Elle atteste que les éleveurs ont ce sens de leur intérêt bien compris qui exige la subordination de leur point de vue (peut-être juste en lui-même) aux conseils techniques, aux directives des associations et des syndicats, inspirés d'un plan d'ensemble dont la mise à exécution sans doute longue — mais en élevage on n'a jamais de bons résultats qu'à longue échéance — assure infailliblement l'amélioration de l'élevage et la prospérité agricole du pays si profitable à chaque cultivateur.

En résumé, l'uniformisation d'un élevage donné a de si heu-

reuses conséquences, elle est un tel facteur d'enrichissement, que sa réalisation doit être le but de tous les organismes qui, de près ou de loin, s'intéressent à l'élevage. Le choix de la race à implanter, sous réserve que celle-ci soit adaptée à la fonction économique et que l'on harmonise le milieu aux exigences de l'animal, n'est en quelque sorte que secondaire. Le principal est d'avoir dans une zone déterminée un effectif bovin composé d'individus de même type et de même race. La renommée de la production animale d'un pays est à ce prix. La plus-value et la vente plus aisée, consécutives à une plus grande demande, dédommagent amplement des sacrifices que les éleveurs ont pu faire en vue d'arriver au résultat proposé.

On comprend toutes les raisons de l'insistance précédemment apportée en vue de démontrer que, dans les questions d'élevage, les associations agricoles doivent donner une orientation unique et soutenue sans laquelle il n'est pas d'homogénéité possible et éviter désormais ces flottements, ces changements, cette simultanéité d'encouragements qui compromettent ou retardent sa réalisation.

II

SUBSTITUTION PROGRESSIVE D'UNE RACE BOVINE DÉTERMINÉE A UN BÉTAIL MÉLANGÉ.

MISE EN ŒUVRE ET AVANTAGES DU CROISEMENT CONTINU.

Ce problème de l'homogénéité nous amène insensiblement à rechercher comment on y accède pratiquement et avec l'aide des syndicats d'élevage ou des associations agricoles appliquant les principes déjà développés. Prenons, par exemple, le cas de la race bovine hollandaise pie noire que nous souhaitons rencontrer à l'état de pureté et à l'exclusion de toute autre race dans la majeure partie du département. Comment s'y prendre pour en arriver là?

Va-t-on, en même temps que l'acquisition de quelques taureaux, faire des achats massifs de génisses et de vaches hollandaises. Outre que la mise en œuvre de cette méthode est subordonnée à une entière liberté d'importation, cette façon de faire,

pour très rapide qu'elle soit, offre deux graves inconvénients.

Elle est extrêmement coûteuse et elle ne permet pas d'utiliser l'adaptation des vaches indigènes. Il semble préférable de procéder ainsi qu'il suit : les importations portent à peu près exclusivement sur les taureaux et l'on remplace petit à petit ceux provenant de croisements ou appartenant à des races diverses par des reproducteurs mâles de pure race hollandaise. Ces derniers, avec les vaches de pays, laissent des produits qui sont pour le moins des demi-sang hollandais. Les génisses demi-sang mises par la suite en présence d'un nouveau taureau de pure race hollandaise — ou même de leur père, lorsque celui-ci, parfaitement conformé s'est montré « bon racer », les génisses étant également bien établies (la consanguinité ou reproduction entre animaux ayant un lien de parenté est à la base de toutes les races bovines ; elle est à recommander lorsque les sujets des deux sexes n'ont pas de défaut) — donneront cette fois des descendants qui seront 3/4 de sang hollandais. Les nouvelles génisses ainsi obtenues, toujours avec un taureau de pure race hollandaise, mettront au monde des sujets encore plus voisin de la race pure.

En livrant ainsi les vaches du pays, puis leurs filles et ensuite leurs petites-filles..., etc., à des taureaux de race pure, on arrive à avoir au bout d'un petit nombre de générations (cinq à six au plus, ce qui représente un minimum de quinze à dix-huit ans) des sujets qui possèdent tous les caractères de la race d'où proviennent les taureaux successifs et qui peuvent être considérés à leur tour comme étant de race pure. De cette manière, on substitue lentement, progressivement, une race donnée à une population en état de variation désordonnée. Cette méthode qui ne nécessite que l'achat d'un petit nombre de reproducteurs mâles est tout d'abord économique ; elle est surtout appréciable en raison de ce qu'elle permet un acclimatement progressif de la race que l'on veut introduire, les produits femelles bénéficiant toujours de l'accoutumance au milieu possédée par les mères constamment nées et élevées sur place.

Ce dernier avantage est particulièrement précieux en ce qui concerne l'implantation de la race bovine hollandaise. Celle-ci

venant d'un milieu parfois plus riche et de climat plus clément, la lenteur même de la substitution lui rendra le changement infiniment moins sensible et facilitera sa parfaite adaptation à laquelle s'opposerait peut-être une implantation brutale. Le temps assez long que durera l'absorption du troupeau local par la race hollandaise permettra également l'amélioration du milieu, l'enrichissement du sol, les progrès culturels, le développement des herbages, toutes conditions favorables aussi à l'acclimatement.

L'opération dont nous venons d'exposer le détail est connue sous le nom de croisement d'absorption, de croisement de substitution, ou encore de croisement continu. Ce dernier mot marque bien la persistance que l'on doit apporter dans le recours aux taureaux de race pure pour éviter les manifestations d'atavisme que sont les retours au type primitif défectueux. Le nombre d'années pendant lequel il serait bon de faire appel à l'importation a été indiqué. Hormis le cas où l'on disposerait d'excellents taureaux hollandais et de vaches de même race, absolument pures, aux qualités laitières éprouvées, il est bon de faire venir les reproducteurs mâles du pays d'origine où il ne peut y avoir aucun doute sur la pureté de la race. Ceci ne fait que vérifier une fois de plus la nécessité pour les sociétés d'agriculture d'agir avec persévérance. Enfin, la continuité des importations de taureaux hollandais permettrait, le cas échéant, de combattre efficacement la tendance à dégénérer que viendraient à marquer les descendants de l'important noyau de race hollandaise constitué dans le département.

L'implantation de la race schwitz ou celle de la race montbéliarde dans les zones qui leur sont respectivement dévolues pourrait également se faire par croisement continu, c'est-à-dire par la seule importation de taureaux ; mais, comme il s'agit là de races plus rustiques, moins exigeantes, d'un acclimatement plus facile, il n'y aurait pas d'inconvénient, pour aller plus vite, à amener en même temps quelques génisses et à constituer d'emblée des étables de race pure.

Nous avons été appelé au cours de ces trois dernières années à donner au ministère de l'Agriculture notre appréciation sur toutes les demandes d'autorisation d'importation formulées par

l'une ou l'autre des sociétés d'agriculture du département. Nous inspirant des considérations exposées dans les pages précédentes, nous avons toujours appuyé ces demandes et cela généralement dans les termes suivants :

« J'ai l'honneur de vous transmettre la demande du.... à l'effet d'obtenir une dérogation à l'arrêté ministériel interdisant l'entrée en France des bovidés en provenance de Hollande.

» Le caractère d'intérêt général de cette requête est établi du fait qu'elle émane d'un Syndicat d'élevage qualifié pour étudier et exprimer les besoins de l'élevage local.

» D'ailleurs, dès avant la guerre, les éleveurs de ce canton avaient accordé leurs préférences aux bovidés de race hollandaise qui peuplaient déjà en partie leurs étables. Si la parfaite adaptation de ces animaux au milieu est à la rigueur discutable, il n'est du moins pas contestable que ce sont ces sujets qui représentent pour les cultivateurs du pays l'exploitation économique la plus avantageuse.

» En effet, les fromageries abondent dans la région et, comme le lait n'est pas payé d'après sa teneur en matière grasse, le rendement quantitatif généralement élevé donné par la vache hollandaise est pour le producteur la qualité primordiale; on ne peut actuellement que suivre l'éleveur dans la voie où il s'est engagé et lui favoriser le recours à l'opération zootechnique la plus propre à accentuer l'homogénéité de la population bovine locale comme à améliorer l'élevage actuel : le croisement continu.

» Ce croisement, dit encore croisement d'absorption ou de substitution, réalisé du fait des importations successives de taureaux hollandais, permet d'implanter la race hollandaise dans le pays de la façon la plus économique et aussi la plus rationnelle, l'indigénat des mères étant mis à profit.

» Enfin, ces apports successifs de sang hollandais s'opposent à la dégénérescence de la race dans la région.

» Avis très favorable à la demande ci-jointe si les conditions sanitaires permettent d'y donner suite ».

CHAPITRE VI

I

DE LA SÉLECTION. — SES BASES

Lorsque la race bovine que l'on projette d'exploiter en dehors de toute autre dans une région à laquelle nous souhaitons des contours aussi nettement délimités que possible s'y trouve à peu près à l'état pur, l'opération zootechnique que l'on met en œuvre pour parachever l'homogénéité de l'élevage local et poursuivre son perfectionnement, s'exerçant désormais sans le secours d'éléments autres que ceux de la race propre (pris sur place ou dans le pays d'origine), cesse d'être du croisement continu pour devenir de la sélection.

Pratiquement, ces deux méthodes se chevauchent dans une large mesure et c'est insensiblement que l'une succède à l'autre. En même temps, en effet, que des taureaux sont importés en vue de poursuivre le croisement continu et d'accentuer l'uniformisation du cheptel, chaque cultivateur intelligent fait déjà de la sélection en conservant avec soin les génisses issues des vaches indigènes les mieux conformées et les plus laitières.

La sélection antérieurement définie a pour principe une judicieuse mise en relief des qualités individuelles et l'utilisation de l'hérédité pour les perpétuer et les développer. Elle exige donc un choix rationnel des reproducteurs, ce qui demande avant tout une connaissance rigoureuse des caractères de la race dont on fait l'élevage, une juste évaluation des beautés et des qualités chez les animaux

sur lesquels porte le choix. Ce dernier point implique que l'on sache établir entre les divers éléments d'appréciation, une hiérarchie qui classe chacun selon son importance ou que l'on donne à chacun un coefficient approprié.

A ce propos, M. le professeur Dechambre s'exprime ainsi dans le volume si intéressant et d'une lecture si profitable consacré par lui à « *La vache laitière* » :

« Les beautés d'un animal quoique toutes exigibles au point de vue de la perfection ne sont pas indispensables au même titre. Les unes sont dominantes, d'autres sont accessoires. C'est ce qui conduit à l'adoption d'une notation à échelle variable, d'un tableau de pointage qui pour la vache laitière peut être ainsi compris :

Conformation.....	1/2
Finesse.....	1
Beauté du pis.....	1
Signes empiriques.....	1/2

Cette notation, outre qu'elle met en garde l'éleveur contre la tendance qu'il a parfois à tenir compte trop largement de la conformation alors que le développement de l'aptitude laitière importe avant tout, « oblige à procéder à un examen complet et méthodique, favorise la comparaison et donne une expression précise de la valeur individuelle ».

Nous ne saurions mieux faire que d'emprunter encore à M. le professeur Dechambre les indications sur lesquelles on doit se baser pour le choix de la vache laitière et du taureau.

Choix de la vache laitière.

« Suivant les points de vue auxquels se place l'exploitant mais que dans la pratique il est difficile de séparer, la vache exploitée comme « machine à lait » sera examinée sous le rapport de la quantité puis de la qualité du produit qu'elle est appelée à fournir. Ce sont toujours, comme pour toute autre industrie, les notions

de rendement quantitatif et de rendement qualitatif qui interviennent pour dénoncer la valeur réelle de l'organisme exploité. Mais avant de rechercher la valeur individuelle, il convient d'opérer une première sélection sur les bases suivantes :

» 1° Eliminer les vaches qui appartiennent à des races chez lesquelles l'adaptation laitière est d'un intérêt industriel secondaire;

» 2° Celles chez lesquelles les fonctions de reproduction ne s'accomplissent qu'avec irrégularité (vaches nymphomanes, stériles, etc...);

» 3° Celles qui sont trop âgées, malades ou visiblement impropres à une lactation régulière;

» 4° Ecarter, en résumé, toutes les femelles qui, pour des causes quelconques, ne jouissent point de leur plein rapport économique ».

Examen de la vache laitière.

« Les caractéristiques essentielles de la vache laitière se classent en quatre groupes :

» La conformation;

» La finesse;

» La mamelle;

» Les signes empiriques.

» *La conformation.* — La vache spécialisée dans la production du lait doit posséder au plus haut degré les formes de la femelle, la morphologie générale apparaissant comme la synthèse des caractères sexuels secondaires. Elle aura, en conséquence, la tête fine, l'œil limpide, et le regard doux, l'encolure longue et grêle, la poitrine mince quoique descendue, l'abdomen ample, le bassin large, les hanches écartées, la queue longue et flexible.

» *La finesse.* — La finesse est encore un caractère féminin qui est à rechercher dans le squelette, la peau et les poils.

» Le développement non exagéré, voire la minceur du squelette, en harmonie avec la musculature et le tronc, est une qualité du même ordre que celle signalée chez les bêtes de boucherie. On l'appréciera de la même manière, par la comparaison entre les

membres et le corps. L'indice dactylo-thoracique 1/10 en exprimera le rapport favorable.

» Les renseignements fournis par *la peau* méritent une grande attention. La peau doit être fine, souple, mobile, se détacher facilement des tissus sous-jacents, être douce au toucher et rouler sans dureté entre les doigts. La souplesse et l'onctuosité sont des qualités dominantes, l'épaisseur étant influencée par le mode de vie de l'animal, à l'étable ou au pâturage. L'examen sera fait de préférence à l'encolure, sur les côtes et en arrière de la mamelle.

» *Le poil fin, court, lustré, onctueux* est à rechercher.

» *Les cornes* petites, effilées, lisses, sont un caractère féminin qui dépose dans le sens de la finesse générale, au même titre que *la minceur et la flexibilité de la queue*.

» *La mamelle*. — Le pis exige un examen complet, attentif et méthodique. L'observateur le verra donc successivement de profil, puis en arrière; il en appréciera les dimensions, la forme, la symétrie, l'irrigation vasculaire; il regardera l'implantation et l'aspect des trayons et cherchera à discerner, par la palpation, l'état du tissu glandulaire.

» Les bonnes mamelles doivent être volumineuses, flasques après la traite et élastiques quand elles sont pleines; elles tombent bien en arrière entre les cuisses et sont recouvertes d'une peau fine, douce et grasse, étendue, s'allongeant en arrière comme de la pâte garnie d'un poil fin, court, soyeux et sillonné en zig-zag par des veines nombreuses et apparentes.

» Les bonnes veines mammaires sont longues, grosses, tortueuses et aboutissent sous le ventre à de larges fontaines (portes inférieures du lait) permettant d'introduire facilement la première phalange de l'index.

» Cet ensemble sera complété par des trayons bien développés et percés, égaux, lisses, érectiles, gras au toucher, mous après la traite, régulièrement campés. Des trayons supplémentaires sont un bon signe.

» *Les signes empiriques*. — On englobe sous cette désignation les marques particulières dont la signification toute relative repose uniquement sur l'observation, tels que écussons et épis ».

En ce qui concerne le choix du taureau, voici comment s'exprime M. le professeur Dechambre :

« Le taureau devra posséder au maximum les qualités propres à sa race et provenir d'une souche estimable tant par l'ancienneté de ses origines que par ses aptitudes propres. Il joindra à cela des caractères généraux de conformation qui sont les suivants : la tête petite, le dos large et bien soutenu, le corps long et ample, la croupe musclée, la cuisse épaisse, la fesse descendue, le poitrail ouvert, les articulations solides, les canons courts ».

Dans quelques lignes consacrées à l'amélioration du bétail laitier, nous ajoutons en nous inspirant de l'enseignement du maître :

On ne connaît vraiment son taureau que le jour où l'on sait ce que valent ses filles, non seulement en elles-mêmes, mais surtout ce qu'elles valent comparativement à leurs mères. Une juste opinion ne peut d'ailleurs reposer que sur l'observation d'un assez grand nombre de produits, nombre susceptible de servir de base à l'établissement du pourcentage de filles bonnes laitières qu'il a laissées.

Un mot sur l'importance du taureau.

Un éleveur désireux de garder les produits de son étable gaspille de l'argent en faisant l'achat d'un taureau commun. Sa vacherie tombera promptement au niveau du mauvais taureau. Une vache inférieure transmet ses caractères à un seul sujet chaque année, par contre le mauvais taureau réapparaît dans un grand nombre de veaux. Il suffit d'une année pour juger une médiocre laitière. Le mauvais taureau n'est vraiment démasqué qu'au moment où ses filles commencent à donner du lait ; à cette époque, il a déjà influencé plusieurs générations. Enfin, une dernière remarque à ce propos : un taureau éprouvé, un bon taureau est à conserver le plus longtemps possible. Qu'il soit

cédé à un autre éleveur plutôt que d'être livré encore jeune à la boucherie. Plus l'éleveur à qui vous l'aurez vendu en tirera de bonnes génisses, plus les produits que vous aurez vous-même élevés seront connus et appréciés et partant plus vous pourrez les faire valoir.

Nous signalerons ici que l'on attend, et que les associations agricoles ne doivent pas se lasser de réclamer, une loi interdisant de livrer à la monte publique les taureaux de conformation défectueuse et de mauvaise origine, ainsi que ceux qui ne sont pas de race pure ou n'appartiennent pas à la race bovine locale. Quelques dispositions légales dans ce sens auraient une efficacité supérieure à ces primes distribuées dans des concours où l'on ne tient généralement compte ni de l'hérédité, ni de la puissance de rendement des bovidés, c'est-à-dire où l'on apprécie ceux-ci selon des méthodes désuètes.

II

LES FACTEURS DE LA SÉLECTION. CONTROLE LAITIER ET LIVRES GÉNÉALOGIQUES, LEURS CONSÉQUENCES HEUREUSES. SYNDICATS D'ÉLEVAGE.

Ainsi que l'a très judicieusement indiqué en premier lieu M. le professeur Dechambre, l'appréciation d'un animal de race laitière est avant tout fonction de son rendement ou de celui de sa mère.

C'est ce que notre éminent confrère Desliens, président de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), a également bien fait ressortir dans un article donné par lui à *La Terre de Bourgogne* (numéro spécial de janvier 1923).

Après avoir exposé qu'en dépit d'une spécialisation d'ensemble il y a dans une race laitière de grandes différences dans les aptitudes individuelles, susceptibles de faire varier du simple au double et même au triple le rapport d'un sujet au cours de sa carrière économique, M. Desliens ajoute :

« D'une façon générale, une comptabilité minutieuse fait ressortir que les bêtes très bonnes laitières sont seules rémunératrices ; les bêtes assez bonnes ne laissent pas de profit ; les animaux passables ne paient pas les frais qu'ils nécessitent ; ils vivent en parasites dans l'étable, c'est-à-dire qu'ils engloutissent le bénéfice que peuvent procurer les animaux d'élite.

» Il en résulte que l'éleveur, de même que le Syndicat d'élevage, doit orienter la sélection des animaux essentiellement en vue du développement et de l'uniformisation des aptitudes laitières.

» C'est que les aptitudes laitières individuelles sont hautement héréditaires ; elles se transmettent aussi bien par l'intermédiaire du taureau que par l'intermédiaire de la mère. La sélection doit consister à éliminer les moins bons animaux, à conserver le plus longtemps possible les sujets d'élite et à renouveler l'effectif avec leur descendance, à exiger surtout que tout taureau procède de parents remarquables par leurs aptitudes laitières.

» Cette sélection implique nécessairement l'évaluation préalable exacte des aptitudes laitières de chaque animal ou de ses procréateurs.

» L'examen extérieur des animaux ne donne à cet égard que des renseignements insuffisants et incertains. Sans doute, pour les bêtes en pleine lactation, les « caractères laitiers », à défaut d'éléments d'appréciation plus précis, c'est-à-dire l'apparence très efféminée des animaux, la finesse des téguments, surtout l'ampleur du pis, le développement des veines mammaires, donnent d'utiles indications. Mais ces indices manquent de rigueur ; ils sont parfois trompeurs, ils font presque complètement défaut sur les bêtes tarées, sur les génisses et surtout sur les taureaux.

» Il est bien téméraire de juger, par l'examen extérieur d'un taureau, quelles sont les qualités laitières qu'il détient héréditairement en puissance, sous une forme invisible et mystérieuse, pour ne les révéler d'une façon positive que dans sa descendance.

» La détermination exacte du rendement individuel ou des aptitudes héréditaires des animaux est précisément le but du contrôle laitier.

» Dans les pays comme le Danemark, où la production laitière ou beurrière constitue l'industrie nationale par excellence, le contrôle

laitier se pratique de la façon suivante : des agents spéciaux, rétribués par les associations d'éleveurs, se rendent périodiquement dans les exploitations ; ils apprécient, d'une part, la valeur nutritive de la ration alimentaire des animaux ; ils déterminent, d'autre part, la quantité de lait fournie par chaque animal aux deux traites journalières ; ils prélèvent, enfin, un échantillon de lait pour chaque bête afin d'en rechercher, par l'analyse, la teneur en matière grasse. Ce contrôle rigoureux révèle de grandes différences de productivité d'un animal à l'autre, qui sont insaisissables par l'examen des caractères extérieurs le plus attentif et le plus exercé. Le rendement individuel des animaux, quotidien, mensuel, annuel, est ainsi déterminé de la façon la plus précise.

» L'éleveur peut alors procéder en toute sûreté à la sélection de ses animaux, au choix le plus judicieux de ses reproducteurs. Les Danois ont accru d'un tiers, par le contrôle laitier, le rendement de leurs effectifs en quelques années ».

Au Congrès du contrôle laitier, organisé les 28 et 29 octobre 1925 par la Société nationale d'encouragement à l'agriculture, ont été très heureusement posées les règles générales à observer par tous les syndicats de contrôle laitier en vue de l'obtention des résultats comparables entre eux.

La méthode de calcul de la production laitière qui, en raison de sa simplicité même, a prévalu, peut se résumer ainsi : Tout d'abord, pour avoir des résultats exacts le passage du contrôle à des intervalles très réguliers (de mois en mois par exemple) est indispensable. Les résultats de tous les contrôles effectués au cours d'une lactation sont additionnés ; en divisant par le nombre total de ceux-ci la somme obtenue on a la production moyenne journalière ; cette dernière multipliée par le nombre de jours que compte la lactation donnera la production annuelle de la vache.



Il ressort des pages précédentes que pour bien juger un bovidé de race laitière, pour l'apprécier à sa juste valeur et faire une

sélection rationnelle on ne doit pas, comme cela se fait trop souvent, se baser simplement sur la conformation et les signes extérieurs de la faculté laitière ; il est bon de connaître le rendement en lait s'il s'agit d'une vache (celui de la mère s'il s'agit d'un taureau ou d'une génisse) et de tenir compte de l'ascendance.

L'origine a une importance primordiale. Les produits d'un animal donné auront infiniment plus de chances de bénéficier intégralement de ses qualités si celui-ci, au lieu d'avoir eu uniquement de bons ascendants immédiats, un bon père et une bonne mère, a été précédé dans la lignée par une longue série de sujets d'élite. L'action héréditaire d'un tel reproducteur est renforcée de tout l'appui apporté par les générations antérieures déjà perfectionnées. Les qualités individuelles ne sont plus à la merci d'une régression atavique ; elles ont acquis de la fixité.

Pour être documenté sur ces deux points, origine ou ascendance d'une part, rendement de l'autre, il est nécessaire d'avoir recours aux livres généalogiques où sont notées les qualités et les aptitudes ancestrales, les données du contrôle laitier notamment. Les renseignements fournis par cette dernière opération sont à porter non seulement sur les certificats d'origine des animaux contrôlés mais encore sur ceux de leurs descendants.

M. Desliens a insisté avec beaucoup de raison sur la nécessité d'associer à l'ouverture d'un Herd-book la mise en œuvre du contrôle laitier susceptible de développer considérablement l'utilité et la portée du livre généalogique. Pour lui « Herd-book et contrôle laitier sont deux organisations qui doivent se compléter réciproquement à tel point que l'une n'a guère de raison d'être sans le concours de l'autre. En effet, les indications du contrôle laitier ne peuvent être utilisées qu'après l'inscription des animaux au Herd-book et leur marquage à l'oreille. Et, inversement, le Herd-book, sans le contrôle laitier, se bornant à l'inscription de tous les animaux des étables de race pure, risquerait de dégénérer vite en une vaine et stérile paperasserie ».

Le Congrès du contrôle laitier s'était proposé de fixer également les rapports d'intimité devant exister entre les syndicats de con-

trôle laitier et les livres généalogiques. Il ne semble pas que le débat engagé sur ce point ait abouti à des conclusions très nettes. Certains pensent que livres généalogiques et contrôle laitier peuvent ou doivent être des organismes différents, tout en admettant qu'il ne faille pas fermer tout à fait les yeux sur les données du contrôle laitier lors de l'inscription des animaux au Herd-book. Les arguments suivants sont invoqués en faveur de cette opinion. A cette collaboration les syndicats de contrôle laitier risqueraient de perdre leur indépendance. Et puis, la pureté de race est étrangère au rendement en lait. Celui-ci au cours d'une lactation est dans une large mesure sous la dépendance de l'alimentation et même de l'habitat. En raison de la variabilité du rendement avec les conditions de vie, on ne peut exiger une lactation minima pour l'inscription. Tel rendement qui n'est pas atteint ici, pourrait l'être dans un milieu plus riche.

C'est là un raisonnement à ne pas pousser trop loin. L'aptitude laitière est avant tout un caractère individuel modifiable dans une faible mesure. Nous estimons, d'autre part, que si le contrôle laitier et l'inscription au Herd-book peuvent être le fait d'associations distinctes, il doit y avoir entre elles collaboration étroite et constante et, avec Desliens, nous pensons que la carte d'inscription doit indiquer les résultats du contrôle. Que vaut la pièce d'identité sans l'attestation du rendement pour l'appréciation d'un animal dont on recherche avant tout la valeur économique?



Résumons ici tels que les a indiqués notre confrère, les avantages du contrôle laitier, complété par l'inscription au Herd-book :

Plus-value de la vache inscrite et contrôlée dont le certificat d'origine attesterait à la fois la pureté des caractères ethniques et la capacité laitière. Plus-value de sa descendance. Mise en évidence dans la région d'un noyau d'élite dont les produits offriraient des garanties d'aptitudes héréditaires certaines qu'il est à peu près impossible d'obtenir pour les animaux achetés à l'étranger

dans des conditions aléatoires. Classement plus facile et plus exact dans les concours; celui-ci, s'inspirant des données du contrôle laitier, serait basé non pas exclusivement sur la beauté, mais encore sur les qualités laitières individuelles ou héréditaires et définirait la valeur économique de l'animal examiné. Enfin, possibilité de donner aux encouragements de l'Etat ou des sociétés agricoles une base plus conforme à la poursuite de l'amélioration du cheptel, les primes d'approbation ou de conservation devant être attribuées désormais non plus seulement sur l'appréciation extérieure de l'animal mais à la condition qu'il serait en outre marqué, inscrit et proviendrait d'ascendants aux aptitudes laitières remarquables et contrôlées. Les propriétaires auraient un intérêt immédiat à avoir un taureau bien conformé et provenant d'une souche estimée.

Comme on le voit, contrôle laitier et Herd-book sont les facteurs les plus sûrs pour arriver à une rapide uniformisation des caractères et des aptitudes dans l'élevage bovin d'une contrée.

Les livres généalogiques pourraient être tenus par l'éleveur lui-même en ce qui concerne sa vacherie, de même que chacun pourrait réaliser dans le cadre de son exploitation un véritable contrôle laitier. Mais pratiquement, pour que les résultats relevés ne soient pas influencés par le choc des intérêts particuliers, pour que ces résultats aient ce caractère d'authenticité qui permet d'en tirer toutes les conséquences utilitaires possibles, un organisme indépendant assume la tâche que les éleveurs n'ont en général ni le temps, ni les moyens d'accomplir. Ce sont — et c'est là où nous voulions en venir — les associations agricoles ou plutôt les syndicats d'élevage qui s'occupent de la création et de la tenue des livres généalogiques et instituent le contrôle laitier.

Il est grandement souhaitable dans l'intérêt de l'élevage local que les syndicats d'élevage qui, dans le département, s'intéressent déjà ou s'intéresseront à l'avenir, soit à l'une, soit à l'autre race bovine, entrent résolument dans la voie indiquée plus haut. L'amélioration d'un élevage dans son ensemble ne saurait être le fruit de quelques initiatives éparses. Ce problème exige, comme nous l'avons démontré, à propos de la question chevaline, une liaison

de toutes les tentatives qui pour être fécondes et profitables au maximum doivent être concertées, coordonnées et disciplinées.

Des efforts personnels et soutenus constituent certes le premier et le principal élément de la prospérité de chacun, toutefois les résultats particuliers n'atteindront leur plein épanouissement que si l'action apparemment isolée est appuyée, fortifiée, amplifiée sur le terrain professionnel par des actions voisines et de même sens. Il est plus que jamais nécessaire pour que l'entreprise de sélection des bovidés soit poursuivie avec toute la méthode et la continuité désirables dans le département que les éleveurs se groupent dans des syndicats formés en vue de ce but qui à lui seul suffit à absorber l'activité d'une association et à en justifier la constitution.

L'agriculteur doit avoir un moindre souci de son seul cas, de son intérêt immédiat ; il doit, si l'on veut, être moins individualiste et harmoniser davantage son effort à celui du plus grand nombre. Cette concordance entre l'œuvre d'ensemble et la tâche individuelle est indispensable au plein succès de celle-ci. Il n'est pas d'exemple que les contrées où l'élevage ait été l'objet d'une sélection attentive, scientifique, guidées par des sociétés agissantes, susceptibles de rallier tous les gens de bonne volonté et de secouer l'apathie des indifférents, ne soient devenues, à assez bref délai, des zones où la production animale, renommée et remarquable par son homogénéité, ne soit la source la plus sûre de la richesse locale.

Nous avons trop longuement exposé le rôle et l'utilité des syndicats d'élevage dans la première partie de ce travail pour insister davantage ici. — Nous ajouterons seulement que les syndicats d'élevage bovin sont en trop petit nombre dans la Meuse. Il ne devrait pas être de partie du département sur laquelle l'un d'eux n'étende son activité bienfaisante. L'importance acquise par la production laitière est telle qu'il convient d'étudier de très près les moyens d'accroître les rendements dont le développement doit assurer aux cultivateurs un profit répondant vraiment à l'étendue des risques encourus et du labeur accompli.

Ajoutons enfin que les pouvoirs publics uniquement soucieux de l'intérêt général ne devraient accorder d'encouragements qu'aux seuls éleveurs adhérents d'un syndicat d'élevage bovin. C'est

d'ailleurs là ce qu'ils tendent à faire et ce qui est de nature à favoriser l'éclosion et l'épanouissement de ces associations, instruments indispensables du progrès zootechnique.

III

**HERD-BOOK FRANÇAIS
DE LA RACE BOVINE HOLLANDAISE PIE NOIRE**

Les très nombreux éleveurs du département qui ont déjà ou veulent implanter chez eux la race bovine hollandaise à l'état pur doivent savoir qu'il existe un Herd-book français de la race hollandaise pie noire (siège à Lille, 6, rue Thiers) dont le secrétaire général est notre très aimable et très dévoué confrère, le docteur-vétérinaire E.-P. Lebon qui, ayant consacré à l'élevage de la race bovine hollandaise dans le Nord-Est de la France une attrayante et instructive brochure, se dépense sans compter pour l'amélioration et l'extension de la race.

La Meuse ne compte encore qu'un nombre infime d'éleveurs de bovins hollandais (24 au total) dont les animaux sont actuellement inscrits. Il faut absolument que, dans ce département qui est appelé à prendre pour l'élevage en France de cette race bovine un des tout premiers rangs et dont les éleveurs sont susceptibles de devenir très prochainement exportateurs (l'exportation hors d'un département ne saurait guère porter que sur de bons animaux), les agriculteurs réclament sans retard l'inscription au Herd-book de leurs animaux d'élite. L'importance de l'origine étant chaque jour plus connue et plus appréciée des acheteurs, le moment n'est pas éloigné où il ne sera guère possible de vendre comme reproducteurs que les jeunes sujets pourvus « de papiers ». Il est également bon que les éleveurs ne tardent pas à solliciter la marque de leurs bovidés. Celle-ci n'est possible que pendant le délai prévu pour les inscriptions d'origine. A l'expiration de celui-ci, seuls pourront bénéficier des avantages du livre généalogique, les descendants des animaux initialement portés au registre.

Le Herd-book de la race bovine hollandaise, qui est appelé à jouer un rôle considérable dans le perfectionnement des bovidés de cette race implantés dans le Nord-Est de la France, présente à nos yeux deux points faibles auxquels il importe de remédier si l'on veut que l'organisme ait tout son effet utile :

1° Son rayon d'action très étendu exige qu'il ait de nombreux agents de liaison entre lui et les éleveurs.

2° Il ne prévoit ni ne met en œuvre le contrôle laitier sur lequel doit reposer en partie l'ouverture de livres généalogiques auxquels on ne demande pas tant de délivrer des extraits de registres d'état civil que des certificats établissant avec une précision en quelque sorte mathématique, et d'après le rendement, la valeur économique d'un animal ou de ses descendants. La notation prévue d'après une méthode de pointage déterminée ne fournit à ce propos que de trop vagues indications pour que l'on puisse s'en contenter.

Nous croyons qu'il serait possible de pallier à ses inconvénients en établissant, comme le demandait M. P.-E. Lebon, un secrétariat-adjoint au Herd-book dans chaque département, tout au moins dans ceux où — cas de la Meuse — le noyau hollandais est très important. Le représentant que le Herd-book aurait sur place se mettrait en rapport avec les syndicats d'élevage locaux de la race bovine hollandaise ; il susciterait la formation de nouveaux syndicats dans les points où les éleveurs sont encore livrés à eux-mêmes et lierait entre eux ces rouages départementaux qui insensiblement amèneraient les éleveurs à se rallier au Herd-book et à y faire inscrire leurs animaux. Enfin, ces syndicats d'élevage bovin, toujours sous l'impulsion et avec l'aide du Herd-book et de son représentant réaliseraient le contrôle laitier (1), allant

(1) La réalisation du contrôle laitier quantitatif est assez facile. Différentes indications ont déjà été données à ce propos. Un syndicat d'élevage peut toujours rétribuer un contrôleur qui passe à intervalle fixe dans les exploitations, pèse, pour chaque vache, la quantité de lait fournie aux deux traites journalières, note celle-ci sur une fiche portant en outre tous renseignements utiles (indication de l'exploitation, numéro et signalement détaillé de la vache, son ascendance, date du vêlage, date des contrôles, etc.).

En vue du contrôle qualitatif, une petite quantité du lait provenant de

de pair pour beaucoup de bovidés avec leur inscription (1).

Ainsi que nous l'avons soutenu, les données essentielles du contrôle laitier (rendement au cours d'une ou plusieurs lactations) figureraient au Herd-book sur les feuilles consacrées aux animaux inscrits et à leurs descendants. De plus, chaque syndicat d'élevage, utilisant la documentation rassemblée par son contrôleur attitré, pourrait tenir à jour, pour son propre compte, un petit « livre zootechnique » plus à la portée de l'éleveur que le Herd-book et d'un intérêt local plus direct. Le livre zootechnique, que le cultivateur du pays consulterait avec fruit, permettrait de rechercher et de bien connaître les sujets et les familles d'élite qui directement ou par leur descendance seront le point de départ de l'amélioration du cheptel dans le rayon d'action du syndicat (2).

Les offices agricoles régionaux et départementaux consentiraient sans doute à subventionner l'entreprise qui, dans son ensemble, est tout à fait digne d'intérêt.

IV

CONCOURS

Nous n'avons pas à revenir, celles-ci ayant été longuement exposées antérieurement, sur les raisons d'être des concours dont l'organisation incombe aux associations agricoles. Nous voudrions seulement indiquer que selon nous et dans la mesure du possible, il conviendrait de substituer plus ou moins complètement aux

chaque animal est prélevée, placée dans un petit flacon dûment étiqueté et envoyée pour analyse à la station agronomique la plus proche ou à un laboratoire particulier.

(1) Nous considérons que tous les animaux inscrits au Herd-book doivent être contrôlés mais que tous les sujets contrôlés ne sont pas forcément inscrits, le contrôle pouvant s'exercer en dépit d'une absolue pureté de race, tandis que ne figurent au Herd-book que des animaux considérés comme purs et répondant au standard de la race.

(2) V. pour étude détaillée de cette question l'article de M. A.-M. Leroy, Revue « *Le Lait* », avril 1925.

concours itinérants (où une commission allant de village en village visite successivement le cheptel des concurrents) les concours obligeant les divers exposants à amener en un même emplacement leurs animaux d'élite. Sans doute, il y a lieu de compter avec les risques de fièvre aphteuse et avec la paresse des éleveurs à déplacer leur bétail. Mais le rassemblement côte à côte des sujets de choix est la condition d'une comparaison utile à la précision du classement; il donne encore aux agriculteurs un aperçu d'ensemble plus instructif, de nature à stimuler davantage l'émulation et l'initiative, puis il met plus en relief et fait mieux connaître l'élevage local favorisant ainsi les transactions. Grâce aussi à ce genre d'exposition, pour peu que celle-ci dure deux jours, on peut recourir à ces épreuves de rendement désignées sous le nom de concours laitiers et beurriers.

On a reproché à ces derniers de ne fournir que des résultats approximatifs, le trouble résultant du changement des conditions d'entretien habituelles ayant un retentissement sur la quantité et la composition du lait (1). Il est certain que les indications données par ces concours ne sauraient valoir ni remplacer celles que l'on peut attendre d'un contrôle laitier permanent; mais de semblables épreuves ont l'incontestable mérite d'être un moyen de propagande des plus efficaces en faveur du contrôle laitier lui-même.

Ajoutons enfin qu'à notre avis une partie de l'argent distribué à l'occasion de concours, dont, pour les bovidés, nous avons signalé les bases actuellement défectueuses, devrait être destinée à encourager la création de syndicats d'élevage bovin dirigeant la sélection selon les méthodes et dans la voie précédemment indiquée.

(1) D'après M. Grandvigne, directeur de la Station agronomique de Dijon, qui a fait des prélèvements répétés sur les bovidés participant à un concours laitier et beurrier, cela dans les jours ayant précédé le concours et pendant celui-ci, ce qui peut être affecté par le déplacement, c'est le rendement en lait et non le taux butyreux (*Terre de Bourgogne*, 29 nov. 1924).

CHAPITRE VII

ALIMENTATION DES BOVIDÉS ET NOTAMMENT DE LA VACHE LAITIÈRE

Après avoir traité pour l'espèce bovine et sous des aspects plus particulièrement adaptés à l'élevage du département ce chapitre de la sélection, après avoir montré que celle-ci appelait les efforts concertés des éleveurs et des sociétés agricoles et devait avant tout s'inspirer de la recherche et du contrôle des qualités laitières et beurrières perpétuées par l'hérédité, il convient d'aborder cet autre chapitre également important de l'alimentation des bovidés.

Nous lui accordons un très haut intérêt parce que le cultivateur meusien a le grave tort de ne pas porter assez son attention sur ce point et d'entretenir en général des bovidés qui manquent un peu trop « d'état ». Il appartient surtout aux associations de faire à ce propos l'éducation de l'agriculteur.

Nous écrivions à ce sujet en 1922 les lignes suivantes, résumé laconique et imparfait du magistral enseignement de M. le professeur Dechambre.

« Surtout que chacun alimente convenablement son bétail ; il est préférable d'avoir un animal de moins au total et de bien nourrir ceux que l'on possède. Pour les bien nourrir, il faut récolter beaucoup de fourrage et de bons fourrages, du grain, des betteraves etc..., c'est-à-dire qu'il est nécessaire d'avoir une excellente culture, une culture bien faite, ce qui ne va pas sans l'emploi des engrais indispensables à l'amélioration des rendements quantitatifs

et qualitatifs des champs et des prés. Tout se tient. Les engrais riches en chaux et en acide phosphorique sont particulièrement recommandables, car ils enrichissent les fourrages en principes minéraux contenus en si forte proportion dans le lait. « Phosphatez vos terrains, a dit Baron, vous phosphaterez vos luzernes, vos vaches et leur lait ».

Donc une alimentation excellente, permettant d'utiliser entièrement l'aptitude productive de la femelle qui ne vaut qu'en raison de ses qualités de machine transformatrice. L'alimentation sera aqueuse ou riche en eau, le lait lui-même contenant 85 0/0 d'eau. Le régime mouillé est réalisé par la mise en consommation, suivant les époques, de fourrages verts, de betteraves ou de résidus industriels aqueux (pulpes, drèches), par la préparation de buvées, d'aliments cuits... En tout temps, boissons abondantes et tièdes.

Si la ration est insuffisante, l'animal fait appel à ses propres réserves et perd notablement de son poids. Il arrive — et c'est à noter — que des vaches fortement alimentées en apparence, diminuent néanmoins de poids. Ceci tient à ce que la ration est mal composée, mal équilibrée. Pour être très riche en certains principes nutritifs, trop peut-être, elle est pauvre en d'autres également nécessaires à l'entretien d'une bête laitière, — par exemple, il y a insuffisance de matières azotées ou de matières minérales dans les aliments présentés. A la quantité doit être associée la qualité.

Nous avons vu qu'il convenait de donner des fourrages riches en sels minéraux si indispensables à la vache laitière à laquelle il faut aussi pour son entretien et sa production une nourriture ayant une teneur assez élevée en matières azotées. On rencontre celles-ci dans le lait principalement sous forme de caséine et à raison de 35 grammes par litre en moyenne. Il est nécessaire que l'animal trouve dans les aliments qui lui sont présentés une quantité de protéine en rapport avec ses exigences nutritives. Cette substance dont sont pauvres les fourrages grossiers est assez abondante dans les tourteaux qui la fournissent économiquement et constituent en

autre l'aliment concentré de choix; les plus à recommander sont les tourteaux de lin, de coprah ou d'arachides, notamment ces derniers qui ne communiquent au lait ni odeur ni saveur particulière et contiennent le pourcentage le plus élevé de matières azotées digestibles. La ration peut comprendre 1 à 3 kilos de tourteaux.

Les repas sont à distribuer ponctuellement; cette exactitude dans leur distribution est à la base de la bonne exécution des fonctions digestives.

Les changements de l'affouragement doivent avoir lieu d'une façon progressive. Du régime vert au régime sec, des rations intermédiaires seront établies en sachant que 1 kilo de fourrage sec équivaut à 3 kilos de fourrage vert et à 4 hectos de betteraves.

Pendant la belle saison les vaches seront autant que possible mises au pâturage. Là, si l'herbe est abondante et de bonne qualité, elles trouveront l'alimentation de choix (ration copieuse, aqueuse, digestible et riche en vitamines) compatible avec une lactation maxima.

En résumé, le régime alimentaire doit être abondant, nutritif et régulier. Cette dernière condition est surtout à retenir en ce qui concerne les jeunes sujets. C'est alors que ceux-ci prennent du poids, se développent, qu'il importe au plus haut point que la nourriture soit régulière et que l'on évite ces à-coups dans l'alimentation qui retardent et entravent la croissance.

L'alimentation rationnelle doit être pratiquée dès la naissance. Le jeune, copieusement allaité par une mère bonne nourrice, ne doit pas être sevré prématurément et brusquement, faute trop souvent commise. Enfin, du sevrage à l'âge adulte, l'animal ne sera pas soumis à un régime tantôt parcimonieux, tantôt riche, si l'on tient à ne pas compromettre son avenir.

Des aliments digestibles, riches en protéine, en graisse, en acide phosphorique et en chaux (boissons alimentaires, barbotages, farineux, grains et tourteaux oléagineux) conviennent surtout au début. Pendant la période de croissance les besoins sont plus considérables et la puissance d'assimilation est plus élevée. Cette

dernière particularité doit être mise à profit par le bon éleveur qui aura toujours présente à l'esprit cette formule du célèbre zootechnicien que fut Sanson : « C'est par la bouche que l'on forme les animaux ».

L'alimentation, qui ne modifie que peu les formes corporelles, fonction des ascendants, a une influence indiscutable, primordiale sur le développement général et sur les fonctions de la vie organique. Une bonne nourriture et un choix judicieux des reproducteurs, voilà quels sont, en élevage, les éléments essentiels du succès.

Il est bon d'insister tout particulièrement sur l'importance qu'il y a à bien nourrir les bovins de race hollandaise, animaux perfectionnés dont l'amélioration est en partie le fruit d'une excellente alimentation. Les sujets nouvellement introduits, à qui le changement de milieu est déjà préjudiciable, ne dégénéreront pas s'ils sont alimentés abondamment, si l'on réalise autour d'eux les conditions heureuses qu'ils rencontraient dans leur pays d'origine. D'ailleurs, plus un animal est amélioré, plus il est exigeant, plus il est indispensable de lui prodiguer des soins avertis, sinon, il dépérit, perd en partie ses qualités et ses descendants ne possèdent plus au même degré ses aptitudes.

Sans entrer ici dans des détails qui dépassent le cadre de cette étude, mais pour inciter l'éleveur intelligent à parfaire sa documentation en vue de pratiquer au plus juste prix l'alimentation la plus rationnelle, nous croyons devoir faire connaître que l'on est arrivé à exprimer les besoins de l'organisme animal à l'aide d'unités fourragères permettant en outre d'évaluer la valeur alimentaire des substances composant le plus volontiers la ration.

Cette unité a pour mesure la quantité d'énergie que représente, soit 1 kilo d'amidon utilisable par le sujet (méthode de Kellner, soit l'ingestion d'un kilo d'orge (méthode des équivalents fourragers).

En règle générale, une vache laitière doit recevoir une ration variable avec son poids et sa production laitière.

Nous empruntons à M. A. Leroy (Revue *Le Lait*, février 1925) le tableau ci-dessous indiquant les variations de la ration d'entretien d'une vache laitière en fonction du poids vif.

POIDS VIF	NOMBRE d'unités fourragères contenu dans la ration de strict entretien.	
	Kilos	Unités
400.....		3,5
500.....		4
600.....		4,5
700.....		5
800.....		5,5

A la ration d'entretien (ou de repos absolu) doit être ajoutée une ration de production comptant une unité fourragère à raison de 3 kilogrammes de lait.

M. A.-M. Leroy résumant ainsi la méthode des équivalents fourragers ajoute :

« D'après ces données, la valeur fourragère de la ration nécessaire à une vache de 500 kilogrammes donnant 12 kilogrammes de lait sera de 4 (entretien) + 4 (production), c'est-à-dire 8 unités. Celle d'une vache de 650 kilogrammes donnant 16 kilos de lait serait de $4,75 + 5,33 = 10$ unités environ ».

Si nous consultons d'autre part un tableau donnant la valeur énergétique exprimée en unités fourragères des différents produits qui peuvent entrer dans la ration d'une vache, il est facile de combiner pour chaque cas particulier une formule de rationnement répondant à la condition qui nous préoccupe.

**Ration pour une vache laitière de 600 kilogrammes
donnant 15 kilos de lait (A.-M. Leroy).**

Valeur fourragère de la ration nécessaire : 9,6 unités.

	Kilos.	Unités.
Betteraves.....	40 »	4
Balles de céréales.....	4 »	1
Foin de luzerne.....	5 »	2
Tourteau d'arachides.....	0 800	1
Tourteau de lin.....	0 800	1
Son de froment.....	0 600	0 5
Total.....		9 5

Pour l'application de cette méthode, l'éleveur n'a qu'à se procurer et à consulter la table des équivalents fourragers. Il compose la ration de ses bovidés en tenant compte des aliments qu'il a sous la main et en s'efforçant également d'utiliser ceux pour lesquels le prix de revient de l'unité fourragère est le plus faible d'après le cours du moment.

Divers éléments et différentes circonstances (teneur du lait en matière grasse, croissance, gestation, température extérieure, travail) amènent à modifier quelque peu, à accroître notamment ces rations types. Nous n'insisterons pas sur ces particularités bien mises en relief dans l'article de M. Leroy auquel nous avons fait précédemment allusion, article où est encore étudié ce qui a trait aux substances minérales et azotées et aux vitamines dans l'alimentation. Nous nous bornerons simplement à citer de nouveaux exemples de ration pour vaches laitières puisés dans l'ouvrage de M. le professeur Dechambré.

Ration d'hiver pour vache de 500 kilogrammes.

	Kilos.
Foin.....	8 »
Betteraves.....	20 »
Menues pailles.....	1 »
Son.....	1 500
Tourteau d'arachides.....	1 500

Ration de vaches hollandaises (M. Monvoisin).

	Kilos.
Betteraves.....	40 »
Foin.....	7 »
Tourteau de lin.....	2 500

Ration d'hiver pour vache schwitz.

(Ecole d'agriculture de Strickhof, près Zurich).

	Kilos.
Foin et regain.....	14 à 16 »
Betteraves.....	8 à 12 »
Drèches desséchées.....	1 500
Tourteau d'arachides.....	0 500 à 0 875

Quand les animaux vont au pâturage, l'herbe suffit généralement à leur alimentation. Un supplément de ration ne serait à donner que si la prairie était pauvre et le fourrage vert de qualité inférieure. Compléter alors par l'administration de tourteau d'arachides : de 0 kg. 250 à 0 kg. 500 par bête et par jour.

Ci-dessous quelques rations pour jeunes animaux extraites du volume de M. Ed. Curot.

Ration pour jeunes de 200 kilos.

	Kilos.
Foin de luzerne.....	3 »
Farine de seigle.....	0 500
Tourteaux de lin.....	0 500
Betteraves.....	4 000
Menues pailles.....	0 500
Paille à volonté.	

Ration pour bovins de 15 à 18 mois.

	Kilos.
Navets de Suède.....	10 »
Foin.....	3 »
Avoine.....	1 »
Tourteau de lin.....	1 350

Rations avec seigle cuit.

	de 8 à 12 mois.	de 18 mois à 2 ans.	
Foin de pré.....	2 kilos	6 kilos	} en mé- lange.
Gros son.....	2 litres	4 litres	
Seigle cuit.....	2 —	4 —	
Germes de blé.....		2 —	

CHAPITRE VIII

CONDITIONS D'UNE LACTATION MAXIMA. PRÉCAUTIONS HYGIÉNIQUES.

Il est par ailleurs d'autres notions très utiles, relatives à la traite, à la lactation et aux précautions hygiéniques, que doivent s'appliquer à vulgariser les syndicats d'élevage bovin.

Traite. — Le bon rendement d'une étable et son amélioration dépendent dans une certaine mesure de la façon dont est effectuée la traite. C'est par une traite bien conduite que l'on entraîne un bon développement du pis chez la jeune vache; c'est par la régularité et la perfection de cette gymnastique fonctionnelle que sont assurés chez l'adulte l'intégrité de l'organe et le plein épanouissement de l'aptitude laitière. L'action stimulante d'une traite bien faite qui est indéniable quand il s'agit de la quantité de lait obtenue se fait également sentir sur la qualité de ce liquide. La proportion de matière grasse augmente régulièrement dans le lait du commencement à la fin de la traite, d'où deux profits à traire à fond : on obtiendra davantage de lait et un lait meilleur. Le mode de traite a aussi son influence; la traite diagonale ou croisée est préférable à la traite latérale; elle permet d'obtenir une quantité de lait un peu supérieure et surtout un peu plus riche en matière grasse. Ceci tient à ce que, dans la traite diagonale, l'excitation nerveuse produite, qui aide à la sécrétion mammaire, s'étend à tout le pis, tandis que dans la traite latérale cette excitation est limitée à la moitié du pis.

En résumé, traite faite à fond, très proprement, avec la plus

grande douceur, à intervalles réguliers. Toutes les vaches, au début de leur période de lactation seront traites trois fois par jour, aussi longtemps que possible.

Lactation. — Il est bon de connaître l'influence de l'âge, de l'époque du vêlage, de la gestation et du repos de la mamelle sur la production du lait et du beurre (renseignements tirés d'une étude de M. A.-M. Leroy « *Ce que doit savoir un bon contrôleur laitier et beurrier* » [Revue « *Le Lait* », février 1925]).

Age. — La production laitière et beurrière est maxima de sept à neuf ans. Si à cette époque on estime le rendement en lait à 100, il ne serait que de 87,2 à quatre ans et de 80,4 à trois ans. De même la production beurrière, évaluée à 100 à l'âge optimal, n'atteindrait que 90,1 à quatre ans et 80,7 à trois ans.

Epoque du vêlage. — En raison de l'action stimulante qu'exerce sur la lactation la mise au pâturage au moment où la végétation est particulièrement active et où l'herbe est la meilleure et la plus abondante (printemps), les vaches qui vêlent au début de l'hiver (janvier) sont avantagées sur celles qui mettent bas dans le courant de l'été. Les premières, en effet (le rendement atteignant son maximum environ un mois et demi après le vêlage), vont trouver l'alimentation idéale pendant la plus grande partie du temps où la mamelle fonctionnera activement, tandis que les secondes, ayant généralement en face d'elles des ressources fourragères moindres (période d'août-septembre-octobre), tendront à se tarir un peu plus vite.

Gestation. — La vache donne le meilleur rendement en lait au cours de sa lactation lorsque le début de la gestation est espacé de la dernière mise bas d'environ trois mois. Un délai d'un an est à rechercher entre chaque vêlage. Si ce délai était inférieur d'un mois ou deux à cette période, le rendement pourrait diminuer de 10 à 20 0/0.

Durée du repos de la mamelle. — Le temps précédent le vêlage pendant lequel la vache a été tarie influe aussi sur la production à venir. Si sa durée a été trop courte, de quarante jours ou moins par exemple, la mamelle en raison du manque de repos donnera au cours de la prochaine lactation une quantité de lait et de beurre

moindre de 13 0/0 approximativement de ce qu'elle eût pu être avec un arrêt de trois mois. Ce repos pourrait être ramené à deux mois si l'on prenait soin de donner à la fin de la gestation une ration plus riche en principes minéraux.

M. A.-M. Leroy se basant sur ces intéressantes données apporte de petites modifications aux résultats du contrôle laitier et établit pour chaque vache contrôlée une production laitière type. Nous ne suivrons pas le chef de travaux de l'Institut agronomique dans l'exposé de ces précisions, mais nous croyons que les notions précitées ont pour l'éleveur un intérêt pratique immédiat.

Précautions hygiéniques. — L'étable doit être bien comprise, légèrement aérée pendant le séjour des vaches laitières sensibles aux variations de température et à qui convient une atmosphère chaude, humide et une lumière douce. Pour le temps où les animaux sont hors du local, celui-ci doit comporter la possibilité d'une large aération et d'un éclairage plus intense — air et soleil étant de précieux agents d'assainissement. En ayant une étable bien tenue, très fréquemment nettoyée, désinfectée assez souvent (désinfection avec des antiseptiques peu odorants, sulfate de fer ou sulfate de cuivre à 4 0/0, acide sulfurique à 2 0/0), on réalise encore une des conditions favorables à la santé du cheptel.

L'hygiène du logement est à compléter par l'hygiène de la peau ; le pansage prévient les affections cutanées parasitaires, rend la peau fine et souple, la constitution robuste ; il favorise la circulation et, par voie réflexe, excite l'appétit, facilite la digestion puis l'assimilation elle-même.

Ce sont là des éléments de réussite à ne pas oublier pour celui qui raisonne juste et sait prévoir.

CHAPITRE IX

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE BOVINE

Ces pages n'eussent pas été écrites par un vétérinaire s'il n'avait été question de la lutte contre la tuberculose animale si intimement liée au problème de l'élevage bovin.

Le plaidoyer que nous faisons déjà dans notre rapport annuel de 1922 sur le fonctionnement du service sanitaire vétérinaire du département, en faveur de la prophylaxie libre de la tuberculose bovine, témoigne que nous avons toujours estimé qu'il convenait d'obtenir l'adhésion de l'éleveur à l'action sanitaire entreprise, au besoin en modifiant celle-ci de façon à lui faire perdre son caractère de police pour lui substituer celui d'assistance.

Mais cette prophylaxie libre exige un effort de vulgarisation que nous avons déjà entrepris par la parole et par la plume et auquel il convient que s'associent les sociétés d'agriculture ou les syndicats d'élevage. Faire procéder par son vétérinaire à la tuberculation des animaux de l'étable; isoler les bovidés que le réactif dénonce comme atteints et qui peuvent être ou devenir d'un jour à l'autre dangereux pour les sujets sains; livrer les réagissants à la boucherie au moment le plus favorable économiquement mais aussi sans trop laisser le temps aux lésions de progresser, s'inspirer à ce propos de l'avis que le praticien base sur un examen clinique approfondi; désinfecter fréquemment l'étable et prendre toutes dispositions pour en assurer la salubrité; demander dans le délai légal la tuberculation de tout bovidé nouvellement acheté; autant d'indications qui répondent à l'intérêt

bien compris de l'éleveur et conditionnent l'épuration du cheptel.

En 1923, l'Office agricole départemental, sur notre demande, a bien voulu prévoir un crédit de 10.000 francs destiné à faire face aux frais de tuberculination des bovidés appartenant aux adhérents des syndicats d'élevage et des sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail.

Le projet a été ingénieusement mis au point par M. Zeer, président de la Fédération des mutuelles bétail du département, qui a combiné un très intéressant programme « de prophylaxie libre ». Notre confrère souhaiterait en définitive que tous les adhérents des mutuelles fassent éprouver leurs bovins. Les réagissants seraient abattus (abatage contrôlé) dans l'année suivant l'épreuve. La mutuelle ferait en grande partie face aux pertes résultant de la saisie partielle ou totale. Toutefois, au delà du délai indiqué pour l'abatage, les suspects ne bénéficieraient pas de l'assurance.

Un projet de loi, appelé à remplacer les dispositions sanitaires en vigueur pour la tuberculose bovine, est actuellement déposé. D'après ce nouveau texte, en dehors des cas de tuberculose cliniquement appréciables, point de départ habituel de la contagion, la maladie échapperait à l'action sanitaire; elle serait rangée parmi les vices rédhibitoires et la réaction à la tuberculine dans le délai de neuf jours suivant la livraison constituerait une suspicion entraînant à elle seule la réhabilitation. Des encouragements, dont l'importance et les modalités d'attribution n'ont pas encore été précisées, seront, lors de l'application de la nouvelle loi, accordés aux éleveurs qui d'eux-mêmes chercheront, et ainsi qu'il a été déjà indiqué, à libérer leurs étables de cette affection.

On entrevoit aujourd'hui la possibilité d'envisager la prophylaxie antituberculeuse sous un jour un peu différent de celui sous lequel nous l'avons montrée. Tout en mettant à profit les précautions initialement recommandées, elle reposerait également sur la prévention de la maladie par l'inoculation à des sujets sains d'une certaine quantité de bacilles tuberculeux vivants mais atténués au point d'avoir perdu toute puissance nocive, méthode dont voici le principe : De ses très nombreuses expériences, M. le professeur Vallée, directeur du Laboratoire de recherches des services sanitaires,

est arrivé à déduire que la résistance à la réinfection persistait tant que l'organisme renfermait quelques bacilles tuberculeux. Il en a conclu que, pour mettre à l'abri de la maladie, il fallait, d'une part, inoculer au sujet à prémunir et à une dose convenable des bacilles tuberculeux ne pouvant causer de lésions appréciables, c'est-à-dire à peu près dépourvus de virulence, d'autre part prendre toutes dispositions afin d'empêcher que cet animal ne se débarrasse rapidement des germes de l'infection préservatrice (1).

Pour arriver à ses fins, M. le professeur Vallée utilise une culture très atténuée d'un bacille de souche équine et il incorpore à celle-ci avant de l'injecter un produit non résorbable destiné à empêcher l'absorption puis l'élimination des germes.

Au laboratoire, des essais de prévention ainsi pratiqués ont eu plein succès et les bovidés inoculés résistaient encore trois ans après à de sévères tentatives d'infection expérimentale.

Avant de répondre de l'efficacité de sa méthode dans les conditions naturelles, l'éminent directeur du Laboratoire des recherches tient à ce qu'elle ait été mise en œuvre, à titre d'essais, dans un certain nombre d'élevages. Il délivre dans ce but du vaccin aux vétérinaires qui lui en font la demande à la condition que les tentatives effectuées soient surveillées et contrôlées dans leurs résultats. Dès à présent, les éleveurs qui le voudraient pourraient, par l'intermédiaire du praticien qui soigne leur cheptel, recourir à la prévention de leurs jeunes bovidés et cela sans crainte, l'inoculation ne comportant aucun danger.

MM. Calmette et Guérin préparent de leur côté un vaccin dépourvu de virulence, mais dont aucune substance ne vient ralentir l'absorption; ce qui oblige à renouveler chaque année les inoculations préventives.

Les syndicats d'élevage bovin et les sociétés d'agriculture, dès que ces méthodes de prévention auront reçu la consécration de la

(1) Voir les articles ci-après publiés dans *l'Echo du sol* : 1^{er} avril 1925, « A propos d'un projet de loi; — La prophylaxie de la tuberculose bovine », par Eumèle d'Alfort; — 2 août 1925, « La prévention contre la tuberculose du bétail », par C. Boussard, inspecteur général des Services vétérinaires au ministère de l'Agriculture.

pratique, voudront engager les agriculteurs à recourir à cette sorte de vaccination qui constituera un moyen de lutte efficace contre une affection causant des pertes extrêmement élevées. Déjà certains syndicats d'élevage de Meurthe-et-Moselle, sur le conseil de notre distingué collègue, M. Marange, et de notre actif confrère M. Dieudonné, conseiller général, membre de l'Office agricole départemental, ont prévu une certaine somme en vue d'assurer à leurs adhérents la gratuité de la mise en œuvre dans leurs étabes respectives de la prévention telle que la réalise M. le professeur Vallée.

L'Office agricole de Meurthe-et-Moselle, sachant qu'il n'est pas de bon élevage sans un parfait état sanitaire des animaux, s'est engagé également à subventionner, par l'intermédiaire des associations agricoles, de semblables initiatives et à en favoriser la généralisation.

Les associations agricoles meusiennes tiendront à ce qu'il soit ait de même dans ce département et elles auront à cœur de vulgariser et de mettre à la portée de l'éleveur les moyens de combat dont on dispose contre une des affections les plus répandues au sein de l'espèce bovine et des plus redoutables pour elle. La lutte contre cette maladie revêt d'ailleurs sous un certain angle (production du lait pour enfants, production d'un lait sain et propre) l'aspect d'une question d'hygiène sociale.

CHAPITRE X

APERÇU SUR QUELQUES RACES BOVINES LAITIÈRES

Nous croyons devoir faire suivre ce travail d'un bref exposé des caractères et des aptitudes de chacune des trois principales races bovines que l'on rencontre dans la Meuse, autant pour compléter les connaissances des éleveurs du pays que pour faire connaître la production de celui-ci.

Race hollandaise pie noire. — Elle est de beaucoup la plus répandue dans ce département où elle constitue, avec ses dérivés, environ les trois quarts de la population bovine.

La description la plus exacte que l'on puisse donner de ses caractères nous est fournie par le standard de la race porté au Herd-book français de la race hollandaise pie noire : « Herd-book hollandais frison, minimum 1 m. 30. Pelage pie noir. Les membres sont généralement blancs jusqu'au-dessus du genou et du jarret. Une tache noire séparée au-dessous du genou est un cas d'exclusion. Le ventre est également blanc. Le noir et le blanc doivent être nettement délimités. Le mufle est souvent pigmenté. La tête est souvent noire avec pelote frontale. Le bout de la queue est blanc. Le pis doit être blanc mais les trayons peuvent être noirs. Le scrotum doit être blanc.

» Tête petite, cornes fines, régulièrement arquées en avant, onglons noirs ou blancs, cornes blanc jaunâtre à la base et noires à leurs extrémités.

» Encolure fine, absence de fanon, garrot saillant, un peu étroit,

ligne dorsale soutenue, le flanc est parfois large, le bassin ample, les hanches sont très écartées, la musculature de la cuisse laisse parfois à désirer. Peau fine et souple.

» Mamelles très volumineuses, souples, à trayons bien écartés et régulièrement placés, écusson large et montant haut, production laitière très abondante, les caractères beurriers sont peu marqués, aptitude à la production de la viande assez développée ».

La vache hollandaise est celle qui en moyenne donne la plus grande quantité de lait en nature, production dans laquelle elle est véritablement spécialisée. Ce lait a toutefois l'inconvénient d'être peu riche en matière grasse (33 à 35 0/00). Si les aptitudes laitières et beurrières sont avant tout un caractère de race, nous avons mentionné qu'elles sont également, à un moindre degré sans doute, un caractère individuel, et la pratique du contrôle laitier, facilitant l'élimination des mauvaises beurrières et celle de leur descendance, permettrait de remédier à cet inconvénient.

Nous avons indiqué aussi que la hollandaise pouvait sans trop dégénérer être implantée dans la partie plane de ce pays relativement humide, aux conditions suivantes : pratique prolongée du croisement continu, puis de temps en temps par la suite retour aux achats de taureaux dans le pays d'origine, amendement du sol, amélioration et développement des herbages, alimentation abondante et suffisamment nutritive, sélection basée sur la conformation et le rendement, salubrité et confort de l'habitat permettant de soustraire l'animal aux rigueurs passagères du climat.

Dans les exploitations où ces conditions heureuses sont réalisées cette remarquable laitière s'acclimate sans trop de dommages et donne des produits dont le développement n'est pas inférieur à celui des sujets importés.

Il existe déjà et en assez grand nombre, dans les arrondissements de Montmédy et de Bar-le-Duc notamment, d'excellents cheptels particuliers composés exclusivement d'animaux de race bovine hollandaise pie noire où les amateurs de très bonnes

laitières et de jeunes reproducteurs rencontrent un heureux choix.

Race brune des Alpes. — Voici une description de son aspect et des aptitudes empruntée à l'album des races bovines suisses que la Commission des fédérations suisses d'élevage bovin a fait éditer :

« La couleur du manteau varie du brun foncé au brun clair. L'uniformité de pelage donne un cachet tout particulier et plaisant aux troupeaux de cette race. Quant à la conformation, l'on peut dire en général que les sujets de race brune sont près de terre, ramassés et bien proportionnés. Il n'est sans doute pas une autre race laitière qui accuse autant d'ossature que la race brune. Les animaux élevés dans des conditions normales offrent l'aspect de l'élégance et de la finesse tout en accusant tous les caractères de vigueur et de robusticité.

» Grâce à leur tempérament et à leurs onglons résistants, les sujets de race brune s'approprient très bien au trait, bien qu'ils ne puissent rivaliser dans ce domaine avec les bêtes de la race tachetée. Ils s'engraissent bien et donnent une viande de très bonne qualité. Le poids vif moyen des vaches adultes provenant de bons élevages est d'environ 650 kilos, celui des taureaux de 900 kilos.

» En ce qui concerne l'aptitude laitière, la race brune de tout temps a été appréciée pour son fort rendement en lait, aussi bien sous le rapport de la qualité que de la quantité. Bien qu'elle n'atteigne pas les chiffres élevés des races des Polders, elle surpasse celle-ci de beaucoup quant à la teneur en matière grasse ».

Cette race s'adapte bien au pays. Le reproche fait à la race schwitz d'être exposée aux accidents de vélage, en raison du développement de la tête et de la largeur du front chez les jeunes sujets, n'est guère justifié. Un choix attentif des femelles, pour lesquelles on doit exiger un bassin ample, entraînerait la disparition de cet inconvénient.

Une sélection judicieuse, basée avant tout sur l'aptitude laitière, augmenterait aussi le rendement moyen qui est déjà satisfaisant.

Il y a dans l'arrondissement de Commercy quelques bonnes étables de race brune où l'on trouve un cheptel équivalent au bétail du Châtillonnais.

Race montbéliarde. — Elle est ainsi présentée par M. le professeur Dechambre dans le volume consacré à « *La vache laitière* ».

« Poids de 500 à 550 kilos. Tête forte à chignon saillant, profil sub-busqué, orbites effacées... Encolure courte, dos droit, parfois ensellé sur les bêtes âgées, reins et croupe larges, cuisse musclée, fesse courte et convexe, abdomen volumineux, queue attachée haut en cor de chasse ou en cimier, membres forts. C'est une race de formes trapues, lourdes et épaisses dans le bétail ancien, de finesse moyenne dans les bêtes améliorées.

» La robe est pie rouge. Le rouge foncé de nuance bai est le plus fréquent et le plus apprécié. On rencontre le rouge clair et même le froment qui montre le croisement avec le simmenthal.

» Le blanc est réparti aux extrémités, tête, membres, queue ainsi qu'en larges plaques sur le tronc. Les muqueuses sont claires. Les éleveurs de la race améliorée répudient les marques brunes et les marbrures de la peau au pourtour des orifices naturels ».

De 1890 à 1920, la race de Montbéliard a subi des améliorations régulières et le rendement de 4.500 litres de lait au cours d'une lactation a été atteint couramment.

Durant ces deux ou trois dernières années la pratique du contrôle laitier a montré que l'aptitude laitière continuait à s'accroître, ainsi que le prouve l'extrait suivant d'un tableau donnant les résultats du contrôle laitier effectué dans les syndicats d'élevage du Doubs en 1924.

ANIMAL	PROPRIÉTAIRE	PRODUCTION TOTALE en	
		Lait.	Beurre.
		kilos.	kilos.
Collinette... 290...	Mamet Francis, aux Fins.....	6.120	300
Amitié... 341...	—	6.180	298
Eglantine... 312...	—	6.200	256
Bellefleur... 383...	Chopart Moyse.....	5.850	298
Picouline... 385...	—	5.800	289
Vignette... ..	Mamet Francis.....	5.900	304
Plusbelle... 388...	Chopart Moyse.....	5.900	289
Montagne... 88...	André L., Montlebon-s/-la-Seigne...	5.800	271
Frivole... 366...	Mamet frères, aux Fins.....	5.500	288
Coquette... 122...	Taillard frères, Lac ou Villers.....	5.400	287
Reinette... 266...	Mamet Marcel, aux Fins.....	5.200	273
Plusbelle... 316...	Mamet frères.....	5.250	244
Mirabelle... 376...	—	5.270	227
Fanchette... 380...	—	5.180	235
Joyeuse... H. B. Mamet Emile.....		5.200	226
Joconde... 315...	Mamet frères.....	4.900	276
Etoile... 299...	—	4.550	272
Papillon... 28...	Michel Charles, Lac ou Villers.....	4.900	259
Brillante... 404...	Mamet Francis, aux Fins.....	5.000	236
Nolsette... 365...	Mamet Marcel.....	5.000	230
Gamine... 349...	Mamet Francis.....	5.000	230
Joyeuse... 102...	Querry Sylvain, Lac ou Villers.....	5.050	218
Joyeuse... 104...	Chopart Paul.....	5.040	200
Lunette... 62...	Pourchet Charles-Louis, à Arçon.....	4.910	213

La publication de ce tableau, qu'il nous est impossible de reproduire en entier, était précédée d'une très juste observation de M. Georges Aufrère :

« Nous rappelons une fois de plus aux éleveurs de la région l'importance qu'il faut attacher au contrôle laitier. Seul il permet une sélection véritablement raisonnée des reproducteurs, les caractères d'abondance et de durée de la lactation ainsi que de richesse du lait étant aussi bien transmissibles à la descendance que les caractères de conformation ou de robe ».

Les renseignements fournis attestent que la vache de Montbéliard est une bonne laitière, souvent même une laitière exceptionnelle. On voit aussi que le lait est très butyreux et que l'amélioration a été poursuivie dans les deux sens : quantitatif et qualitatif.

Ajoutons que cette race est robuste et que M. le professeur Dechambre a établi (voir l'ouvrage « *Les Bovins* ») sa facilité d'acclimatement.

Ainsi que nous l'avons soutenu, nous ne croyons pas après tant de changements successifs, et alors que l'on approche de l'homogénéité dans une bonne partie du département où les exigences économiques ont fait prendre pied à la race hollandaise, que l'on doive une fois de plus rebrousser chemin et faire appel à une autre race. Si nous respectons ce qui est, nous n'en reconnaissons pas moins que de toutes les races bovines, la race montbéliarde, en raison de sa rusticité, de sa grande puissance d'adaptation, de ses très réelles qualités laitières eût été sans doute la plus indiquée sur une large surface de ce département. Que du moins les rares cantons (cantons de Montiers-sur-Saulx et d'Ancerville) où l'on y est resté fidèle, persévèrent dans la voie qu'ils se sont jadis tracée et que, par la création de syndicats d'élevage locaux, ils complètent dans une zone restant à délimiter étroitement l'implantation des bovidés du type montbéliard. Ceux-ci, soumis à une sélection rationnelle et alimentés convenablement, assureront, à la fois par leur rendement en lait et en viande, un large profit à ceux qui les exploitent. Nous ne croyons même pas que la vache montbéliarde soit moins recherchée par les commerçants amateurs de bêtes laitières que d'autres sujets. Les marchands, ainsi que nous l'avons déjà dit, estiment avant tout l'animal d'après ses apparences et ses capacités laitières ; ils paient très cher une bonne laitière à quelque race qu'elle appartienne.

TROISIÈME PARTIE

ESPÈCES OVINE ET PORCINE

CHAPITRE I

ESPÈCE OVINE

*I. — Ce qui a été fait par les Sociétés d'agriculture
du département de 1890 à nos jours.*

En dehors de primes, d'ailleurs peu importantes, données dans les concours à des ovidés aux caractères ethniques imprécis, peu d'initiatives furent prises concernant l'élevage du mouton. Il n'a été effectué par l'entremise des associations agricoles que de très rares achats de béliers améliorateurs appartenant à des races ou à des souches estimées mais variables. Le petit nombre de ces opérations s'explique d'ailleurs par le peu d'empressement que montraient les éleveurs du pays à acquérir les sujets importés, toujours revendus avec beaucoup de perte. C'est ainsi que la Société d'agriculture de Bar-le-Duc qui met en vente, le 26 juin 1896, dix béliers mérinos du Soissonnais, lui revenant à la somme de 2.553 francs, ne retire des enchères que la somme de 965 francs. Ce marché se soldait pour elle par un déficit peu encourageant montant à environ 1.600 francs, somme élevée pour l'époque.

Tous les procès-verbaux des séances de 1896-97 à 1906 témoignent d'un absolu désintéressement de la Société d'agriculture de

Bar vis-à-vis de la production ovine. Au compte rendu de la réunion du 18 décembre 1906 réapparaît seulement le souci de cet élevage et nous voyons que la Société de Bar, qui avait prévu à son budget un crédit de 300 francs en vue de récompenser les acheteurs de béliers, distribue huit primes dont les bénéficiaires furent : MM. Exelmans Murel et Peruy, à Chardogne; Leclerc, à Rumont; Charle, à Stainville; Jules Guillemain, à Nettancourt; Bonet et Florentin Demange, à Combles; Saudax, à Brabant-le-Roi. Parmi les béliers acquis, deux étaient de race southdown, deux métis issus du croisement des brebis de pays avec des béliers southdown, un métis à prédominance dishley, deux métis à prédominance mérinos, enfin un bélier de race du pays c'est-à-dire n'ayant pas de race, mais bien conformé. Il ne semble pas que, les années suivantes, la Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar ait songé à encourager l'élevage du mouton par la remise de nouvelles primes d'achats; nous n'avons plus trouvé dans les procès-verbaux que l'allusion suivante à cet élevage : M. Murel, à la séance du 6 février 1912, appelle l'attention de l'Assemblée sur la diminution constante du nombre des moutons et sur le manque de bergers. Il demande que soit prévu un crédit permettant l'acquisition de béliers reproducteurs et le versement de primes à titre d'encouragements aux bergers. Le président répondit que la question abordée était grave et méritait d'être étudiée avec le plus grand soin; le choix de la race à laquelle devait appartenir les béliers améliorateurs, le nombre des sujets à acheter étant notamment des points importants à déterminer. M. Murel fut donc prié de développer sa proposition dans une séance ultérieure. De nos recherches, il paraît découler que cet heureux projet ne vint jamais en discussion ou qu'il n'eut pas de suite.

La Société d'agriculture de Montiers-sur-Saulx revend avec perte en 1908, 1909, 1910 des béliers dishley-mérinos et en 1911 des béliers mérinos, tous animaux achetés successivement par ses délégués dans les zones d'élevage. A l'instigation de M. Renard qui, en 1910, avait combattu l'introduction du dishley-mérinos, sujet perfectionné, précoce, ne convenant selon lui que dans les pays riches et non dans le canton de Montiers, cette association

avait songé à acquérir des béliers de la race de Franconie. La difficulté de se procurer les sujets souhaités fit abandonner l'idée.

La Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun, en dehors des primes attribuées aux meilleurs représentants de l'espèce ovine dans les concours annuels, met en vente, le 12 mai 1904, huit béliers dishley-mérinos achetés par ses délégués, MM. Antoine et Batier.

De son côté, la Société d'agriculture des cantons de Dun et Stenay achète en 1906 six béliers mérinos rétrocédés à ses adhérents.

Enfin, la Société d'agriculture de l'arrondissement de Commercy importe trois béliers southdown âgés de huit mois qu'elle cède avec 50 francs de perte par animal.

L'ouvrage de M. Prudhomme, publié vers 1892, peu après la date que nous avons prise comme point de départ de notre travail, indique qu'en 1798 M. Sainsère de Vaucouleurs put se procurer dix brebis et cinq béliers mérinos provenant de la bergerie nationale de Rambouillet; il fit lui-même venir d'Espagne 40 brebis mérinos et constitua un excellent troupeau de race pure qui devint une pépinière de reproducteurs pour le pays. En 1813, fut créé à Bar-le-Duc un dépôt de béliers mérinos supprimé quelques années plus tard. Une étude d'un éleveur du département, parue en 1836, recommande l'implantation dans celui-ci (à l'exception toutefois de la Woëvre et de l'Argonne) de la race mérinos. Le professeur départemental d'agriculture termine comme suit le court passage qu'il consacre au mouton :

« Les Sociétés d'agriculture du département firent à diverses reprises des achats de béliers améliorateurs étrangers; bien que revendus avec des pertes très sensibles, ceux-ci trouvèrent peu d'amateurs. Quelques achats de béliers dishley et southdown ont été effectués par un petit nombre d'éleveurs du pays; les produits obtenus par le croisement de ces reproducteurs avec la race locale sont excellents surtout ceux dérivant du southdown ».

Dans l'ensemble, depuis 1892, la faveur fut surtout accordée

au dishley-mérinos, plus à la portée des agriculteurs meusiens que les races anglaises pures. La plupart des troupeaux qu'il nous a été donné de voir dans la région, en 1922 et 1923, attestaient l'intervention du dishley-mérinos, d'autres plus rares, celle du southdown. Ces croisements avaient eu pour effet d'améliorer notablement la variété locale, d'assez grande taille, très robuste, mais productrice d'une laine relativement grossière et d'une conformation quelque peu critiquable.

L'Office agricole départemental ici encore s'est pratiquement substitué aux sociétés d'agriculture en dehors desquelles il établit le programme des encouragements accordés à l'élevage ovin.

Il subventionne actuellement les achats de béliers dishley-mérinos et oxfordown et met à profit les concours itinérants ou autres pour récompenser les meilleurs éleveurs. Des béliers présentant des caractères de race bien définis ou des troupeaux ayant une homogénéité marquée sont aujourd'hui seuls susceptibles d'être primés, ce qui du point de vue zootechnique est très sage. — Des primes sont également accordées et à très juste titre soit aux propriétaires, pour la bonne installation des bergeries, soit aux bergers qui, par l'ancienneté de leurs services et la bonne tenue du troupeau, se sont montrés dignes d'intérêt.

II. — *Possibilités d'extension de l'élevage ovin dans le département de la Meuse.*

Bien que depuis 1850 l'effectif ovin ait été dans la Meuse en décroissant rapidement (près de 222.000 têtes en 1850, 142.000 en 1886, 76.900 en 1913 et 39.250 seulement en 1925) nous pensons que l'on peut espérer et entrevoir une plus grande extension donnée à l'élevage du mouton en cette région, cela malgré la difficulté de recruter des bergers.

Il appartiendrait aux éleveurs intelligents et aux hommes d'action qui ne font pas défaut à ce département de mettre sur pied, avec l'aide de l'O. A. D., un ou plusieurs syndicats d'élevage ovin, organismes qui pourraient jouer pour l'amélioration

et la multiplication des troupeaux, le rôle assumé en ce qui concerne l'espèce chevaline dans chaque arrondissement par les syndicats d'élevage du cheval de trait dont nous avons étudié précédemment le fonctionnement et les raisons d'être.

Nous estimons, en effet, que la création de syndicats appropriés est la condition essentielle de la prompte vulgarisation et de la mise en œuvre des facteurs de perfectionnement d'un élevage donné comme de la naissance d'un effort d'ensemble et d'une discipline collective propre à assurer l'épanouissement des plus belles tentatives individuelles.

Il nous apparaît que le troupeau meusien peut être considérablement accru pour les raisons exposées ci-après :

L'invasion et la dévastation consécutive ont beaucoup contribué à son amoindrissement et il y a pour l'élevage du mouton lui-même une œuvre de reconstitution à entreprendre. On ne doit pas oublier que dans ce département, plus de la moitié du territoire comprend des sols calcaires et des terres pierreuses qui se prêtent avant tout à l'élevage dont nous parlons et où celui-ci doit être prédominant. La mise en valeur des régions déshéritées, arides, plus ou moins dénudées (plateaux, flancs de coteaux) exige la présence du mouton. Lui seul peut amener une richesse relative dans les contrées à sol pauvre et ingrat. Il suffit de parcourir le département en tous sens, comme nous le faisons souvent, pour apprécier l'importance et l'étendue des terrains dont ce petit élevage permettrait de tirer un parti avantageux.

La guerre, entre autres causes, a contribué à la dépopulation des campagnes meusiennes (campagnes envahies et plus ou moins sinistrées) et il nous arrive souvent, lors de nos tournées dans les territoires qui furent envahis, de relever l'existence de nombreuses parcelles incultes sur lesquelles pourraient paître et croître de petits ruminants.

Qui ne connaît, d'autre part, ces communes situées dans la région dite des Côtes, zone accidentée, séparant la plaine de la Woëvre de la vallée de la Meuse, où la viticulture était en honneur avant 1914. Au lendemain de la guerre, faute de main-d'œuvre et aussi étant donné le peu de rapport de la vigne dans

un pays où le climat est relativement froid, où les bonnes années sont trop rares pour compenser des frais d'entretien toujours élevés, le vignoble a été plus ou moins délaissé; nous croyons que les habitants de ces localités dont le sol n'est pas très fertile, dont la topographie accidentée et l'extrême morcellement ne sont pas favorables à la culture des céréales, doivent s'orienter vers la plantation des arbres fruitiers et l'élevage du mouton.

Enfin, il y a dans ce département, théâtre des plus terribles combats de toute la guerre, une bonne portion de territoire dite « zone rouge » où les villages anéantis n'ont pas été reconstruits et où le sol est forcément inexploité. A défaut du reboisement qui ne saurait être immédiat et qui ne sera peut-être pas total, ne pourrait-on envisager, sur cet espace où il nous est arrivé de rencontrer une végétation inattendue, l'entretien de quelques troupeaux de moutons?

Loin de nous de vouloir tracer un programme ou imposer des conceptions qui peuvent être discutables par certains côtés et dont d'ailleurs les modalités d'application seraient à étudier en détail. Nous avons simplement tenu à indiquer qu'ici les terres convenant surtout à la production du mouton étaient infiniment plus étendues que ne le comporte l'importance présente du troupeau meusien. Nous souhaitons d'autant plus vivement l'accroissement de ce dernier que l'élevage du mouton est aujourd'hui une exploitation avantageuse en raison de la valeur élevée de la viande et de la laine et de la diminution considérable de la population ovine en France et dans toute l'Europe. La concurrence d'outre-mer elle-même paraît peu dangereuse étant donné le peu de développement de la consommation de viande congelée dans notre pays.

III. — *Méthodes d'amélioration et choix des reproducteurs.*

Mais peut-être, avant de vouloir augmenter l'effectif actuel, faut-il déjà songer à l'amélioration des troupeaux existants en vue de l'obtention de meilleurs rendements. A ce propos, nous redirons encore qu'il est essentiel d'avoir d'excellents reproduc-

teurs, de ne pas se laisser arrêter par un prix d'achat élevé pour se procurer un sujet qui, par la pureté et l'ancienneté de ses origines, soit susceptible de transmettre au plus haut point des qualités et des aptitudes solidement ancrées : considération d'autant plus importante que le bélier par exemple laisse une descendance nombreuse et que l'hérédité multiplie et diffuse les supériorités de l'animal de choix, dédommageant amplement des sacrifices consentis. L'avenir du troupeau dépend essentiellement du degré de perfection des reproducteurs.

Nous avons vu que la variété locale, en raison des croisements multiples dont elle a été l'objet, n'appartenait en propre à aucune race et ne présentait pas de caractères nettement définis. Doit-on conserver telle la souche du pays ou arriver à lui substituer par le croisement continu une race bien déterminée ? Problème délicat qu'il est difficile de résoudre et à propos duquel des points de vue bien différents se heurtent.

Pour les uns, il convient de constituer un troupeau de sujets bien conformés ayant une laine de qualité, aptes au plus haut point à la production de la viande et présentant cette précocité qui fait que les animaux offrent un meilleur rendement et atteignent plus vite leur valeur maxima, conditions d'une réalisation plus rapide et plus avantageuse.

D'autres, au contraire, ont l'opinion suivante : La précocité des animaux, leur plus grand développement, leur perfectionnement ne vont pas sans inconvénient, tels que diminution de la rusticité, moindre fécondité, exigences alimentaires au point de vue qualité et quantité compatibles seulement avec une grande fertilité du sol et une culture intensive. Selon ces éleveurs, il convient d'accorder la préférence aux moutons plus tardifs, plus rustiques, sobres, meilleurs marcheurs et la variété locale adaptée au sol et au climat est à conserver et à améliorer par sélection, c'est-à-dire en cherchant avec soin dans son sein, pour les livrer à la reproduction, les sujets d'une conformation plus parfaite.

Ni les uns ni les autres n'ont tout à fait tort ni tout à fait raison, encore que notre point de vue tende plutôt à se rapprocher de la dernière conception. Au reste, on ne peut pour l'élevage du

mouton, tant sont variables les modes d'exploitation de cette espèce, tracer ainsi que nous l'avons fait pour l'élevage du cheval ou celui des bovidés une ligne de conduite assez étroitement délimitée. Il est bien certain que la renommée régionale du cheval ardennais et le courant commercial existant au profit de cette région impose et rend lucratif dans ce département l'élevage de ce seul cheval. De même, le développement de l'industrie laitière et le paiement du lait à la quantité conduisent à la recherche des bovidés appartenant à la race laitière la plus spécialisée. Il n'y a pas de facteurs d'un caractère aussi précis susceptibles d'influer sur la production ovine locale.

Les parties de la Meuse où prospère l'élevage du mouton n'étant ni fertiles ni particulièrement pauvres, le mieux est de s'inspirer, en l'occurrence, de cette loi zootechnique si heureusement formulée autrefois par Baron, professeur à Alfort :

« Le résultat économique le plus complet sera obtenu non avec des animaux communs ni avec des animaux extrêmement précoces, mais avec ceux chez lesquels la précocité est suffisante pour donner de réels avantages et pas assez accentuée pour présenter de graves inconvénients. Les animaux les meilleurs ne seront pas nécessairement les plus perfectionnés mais ceux qui seront les mieux adaptés aux conditions d'exploitation qu'ils subissent ».

Nous inclinons donc à penser que l'on peut obtenir dans le pays d'excellents résultats en améliorant la variété locale par une meilleure alimentation (ce point laisse ici beaucoup à désirer) et par la sélection qui, bien conduite, développe les qualités existantes et accentue l'homogénéité.

Mais la sélection ne saurait, à elle seule, provoquer l'apparition d'aptitudes qui n'apparaissent chez aucun des individus du troupeau; d'autre part, elle est assez longue à donner des résultats. C'est pourquoi pratiquement, tout en admettant le désir très justifié de conserver la souche locale, il est indiqué de faire intervenir de loin en loin un reproducteur d'une race améliorée plus apte à la production de la laine et surtout de la viande, mieux établi, de

formes plus correctes, capable d'atténuer les imperfections, mais dont l'intervention accidentelle ne saurait s'exercer au point d'arriver à l'implantation d'une race nouvelle. Il s'agit non pas de préconiser un croisement continu ou de substitution, mais un croisement intermittent, discret, défini sous le nom de *croisement de retrempe*, opération zootechnique suffisante pour imprimer en passant une qualité nouvelle sans cependant effacer les qualités anciennes de rusticité et d'adaptation au milieu.

Dans ce système, afin de donner par exemple plus de précocité aux moutons de pays et d'améliorer leur modèle, ou même leur toison, on introduit pendant une génération un bélier dishley-mérinos ou un bélier oxfordown puis l'on a ensuite recours et pendant plusieurs autres générations aux béliers de la variété locale.

Une méthode très défectueuse par contre serait celle qui consisterait à utiliser un bélier perfectionné puis à garder ensuite comme reproducteur mâle un métis descendant de ce sujet et mis en présence de brebis également métis. Le métissage est presque toujours une mauvaise opération zootechnique, car, du fait de la loi de réversion, l'union des métis amène le retour à l'un ou à l'autre type croisé et le bénéfice du croisement initial est finalement perdu. Plutôt que de procéder ainsi, mieux vaudrait — bien que nous en soyons peu partisan dans ce cas particulier — faire du croisement continu et après l'utilisation du bélier perfectionné appartenant à une race déterminée, s'adresser à nouveau à la même race.

Souvent préférable aux interventions précitées, il est une autre opération zootechnique couramment pratiquée en élevage ovin où l'on a reconnu qu'elle avait un très grand intérêt économique; nous voulons parler du *croisement de première génération* ou *croisement industriel*, dont voici le principe : A des brebis de pays, peu exigeantes, sans caractères ethniques précis, sans aptitudes bien définies, on donne un bélier possédant, par contre, des aptitudes améliorantes très nettes, un oxfordown si l'on veut. On obtient des métis demi-sang qui, en raison de leur hérédité paternelle, sont susceptibles de devenir des agneaux d'un bon développement, d'un poids assez fort, précoces, aptes à l'engraissement et

d'un rendement relativement élevé en viande nette, cette viande étant de très bonne qualité. Tous les produits, mâles ou femelles, sont livrés jeunes à la boucherie (agneaux blancs ou de préférence agneaux gris). On ne garde aucune femelle métis pour renouveler l'effectif du troupeau que l'on reconstitue en achetant des brebis du pays. Dans cette façon de procéder, on s'arrange, en somme, pour disposer constamment de brebis communes, rustiques, bien acclimatées, dont on obtient par l'emploi d'un bélier très amélioré, des produits infiniment mieux adaptés à la production de la viande et d'une vente plus lucrative pour la boucherie. Ainsi sont heureusement mises à profit la robustesse de la souche locale et les très réelles qualités de certaines races améliorées. C'est la manière la plus recommandable d'utiliser l'oxfordown dans la Meuse en dehors des très rares bergeries où l'on pratique l'alimentation intensive et où l'on puisse se permettre d'avoir cette race à l'état pur.

Nous croyons que tel est le point de vue de l'Office agricole et de ses conseillers techniques qui, animés du désir d'accroître les débouchés d'un habile éleveur en subventionnant les achats de béliers oxfordown, ont aussi, à n'en pas douter, le souci de favoriser la spéculation la plus en harmonie avec le milieu et avec l'intérêt général des éleveurs de moutons du département. Il est bon — et au profit même de l'élevage de M. Georges Collet — que les conditions d'utilisation du bélier oxfordown, officiellement recommandé, soient ainsi précisées, de même que les résultats à attendre de son emploi.

Nous sommes tout naturellement conduit à exposer brièvement les caractéristiques du mouton de race oxfordown qui est en quelque sorte un southdown grossi. A face et à extrémités noires, il est de grande taille. Bien conformé, il a la poitrine large et profonde, projetée en avant des membres antérieurs, les côtes bien rondes, le gigot fort, la cuisse bien descendue, le dos formant, des épaules à la queue, une large plate-forte horizontale; le dessus, de même que les côtés, a l'aspect rectangulaire; l'ensemble a la forme d'un parallépipède rectangle. Sa viande aurait la qualité et la finesse de celle des southdown, en même temps il atteindrait un bien plus grand développement que ces derniers et donnerait une

plus forte quantité de laine. M. Diffloth rapporte dans son ouvrage sur les races ovines que « l'on disait de l'oxfordown, vers 1854, qu'il était le mouton le plus avantageux pour le propriétaire, le boucher et le consommateur ». Il ajoute que son parfait et complet développement exige une alimentation régulière et substantielle. En dehors des bergeries où l'on se confine dans la production de reproducteurs de choix et où les méthodes d'élevage, aussi perfectionnées que les animaux eux-mêmes, sont adaptées aux exigences alimentaires de ceux-ci, il ne semble pas que la constitution de troupeaux de pure race oxfordown soit très recommandable, dans la Meuse du moins. Par contre, on aura recours avec profit aux béliers de cette race pour le croisement industriel et pour le croisement de retrempe, l'un et l'autre étant à conseiller dans la région.

Le mérinos est un mouton rustique, réussissant bien sur les plateaux secs du Châtillonnais et dans les savarts de la Champagne, mais qui redoute l'humidité et le climat brumeux ; il convient de lui préférer ici le dishley-mérinos qui, bien qu'étant « assez difficile comme nourriture et ayant sa place indiquée dans les pays de culture intensive » (Girard et Jannin, *Le Mouton*), a grandement contribué à améliorer les troupeaux meusiens et a fait ses preuves dans le département. Le bélier dishley-mérinos a la largeur de poitrine, l'ampleur de rein et la plupart des formes du dishley ; il est plus étoffé que le mérinos et donne une laine qui a en partie la finesse et l'homogénéité de celle de ce dernier.

Les caractères de ce mouton, d'origine métisse ainsi que l'indique son nom, s'ils ne sont pas immuables au point de vue ethnique, sont cependant suffisamment fixés pour que l'on puisse attendre de l'intervention de cette race d'heureuses conséquences économiques. Aussi l'Office agricole départemental a-t-il bien fait d'encourager les achats de béliers dishley-mérinos concurremment avec ceux d'oxfordown.

Nous ne dirons rien du southdown utilisable pour la région dans les mêmes conditions que l'oxfordown qui, en raison de son grand format, est peut-être plus en harmonie avec la brebis du pays elle-même assez élevée en général.

Il est bon selon nous de couronner cette longue étude par l'énu-

mération des qualités de conformation à rechercher, en plus d'un âge approprié et d'un bon état de santé, chez le mouton et plus spécialement chez les reproducteurs. Nous ne saurions mieux faire que d'emprunter la description du type idéal au très remarquable ouvrage consacré au mouton par MM. Girard et Jannin.

« La bête parfaite pour la boucherie sera réduite à un tronc très étendu d'avant en arrière, très large d'un côté à l'autre et près du sol. On remarquera toutefois que la brièveté des membres variera avec le régime qui sera imposé aux animaux : les moutons d'étable seront bas sur jambes, tandis que les moutons de parcours seront élancés et agiles.

» L'ensemble devra s'inscrire entre quatre lignes idéales : la ligne du dessus, du garrot à l'attache de la queue, la ligne du dessous, de la pointe du sternum au grasset, enfin les deux lignes latérales qui vont de la pointe des épaules au saillant de la cuisse ; on obtient ainsi un ensemble de formes parallélipédiques. Plus ces lignes sont éloignées les unes des autres, plus l'animal est parfait. La ligne dorsale doit être droite ; ensellée, elle peut être rachetée par sa longueur ; convexe, elle constitue une grave imperfection, car elle entraîne le resserrement de la poitrine et la réduction de l'épaule.

» De face, les omoplates, les pointes des épaules et les jambes seront écartées ; une poitrine large et descendue prouve le bon fonctionnement de la respiration. Quand les animaux sont amples, pas étriqués, on dit qu'ils ont « de la branche ». Des mâchoires larges sont un signe de précocité et d'aptitude à bien manger.

» La massivité des reins et l'épaisseur du travers indiquent la grosseur des noix de côtelettes qu'on peut en attendre.

» En se plaçant derrière l'animal, on examine la croupe qui doit être carrée et non pointue, le gigot sera large, convexe et bien descendu ».

IV. — *Alimentation.*

Cette question serait trop longue à traiter et nous nous bornons à l'effleurer. Le problème se pose d'ailleurs sous des aspects

différents selon que l'on a affaire à un troupeau d'élevage, à un troupeau d'engraissement ou à une pépinière de reproducteurs. De toutes façons, il n'est pas de progrès possible si l'on n'attache la plus grande importance à l'alimentation. Dans cette contrée, on a sans doute le défaut de vouloir élever des moutons avec presque rien ; beaucoup oublient volontiers que la perfection des formes de certains moutons anglais (dishley et plus encore southdown et oxfordown), leur précocité, leur aptitude à la production de la viande sont le fruit, non seulement d'une sélection avisée et persévérante, mais encore d'une nourriture abondante et choisie, distribuée avec régularité dès le jeune âge. L'éleveur songe bien encore à introduire dans sa bergerie un bélier très amélioré ; mais ce qu'il omet généralement, c'est d'y introduire en même temps les procédés d'élevage qui ont abouti au perfectionnement de ce sujet (1). Et c'est ainsi qu'ayant commis cette erreur, on arrive à cette fausse conclusion que l'animal acheté n'a pas donné ce qu'il promettait ou n'a pas transmis ses qualités à ses descendants.

En même temps que la nourriture la mieux appropriée au but poursuivi, on doit rechercher celle qui a le moindre prix de revient.

Les brebis, qui dans les jours précédant la mise-bas gagneront à avoir un peu de tourteau de lin (200 grammes par tête et par jour), recevront d'une façon continue dès qu'elles seront nourrices, en plus du foin et de la paille, des betteraves et un peu d'avoine ou de tourteau. En pareil cas, est recommandé le mélange par tiers des aliments concentrés suivants : grains concassés (avoine, maïs ou orge suivant le cours), tourteau de lin et tourteau de coton — 250 grammes de ce mélange par tête et par jour.

Les jeunes, au delà du premier mois trouveront un supplément constitué par un peu de son et d'avoine écrasée. Après le deuxième mois, on ajoutera du tourteau de lin, journallement 150 grammes du mélange son, avoine et tourteau pour chaque sujet. Avec l'âge, la dose de grains et de tourteau ira en croissant. Elle peut atteindre

(1) H. Girard et G. Jannin, *Le Mouton*, Librairie de la Maison rustique, 26, rue Jacob, Paris, 6°.

jusqu'à 0 k. 600 pour un antenais à l'engrais. Il ne serait toutefois pas nécessaire de fournir un supplément de ration si les animaux étaient conduits dans de très bons pâturages. Hormis ce cas exceptionnel, nous croyons que les agneaux (surtout en raison de leur croissance), les antenais et les béliers doivent avoir à leur disposition presque à toute époque des aliments concentrés (mélange de grains et de tourteau). C'est une erreur de croire que ce supplément de nourriture ne convient qu'aux seuls sujets de concours.

Le souci d'une bonne alimentation ne doit toutefois pas entraîner à faire des dépenses inconsidérées et qui ne seraient pas en rapport avec la spéculation choisie. Même ceux qui ne se livrent pas à la vente des reproducteurs, laquelle exige une préparation spéciale, feront bien de veiller à ce que la production conserve toujours son caractère avantageux. A cette fin, ils établiront avec beaucoup de soin le prix de revient des sujets en vue de le comparer au prix de vente. C'est ici qu'il convient de paraphraser l'heureuse formule de M. H. Hitier : « Faire de l'argent avec l'élevage et non de l'élevage avec de l'argent ».

V. — *Maladies.*

Le mouton paie un lourd tribut à certaines maladies de caractère enzootique ou épizootique. Nous énumérons ci-dessous les principales avec en face les dispositions à prendre pour éviter le mal ou le traiter.

Piétin. — Affection favorisée par la malpropreté des bergeries et l'humidité des terrains. — Isolement des malades. — Litières sèches. Bains de pieds dans une solution astringente de sulfate de cuivre (sulfate de cuivre à 4 0/0) ou à l'eau de chaux. Si le mal est assez prononcé, enlèvement de la corne décollée et application de vaseline iodée à 1/20° ou d'un mélange de saindoux et de sulfate de cuivre finement pulvérisé.

Distomatose ou cachexie aqueuse. — Apparaît les années pluvieuses ou sur des sujets allant dans des prairies marécageuses : assainir et chauler celles-ci (solution de chaux à 1/100°, le chaulage étant pratiqué à différentes reprises de mai à septembre.

L'affection se traite avec l'extrait éthéré de fougère mâle, 5 grammes par jour dans 25 grammes d'huile. À administrer chaque matin à jeun pendant six jours consécutifs.

Gales du mouton. — Bains dans une solution de jus de tabac (1 litre de jus de tabac pour 80 litres d'eau avec les jus à 40 grammes de nicotine par litre, 1 litre pour 200 litres d'eau avec les jus à 100 grammes). Deux bains à quinze ou dix-huit jours d'intervalle (Prof. Moussu). Bonne alimentation et isolement des malades. Désinfections répétées des bergeries (crésyl à 4 0/0, eau de javel à 1/10°, lait de chaux, etc...).

Tournis. — Consécutif à l'ingestion par le mouton d'œufs ou d'embryons du *tœnia cœnurus* qui vit dans l'intestin du chien. Débarrasser chaque année les chiens de leurs parasites intestinaux par l'administration d'un vermifuge énergique, les purger ensuite et arroser leurs excréments durant le traitement avec de l'eau bouillante et de la chaux vive. Ne pas jeter aux chiens les têtes de moutons ayant le tournis.

Charbon bactérien ou sange de rate. — Se prévient par l'inoculation des vaccins pastoriens. Vaccination à effectuer quand un cas a été constaté dans le troupeau. Ne pas enfouir les cadavres mais les détruire par l'incinération, la cuisson ou tout autre moyen. Si l'on est dans la nécessité d'enfouir, placer les cadavres entre deux lits de chaux vive et ne pas les mettre dans des sols de champs ou de prairies.

Clavelée. — Maladie contagieuse grave caractérisée par l'apparition de pustules aux régions dépourvues de laine. Est efficacement combattue, lorsqu'elle débute dans un troupeau, par le traitement des sujets indemnes avec le virus sensibilisé préparé par Bridré et Bocquet (Institut Pasteur) dont l'inoculation confère immédiatement l'immunité.

Muguet. — Isolement des malades, nettoyage des ulcérations à l'eau bouillie ou à l'eau boriquée puis, après, légère application de teinture d'iode sur les plaies.

En règle générale, il est bon d'isoler tout malade. Les bergeries doivent être fréquemment nettoyées et désinfectées de temps en temps.

Nous avons résumé l'essentiel des données qu'auraient à vulgariser dans le département les syndicats d'élevage ou les associations agricoles s'intéressant à la production du mouton dont nous voudrions voir l'importance s'accroître en raison de l'intérêt économique qu'elle présente.

CHAPITRE II

ESPÈCE PORCINE

I. — *Les sociétés d'agriculture et l'élevage du porc dans la Meuse.*

L'élevage du porc n'a jamais tenu qu'une place insignifiante dans les préoccupations des sociétés d'agriculture meusiennes. A la lecture des différents procès-verbaux nous n'avons trouvé que fort peu de choses concernant cette espèce, en dehors de quelques encouragements donnés par les associations agricoles des arrondissements de Verdun et de Commercy à l'achat de reproducteurs.

A la séance du 2 mars 1895, la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun décide de faire l'acquisition d'un certain nombre de jeunes reproducteurs craonnais de l'âge de dix à douze semaines : 13 mâles et 17 femelles, tous achetés dans les Vosges et descendant de porcs craonnais introduits dans ce pays, sont amenés à Verdun par un délégué de la Société, puis rétrocédés aux adhérents de celle-ci. Opération identique en 1896 portant sur 24 porcelets de même race, dont 6 mâles et 18 femelles achetés dans la Mayenne. Les animaux sont revendus avec une perte globale d'environ 300 francs.

En 1899 et en 1909, la Société d'agriculture de l'arrondissement de Commercy consacre une somme de 150 francs à encourager l'importation de porcs mâles craonnais. Une remise sur le prix d'achat est faite aux acquéreurs qui doivent conserver et livrer à la reproduction les sujets pendant au moins deux ans. La même

société achète en 1910 par l'intermédiaire d'un membre délégué des reproducteurs craonnais revendus ensuite à ses adhérents.

Par ailleurs, lors de chaque concours organisé par l'une ou l'autre des associations agricoles départementales, de petites primes étaient et sont encore prévues pour les animaux reproducteurs de l'espèce porcine. Peu de sujets (verrats ou truies) présentés en général dans cette catégorie où les prix furent longtemps accordés indépendamment de toute considération de race. Actuellement, l'Office agricole départemental donne quelques primes pour la tenue et l'installation des porcheries et aussi pour la possession de bons reproducteurs ; il est exigé que ceux-ci soient de race pure.

II. — Généralités.

On peut considérer au total que la production du porc dans la Meuse, de même que celle du mouton, est laissée à la libre initiative individuelle et les animaux de l'espèce porcine rencontrés dans les exploitations agricoles n'ont le plus souvent pas de caractères bien définis.

Il faut d'ailleurs noter que l'on fait naître et que l'on élève sur place fort peu de porcs ; par contre, l'engraissement des sujets de provenances très diverses se fait sur une large échelle. Il est surtout pratiqué dans les porcheries qui, à de très rares exceptions près, sont annexées aux nombreuses laiteries que compte ce département.

Des courtiers locaux font venir du Cantal, de l'Allier, du Cher, de Saône-et-Loire, plus rarement de l'Ouest (Mayenne et Normandie) de jeunes porcs répartis ensuite dans les fermes ou les porcheries industrielles.

L'agriculteur achète plus volontiers des porcelets venant d'être sevrés, âgés de deux mois environ ; tandis que les fromagers préfèrent les porcs âgés de cinq mois dont l'engraissement est rapide et dont la préparation en vue de la vente pour la consommation s'effectue dans le minimum de temps.

On ne peut ni espérer ni envisager ici la création de syndicats d'élevage locaux s'intéressant exclusivement à l'espèce porcine,

ces syndicats n'ayant de raisons d'être que dans les régions où l'élevage du porc, à défaut d'autres, revêt une grande importance économique et constitue l'une des principales sources de richesse, l'exportation des reproducteurs, des sujets destinés à l'engraissement ou des porcs gras, parfois des trois ensemble, étant très active.

Ce n'est pas le cas de la Meuse, pays de petite et de moyenne culture, où, dans chaque exploitation agricole, ne sont élevés, puis engraisés tous les ans, qu'un petit nombre de porcs destinés avant tout à la consommation familiale. Le surplus est livré aux boucheries et charcuteries locales. Les fromagers vendent également sur place la plus grande partie des sujets qu'ils engraisent; ils en expédient aussi sur les départements voisins et cela — fait paradoxal — bien que la production du département ne paraisse pas lui suffire. Nous notons souvent, en effet, pour les villes de Bar-le-Duc et de Verdun, de gros achats de porcs gras au marché de la Villette.

Si, comme nous l'avons indiqué, il s'agit d'un élevage qui ne saurait accaparer l'activité de groupements agricoles spéciaux, nous pensons néanmoins que les sociétés d'agriculture ne peuvent pas se désintéresser tout à fait de cette question sur laquelle elles doivent être en mesure de résumer au profit du cultivateur quelques notions d'ensemble plus particulièrement utiles.

Les industriels qui sont à la tête de fromageries, ont infiniment moins besoin d'indications : l'habitude du calcul des prix de revient et la recherche constante des conditions les plus avantageuses de la production suscitent en eux ce souci d'une documentation précise et d'une étroite adaptation à un problème économique donné qui fait plus ou moins défaut à la masse des agriculteurs. L'industriel sait toujours ce que lui coûte le porc qu'il nourrit et engraisse; fréquemment, l'agriculteur ne le sait pas; le premier achète, calcule, se rend compte; le second, qui n'estime à son juste prix, ni le capital immobilisé, la valeur de l'alimentation donnée souvent au petit bonheur, ni la somme de travail toujours élevée fournie par lui, n'apprécie que très approximativement le rendement de son entreprise. N'étant pas fixé à ce propos, il lui manque souvent

les renseignements susceptibles de confirmer l'excellence des diverses sortes et des diverses méthodes d'élevage ou de l'amener à corriger ses entreprises sur tel ou tel point.

L'élevage et l'engraissement du porc est généralement d'un bon rapport malgré les fluctuations passagères mais assez déconcertantes relevées dans les cours en raison, d'une part des possibilités de concurrence étrangère, d'autre part de la facile multiplication de ces animaux et de leur rapide croissance, d'où surproduction les années où les aliments (pommes de terre notamment) sont abondantes et bon marché.

Par ailleurs, la fécondité des truies et la prompt venue des porcs peuvent être également interprétées comme autant d'heureux facteurs d'une production, qui a aussi pour elle l'excellent parti que tire des aliments et des déchets les plus variés un animal dont l'aptitude à donner en peu de temps et volontiers à bon compte de la viande et de la graisse est sans égale.

Le défaut de main-d'œuvre qui se fait durement sentir en agriculture constitue la grande entrave à l'extension d'un élevage qui, s'il demande quelques connaissances et quelques précautions, est encore parmi les plus aisés.

III. — *Choix des animaux. — Conformation et races.*

Les truies, dont on peut obtenir une première mise-bas vers l'âge de un an environ et par la suite deux portées chaque année, ne sont cependant pas nombreuses dans les exploitations meusiennes. Indiquons néanmoins les qualités de conformation à rechercher chez elles — comme d'ailleurs chez tous les sujets de l'espèce, car le modèle conditionne le rendement en viande nette, — quelle que soit la race à laquelle on s'adresse.

Une encolure brève, un poitrail large, des épaules fortes, espacées, bien garnies, des côtes allongées et bien cintrées ne laissant pas de vide en arrière des épaules ou des coudes, le garrot et le rein épais de même que la croupe qui gagnera à ne pas être inclinée, un dos droit, un corps étendu et cylindrique, des cuisses et des fesses rondes et volumineuses, des membres bien d'aplomb,

courts et écartés. On a fait très justement remarquer que l'écartement des jarrets donnait la mesure de la largeur de la poitrine ; l'écartement des branches du maxillaire inférieur dénoterait la capacité d'absorption et d'assimilation.

Le développement du bassin, l'implantation régulière des mamelles et leur nombre entrent encore en ligne de compte pour le choix de la truie.

Lorsque l'on effectue l'achat de porcs — reproducteurs ou autres — il importe de rechercher, à côté de ces particularités de conformation d'un caractère très général, les apparences d'une bonne santé : gaieté, vigueur, bon appétit, absence de toux, d'essoufflement, de diarrhée, de déformations osseuses, etc.

La plupart des lois déjà indiquées à propos du choix des reproducteurs dans d'autres espèces se retrouvent ici. On accordera la préférence à des reproducteurs non seulement bien établis mais aussi de race pure, de bonne origine, à caractères bien fixés et hautement transmissibles, provenant de truies prolifiques, la fécondité étant assez héréditaire.

Les truies peuvent être conservées jusqu'à l'âge de cinq ou six ans, l'expérience montrant qu'elles sont d'un meilleur rendement pour l'élevage de trois à cinq ans qu'avant, contrairement à l'opinion la plus répandue.

Certains porcs amendent plus rapidement et semblent être de meilleurs transformateurs alimentaires que d'autres. Il y a des particularités généralement liées à la race et qui nous amènent naturellement à indiquer les variétés qui, selon nous, sont plus particulièrement adaptées à chaque genre de production.

Dans les fermes, les porcs ont généralement la possibilité de circuler dans un enclos ou un coin de prairie ; élevés ou engraisés assez lentement, nourris avec des eaux grasses, du petit-lait et des produits de l'exploitation (pommes de terre et betteraves cuites, son, auxquels on associe parfois grains cuits et farines), ces animaux ne sont généralement abattus qu'après avoir atteint le poids de 200 à 250 kilos. On leur demande de fournir un lard ferme, relativement peu abondant par rapport à la viande proprement dite. Il est alors préférable de s'adresser à des sujets rustiques,

résistants, appartenant à des races de précocité moyenne, d'une excellente conformation et d'un assez grand développement, cas des races porcines normande et craonnaise. Les porcs venant des départements du Centre dérivent plus ou moins directement du Craonnais et conviennent également bien.

Enfin est à conseiller le croisement de première génération des truies de pays avec le grand yorkshire (large white) à la fois précoce et robuste, d'un poids élevé et producteur d'une chair sans excès de graisse. Il existe en France même d'excellents élevages de la grande race anglaise.

Pour les porcheries annexées aux fromageries où les animaux sont nourris avec des résidus industriels, on recherche des sujets précoces, d'une croissance rapide, susceptibles de prendre le maximum de poids dans le minimum de temps, chez lesquels l'aptitude à l'engraissement et la puissance d'assimilation soient très développées. Le yorkshire intermédiaire (middle white) si caractéristique avec sa face courte, son groin retroussé, ses oreilles petites et droites, son aspect épais, trapu, près de terre, le grand yorkshire et mieux encore les croisements craonnais berkshire (porc de Longué) ou normand berkshire (porc de Bayeux) offrent l'avantage de bien s'accommoder de la vie en stabulation qui est la règle dans les porcheries industrielles et d'accepter plus aisément cette nourriture dont l'essentiel est le petit-lait, genre d'alimentation occasionnant parfois une mortalité assez élevée parmi les porcs craonnais ou normands. Ces derniers, d'ailleurs, dans la période qui suit immédiatement le sevrage, ont besoin d'exercice. Il est nécessaire, en dehors des rigueurs saisonnières de les sortir journellement durant quelques heures.

Nous avons rencontré dans plusieurs grandes porcheries du département les croisements berkshire (porcs de Bayeux notamment) et le yorkshire intermédiaire nourris exclusivement avec des résidus de laiterie et des farineux (farine de manioc entre autres); ces animaux, à partir de huit mois, peuvent peser de 80 à 100 kilos et sont prêts pour la vente. Ils donnent une viande estimée vendue comme « porc frais ».

IV. — *Remarques sur la croissance chez le porc.*

Une connaissance particulièrement intéressante en ce qui concerne l'élevage du porc destiné à l'engraissement est celle qui a trait à la puissance d'assimilation du sujet aux divers âges. Des expériences très précises faites à ce propos démontrent qu'au delà du sevrage, plus l'animal augmente de poids, plus s'élève la dépense alimentaire nécessaire à un même accroissement. Il est établi — et cette donnée est très utile pour ceux qui pratiquent l'élevage industriel — que le porc se développe à meilleur compte jusqu'à ce qu'il ait atteint le poids de 80 à 90 kilos que par la suite, d'où le profit qu'il y a à le vendre vers cette époque, à l'âge de huit mois environ. Si l'on gardait le sujet beaucoup plus longtemps un moment arriverait où le gain d'un kilo de poids vif ne faisant guère que compenser les frais de nourriture et d'entretien correspondants, l'intérêt économique de la production disparaîtrait.

L'engraissement des animaux autres que les reproducteurs serait à commencer dès l'âge de cinq mois pour les porcs améliorés et précoces, un peu plus tard pour les autres. Ces remarques sont intimement liées aux constatations relatives à l'augmentation quotidienne de poids dont le maximum peut aller de 0 k. 750 à 1 k. 200. Ce maximum, d'ailleurs très variable, est sous la dépendance de la nourriture et de la race; il est beaucoup plus élevé chez les porcs améliorés (races anglaises) dont la tendance à l'engraissement a été en quelque sorte cultivée que chez les porcs communs (1).

L'accroissement journalier, chez un porc qui croît et engraisse à la fois, s'élève progressivement jusqu'à ce que l'animal ait atteint un âge voisin de huit mois et un poids oscillant autour de 100 kilos; il diminue ensuite et même assez rapidement. Voici à ce propos un exemple rapporté par M. le professeur Dechambre dans le précieux volume consacré par lui à l'élevage du porc. On cite le cas d'un animal arrivé au poids de 118 k. 500 et pour lequel

(1) D'après M. le professeur Dechambre, un porc de 70 kilos pendant l'engraissement peut réaliser chaque jour un accroissement égal à celui d'un bœuf de 500 kilos.

durant le mois qui a précédé cette pesée l'augmentation quotidienne a été en moyenne de 0 k. 779 ; dans les quinze jours suivants, l'animal ne gagne plus que 3 k. 500 et la moyenne de l'accroissement journalier tombe à 0 k. 300.

Le moment d'accroissement optimum est atteint d'autant plus tôt et la diminution consécutive est d'autant plus rapide que l'on a affaire à des races plus perfectionnées, plus précoces et d'un format plus petit (yorkshire intermédiaire, berkshire) d'où l'avantage d'avoir, dans les exploitations rurales, où l'on conserve plus longtemps les porcs et où on ne les abat et ne les vend que lorsque leur poids atteint 150, 200 kilos et même plus, des sujets d'engraissement moins hâtifs, susceptibles d'acquérir une assez forte taille tout en ayant une certaine finesse. Nous avons indiqué quels étaient, en pareil cas, les animaux de choix (normand, craonnais, métis issus du croisement des races précédentes avec le grand yorkshire). Pour eux, l'augmentation journalière peut n'atteindre son maximum que vers le poids de 140 kilos.

Ces considérations d'ordre très général, dont il est sage de s'inspirer, n'ont toutefois pas un caractère absolu, la croissance et l'engraissement étant grandement influencés par le genre de vie et l'alimentation.

Ce chapitre, pour celui qui se livre à la production du porc en grand, a besoin d'être très approfondi. Le problème qui se pose et à propos duquel nous avons essayé de grouper quelques notions d'expérience n'a pas une physionomie immuable et ne peut être résolu une fois pour toutes. Les facteurs qui interviennent sont nombreux et variables : genre de production auquel on veut se livrer, aliments dont on dispose, précocité des animaux fonction de la race et du degré de perfectionnement de la souche, prix de revient de la nourriture, prix du kilo de viande sur pied, etc.

Alors que certains ont intérêt à céder les animaux au sevrage vers deux mois, d'autres trouvent leur bénéfice à prolonger un peu l'élevage et à ne vendre que vers l'âge de cinq mois. L'industriel qui procède à l'engraissement de nombreux porcs semble avoir intérêt à commencer celui-ci vers l'âge de cinq à six mois et à vendre les animaux lorsqu'ils ont atteint un poids allant de 90 à

120 kilos et un âge oscillant de huit mois à un an. Le cultivateur par contre n'envisage guère l'engraissement du porc qu'aux environs de huit mois et sa vente ou son sacrifice pour la consommation familiale qu'à dix-huit mois.

Ce que nous souhaitons, c'est que chacun dans sa spécialité cherche à établir, mathématiquement pour ainsi dire, les conditions de la production et sache déduire de ses calculs d'utiles enseignements.

V. — Alimentation.

De tous les animaux, le porc est celui chez lequel les changements dans les conditions de milieu et de nourriture ont les plus grandes répercussions. Nous ne nous étendrons pas sur ce chapitre que le producteur désireux de se documenter trouvera développé avec beaucoup de détails dans le précieux ouvrage du professeur Dechambre auquel nous avons fait allusion.

Disons simplement que si la gamme des aliments utilisés par certaines espèces domestiques est restreinte, il n'en est pas de même pour le porc dans l'alimentation duquel peuvent entrer, à côté des grains, des farines, des légumes, des fourrages verts (luzerne, trèfle) et des tourteaux, des résidus industriels très variés, déchets de fromagerie, de distillerie, de féculerie, de brasserie, d'équarrissage, etc..., ce qui étend singulièrement les possibilités de recherche du judicieux mélange qui permet de nourrir les animaux au moindre prix et d'abaisser leur prix de revient.

Pratiquement, lorsque l'on veut procéder à l'engraissement, on donne une quantité d'aliments telle que tout soit ingéré par le sujet; il faut aussi que cette ration ait une valeur nutritive convenable.

On considère qu'il peut falloir trois, quatre, ou même cinq unités fourragères pour obtenir une augmentation de poids d'un kilo. Ainsi que nous l'avons exposé, selon l'âge du sujet, la quantité d'aliments nécessaire à l'obtention d'un même gain varie quelque peu.

Les Danois basent les substitutions alimentaires sur les équivalences ci-après :

1 kilo de grains vaudrait :

- 6 kilos de lait,
- 12 kilos de petit-lait,
- 8 kilos de betteraves fourragères,
- 5 kilos de betteraves à sucre,
- 4 kilos de pommes de terre cuites,
- 5 kilos de luzerne verte, etc...

Pour eux, les grains devraient fournir en moyenne 70 0/0 de la valeur nutritive de la ration.

D'après M. le professeur Dechambre, d'expériences faites en 1919, il résulterait que, pour produire 100 kilos de poids vif, un porc devrait consommer une quantité d'aliments qui peut être évaluée successivement ainsi :

	Kilos.
Tourteau d'arachides.....	425
Tourteau de coprah.....	450
Tourteau de palmiste.....	500
Pommes de terre cuites.....	2 000

Un aménagement approprié des porcheries est de nature à diminuer sensiblement les exigences alimentaires à la mauvaise saison.

La bonne qualité des aliments fait la bonne qualité de la viande et du lard; une nourriture variée est indispensable au maintien de l'appétit.

Nous ne saurions trop engager les nourrisseurs à recourir fréquemment aux pesées pour vérifier l'excellence du régime, le parti tiré des divers aliments et l'aptitude individuelle à l'engraissement.

VI. — *Maladies.*

Quoique rustique, le porc est en butte à des affections qui revêtent un caractère endémique ou même nettement épidémique et peuvent se montrer très meurtrières. Ces maladies, relativement

rare dans les petites porcheries annexées aux exploitations agricoles, sont, par contre, assez fréquentes dans les porcheries industrielles où se trouvent rassemblés un grand nombre d'animaux de l'espèce porcine.

Là, elles tendent à revêtir le caractère de gravité que prennent volontiers tous les états morbides de nature contagieuse, soit dans les hôpitaux, soit dans les agglomérations où sont réunis beaucoup de sujets réceptifs; il semble bien en pareil cas que la virulence des germes, agents du mal, croisse avec les passages successifs d'un animal à l'autre.

Parmi ces affections, le *rouget* est aisé à prévenir grâce à l'emploi combiné du sérum et du vaccin du professeur Leclainche. Même déclaré, il peut, surtout au début, être traité efficacement par le sérum. D'autres maladies (*pneumonie contagieuse, entérite infectieuse, peste porcine*) sont très redoutables; afin de les éviter, il est recommandé de n'acheter que des porcelets pour lesquels on a toutes les garanties d'une bonne santé; une bonne précaution consiste à placer les nouveaux venus dès livraison et durant un certain temps dans des porcheries d'isolement, construites à part, sorte de lazarets. L'idéal serait peut-être de faire naître et d'élever de jeunes porcs dans ses propres porcheries et de se mettre ainsi à l'abri des infections du dehors. Il y a lieu aussi de retirer sans retard des lots les sujets qui viennent à être malades; l'isolement hâtif et parfois l'abatage précoce des animaux chez lesquels on a des raisons de suspecter une affection contagieuse sont de sages mesures.

Les locaux doivent être installés conformément aux exigences de l'hygiène, faciles à nettoyer et à assainir, bien tenus et désinfectés très souvent.

A signaler enfin, chez le porc, la fréquence des maladies dues à la pauvreté de l'alimentation en sels minéraux. On peut éviter l'apparition de celles-ci en ajoutant à la ration un peu de poudre d'os ou quelques grammes d'un mélange de carbonate de chaux et de phosphate tricalcique, cette dernière substance étant prédominante. Un semblable complément est particulièrement nécessaire lorsque la ration ne comprend pas de petit-lait.

CONCLUSIONS

En ce qui concerne l'espèce chevaline, toutes les sociétés d'agriculture du département étaient arrivées avant-guerre à recommander et à encourager l'élevage du cheval de trait ardennais.

L'état d'esprit créé en faveur de celui-ci a porté ses fruits après-guerre, époque depuis laquelle un syndicat d'élevage du cheval ardennais a été fondé dans chaque arrondissement.

Ces différents syndicats, groupés par ailleurs en une Fédération étendue à toute la région de l'Est qui leur donne des directives communes et a réouvert le Stud-Book ardennais, contribuent puissamment à parfaire l'amélioration de la population chevaline locale.

Les buts poursuivis par chacun d'eux dans son rayon d'action se résument ainsi : réaliser l'unité de vues, aider et diriger les initiatives privées, coordonner les efforts, assurer la continuité nécessaire, organiser les concours, favoriser une sélection judicieuse en encourageant l'importation de reproducteurs choisis et en recommandant l'inscription des meilleurs sujets au livre généalogique, vulgariser quelques-unes des conditions du bon élevage, faire connaître la production chevaline locale, chercher à lui ouvrir des débouchés et défendre au besoin les intérêts des éleveurs.

Des progrès très sensibles, dont le rythme ira en s'accéléralant, ont été réalisés ces dernières années. Le noyau d'élevage de la race ardennaise, en même temps qu'il s'est perfectionné, s'est considérablement accru. Actuellement le pays est susceptible d'exporter des reproducteurs de très grande origine, de bonne conformation et généralement d'un format moyen.

Les sociétés d'agriculture se sont également de tout temps, beaucoup intéressées à l'élevage des bovidés ; mais il y a eu

initialement — et pour la plupart d'entre elles — un défaut de suite dans leur action. Les importations successives de reproducteurs bovins appartenant à des races différentes avaient entraîné dans le cheptel du pays, devenu une mosaïque de toutes les races bovines, un véritable état de variation désordonnée.

Un peu avant 1914 et surtout depuis 1919, les sociétés d'agriculture et les quelques syndicats d'élevage bovin qui se sont constitués paraissent avoir abandonné les anciens errements et semblent vouloir, dans leur champ d'action respectif, orienter les éleveurs vers un type unique et plus rarement vers deux types.

Dans les arrondissements de Bar-le-Duc, Montmédy et Verdun, la race bovine hollandaise pie noire tend à s'implanter à l'exclusion de toutes autres, tandis que dans l'arrondissement de Commercy cette dernière race se rencontre avec la race brune des Alpes cependant dominante. Dans le sud du département quelques communes restent attachées à la race bovine montbéliarde.

En dépit des très satisfaisants résultats obtenus, il demeure encore beaucoup à faire pour le perfectionnement de l'élevage bovin, l'importance de l'industrie laitière amenant notamment à rechercher dans l'ensemble du troupeau la possession et le développement des qualités laitières.

Cette poursuite de l'amélioration du cheptel bovin dans le département exige la mise en œuvre d'un vaste programme, à la fois tâche d'éducation professionnelle et de réalisation dont, aux yeux de chaque association agricole, les points essentiels seraient :

Persévérance dans le choix du type améliorateur auquel la société ou le syndicat local ont décidé depuis un plus ou moins grand nombre d'années de faire appel ;

S'arrêter dans une région donnée, aussi nettement délimitée que possible, à une race bien déterminée et n'encourager dans cette zone que l'élevage de cette seule race afin d'arriver progressivement à la pureté, à l'homogénéité du bétail, à la fois gage et condition de son perfectionnement ;

Si la race à planter n'est pas parfaitement adaptée au milieu, favoriser son acclimatement par l'emploi du croisement continu et l'enrichissement du sol ;

Recours à une sélection méthodique, impliquant pour le choix des reproducteurs la recherche simultanée de caractères ethniques nets, d'une bonne conformation et de qualités laitières ou d'apti-

tudes héréditaires contrôlées : d'où nécessité des Herd-Book, de la pratique du contrôle laitier et de la multiplication des syndicats d'élevage bovin;

Se montrer également très attentif au régime qui doit être à la fois régulier, abondant et nutritif; — ne pas oublier qu'une alimentation rationnelle, en rapport avec le genre de production et avec l'âge, s'impose;

Prendre toutes précautions hygiéniques, facteurs d'un développement et d'un rendement maxima, susceptibles de prévenir l'apparition de maladies; lutter plus particulièrement contre la tuberculose bovine qui cause si fréquemment de lourdes pertes aux élevages.

L'amélioration des espèces ovine et porcine n'a jusqu'alors occupé que très peu de place dans les préoccupations des diverses sociétés d'agriculture du département. La plupart des principes généraux indiqués comme devant présider au perfectionnement des autres espèces pourraient encore s'appliquer ici.

VU : *Le Doyen,*

VU : *Le Président,*

H. ROGER.

P. MÉNÉTRIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. LAPIE.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- P. DECHAMBRE. — *Traité de zootechnie*, T. I. Zootechnie générale, 1912.
T. II. Les Equidés, 1922.
T. III. Les Bovins, 1922.
T. IV. Le Porc, 1924.
— *La vache laitière*. Ch. Amat, éditeur, Paris.
- L. DESLIENS. — *Programme d'amélioration de l'élevage de l'espèce bovine dans le Châtillonnais, basé sur le contrôle laitier. Numéro spécial consacré à l'élevage en Côte-d'Or. La terre de Bourgogne*, janvier 1923.
- P. DIFFLOTH. — *Moutons*. Librairie Baillière, Paris.
- Henri GIRARD et Georges JANNIN. — *Le mouton*, 1920. Librairie de la Maison Rustique, rue Jacob, Paris.
- B. KOHLER. — *L'amélioration rationnelle du bétail par les Syndicats d'élevage*, 1906. Librairie de la Maison Rustique.
- G. MOUSSU. — *Les maladies du mouton*.
— *Les maladies du porc*, 1924, Vigot frères, éditeurs, Paris.
- E.-P. LEBON. — *De la race bovine hollandaise dans le Nord-Est de la France*, 1925. Librairie Camille Robbe, à Lille.
- A.-M. LEROY. — *Ce que doit savoir un bon contrôleur laitier et beurrier*. Revue *Le lait*, n^{os} 40 à 45, 1925.
- A. PRUDHOMME. — *Agriculture du département de la Meuse*, 1893. Contant-Laguerre, imprimeur-éditeur, Bar-le-Duc.
- Léon ROUSSEL. — *Amélioration du bétail par les Syndicats d'élevage*, 1907. Ch. Amat, éditeur.

Th. ZER. — *Le cheval ardennais dans l'Est*, 1925. Librairie Berger-Levrault, Nancy.

Eumèle d'ALFORT. — Articles consacrés à la production animale dans *L'Echo du sol*, collection des années 1924 et 1925.

Le Cultivateur de la Meuse. Numéros parus depuis 1890. Procès-verbaux des diverses séances tenues par les associations agricoles du département.

Revue de Zootechnie, La Revue des éleveurs, 41, rue Lafayette, Paris.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	Pages. XI
INTRODUCTION.....	XV

PREMIÈRE PARTIE

ESPÈCE CHEVALINE

CHAPITRE I. — ÉTAT DE LA POPULATION CHEVALINE DANS LA MEUSE VERS 1890.....	1
CHAPITRE II. — ACTION DES DIVERSES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE DU DÉPARTEMENT SUR L'ÉLEVAGE DES ANIMAUX DE L'ES- PÈCE CHEVALINE DE 1890 A 1914.....	3
I. — Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar- le-Duc.....	3
II. — Société d'agriculture de l'arrondissement de Ver- dun.....	14
III. — Les sociétés d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy.....	30
Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy proprement dite.....	30
Société d'agriculture des cantons de Dun et Stenay.....	34
IV. — Société d'agriculture de l'arrondissement de Com- mercy.....	36
CHAPITRE III. — L'ÉLEVAGE DU CHEVAL DANS LE DÉPARTEMENT A LA VEILLE DE LA GUERRE. — SA SITUATION IMMÉDIATE- MENT APRÈS. — CRÉATION D'UN SYNDICAT D'ÉLEVAGE DU CHEVAL DE TRAIT ARDENNAIS DANS CHAQUE ARRON- DISSEMENT.....	40

	Pages.
CHAPITRE IV. — BUTS DU SYNDICAT D'ÉLEVAGE DU CHEVAL DE TRAIT...	44
I. — Réalisation de l'unité de vues et de l'unité d'action.....	44
II. — Centralisation des ressources destinées à favoriser la production chevaline et organisation des concours.....	45
III. — Encouragements à l'introduction de reproducteurs choisis.....	48
IV. — Recherche de l'homogénéité. — Organisation et conduite de la sélection.....	50
V. — Vulgarisation des conditions du bon élevage....	54
VI. — Accroissement des débouchés.....	58
VII. — Défense des intérêts de l'élevage.....	61
CHAPITRE V. — APERÇU GÉNÉRAL ET RÉSULTATS OBTENUS. — EFFORT DE VULGARISATION DANS LE DÉPARTEMENT ET ESSAI DE PROPAGANDE AU DEHORS. — CONFÉRENCES ET ARTICLES.....	64
I. — Pourquoi et comment améliorer l'élevage du cheval.....	65
II. — Concours-foire de Bar-le-Duc pour chevaux de race ardennaise (1922).....	69
III. — Raisons pour lesquelles les éleveurs doivent assurer le succès des concours locaux.....	76
IV. — La race ardennaise au Concours de Bar-le-Duc et son élevage dans la Meuse (1924).....	78

DEUXIÈME PARTIE

ESPÈCE BOVINE

CHAPITRE I. — ÉTAT DU CHEPTEL DANS LA MEUSE VERS 1890.....	85
CHAPITRE II. — ACTION DES DIVERSES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE DU DÉPARTEMENT SUR L'ÉLEVAGE BOVIN DE 1890 A NOS JOURS.....	87
I. — Arrondissement de Bar-le-Duc.....	88
Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc.....	88

	Pages.
Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement de Bar-le-Duc.....	95
Société d'agriculture du canton de Revigny..	96
Société d'agriculture du canton de Triaucourt et Syndicat d'élevage cantonal de la race bovine hollandaise pie noire.....	96
Société d'agriculture du canton de Montiers-sur-Saulx.....	98
II. — <i>Arrondissement de Verdun</i>	101
Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun.....	101
Société d'agriculture du canton d'Étain.....	110
Société d'agriculture du canton de Varennes-en-Argonne.....	112
Société d'agriculture du canton de Clermont-en-Argonne.....	112
III. — <i>Arrondissement de Montmédy</i>	114
Société d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy.....	115
Syndicat d'élevage nord-meusien.....	119
Société d'agriculture des cantons de Dun et Stenay.....	120
Comice agricole du canton de Montfaucon.....	123
Société d'agriculture du canton de Spincourt.....	124
IV. — <i>Arrondissement de Commercy</i>	124
Société d'agriculture de l'arrondissement de Commercy.....	124
Fédération des Associations agricoles de l'arrondissement de Commercy.....	126
Syndicat d'élevage de la race brune du canton de Commercy.....	128
Comité d'agriculture des cantons de Saint-Mihiel, Vigneulles et Pierrefitte.....	128
Comice agricole du canton de Void.....	131
Société d'agriculture du canton de Vaucouleurs.....	133
Société agricole du canton de Gondrecourt....	133
Où nous en sommes actuellement.....	134
CHAPITRE III.....	136
I. — <i>De la nécessité où l'on s'est trouvé de recourir, pour améliorer la population bovine, à des reproducteurs de race pure pris hors du département</i>	136

	Pages.
II. — <i>Comment au début on ne put s'entendre sur le choix de la race au sein de laquelle seraient pris les sujets améliorateurs</i>	137
CHAPITRE IV.....	139
I. — <i>Les raisons qui dictent le choix d'une race</i>	139
II. — <i>L'indispensable continuité d'action</i>	145
III. — <i>L'unité nécessaire</i>	149
CHAPITRE V.....	156
I. — <i>Importance de l'homogénéité</i>	156
II. — <i>Substitution progressive d'une race bovine déterminée à un bétail mélangé. — Mise en œuvre et avantages du croisement continu</i>	159
CHAPITRE VI.....	163
I — <i>De la sélection. — Ses bases</i>	163
II. — <i>Les facteurs de la sélection. — Contrôle laitier et livres généalogiques, leurs conséquences heureuses. — Syndicats d'élevage</i>	168
III. — <i>Herd-book français de la race bovine hollandaise pie noire</i>	175
IV. — <i>Concours</i>	177
CHAPITRE VII. — ALIMENTATION DES BOVIDÉS ET NOTAMMENT DE LA VACHE LAITIÈRE.....	179
CHAPITRE VIII. — CONDITION D'UNE LACTATION MAXIMA. — PRÉCAUTIONS HYGIÉNIQUES.....	186
CHAPITRE IX. — LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE BOVINE.....	189
CHAPITRE X. — APERÇU SUR QUELQUES RACES BOVINES LAITIÈRES.....	193

TROISIÈME PARTIE

ESPÈCES OVINE ET PORCINE

CHAPITRE I. — ESPÈCE OVINE.....	199
I. — <i>Ce qui a été fait par les sociétés d'agriculture du département de 1890 à nos jours</i>	199
II. — <i>Possibilités d'extension de l'élevage ovin dans le département de la Meuse</i>	202
III. — <i>Méthodes d'amélioration et choix des reproducteurs</i>	204

	Pages.
IV. — Alimentation.....	210
V. — Maladies.....	212
CHAPITRE II. — ESPÈCE PORCINE.....	215
I. — Les sociétés d'agriculture et l'élevage du porc dans la Meuse.....	215
II. — Généralités.....	216
III. — Choix des animaux. — Conformation et races..	218
IV. — Remarques sur la croissance chez le porc.....	221
V. — Alimentation.....	223
VI. — Maladies.....	224
CONCLUSIONS.....	227
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	231
TABLE DES MATIÈRES.....	233

TABLEAUX

Espèce chevaline.

I. — Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par la Société d'agriculture et le Syndicat d'élevage du cheval de trait de l'arrondissement de Bar-le-Duc.....	11
II. — Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun.....	27
III. — Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par les Sociétés d'agriculture de l'arrondissement de Montmédy.....	33
IV. — Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par le Syn- dicat d'élevage de l'arrondissement de Commercy.....	37

Espèce bovine.

I. — Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc...	90-91
II. — Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par les diverses sociétés d'agriculture cantonales de l'arrondissement de Bar-le-Duc.....	97
III. — Animaux achetés puis ensuite cédés à ses adhérents par la Société d'agriculture de l'arrondissement de Verdun.....	105

	Pages.
IV. — Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par les diverses sociétés d'agriculture cantonales de l'arrondissement de Verdun.....	113
V. — Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par la Société d'agriculture de Montmédy et le Syndicat d'élevage nord-meusien.....	119
VI. — Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par les diverses sociétés d'agriculture cantonales de l'arrondissement de Montmédy.....	121
VII. — Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par la Société d'agriculture de l'arrondissement de Commercy et par la Fédération des associations agricoles d'arrondissement...	127
VIII. — Animaux achetés puis ensuite cédés à leurs adhérents par les diverses sociétés d'agriculture cantonales de l'arrondissement de Commercy.....	128

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR LE DUC